# Dossier d'Enquête Publique

Projet d'attribution de la concession de plage naturelle à la commune d'Argeles-sur-Mer

Conformément au Code Général de la Propriété des Personnes Publiques Articles R 2124-13 à R2124-38

03/05/2024



Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Pyrénées-Orientales

## Dossier d'Enquête Publique Pièce N°1 Note de présentation du projet

Textes réglementaires

Mentions régissant l'Enquête Publique, insertion dans la procédure et décisions

Résumé non technique de l'évaluation d'incidence simplifiée Natura 2000



Liberté Égalité Fraternité

Service Mer et Littoral des Pyrénées-Orientales et de l'Aude Unité gestion du littoral Affaire suivie par : Jean-Loup Hérault Tél. : 04 68 38 13 74 Mél : jean-loup.herault@pyrenees-orientales.gouv.fr Direction départementale des territoires et de la mer

Perpignan, le 27 MAI 2024

### NOTE DE PRÉSENTATION DU PROJET DE RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION DE PLAGE D'ARGELES-SUR-MER

à Monsieur le Président du Tribunal Administratif

Objet : Concession de plage d'Argelès-sur-Mer - Désignation d'un commissaire enquêteur.

Le présent dossier porte sur le projet d'attribution de la concession de plage naturelle à la commune d'Argelès-sur-Mer, département des Pyrénées-Orientales (66).

### 1 - Objet des concessions de plage

La concession de plage naturelle est un contrat passé entre l'État et la commune, par lequel cette dernière s'engage à entretenir, valoriser et exploiter la plage, en vue de sa préservation ainsi que de l'installation éventuelle d'activités liées au service public balnéaire.

Ce contrat vient fixer les droits et les obligations de la commune sur le domaine public maritime naturel (DPMn) appartenant à l'État. Il permet, entre autres, le nettoyage de la plage, l'implantation des postes de secours, des douches et sanitaires publics et définit également un nombre de lots de plage sur lesquels peuvent s'exercer des activités commerciales estivales en rapport avec les bains de mer.

Sur ces lots, peuvent s'implanter des clubs de plage qui sont désignés par une procédure de délégation de service public, au terme de laquelle une convention d'exploitation est passée avec la commune.

### 2 - Objet de l'attribution de la concession de plage à la commune

La commune d'Argelès-sur-Mer dispose d'une concession de plage naturelle depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, arrivant à échéance le 31 décembre 2024.

Par délibération du 23 février 2023, le conseil municipal de la commune d'Argelès-sur-Mer sollicite l'attribution d'une nouvelle concession de plage naturelle, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour une durée de 10 ans, afin d'assurer l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de la plage.

#### 3 - Textes réglementaires

La procédure d'attribution de concession de plage est régie par le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P, articles R.2124-13 à R.2124-38), qui impose notamment, une enquête publique.

2 rue Jean Richepin - BP 50909 – 66020 PERPIGNAN CEDEX Horaires d'ouverture et modalités d'accueil disponibles sur le site : Tél, 04 68 38 12 34 Mél : ddtm@pyrenees-orientales.gouv.fr Ce projet se situe principalement en secteur urbanisé, hors site Natura 2000 et espace remarquable du littoral, excepté au nord de la concession où les lots 10, 11 et 12 sont implantés en espace Natura 2000. A ce titre, le code de l'environnement (notamment ses articles L.414-4 et R.414-19 à R.414-26) impose au porteur du projet de réaliser une évaluation des incidences Natura 2000, qui constitue la pièce n° 7 du dossier déposé.

Les lots 11 et 12 sont également concernés par plusieurs zonages environnementaux présumant de leur caractère remarquable au titre de la loi littoral (ERL). L'article R.121-5 du code de l'urbanisme énumère limitativement les aménagements légers pouvant être autorisés au sein des ERL.

#### 4 - Procédure applicable à l'attribution d'une concession de plage

La procédure d'attribution d'une concession de plage naturelle, régie par le CG3P, prévoit les phases suivantes :

 <u>une instruction</u> composée d'une analyse par le service instructeur et de consultations administratives.

Dès qu'il est saisi d'une demande de concession de plage, le préfet consulte pour avis conforme le préfet maritime au titre de ses fonctions militaires et civiles. La DDTM conduit ensuite l'instruction administrative sur la base d'un dossier remis par la commune. Il recueille en outre l'avis du DDFIP chargé de fixer les conditions financières.

A l'issue de l'instruction administrative, la DDTM transmet au préfet sa proposition, accompagnée d'un projet de convention de concession de plage.

une enquête publique réalisée dans les formes prévues aux articles R.123-1 à R.123-23 du
code de l'environnement. Il est à noter qu'aucune concertation préalable n'a eu lieu sur ce
dossier.

A l'issue de l'enquête publique, le préfet se prononce sur la demande de concession de plage. S'il décide de ne pas suivre un avis défavorable rendu par le commissaire enquêteur, l'arrêté accordant la concession de plage devra être motivé.

La DDTM ayant émis un avis favorable à l'issue de la phase d'instruction, le lancement de la procédure d'enquête publique peut donc être engagé.

#### 5 – Résumé non technique de l'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000

Le projet se situe dans et à proximité des sites Natura 2000 suivants:

- Embouchure du Tech et grau de la Massane : N° FR 9101493
- Posidonies de la côte des Albères : N° FR 91011482
- ZNIEFF de type 1 Mas Larrieu: N°910010849
- ZNIEFF de type 1 Grau de la Massane : N°910010857

L'évaluation des incidences Natura 2000, réalisée par le bureau d'études GAXIEU, a conclu que les impacts des travaux sur les milieux et les espèces seront concentrés principalement sur les périodes de montage et démontage des différents aménagements. Sont concernés : trois habitats naturels, quatre espèces végétales et une espèce animale à valeur patrimoniale reconnue. Des mesures environnementales d'évitement et de réduction sont néanmoins proposées afin de minimiser les incidences résiduelles sur ces habitats.

Par ailleurs, la plage du Racou est en site inscrit.

#### 6 - Principales caractéristiques de la concession de plage

La nouvelle concession sollicitée présente une délimitation identique à la précédente, avec une diminution globale de la surface (-1 137m²) et du linéaire (-83 m) exploités, induite par une diminution du nombre de lots de plage (13 au lieu de 15) et de zones d'activités municipales (ZAM) (1 au lieu de 4).

La concession située entièrement sur la côte sableuse du littoral argelésien, se décompose en deux parties : la majeure partie située au nord du port comporte l'ensemble des lots de plage et présente une forte érosion à proximité immédiate de la digue nord du port ; l'autre partie située au sud du port sur la plage du Racou, en site inscrit, comporte uniquement un poste de secours démontable.

La nouvelle concession de plage respecte les taux d'occupation maximums imposés par l'article R.2124-16 du CG3P (80 % de linéaire et de surface libres). Elle comporte : 4 lots de plage d'une superficie de 1 500 m², 2 de 1 200 m², 5 de 1 000 m² et 1 de 600 m², proposant tous une activité accessoire de restauration, ainsi qu'un lot communal (handiplage) de 35 m² et 1 ZAM de 3 185 m².

Les réseaux existants sont réutilisés pour acheminer l'électricité, l'eau potable et les eaux usées vers le réseau principal de la commune, afin de ne pas porter atteinte au milieu naturel.

Une bande de libre usage de 15 mètres est établie le long du rivage.

Une modification de l'implantation actuelle des postes de secours (6 postes mobiles) est proposée, entraînant la création de deux postes de secours permanents (construction en « dur »).

Le lot 10 et un des postes de secours en dur projetés sont situés en coupure d'urbanisme. Les lots 11 et 12 cumulent plusieurs zonages prescriptifs de la loi littoral ou encore de biodiversité.

Pour le Préfet et par délégation, le Secrétaire général

**Bruno BERTHET** 

## Dossier d'Enquête Publique Pièce N°2 Dossier de demande de la commune

Voir dossier de renouvellement jout.

Pièces relatives à l'article R2124-22 du CGPPP

Évaluation simplifiée des incidences sur les sites Natura 2000

### **CONSEIL MUNICIPAL - SEANCE DU JEUDI 23 FEVRIER 2023**

# REPUBLIQUE FRANCAISE Département des PyrénéesOrientales Commune d'ARGELES-SUR-MER

CLASSEMENT ISSU DE LA NOMENCLATURE « ACTES »

1.2 Délégation de service public DELIBERATION MUNICIPALE

N° 08

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi vingt-trois février 2023 à 19 heures, les conseillers municipaux, régulièrement convoqués, se sont réunis au lieu habituel de leurs séances, sous la présidence de M. Antoine PARRA. Maire.

25 PRESENTS	Messieurs :	ALBERTY; BROCH; CASANOVAS; COMANGES; DONNET; ESCLOPE;		
	Mesdames :	FABRE; LAFOND; PARRA; PINEDA; RIUS; THADEE; VILANOVE; COLOME-ISNARD; DE CAPELE; FOURC; FROIDEVAUX; MICHA GUIMBER; MORESCHI; NADAL; PUJADAS-ROCA; PICOT; SAI SAIGNOL: VEZIAT		
8 EXCUSES	Messieurs :	CAMPIGNA donne procuration à Mme NADAL FILHOL donne procuration à Mme PICOT		
		RIBARD donne procuration à M. PINEDA TRIQUERE donne procuration à MME COLOME-ISNARD		
2	Mesdames :	MOINX donne procuration à Mme SAIGNOL SANZ donne procuration à M. PARRA		
0 ABSENT	Messieurs :	GOT donne procuration à M. THADEE		
O ABOLINI	Mesdames :			
SECRETAIRE DE SEANCE		THADEE David		

#### **CONCESSION DE PLAGE NATURELLE - RENOUVELLEMENT**

Vu l'arrêté préfectoral n°20130-63-0010 en date du 4 mars 2013 concédant l'aménagement, l'exploitation et l'entretien de la plage d'Argelès-sur-Mer à la Commune pour une durée de douze ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2024.

Vu les articles R2124-13 et suivants du Code Général de la propriété des personnes publiques.

Considérant l'arrivée du terme du contrat de concession de plage naturelle actuellement en cours d'exécution au 31 décembre 2024 et la procédure préalable à mettre en œuvre en Vue de la conclusion d'un nouveau contrat, il convient dès à présent de solliciter une nouvelle concession de plage naturelle.

### Le Conseil municipal à l'unanimité,

SOLLICITE une nouvelle convention de concession qui pourrait être consentie à la ville d'Argelès-sur-Mer par l'Etat à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour une durée de 10 ans.

AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches et à signer tout document nécessaire au bon déroulement de la procédure.

CHARGE Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Ainsi fait et délibéré les jour mois et an ci-dessus, et ont signé au registre les membres présents.

LA PRESENTE DELIBERATION PEUT FAIRE L'OBJET D'UN RECOURS AUPRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DANS UN DELAI DE DEUX MOIS A COMPTER DE SA PUBLICATION ET DE SA RECEPTION PAR LE REPRENSENTANT DE L'ETAT. Pour extrait conforme,

Le Maire : <

Antoine PARRA

REÇU EN PREFECTURE le 01/03/2023

Application agrees E-legalite com 99 DE-866-21668888-28238223-DEL88 23822

### **DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES**

### **COMMUNE D'ARGELES-SUR-MER**

# RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION DES PLAGES NATURELLES DE LA COMMUNE D'ARGELES-SUR-MER (2025 – 2034)

### **BORDEREAU DES PIECES**

1		NOTE DE PRESENTATION DU RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION DE PLAGE
2	2.1	PLAN DE SITUATION
_	2.2	PROJET DE PLAN GENERAL DE LA CONCESSION
	2.2.A	PROJET DE PLAN GENERAL DE LA CONCESSION SUITE AU PASSAGE EN CDNPS –
		VERSION TRANSITOIRE A 6 POSTES DE SECOURS
	2.2.B	PROJET DE PLAN GENERAL DE LA CONCESSION SUITE AU PASSAGE EN CDNPS –
		VERSION DEFINITIVE A 4 POSTES DE SECOURS
3		MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES ENONCES DANS LA LEGISLATION
4		NOTE INVESTISSEMENT CONDITION FINANCIERE
5		NOTE SUR LES AMENAGEMENTS PREVUS POUR LES PERSONNES A MOBILITE
		REDUITE (PMR)
	5.1	PLAN DES AMENAGEMENTS PMR
	5.1.A	PLAN DES AMENAGEMENTS PMR SUITE AU PASSAGE EN CDNPS – VERSION
		TRANSITOIRE A 6 POSTES DE SECOURS
	5.1.B	PLAN DES AMENAGEMENTS PMR SUITE AU PASSAGE EN CDNPS – VERSION
		DEFINITIVE A 4 POSTES DE SECOURS
6		NOTE SUR LES DISPOSITIFS MATERIELS ENVISAGES POUR PORTER A LA
		CONNAISSANCE DU PUBLIC LA CONCESSION DE PLAGE
7		VOLET NATURA 2000 DE LA CONCESSION
	7.1	CARTE NATURA 2000
	7.1.A	CARTE NATURA 2000 SUITE AU PASSAGE EN CDNPS – VERSION TRANSITOIRE A 6
		POSTES DE SECOURS
	7.1.B	CARTE NATURA 2000 SUITE AU PASSAGE EN CDNPS – VERSION DEFINITIVE A 4
		POSTES DE SECOURS
8	8.1	PLAN DES RESEAUX
O	8.1.A	PLAN DES RESEAUX SUITE AU PASSAGE EN CDNPS – VERSION TRANSITOIRE A 6
	0.2	POSTES DE SECOURS
	8.1.B	PLAN DES RESEAUX SUITE AU PASSAGE EN CDNPS – VERSION DEFINITIVE A 4
		POSTES DE SECOURS
	8.2	CARTE DES POTEAUX INCENDIES ET ZONES DE DEFENDABILITE
	8.2.A	CARTE DES POTEAUX INCENDIES TRANSITOIRE
	8.2.B	CARTE DES POTEAUX INCENDIES DEFINITIF
9		NOTE DE PRECISION DU PROJET DE CONCESSION DES PLAGES NATURELLES APRES
,		LE PASSAGE EN CDNPS
10		CAHIER DES RECOMMANDATIONS ARCHITECTURALES

#### **DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES**

### Commune d'ARGELES-SUR-MER





# RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION DES PLAGES NATURELLES (2025 - 2034)

# NOTE DE PRESENTATION DU RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION DES PLAGES NATURELLES (2025-2034)

MAITRE D'OUVRAGE : ARGELES-SUR-MER

ARGELES-SUR-MER LE:

**SIGNATURE:** 

2	Date(s)	Nature des modifications	Dessiné	Vérifié	Ind
,	Dec. 2023	V0 - Pour envoi commune	LR / LC	AF/DT	а
	Janv. 2024	V1 - Dépôt pour instruction	LR / LC	AF/DT	b
	Fev. 2024	V2 - Dépôt après instruction	LR / LC	AF/DT	С
	Fev. 2024	V3 - Dépôt après instruction	LR / LC	AF/DT	d

1





BZ-10593



1 Bis Place des Alliés CS 50676 34537 BEZIERS CEDEX T. 04 67 09 26 10 F. 04 67 09 26 19 E. bet.34@gaxieu.fr

H:\Affaires\Argelès sur Mer\BZ-10593 Concession des plages\6-AVP\2-Plans\Cartouches

**GAXIEU.FR** 



# RENOUVELLEMENT DE LA **CONCESSION DES PLAGES NATURELLES 2025 203**

Département s Pyrénées Orientales

'Argelès

Note de présentation du projet de concession des plages natu











### TABLE DES MATIERES

UNE PROCEDURE QUI S'INSCRIT DANS LA CONTINUITE DES ACTIVITES EXISTANTES
OBJET DE LA DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION
IDENTITE DU DEMANDEUR
PROJET DE RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION
Contenu du dossier
Préalable méthodologique
Les activités au sein des lots de plage
Les Zones d'Activités Municipales
Traduction graphique du projet de renouvellement de la concession
Périmètre de la concession
Représentation graphique des lots de plage et des ZAM
Autres équipements au sein du projet de renouvellement de la concession
Les différentes plages de la concession
Respect des ratios Mode de calcul
Gestion dunaire
Autres titres d'occupation du Domaine Public Maritime
Autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Transfert de gestion du bord de mer
De l'ancienne à la nouvelle concession
La concession arrêtée le 04 mars 2013
Plages sollicitées pour le renouvellement de la concession des plages
Exposition du projet de nouvelle concession
Évolution entre l'actuelle et la future concession
Respect des ratios d'occupation
Les raisons de cette évolution
LES EQUIPEMENTS DE LA CONCESSION
Les équipements de sécurité des plages et des zones de baignade
Entretien des plages
La collecte des déchets
Les sanitaires et points d'eau
Points d'eau et sanitaires publics existants
Répartition des points d'eau aux abords des plages





Entretien des sanitaires publics
Points d'eau et sanitaires publics projetés
LES ACCES DU PUBLIC A LA PLAGE ET A LA MER
Accès aux plages
Les accès actuels
Recensement des accès
Vers une fermeture progressive de certains accès à la plage
Raccordement des lots et des équipements aux réseaux publics
Raccordement des lots de Plage
Raccordement des Postes de Secours, des sanitaires et des ZAM
Prise en compte de la sécurité incendie
En matière d'organisation de la défense incendie
Prise en compte de la DECI dans le projet de concession
Création de réseau pour poteau incendie
POINTS COMPLEMENTAIRES
Prise en compte du risque submersion marine
Artificialisation du Domaine Public Maritime
Les accès PMR
Ancrage des Postes de Secours mobiles
Poste de Secours permanents
Synthèse des surfaces artificialisées sur le DPM
Les espaces naturels dans la concession
L'état initial de l'environnement
Mesures d'évitement et de réduction des impacts
Quelques préalables sur les chantiers propres aux lots de plages/ZAM/et équipements temporaires
Phase préparatoire à la période balnéaire
Période balnéaire
Émissions lumineuses
Émissions sonores
période balnéaire
Traduction des préconisations en faveur des espaces naturels

Arrêté Préfectoral n°091/2022 réglementant la navigation, le mouillage des navires, la plongée sous marine et la pratique des sports nautiques





de vitesse dans la bande littorale des 300 mètres bordant la commune
Arrêté du Maire portant réglementation des baignades et de la Police des
Modification de l'arrêté portant règlementation des baignades et de la Police des Plages
Délibération relative au lancement de la procédure de renouvellement de la concession de plage Séance du 23/02/2023







### TABLE DES ILLUSTRATIONS

: Exemple de lots de plage, ZAM et Postes de Secours au sein de l'actuelle concession	'n
: Plages sollicitées dans le cadre du projet de renouvellement de la concession c	le
: AOT sur la concession Plage du Racou	
: Transfert de gestion du front de mer	
: Cartographie des titres d'occupation du Domaine Public Maritime	
: Plage du Racou	
: Plage des Pins	
: Plage du Tamariguer	
: Plage de la Marenda	
: Plages sollicitées pour le renouvellement de la concession	
: État des lieux plage du Racou	
: État des lieux plage Sud	
: État des lieux plage Centre	
: État des lieux plage des Pins	
: État des lieux plage du Tamariguer	
: État des lieux plage de la Marenda	
: Affiche estivale sportive de la commune d'Argelès	
Figure 21 : Plan des plages Concession en vigueur	
: Reportage photographique des Postes de Secours et vigie	
: Postes de Secours, vigies et accès PMR de la concession renouvelée	
Emprise au sol Aménagement des Postes de Secours	
Figure 25 : Évolutions Poste de Secours 1	
: Évolutions Poste de Secours 3	
: Exemple d'équipements PMR disponibles	
: Aménagement PMR accès Poste de Secours 1 et lot 10	
Figure 29 : Accessibilité du lot 10 et du PS 1	
: Photographies de la Voilerie	
: Plan de balisage	
: Plan de balisage transitoire	
: Plan de balisage dans le cadre de la concession renouvelée	
: Phasage de l'entretien des plages d'Argelès	
: Agencement des sanitaires publics	
Pavillon Bleu d'Europe » 2022 Argelès Mer, communication sur	le
facebook de la commune	~ -
: dispositif empêchant l'accès des véhicules non autorisés à la plage sur les plage	3S
: Création d'un poteau incendie pour la défense incendie lot 1	
: Création d'un notoqui incondio nour la défense incondie let 2	





: Création d'un poteau incendie pour la défense in	cendie du lot 7
: Réseau AEP a créer pour poteau incendie	
Surface et ancrages hétons Postes de Secours	

### TABLE DES ILLUSTRATIONS

: Identité du demandeur
: Synthèse des réseaux existants et projetés:  : Tableau des superficies artificialisant le DPM Ancrages Postes de Secours  : Tableau des superficies artificialisant le DPM Postes de Secours permanents
: Tableau des superficies artificialisant le DPM : Conclusion des enjeux, impacts et mesures sur l'environnement





Décret du 16 juillet 2014 la commune d'Argelès Mer est classée comme station de

Depuis de nombreuses années la commune est détentrice de plusieurs labels de qualité touristique tel que le label Famille Plus ou Pavillon Bleu. En effet, l'ensemble des plages est labellisé Pavillon Bleu, il valorise les communes et les ports de plaisance qui mènent de façon permanente une politique de développement touristique durable.

En 2021 l'Office de Tourisme d'Argelès Mer a reçu la marque nationale qualité tourisme conformément à la démarche qualité référentiel applicable à la filière des offices de tourisme.

Les lots de plage et les zones d'activités municipales contribuent à offrir des activités de qualité et encadrées par la présente procédure de renouvellement de concession

Le renouvellement de la concession permet d'ancrer la volonté de la collectivité d'ouvrir la ville sur la mer afin d'améliorer le prise en compte architecturale des aménagements sur les plages avec les espaces environnant.

intégrer de façon claire le volet environnemental au sein des choix et décisions retenus.







# OBJET DE LA DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION

exprime la volonté de renouveler l'actuelle concession des plages naturelles de la commune définie par arrêté préfectoral n° janvier 2013 au 31 décembre 2024

Elle souhaite renouveler sa concession des plages pour une durée de 10 ans (période 202 ) à compter du 1 . Ce choix se motive à travers les volontés de

- S'inscrire dans la continuité des activités existantes
- Maintenir un haut des services proposés
- Ouvrir la ville sur la mer
- Intégrer le volet environnemental
- Prise en compte d du trait de côte.

par délibération en 23 février 2023 Conseil Municipal de la commune approuvé le lancement d'une procédure de renouvellement de la concession des plages. La délibération est disponible en annexe.

est envisagé une occupation du Domaine Public Maritime limitée pour les lots à avril au 30 septembre montage, exploitation, démontage exploitation minimale des lots l'attribution des lots.

Cette procédure, codifiée dans le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P), permettra d'organiser la destination et la répartition des lots de plage et des Zones d'Activités Municipales (ZAM) sur les plages sollicitées pour accueillir un service public des bains de mer qualitatif, durable et en adéquation avec le contexte communal.

La commune souhaite donc renouveler son plan de concession des plages en gardant l'harmonie et l'agencement global qui prévaut sur la commune.





### **IDENTITE DU DEMANDEUR**

### IDENTITÉ DU DEMANDEUR

Personne physique: non concerné

Personne morale

Dénomination ou raison sociale

Nom et prénom de la personne habilitée à représenter la personne

**Antoine PARRA** 

04.68.95.34.58

Allée Ferdinand Buisson, 66700 Argelès

Raison sociale et SIRET

Collectivité territoriale









# ROJET DE RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION

### Contenu du dossier

#### Les pièces constitutives du présent dossier sont à minima celles demandées à l'Article

- 1° Un plan de situation;
- 2° Un plan d'aménagement de la concession délimitant notamment les espaces réservés à l'implantation d'activités exploitées directement par le concessionnaire s à des tiers par une convention d'exploitation, les réseaux et les accès;
- 3° Une note exposant les modalités de mise en œuvre des principes énoncés à l'article R. 2124 16 et proposant une durée pour la période en dehors de laquelle la plage doit être libre de tout équipement et installation;
- 4° Une note exposant les investissements devant être réalisés ainsi que les conditions financières d'exploitation annuelle;
- > 5° Une note exposant les aménagements prévus pour permettre l'accès sur la plage des personnes handicapées ou, si la commune ou le groupement de communes, invoquent l'impossibilité matérielle de satisfaire à cette exigence, l'exposé des motifs techniques l
- 6° Le dispositif matériel envisagé pour porter à la connaissance du public la concession de plage et les sous traités d'exploitation éventuels.

#### Dans un souci de lisibilité, ce dossier comportera également

- présente note de présentation qui regroupe diverses informations favorables à son instruction (identité du demandeur, objet de la procédure, préalable méthodologique, équipements, évolutions par rapport à l'actuelle concession, justifications [...] annexes)
- évaluation des incidences Natura 2000 conformément aux dispositions du Code de l'Environnement







### Préalable méthodologique

En plus de respecter les modalités inscrites dans le CG3P, e dossier est établi en s'appuyant sur les modalités onvenues en concertation avec les services de l'Etat en particulier de la 66 service Mer et Littoral

### Les activités au sein des lots de plage

Le cadre général précise ur les plages con peuvent être autorisés la location de matériel et d'engins de plages, aux bains de mer et jeux d'enfants, avec une possibilité d'activités accessoires telles que les buvettes et établissements de restauration des lots de plage sera d'exploitation. dessous sont détaillées les activités dites « de référence » et « accessoires » elles sont cumulatives ou non conformément à la doctrine départementale

- Activités « de référence », elles sont directement liées à la plage
  - «location de matériel de plage» qui est destinée à recevoir l'activité de commerce de location de matériel de plage (bain de soleil, parasol, matelas, chaise
  - « activités de loisirs » telles que les jeux d'enfants/jeux de plage (installations ludiques, trampolines, structures gonflables...);
  - «activités nautiques non motorisées» dédiées aux sports nautiques bande des 300 (pédalo, paddle,
  - « activités nautiques motorisées » et les « activités nautiques non motorisées » dédiées aux sports nautiques au delà de la bande des 300
- Activités «accessoires» aux activités de référence susvisées
  - petite restauration qui est un établissement uniquement destiné à la vente de produits conditionnés ne permet pas de service à l'assiette, de manipulation directe et sur place des denrées nues ni de plats élaborés vendus sur place. Néanmoins, sous réserve d'un raccordement aux réseaux et du strict respect des normes sanitaires, l'activité de buvette pourra être élargie à une activité de restauration légère. La restauration légère s'entend comme la possibilité de ondes combinés avec grill permettant de réchauffer des produits simples, à emporter, sans service à l'assiette et dans le respect des règles sanitaires (par exemple : croque monsieur, gaufres,
  - qui est destinée à recevoir l'activité de commerce de restauration froide ou chaude avec ou sans service de table est possible la vente des boissons à emporter.

terminologies inhérentes aux activités des lots de plage s ont celles inscrites dans le cahier des charges de la concession en vigueur. Elles n'entrent pas en contradiction avec le cadre général susvisé. La définit on précise des activités associées à chaque lot sera précisée dans les conventions d'exploitations et développées au 4.4.3.



### Les Zones d'Activités Municipales

### X Elles permettent

- L'organisation de manifestations publiques ponctuelles sportives et/ou d'animation de plage;
- La mise en place temporaire et de courtes durées d'équipement à destination du service. L'accès y est libre et gratuit le matériel (ballon de football, ballon de volley ou de basket ne sont pas en libre Elles ne font pas l'objet de convention d'exploitation et les activités qui s'y déroulent n'ont aucun caractère commercial. Elles sont gérées par la commune. Les ZAM n'ont pas vocation à accueillir des festivals occasionnant des nuisances sonores et lumineuses réglementées en espace naturel.









: Exemple de lots de plage, ZAM et

au sein de l'actuelle concession





# Traduction graphique du projet de renouvellement de la concession

Le projet de renouvellement de la concession est traduit graphiquementprésent dossier).					
	Périmètre d	concession			
		ge et les ZAM seront senté sur le plan du	la plage de la Marenda t implantés au sein d'un « projet de concession entre		
>	La limite haute		fournie par les services de la		
>	(Observatoire	de la Cote Sableuse le distinguo suivant			
	Représentation	n graphique des lo	ots de plage et des		
	sur laquelle l'activité zone amodiée attrib		er les lots de plage ou les ZAM		
>			xploitant (lots de plage la mise en œuvre des principes énoncés		
		ments u nt de la concession	•		
conce graph équipe barriè	ssion et qui favorisent u iquement (sanitaires pub ements pour les PMR, acc	n service public des dics, stationnements cès aux lots et aux p ux plages pour les	articipent au bon fonctionnement de la bains de mer qualitatif seront traduits , Postes de Secours, cheminements et plages, accès secours, défense incendie, véhicules autres que les secours, ceux s pour l /démontage des lots)		
	Fond de plan				
Le for	nd de plan est une photog	graphie aérienne type	e Orthophotoplan datant de 2021 fourni		





### Les différentes plages de la concession

Les lots de plage et les ZAM sont implantés au sein <u>périmètre de concession</u> précédemment établi.

plages ont été nommé s historiquement et font partie intégrante du périmètre de la Les dénominations ci dessous ont été reprise dans le présent document afin mieux localiser les secteurs étudiés

- La plage du Racou
- La plage Centre
- La plage des Pins
- > La plage de Marenda.





: Plages sollicitées dans le cadre du projet de renouvellement de la concession de plage





### Respect des ratios Mode de calcul

L'Article R.2124 16 du CG3P précise qu'un minimum de 80 % de la longueur du rivage, par plage, et de 80 % de la surface de la plage, dans les limites communales, doit rester libre de tout équipement et installation. L'ensemble des éléments justifiant le respect de la réglementation issue du CG3P sont repris dans la note 3 du présent dossier

### Pourcentage de longueur de rivage par plage

% = 100 x (1)

 $\Rightarrow$ 

- > d1 = longueur de la plage considérée (linéaire de rivage total pour un secteur de
- > dn = somme des «longueurs » des zones amodiées (lots, ZAM).
- Si le résultat est supérieur à 80 la réglementation est respectée.

### Pourcentage de surface de plage

%= 100 x (1

 $\Rightarrow$ 

- > S1= surface du secteur de plage considérée sans prendre en compte la surface des futures dunes qui seront crées dans le cadre du projet « Les Jardins de la
- > Sn = somme des «surfaces» des zones amodiées (lots, ZAM)
- ⇒ Si le résultat est supérieur à 80 %, la réglementation est respectée

La bande de libre passage entre le rivage et les lots de plage a été fixé avec les services de l'Etat.

m en concertation





### Gestion dunaire

La gestion des dunes sera effectuée par la Communauté de communes des Albères, de la Côte Vermeille et de l'Illibéris EPCI compétent.

### d'occupation du Domaine Public Maritime

Par définition, l d'occupation du Domaine Public Maritime avec les limites de concession des plages naturelles Dans le cadre de l'aménagement de son territoire, la ville possède les titres d'occupations suivant

- imite portuaire
- Un transfert de gestion pour l'aménagement du front de mer
- Une concession d'utilisation du rejet en mer au droit de la plage Sud
- Une concession d'utilisation du camping concernant les sanitaires situés sur le DPMn
- utorisations d'Occupation emporaires (AOT) du Domaine Public terrasses des villas sur la plage du Racou.

: La partie du parking de La Marende située sur le DPMn devra être laissée libre de toute

es limites de la concession de plage, objet du présent document, ont pris en compte l'ensemble des périmètres des différents titres d'occupation du Domaine Public Maritime.





### Les limites administratives portuaires



: Limite administrative du port

Deux linéaires de plages , côté Sud au niveau de la Plage du Racou et côté Nord au niveau de la plage Sud, sont intégrées au sein des limites administratives du

es linéaires de plages ne sont pas au sein de la concession, objet de

Les limites portuaires n'auront pas vocation à accueillir des activités encadrées par la concession de plage.





# Autorisation d'occupation temporaire du domaine public

La plage du Racou est bordée par des résidences principales. Des terrasses sont rattachées à ces habitations, ces dernières sont implantées sur le domaine public maritime.

fin de régulariser ces occupations, des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ont été conclu



: AOT sur la concession





### Transfert de gestion du bord de mer

Un transfert de gestion du front de mer a été accordé à la commune d'Argelès cela permet à la commune de réaliser les aménagements nécessaire à la requalification du front de mer et son entretien



: Transfert de gestion du front de mer







: Cartographie des titres d'occupation du Domaine Public Maritime





### l'ancienne à la nouvelle concession

### La concession

L'actuelle concession des plages d'une superficie allant de

:

globale de la concession des plages dans les limites de la concession du correspond à près de pour un linéaire de rivage de près de décompose comme suit

- > Au sud du domaine public portuaire, la plage du Racou sur 400m
- : la concession se prolonge jusqu'à l'embouchure de la Riberette sur un linéaire de 3
- X La concession et ses
- Plage du Racou
- 5
- >
- > Plage de Tamariguer
- > Plage de la Marenda

après exposent la répartition desdits lots, leurs dimensions et leurs activités au sein des plages dans le cadre de la concession arrêtée.

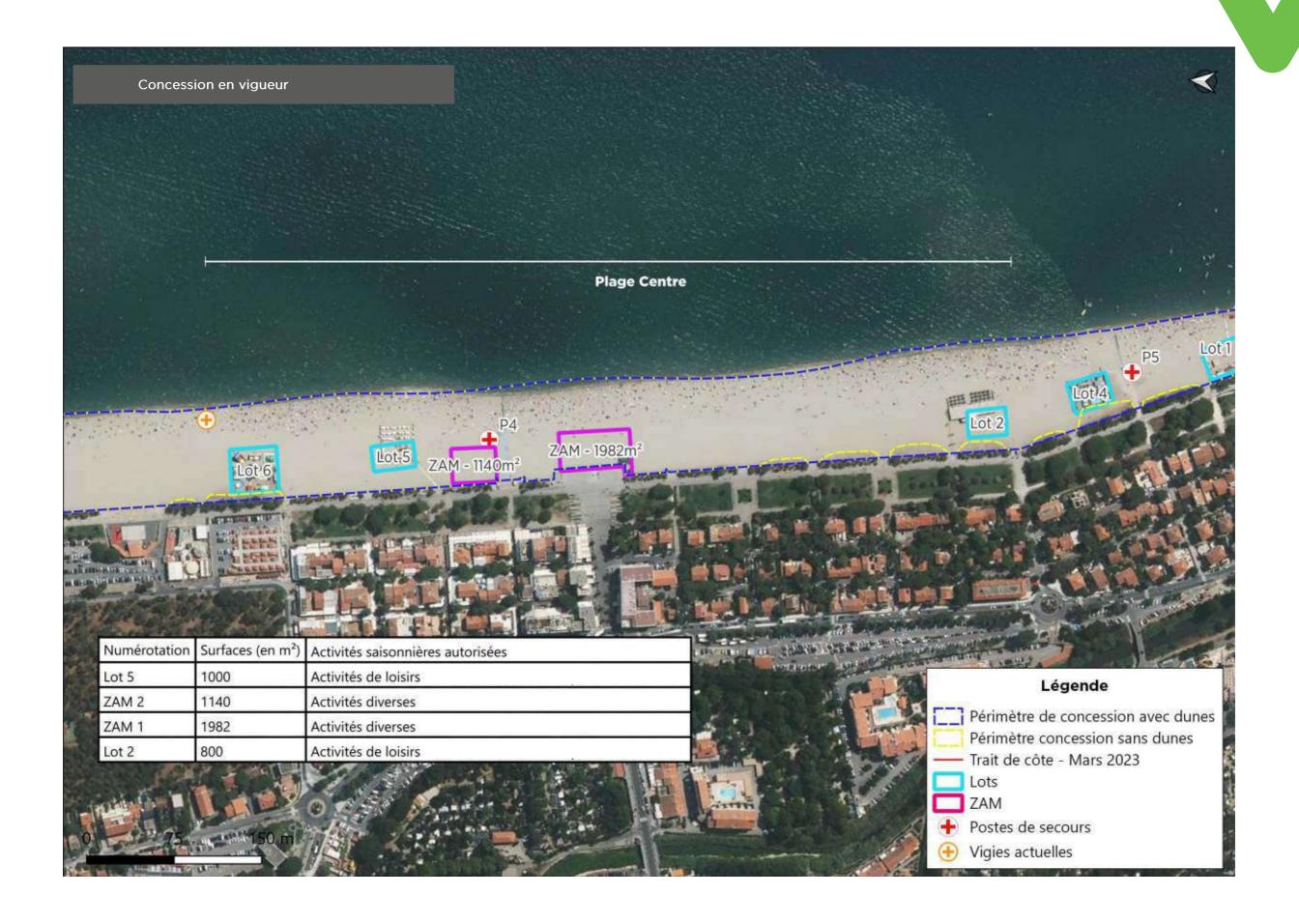
























: Plage de la Marenda





# sollicité pour le renouvellement de la concession des plages

a présente demande de concession concernera près de 4 km de linéaire de plage.

Le tableau et les illustrations ci après apportent une vision synthétique de la localisation du secteur sollicité pour le renouvellement de la concession.

Ils sont complémentaires au plan de situation et à celui du projet de concession.

La surface diffère de l'ancien plan de concession considérant le trait de côte actualisé en se référant aux données fournies par afin de coller au mieux aux réalités physiques et géomorphologiques de la plage.

sollicitées pour la	Périmètre de la concession avec les	2	
	2	2	

\*Le mode de calcul adopté est basé sur un secteur unique qui est celui de la plage a surface considérée pour le calcul du ratio des respects d'occupation de la plage ne prendra pas en compte la surface dunaire







sollicitées pour le renouvellement de la concession





activités nautiques, zones d'activités municipales, équipements divers.

Prisée par les touristes la station balnéaire catalane propose de nombreux clubs de plage qualitatifs, une surveillance accrue des plages et instaure une règlementation sur mesure afin d'assurer la sécurité maximale de l'ensemble des usagers.

Chaque plage détient son propre Poste de Secours et plusieurs poches de stationnement nt de faciliter l'accès au front de mer.

plages qui offrent toutes des services similaires sur la plage et durant la saison estivale des milliers de baigneurs.

- X La plage du Racou
- X
- X La plage Centre
- X La plage des Pins
- X La plage du Tamariguer
- X La plage de Marenda





## Plage du Racou

au Sud de la commune d'Argelès la plage du Racou est à la charnière de la côte rocheuse et de la plage de sable. Sa limite est la zone portuaire. Bordée par des maisons de p elle est la dernière plage de la commune.

La plage est accessible par l'avenue Jordi Barre puis la Terre d'en Sorra ou l'Anza de la Olla e parking de la Sardane situé

Il s'agit d'une plage de 460m de linéaire, sa profondeur est comprise entre 35 et 85m.

La plage et ses environs se composent

- D'espaces remarquables du littoral avec des zones rocheuses et naturelles
- ancien du Racou se situe en arrière plage avec la présence de maison de type « maison de pêcheur » typique de cette plage
- Un parking est situé à proximité directe de la plage
- Une zone naturelle se situe au nord de la plage à proximité avec la zone portuaire.

Les espaces environnants sont donc majoritairement urbanisés (centre ancien, zone urbaine, parking, zone portuaire) mais on r également des zones naturelles et à intérêts à proximité.

est laissée libre de toute exploitation de plage, aucun lot de plage sur cette plage.

Il y a aujourd'hui un poste de secours



: État des lieux plage du Racou







## Plage Sud

La plage Sud se situe sur la rive gauche du port, côté centre ville, dans un espace fortement urbanisé.

L'accès en voiture se fait par l'avenue du Tech, l'avenue du Grau, avenue De Gau le. L'accès à la plage est uniquement piéton, aucun parking n'est situé en bordure de mer et les accès sont interdits aux véhicules hors services.

La promenade du front de mer longe la totalité du linéaire de la plage

Plusieurs parkings sont situés à proximité, notamment au niveau du port, de part et d'autre de la D81, ou avenue du Grau.

Il s'agit d'une plage de 450m de linéaire et sa profondeur est comprise entr 20m et 100m selon le trait de côte et la topographie des lieux

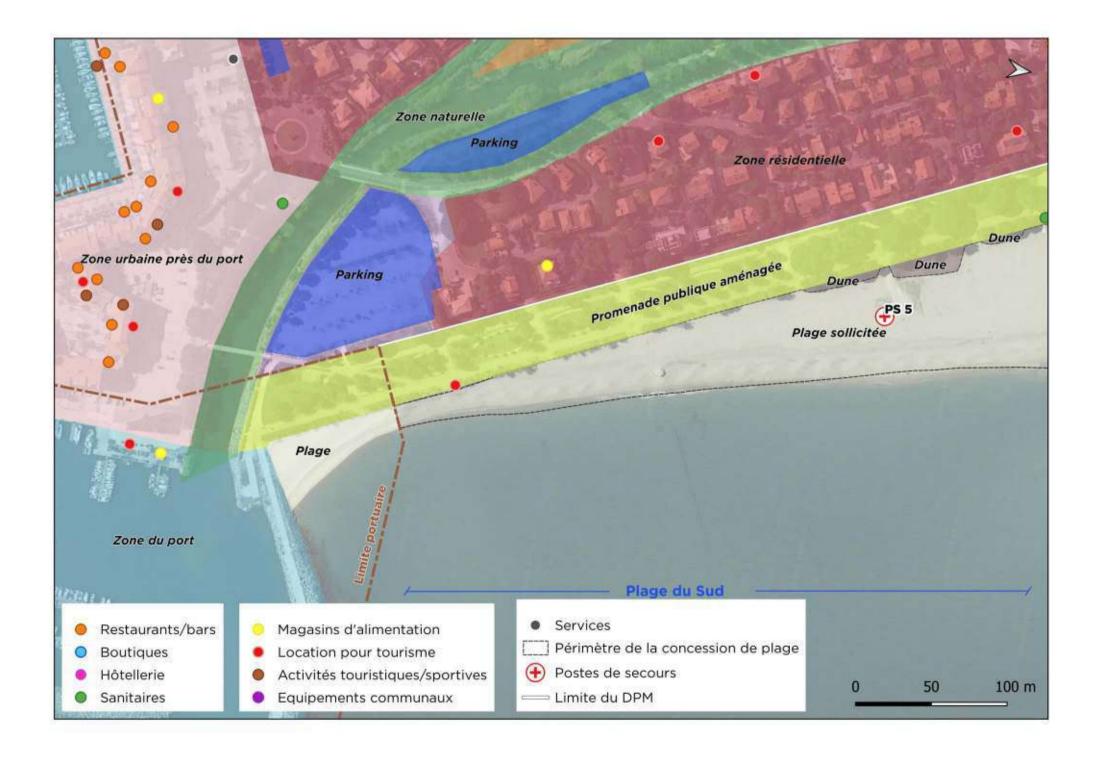
La plage est située dans un environnement fortement urbanisé, ses environs sont composés de :

- La zone portuaire
- La zone urbaine à proximité du port
- La promenade publique aménagé
- Diverses zones résidentielles
- Services, commerces et restaurants.

La zone naturelle située à proximité correspond aux espaces liés au cours d'eau de la Massane qui se jette dans le port

Des espaces dunaires sont présents sur la plage mais leur superficie est

Le linéaire de plage recense un



: État des lieux plage Sud







## Plage Centre

Cette plage est située dans la continuité de la Plage Sud. Implantée également au sein d'un espace fortement urbanisé, on ret éléments similaires à la Plage Sud.

Uniquement accessible pour les piétons par la promenade en front de mer, les accès sont fermés aux véhicules à moteurs

La promenade en front de mer longe la totalité du linéaire de la plage.

Il s'agit d'une plage de 630m linéaire, sa profondeur est comprise

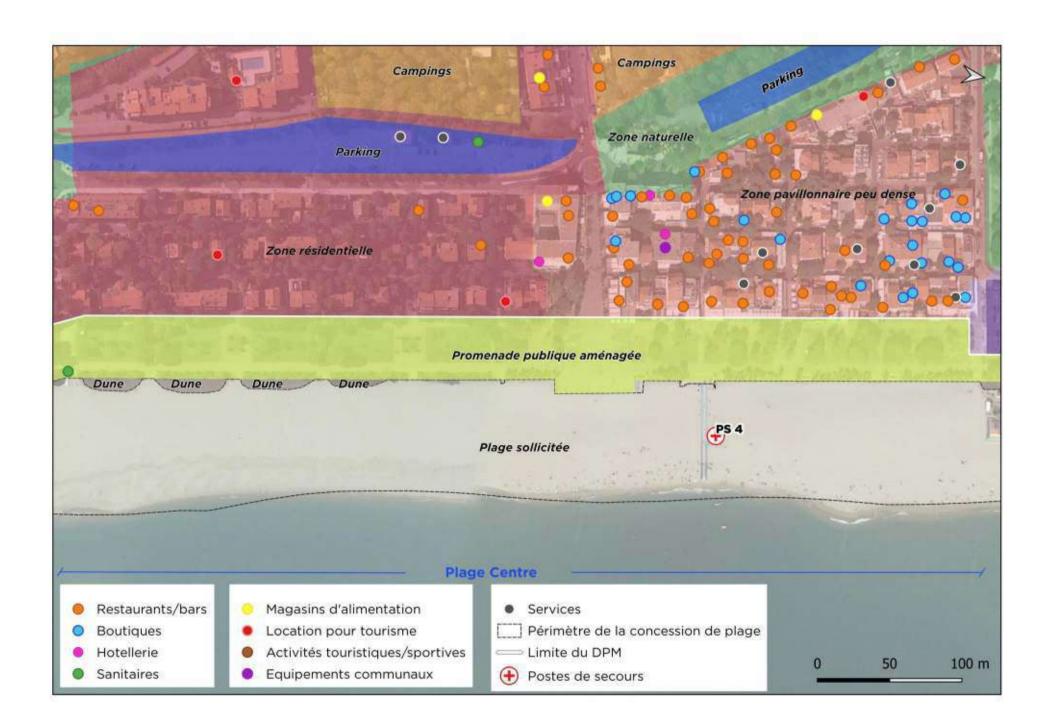
La plage est située au sein d'un environnent fortement urbanisé, on retrouve les éléments suivants

- La promenade publique aménagé
- >
- > Diverses zones résidentielles et pavillonnaires peu denses
- > Services, commerces et restaurants.

Deux parkings sont situés à proximité.

La zone naturelle correspond à un espace boisé, comprenant une végétation peu dense composé d'arbres et arbustes, au sein de zones résidentielles et de villages vacances (camping

Le linéaire de plage recense 1 , deux lots d'exploitation



: État des lieux plage Centre







## Plage des Pins

**plage des Pins** se situe en face du Bois de Pins face au casino. Cette plage à proximité du centre Poste de Secours (boulevard du Canigou au niveau du cinéma).

le label Handiplage au niveau

Il s'agit d'une plage de 660m linéaire, sa profondeur est comprise entre 80m et 100

Cette plage est implantée dans un espace urbanisé, bien qu'une large zone naturelle soit situé à proximité, le front de mer correspond principalement à un espace aménagé pour l'circulation piétonne et pour les mobilités douces. De plus on retrouve également une zone relative aux équipements communa et de loisirs ainsi qu'une zone à vocation résidentielle.

La zone naturelle présente à proximité correspond à un espace arboré relativement dense composé d'arbres et arbustes.

La plage est accessible aux piétons par la promenade publique longeant le linéaire de la plage. Trois parkings sont situés à proximité de la plage permettant un accès rapide et direct.

Des espaces dunaires sont présents sur la plage mais leur superficie est typiques du front de mer se développant naturellement.

Il s'agit d'espaces présentant quelques espèces végétales

Le linéaire de plage recense quatre lots d'exploitation (



: État des lieux plage des Pins







## Plage du Tamarigu

plage du Tamariguer se situe au nord par rapport au centre ville le long du Boulevard de la Mer. est accessible aux piétons et aux mobilités douces par la longue promenade longeant la plage.

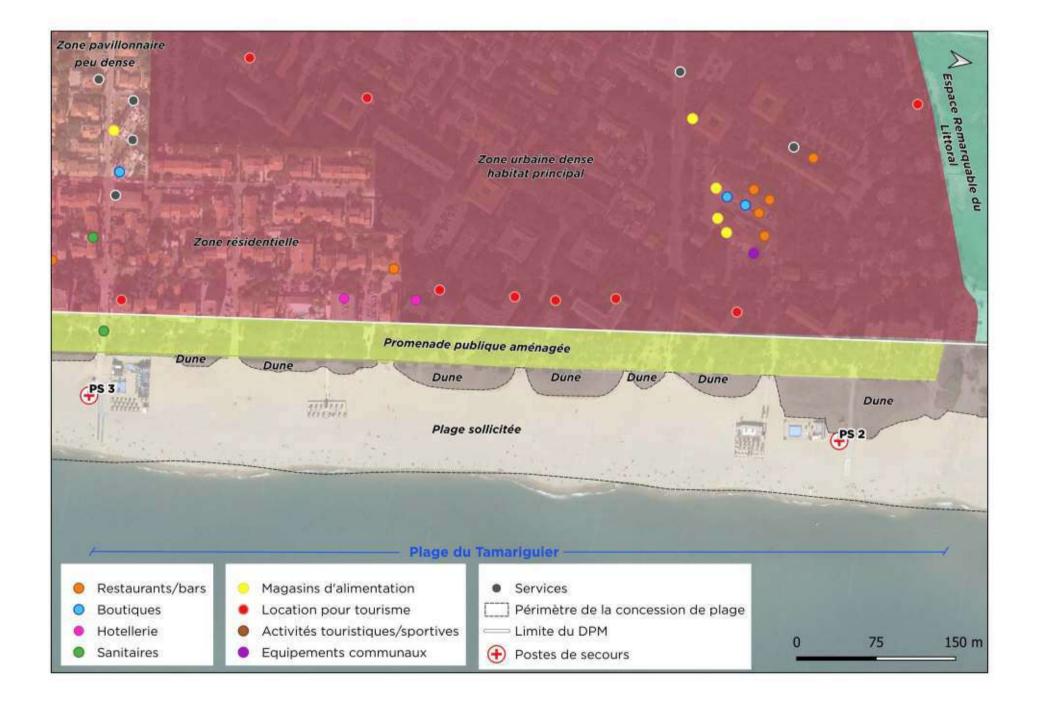
Il s'agit d'une plage de 830m linéaire, sa profondeur est d'environ 100m selon le trait de côte et la topographie des lieux a

Cette plage se situe dans un environnement urbanisé, en effet on retrouve

- > La promenade publique du front de mer
- De zones résidentielles
- D'une large zone urbaine dense à vocation d'habitat
- De services, restaurant

La plage est située à proximité d'un Espace Remarquable du Littoral et d'un parking en direction de la plage de la Marenda.

Des espaces dunaires sont présents sur la plage. Il s'agit d'espaces présentant quelques espèces végétales typiques du front développant naturellement.



: État des lieux plage du Tamariguer







## Plage de la Marenda

Située au Nord de la commune cette plage est la moins anthropisée de la concession, elle s'étend Cyprien Plage en bordant la réserve naturelle du Mas Larrieu. La zone la plus au nord est la plus sauvage est composée d'espaces dunaires. L'accès à la partie Sud de cette plage se fait par le parking du boulevard de la mer. Pour la partie Nord, l'accès peut se faire par se trouve sur la route du Littoral à proximité du centre de loisirs

Il s'agit d'une plage de 870m linéaire, sa profondeur est comprise entre 60 et 90m.

La plage est située dans un environnement majoritairement naturel composé

- D'un large espace dunaire
  - plages correspondants à des espaces naturels en friches arborés : végétaux, arbres, , se développant naturellement
- D'une zone naturelle arboré
- D'un parking matérialisé par les usages répétitifs : pas de matérialisation au sol, mais indication des places PMR, accès fermés aux

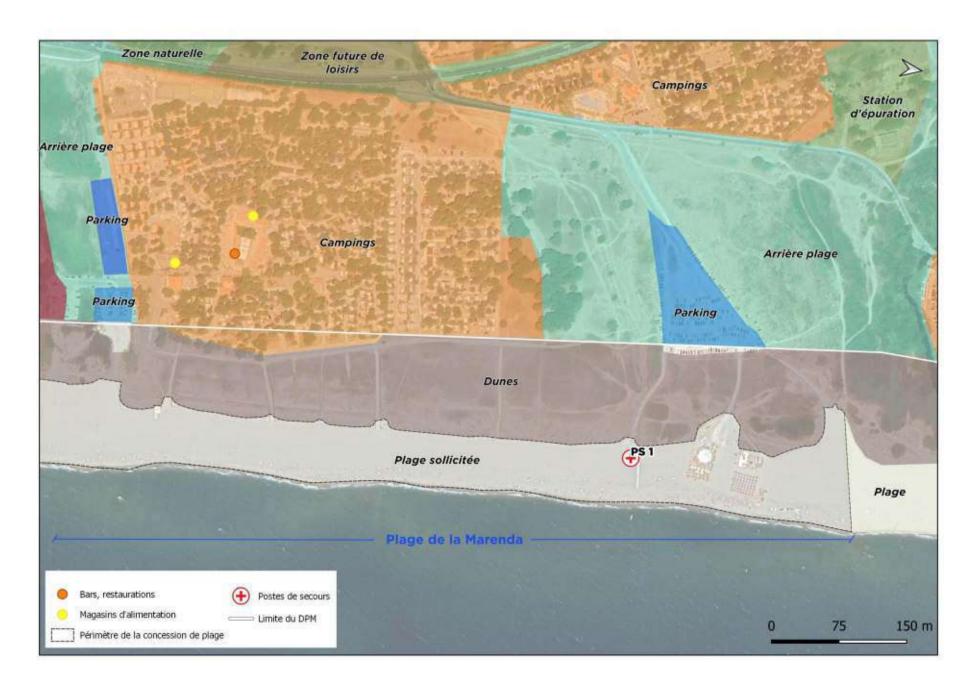
Des espaces urbanisés sont situés à proximité

- D'une station d'épuration
- D'une futur zone de loisirs.

La plage se compose d'espaces dunaires. Les dunes sont protégées par des ganivelles et barrières en bois afin de limiter la perdition des sables et l'érosion de la plage. L'accès à la plage se fait par des sentiers matérialisés au sein des dunes, des panneaux péd d'informations sur la protection de 'l'environnement sont implantés le long de la plage ainsi qu'au niveau du front de mer.

Le linéaire de plage recense

que 3 lots d'exploitations



: État des lieux plage de la Marenda







## Exposition du projet de nouvelle concession

Le présent projet de renouvellement concerne principalement

- La réorganisation des lots de plage : la suppression de de plage, l'ajout et le déplacement des de plage, la modification des superficies de certains lots
- La modification des activités autorisées sur les lots de plage
- > fusion des ZAM activités diverses et sportives de la concession en
- La modification des Postes de Secours : mise en place de deux Postes de Secours permanents, la suppression de deux mobiles, et la mise en place de vigie

L'aménagement des permanents est conditionné par l'instruction et l'accord d'autorisation d'urbanisme, en ce sens une solution transitoire est proposée par la commune pour maintenir les deux postes mobiles mis en place dans la concession en vi aux besoins liés

Ces solutions sont présentées dans ledit dossier au chapitre 5.1.1.2.

En cas de refus par les services compétents, la commune d'Argelès s'engage à conserver la localisation et la structure des postes de secour

- X Le projet de renouvellement de la concession proposera
  - dont 1 lot communal
  - Zone d'Activités Municipales.
- X \_\_\_\_\_activités suivantes seront possibles
  - Location de matériel de plage + activité accessoire de restauration traduit dans le présent dossier par Location de matériel + activité accessoire de restauration
  - Location de matériel de plage + activité accessoire de restauration traduit dans le présent dossier par Location de matériel
     + activité accessoire de petite restauration
  - Activités de loisirs + activité accessoire de traduit de la même façon dans le présent dossier
  - Location de matériel avec activités nautiques motorisées dédiées aux sports nautiques au delà de la bande des 300 mètres + activité accessoire de petite restauration traduit dans le présent dossier par nautiques motorisées + activité accessoire
  - Location de matériel avec activités nautiques non motorisées aux sports nautiques dans la bande des 300 mètres comprenant une
     + activité accessoire de petite restauration traduit dans le présent dossier par ctivités nautiques non motorisées comprenant une école de voile + activité accessoire de petite restauration
  - Location de matériel avec activités nautiques non motorisées aux sports nautiques dans la bande des 300 mètres accessoire de petite restauration traduit dans le présent dossier par ctivités nautiques non motorisées + activité accessoire de petite restauration

argelès	EXPOSITION DU PROJET DE NOUVELLE CONCESSION									
	Activités de plage									
	Activités nautiques non motorisées + activité accessoire de petite									
	Location de matériel de plage + activité accessoire de restauration									
	Activités non lucratives à vocation collective, sportive ou culturelle	35 x 30 + 61 x 35								
	Location de matériel de plage + activité accessoire de petite									
	Activités de loisirs + activité accessoire de petite restauration									
	Activités nautiques non motorisées comprenant une école de voile + activité accessoire de petite restauration									
	Activités de loisirs + activité accessoire de petite restauration									
	Location de matériel de plage + activité accessoire de petite									
	Location de matériel de plage + activité accessoire de restauration									
	Activités nautiques motorisées (bouée tractée) accessoire de petite restauration									
	Location de matériel de plage + activité accessoire de petite									
	Location de matériel de plage + activité accessoire de restauration									
	Activités nautiques non motorisées comprenant une école de voile + activité accessoire de petite restauration									









### X \_\_\_\_\_\_par lot de plage

- > Types d'activités possibles autorisées en lien avec le service balnéaire
  - 1. Location de matériel de plage (chaise longue, parasol, matelas, tente)
  - 2. Location d'engins de plage (pédalos, paddle, board sans moteur ni voile
  - 3. Aire ludique (trampolines, toboggans, tyrolienne, piscine, petits jeux gonflables)
  - > 4. Activités nautiques tractées motorisées autorisées (bouée tractée)
  - > 5. Location et gardiennage de matériels nautiques non tractés et non motorisés (planche à voile, catamarans, dériveurs légers, voilier, wingfoi
  - matériels nautiques non tractés et non motorisés (planche à voile, catamarans, dériveurs légers, voilier, wingfoil)
  - 🔪 7. Canoë Kayak
  - 8. Pirogue polynésienne
  - 9. Restauration midi et soir (la restauration ne peut être qu'accessoire à des installations balnéaires)
  - 10. Boissons chaudes ou froides à consommer sur place (licence III et/ou grande licence restauration)

#### > Option pour tous les clubs sauf les restaurants de plage :

- Buvette (vente de boissons non alcoolisées sauf de la bière) et petite restauration en journée (interdit à partir de 17h) : la « petite restauration » qui est un établissement uniquement destiné à la vente de produits conditionnés ne permet pas de service à l'assiette, de manipulation directe et sur place des denrées nues ni de plats élaborés vendus sur place. Néanmoins, sous réserve d'un raccordement aux réseaux et du strict respect des normes sanitaires, cette activité pourra être élargie à une activité de restauration légère. La restauration légère s'entend comme la possibilité de manipulation de denrées nues et l'utilisation de ondes combinés avec grill permettant de réchauffer des produits simples, à emporter, sans service à l'assiette et dans le respect des règles sanitaires (par
  - emporter, sans service à l'assiette et dans le respect des règles sanitaires (par exemple : croque monsieur, gaufres, etc...) avec une redevance supplémentaire à définir par rapport à la redevance de base. La vente d'alimentation à partir de livraisons extérieures aux lots de plage est proscrite.
- Vente de boissons non alcoolisées avec une redevance supplémentaire à définir (1 500 € actuellement) par rapport à la redevance de base.

La licence IV est interdite sur l'ensemble de la concession Aucune activité ne pourra être sous

X <u>Le tableau suivant</u> permet de préciser l'ensemble des activités qui seront possibles pour chaque dans le cadre de la présente procédure de renouvellement de la concession de plage





#### Lots 2, 8 et 11 : Location de matériel + activité accessoire de restauration

1. Location de matériel de plage (chaise longue, parasol, matelas)

Restauration midi et soir

10. Boissons chaudes ou froides à consommer sur place (licence III et/ou grande licence restauration)

#### Lots 3, 7 et 10 : Location de matériel de plage + activité accessoire de petite restauration

- 1. Location de matériel de plage (chaise longue, parasol, matelas
- 2. Location d'engins de plage (pédalos, paddle, boar

## Lot 1 : Activités nautiques non motorisées + Activité accessoire de petite restauration

- 1. Location de matériel de plage (chaise longue, parasol, matelas)
- 2. Location d'engins de plage (pédalos, paddle, boar
- 8. Pirogue polynésienne

#### Lots 4 et 6 : Activités de loisirs + activité accessoire de petite

- 2. Location d'engins de plage (pédalos, paddle, boar
- qui devront être stockés sur les surfaces des lots attribuées
- 3. Aire ludique (trampolines, toboggans, tyrolienne, piscine, petits jeux gonflables) avec école de

#### : Activités nautiques non motoris s comprenant une école de voile + activité accessoire de petite restauration

- 1. Location de matériel de plage (chaise longue, parasol, matelas)
- 2. Location d'engins de plage
- 5. Location et gardiennage de matériels nautiques non tractés et non motorisés (planche à voile, catamarans, dériveurs légers
- 6. Ecole pour matériels nautiques non tractés et non motorisés (planche à voile, catamarans, dériveurs légers, voilier, wingf

## Lot 9 : Activités nautiques motorisées + activité accessoire de petite restauration

- 2. Location d'engins de plage (pédalos, paddle, boar
- 3. Aire ludique (trampolines, toboggans, tyrolienne, piscine, petits jeux gonflables) avec école de natation
- 4. Activités nautiques tractées







## > Surfaces des structures et bâti

_	du travail mené en concertation avec les représentants de l'Etat et au regard de e de la DDTM, il apparait la répartition suivante
>	Activités nautiques non motorisées + activité accessoire de petite  une surface de 2, la surface maximale autoris  ti clos couvert est de 240m² structure totale destinée à l'activité accessoire de restauration de 480m² maximum. Quant à elle, la surface minimum réservée à l'activité balnéaire est de 720 m².
>	Location de matériel de plage + activité accessoire de la surface maximale autoris structure totale destinée à l'activité accessoire de restauration de 4 a maximum. Quant à elle, la surface minimum réservée à l'activité balnéaire est de accessoire de l'activité balnéaire est de accessoire de l'activité balnéaire est de accessoire de l'accessoire de l'activité balnéaire est de accessoire de l'accessoire de l'accessoire de l'accessoire de l'accessoire de l'accessoire de la surface minimum réservée à l'accessoire de la surface l'accessoire de la surface maximale autoris accessoire de la surface la surface maximale autoris accessoire de l'accessoire de l
>	Location de matériel activité accessoire de
	totale destinée à l'activité accessoire de restauration  Quant à elle, la surface minimum réservée à l'activité balnéaire est de  une surface de  ', la surface maximale autoris  ti clos couvert est de  ' structure totale destinée à l'activité accessoire de restauration de  autoris  autoris  ti clos couvert est de  ' autoris de destinée à l'activité accessoire de restauration de  autoris  ti clos couvert est de  ' auximum. Quant à elle, la surface minimum réservée à l'activité balnéaire est de  '.
>	Pour les lots  une surface de ti clos couvert est de 300m²  aximum. Quant à elle, la surface minimum réservée à l'activité balnéaire est de 900 m².
>	nautiques non motorisées comprenant une école  + activité accessoire de petite restauration une surface de  ², la surface maximale autoris ti clos couvert est de 300m² avec une structure totale destinée à l'activité accessoire de restauration de  ² maximum. Quant à elle, la surface minimum réservée à l'activité balnéaire est de 900 m².
>	Activités nautiques motorisées + activité accessoire de une surface de la surface maximale autoris ti clos couvert est de 2 la surface maximum. Quant à elle, la surface minimum réservée à l'activité balnéaire est de la surface la surface de la couvert est de la co





#### : Synthèse des surfaces par lot

Surface du lot	Surface minimum réservée à l'activité balnéaire en m²	accessoire en m²	maximale bâti clos et couvert 2

lots projetés qui seront pourvus d'e	'une piscine, il	l conviendra de	e respecter l	'es règles re	latives à la
sécurité sanitaire des eaux des piscines et à l'enser	nble des règle	s applicables at	ux piscines à	usage colle	ctif.

prescriptions architecturales seront édictées dans le cahier des charges de la concession et seront

: Les étages en R+1 s , les hauteurs devront respecter le cahier des recommandations



## > Spécificités concernant les lots 5 et 12 ayant des activités nautiques non

Au regard de la nécessité pour les exploitants des lots de plage ayant une activité accessoire nautique non motorisée d'utiliser une partie de la zone en laisse de mer, les lots 5 et 12 seront divisés en 2 zones, l'une ayant vocation à recevoir les activités principales et accessoires sur les hauts de plage et l'autre destinée à recevoir uniquement du matériel nautique de manière temporaire à proximité immédiate de l'eau.

Ainsi, les lots 5 et 12 mesurant 1500 m²

	. A . L.: .: L. 4	A aki diké a manaki m
	: Activités nautiques non	: Activités nautiques non
	école de voile + activité accessoire de petite	école de voile + activité accessoire de petite
	E (Cot.5 - 200m² (25x8) V5 (Lot.5 - 1300m² (43x30)	B Lot 12 - 200m <sup>2</sup> (25x8)  Lot 12 - 1300m <sup>3</sup> (30x43)
accessoire sur le	2	2
accessorie sur le		
Surface destinée		
matériel destiné		
nautiques non motorisées au	2	2



Les modalités d'installation du matériel doivent être précisées par les services de l'Etat et seront traduites dans le cahier des charges de la concession. Il conviendra cependant de toujours veiller à la mise en sécurité du matériel, à laisser une bande de libre passage pour les piétons afin d'éviter toute privatisation du Domaine Public Maritime et à ne laisser aucune installation/construction fixe sur la zone la plus proche de l'eau

#### Zoom sur les ZAM

Le projet de concession prévoit la restructuration des zones d'activités municipales. Ainsi, leur localisation, nombre et destination

Projet de concession - Zones d'Activités Municipales - ZAM							
ZAM	Type d'activités	Surface (m²)					
1	Activités non lucratives à vocation collective, sportive ou culturelle	3 185					
	TOTAL ZAM	3 185m²					

: Récapitulatif des ZAM projetés

non lucratives à vocation collective, sportive ou culturelle

Réserve foncière utile pour la réalisation de plusieurs activités destination des associations de la ville et des tournées estivales extèrieures. Elle accueillera des activités non lucratives à vocation collective, sportive ou culturelle.

stallation physique pérenne n'est prévue sur ces ZAM. Seules des installations

L'ensemble des activités prévues doivent être transmises à la DDTM avant le début de chaque saison. ne pourront se dérouler en périodes nocturnes. (protection faune aux éclairages)



: Affiche estivale sportive

commune d'Argelès





# Évolution entre l'actuelle et la future concession

Les tableaux ci après mettent en évidence les évolutions entre l'actuelle et le projet de concession, par plage à l'intérieur des zones matérialisées et non définies sur des proportions fixes. ( Zone de Mouvance dans les tableaux suivants)

seront implantés

Actuelle concessi	on		xposition du projet de renouvellement			
Vente de boissons non alcoolisées	2	Déplacement du lot à l'emplacement du lot 4 de la concession en vigueur modification de l'activité	Activités nautiques non motorisées accessoire de petite restauration	2		
Activités de loisirs boissons non alcoolisées	2	modification de l'activité				
Location de matériel de plage accessoire de petite	2	Agrandissement de la zone		2		
	2	-	Activités non lucratives à vocation collective, sportive ou culturelle	2		
Location de matériel de plage Vente de boissons non alcoolisées	2		Location de matériel de plage + activité de petite	2		
	2	Passage en lot communal				
	2	Suppression du lot				
Activités de loisirs boissons non alcoolisées	2		Activités de loisirs + activité accessoire de petite	2		
Vente de boissons non alcoolisées	2		Activités nautiques non motorisées comprenant une école de voile + activité accessoire de petite	2		
Vente de boissons non alcoolisées	2					
				2		
Activités de loisirs boissons non alcoolisées	2		Activités de loisirs + activité accessoire de petite	2		
Location de matériel de plage Vente de boissons non alcoolisées	2		Location de matériel de plage + activité accessoire de petite restauration	2		
Location de matériel de plage accessoire de petite restauration	2		Location de matériel de plage + activité accessoire de restauration	2		
boissons non alcoolisées	2		Activités nautiques motorisées (bouée tractée) + activité accessoire de petite restauration	2		
	2	Déplacement au nord,				
	2	augmentation de la	Location de matériel de plage + activité accessoire de petite restauration	2		
Location de matériel de plage accessoire de petite restauration	2	Augmentation de la	Location de matériel de plage + activité accessoire de restauration	2		
Vente de boissons non alcoolisées	2	Augmentation de la	Activités nautiques non motorisées une école de voile + activité accessoire de petite	2		

Évolution de la concession





Comparaison générale									
Commencian	Total lots : 7004	Nombre de lots de	bre de lots de Surfaces occupées (m²)				Mètres linéaires occupés (ml)		
Concession	Total lots + ZAM	plage	Nombre de ZAM	Lot	ZAM	Total	Lot	ZAM	Total
				2	2	2			
				2	2	2			
				2	2	2			
				2	2	2			





	Activités de plage			2
LOT 1	Activités nautiques non motorisées + activité accessoire de petite restauration	40x30	40	1200
LOT 2	Location de matériel de plage + activité accessoire de restauration	40x25	40	1000
ZAM 1	Activités non lucratives à vocation collective, sportive ou culturelle	35x30 + 61x35	96	3185
LOT 3	Location de matériel de plage + activité accessoire de petite restauration	25x40	25	1000
LOT 4	Activités de loisirs + activité accessoire de petite restauration	40x37.5	40	1500
Lot 5	Activités nautiques non motorisées comprenant une école de voile + activité accessoire de petite restauration	43x35 + 25x8	43	1500
LOT COMMUNAL	Handiplage	7x5	7	35
LOT 6	Activités de loisirs + activité accessoire de petite restauration	35x43	35	1500
LOT 7	Location de matériel de plage + activité accessoire de petite restauration	35x17	35	600
LOT 8	Location de matériel de plage + activité accessoire de restauration	25x40	25	1000
LOT 9	Activités nautiques motorisées (bouée tractée) + activité accessoire de petite restauration	40 x 30	40	1200
LOT 10	Location de matériel de plage + activité accessoire de petite restauration	40x30	40	1000
LOT 11	Location de matériel de plage + activité accessoire de restauration	25x40	25	1000
LOT 12	Activités nautiques non motorisées comprenant une école de voile + activité accessoire de petite restauration	30x43 + 25x8	30	1500

	EXPOSITION DU PROJET DE NOUVELLE CONCESSION									
Lots/ZAM	Activités de plage	Surfaces occupées maximales	Surface de la plage (hors dunes) (m²)	Superficie de la plage occupée (%)	Mètre linéaire plage (ml)	Linéaire de plage occupé (%)				
TOTAL		521	17 220	94.02% Superficie plage restante		86.74% Linéaire plage restante				
					5.98%	COMPATIBLE	13.26%	COMPATIBLE		

Vérification du respect des ratios d'occupation inscrit dans le CG3P







Préalablement à l'exposition des justifications, il convenait de vérifier si le projet de renouvellement de la concession répond favorablement aux dispositions de l'Article 16 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques stipulant qu'un m

% de la longueur du rivage, par plage, et de 80 % de la surface de la plage, dans les limites communales, doit rester libre de tout équipement et installation.

Au regard du tableau en page précédente, l'optimisation et la régularisation de certains points de la concession actuelle sont conformes avec les exigences du CG3P.

## es raisons de cette évolution

: Comparaison et évolution de la concession

Concession	Total lots + ZAM	Nombre de ZAM	Surfaces occupées (m²)		Mètres linéaires occupés (ml)			
			Lot	ZAM	Total	Lot	ZAM	Total
			2	2	2			
			2	2	2			
			2	2	2			

Les valeurs inscrites dans vertueuses, mineures et s'expliquent par

» du tableau

des évolutions

La suppression d

upression et la fusion de lots

La création d'un lot communal pour l'Handiplage

Les différences entre l'actuelle concession et la demande de renouvellement demeurant modéré si l'on considère les raisons de la présente procédure et l'étendu territoire communal.

Les choix retenus par plage sont expliqués ci

>

Plage du Racou	2013	2025
Nombre de lots	0	0
Surface d'occupation des lots	0	0
Nombre de ZAM	0	0
Surface d'occupation des ZAM	0	0
Poste de Secours	1	1

Comparaison des surfaces alloties

a commune a souhaité laisser libre le

toute occupation







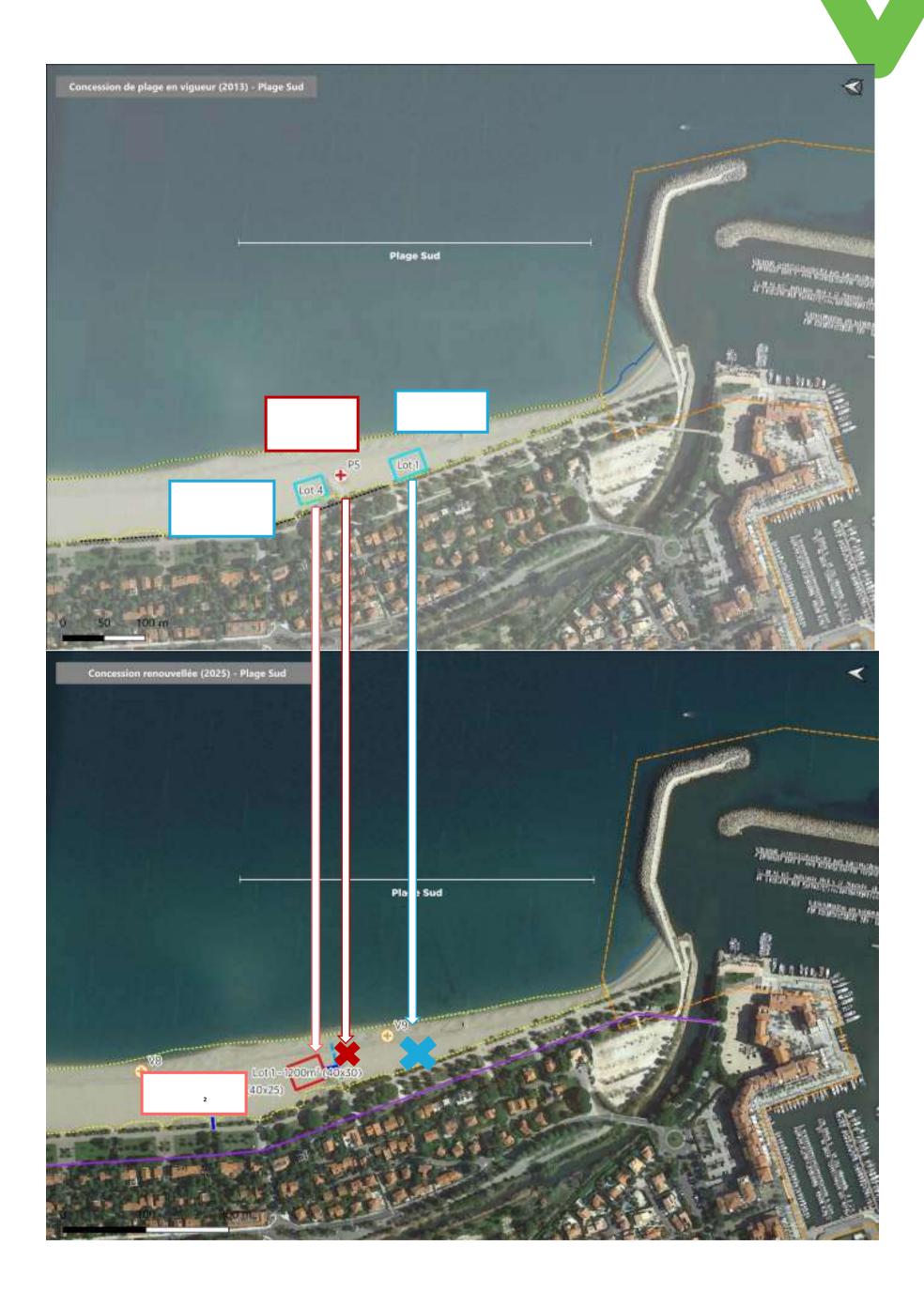


>

Plage Sud	2013	2025	
Nombre de lots	2	1	
Surface d'occupation des lots	2 100 m²	1 200 m <sup>2</sup>	
Nombre de ZAM	0	0	
Surface d'occupation des ZAM	0	0	
Poste de Secours	1	0	

- Le lot 1 de la concession en vigueur est supprimé
  - Le constat est fait que les anciens lots 1, 2 et 4 étaient très rapprochés (suite à des adaptations de la concession à cause de l'érosion)
  - o Il est décidé de décaler le lot 1 vers le nord et de l'implanter en lieu et place du lot 4 de l'actuelle concession
  - o L'activité de planche à voile ne sera pas proposée Le balisage sera
- Le lot 4 de la concession en vigueur devenant le lot , cependant sa superficie est
  - o o
- Suppression du et installation d'une vigie.
- Les anciens réseaux et les construction en dur seront retirés pour que la plage retrouve son état naturel.











**Plage Centre** 2013 2025 Nombre de lots 2 2 Surface d'occupation des lots 1 800 m<sup>2</sup> 2 000 m<sup>2</sup> Nombre de ZAM 2 1 Surface d'occupation des ZAM 3 122 m<sup>2</sup> 3 200 m<sup>2</sup> **Poste de Secours** 1 1

Le lot 2 est maintenu, la superficie du lot est augmentée

0 0

- Les deux ZAM ont été fusionnées et conservées au Sud. La superficie de la nouvelle ZAM est de 3 <sup>2</sup> afin de répondre aux besoins de la ville pour les activités diverses et sportives organisées durant la période estivale.
- ecours 4 de la concession en vigueur sera supprimé, un ecours 3 permanent sera aménagé en arrière

o La suppression du ecours mobile 4

o Le remplacement par un ecours 3 permanent.

Le lot 5 de la concession en vigueur, devenant le lot 3 est modifié

Modification des lin

2

•





## Plage des Pins

Plage des Pins	2013	2025	
Nombre de lots	4	2	
Surface d'occupation des lots	5 400 m <sup>2</sup>	3 000 m <sup>2</sup>	
Nombre de ZAM	0	0	
Surface d'occupation des ZAM	0	0	
Poste de Secours	0	0	

- > Suppression du lot 6 de la concession en vigueur
- Le lot 7 devenant le lot 4 est conservé
- sont fusionnés devenant le lot 5, la superficie du lot a été
  - o Lots 9 et 8 devenant lot 5

• Lot 8 : profondeur :

m, superficie : 800

•

décomposé en 2 zones dont une permettant le stockage du matériel sur la plage.







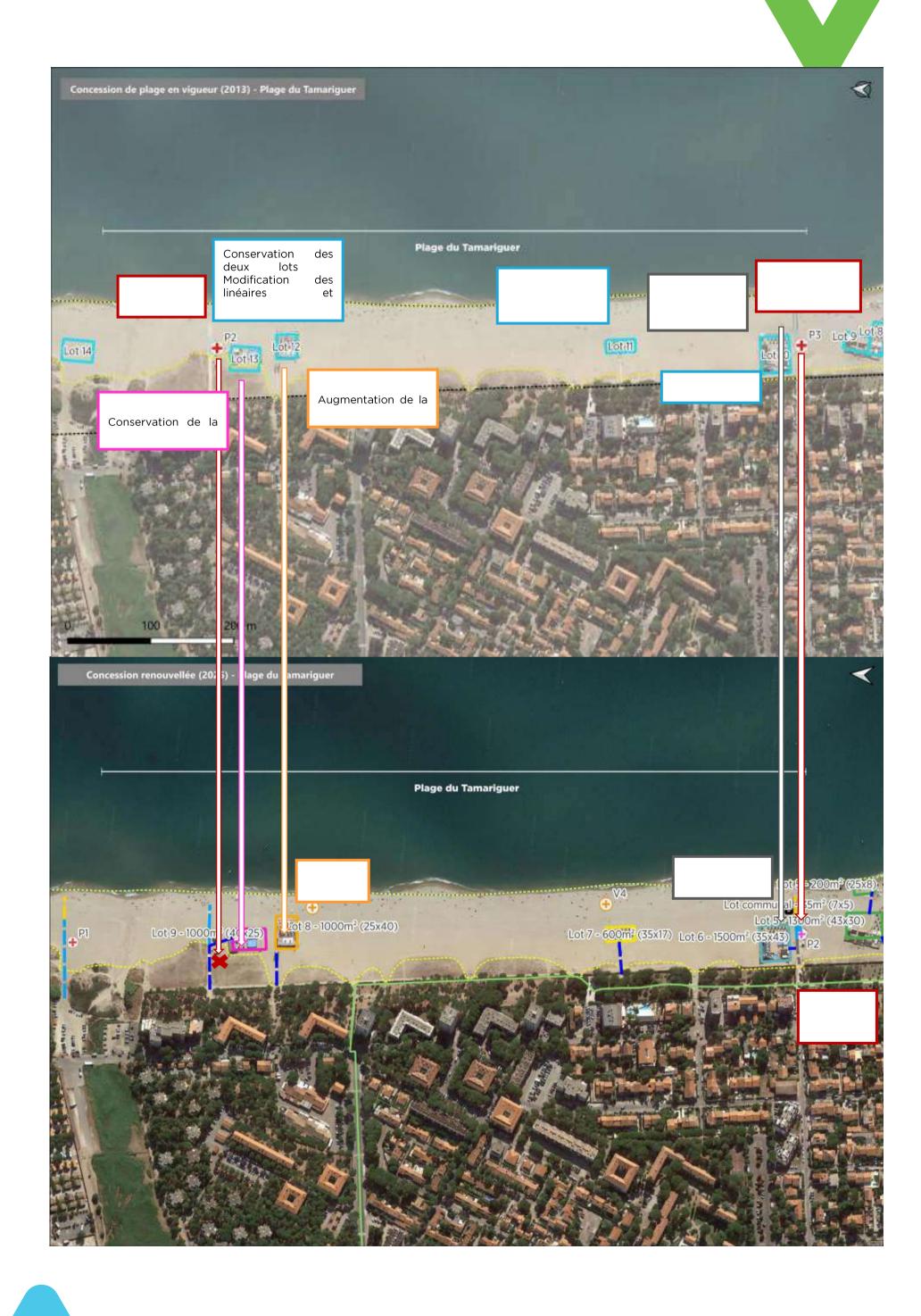


#### Plage du Tamariguer

Plage du Tamariguer	2013	2025	
Nombre de lots	4	4	
Surface d'occupation des lots	4 075 m²	3 100 m <sup>2</sup>	
Nombre de ZAM	0	0	
Surface d'occupation des ZAM	0	0	
Poste de Secours	2	1	

- Conservation du ecours 3 devenant le
- Le lot 10 devenant le lot 6 est maintenu dans les mêmes conditions
- Un lot communal sera cré lot communal HANDIPLAGE », ce dernier permet l'accès aux tiralos et aux transats destinés aux PMR
- Le lot 11 devenant le lot 7 est maintenu, l'activité autorisée
- Mise en place de deux vigies
- Les anciens lots 12 et 13 sont conservés, devenant les lots 8 et 9, cependant les aires et superficies sont modifiés
  - o Lot 12 devenant lot 8:
    - Lot initial: profondeur: 31 m, longueur: 25 m, superficie: 775
    - Lot futur : profondeur 25 m, longueur : 40 m, superficie : 1
  - o Lot 13 devenant lot 9 dont la superficie conservée
- La suppression du









### > Plage de la Marenda

Plage de la Marenda	2013	2025	
Nombre de lots	3	3	
Surface d'occupation des lots	2 600 m <sup>2</sup>	3 500 m <sup>2</sup>	
Nombre de ZAM	0	0	
Surface d'occupation des ZAM	0	0	
Poste de Secours	1	1	

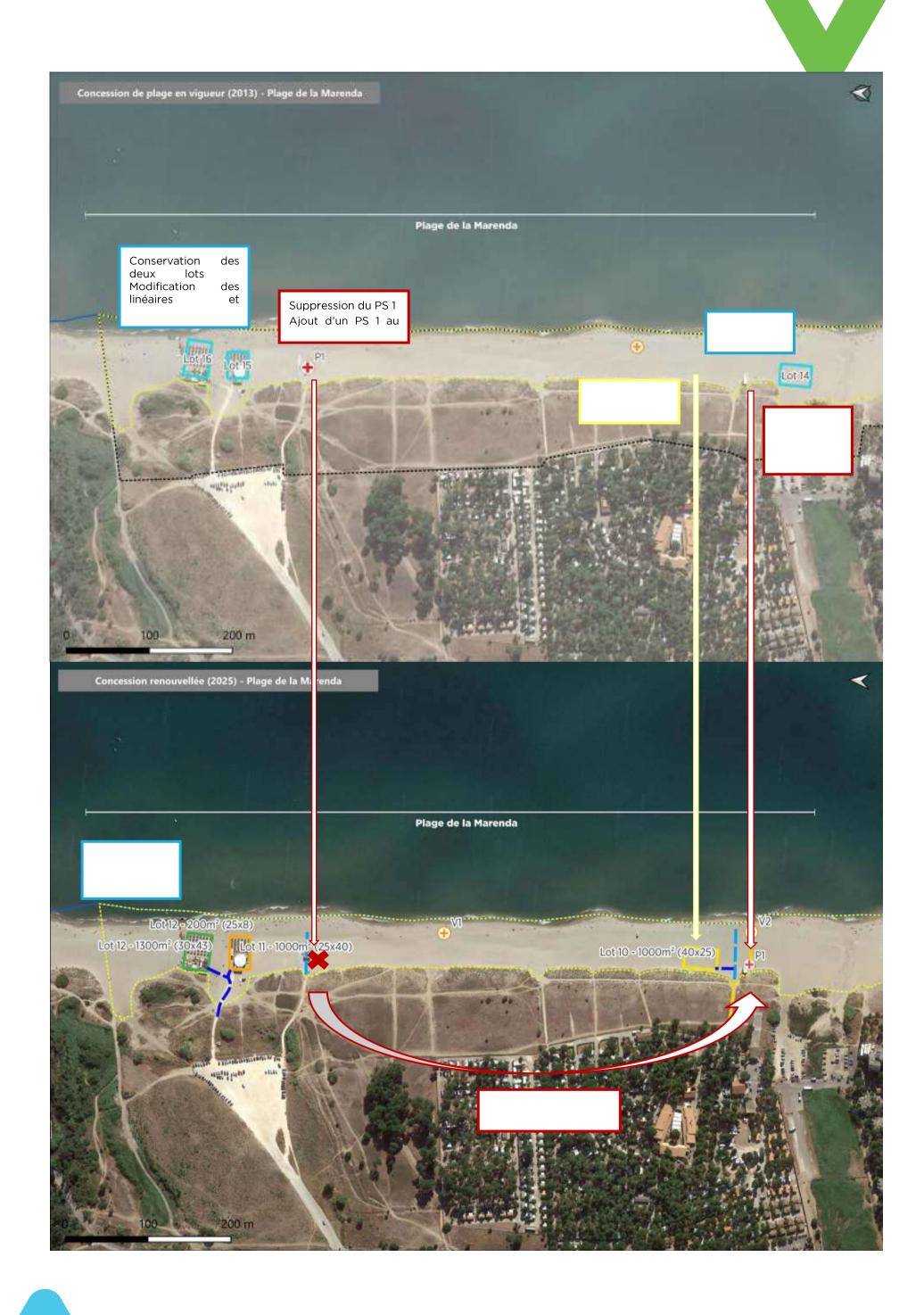
- concession de plage prévoit
  - La suppression du ecours mobile 1
  - o Le remplacement par un ecours 1 permanent au niveau de l'acccès par le parking de la Marenda
- L'actuel lot 14 est supprimé
- Un lot 10 est créé
- > Une vigie sera installée sur le secteur
- sont conservés devenant respectivement les lots
  - La superficie du lot 15 devenant lot 11 est augmentée, les linéaires sont également modifiés

2

La superficie du lot 16 lot 12 est augmentée, les linégalement modifiés :

• : profondeur 50











## LES EQUIPEMENTS DE LA CONCESSION

Pour la présente I sera considéré tous les équipements qui participeront à la mise à disposition efficace des bains de mer aux usagers, que ces derniers soient «périphérie» de la concession, «existants» ou «projetés» (parkings, accès aux plages, sanitaires, réseaux primaires et secondaires, points de collecte des déchets, signalétiques, défense incendie, accessibilité PMR...).

# Les équipements de sécurité des plages et des zones de baignade

## Concession actuelle

A Company of the Comp		_
	Doctos do Socours contirónartis sur los plagos do	la communo
	Postes de Secours sont répartis sur les plages de	ia Commune

: le plus au Nord au niveau de la Plage de Marenda

, accessible par l'accès n°52.

sur la plage des Pins, accessible par l'accès plage

sur la plage Centre

au niveau de la plage Sud accessible par l'accès plage

situé sur la plage du Racou au niveau de l'accès n°8.



: Plan des plages Concession en vigueur

entre l'accès plage





## Reportage photographique des Postes de Secours













: Reportage photographique des





L'objectif est de réduire le nombre de mailler la plage.

et d'insérer des vigies entre les 4 futurs

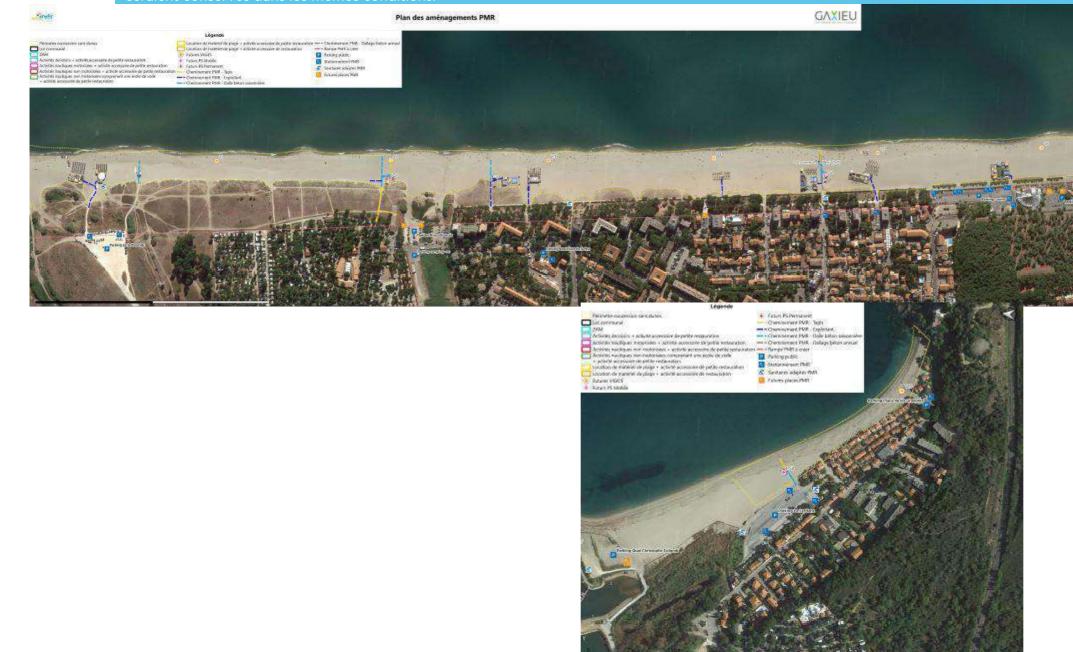
et ce dans le but d'avoir un dispositif de surveillance tous les 350

seront supprimés et la commune prévoit la mise en place de 10 vigies sur le linéaire de plage.

seront donc référencés sur le périmètre de la concession démontables sur la plage du Racou et le futur PS2

<sup>2</sup> d'espace modulaire pour les sanitaires.

Dans le cas où les autorisations nécessaires ne seraient pas accordées à la commune pour les deux postes de secours permanents projetés, les 6 postes de secours mobiles de la concession en vigueur seraient conservés dans les mêmes conditions.



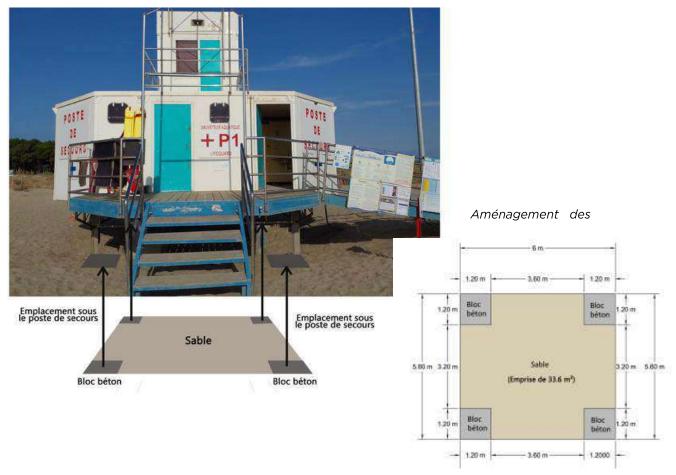
et accès PMR de la concession renouvelée





- mobiles seront aménagés sur m, soit une superficie aménagée de 5.76 <sup>2</sup>
- L'emprise totale sur sable est d'environ 33.6

blocs bétons de 1.2



Deux postes permanents d'environ

<sup>2</sup> seront aménagés

- Le futur PS 1 en lieu et place de la ZAM voilerie
- L'actuel PS4 devenant le PS3

Des AOT travaux seront proposées à la DDTM une fois le projet de postes de secours finalisé.

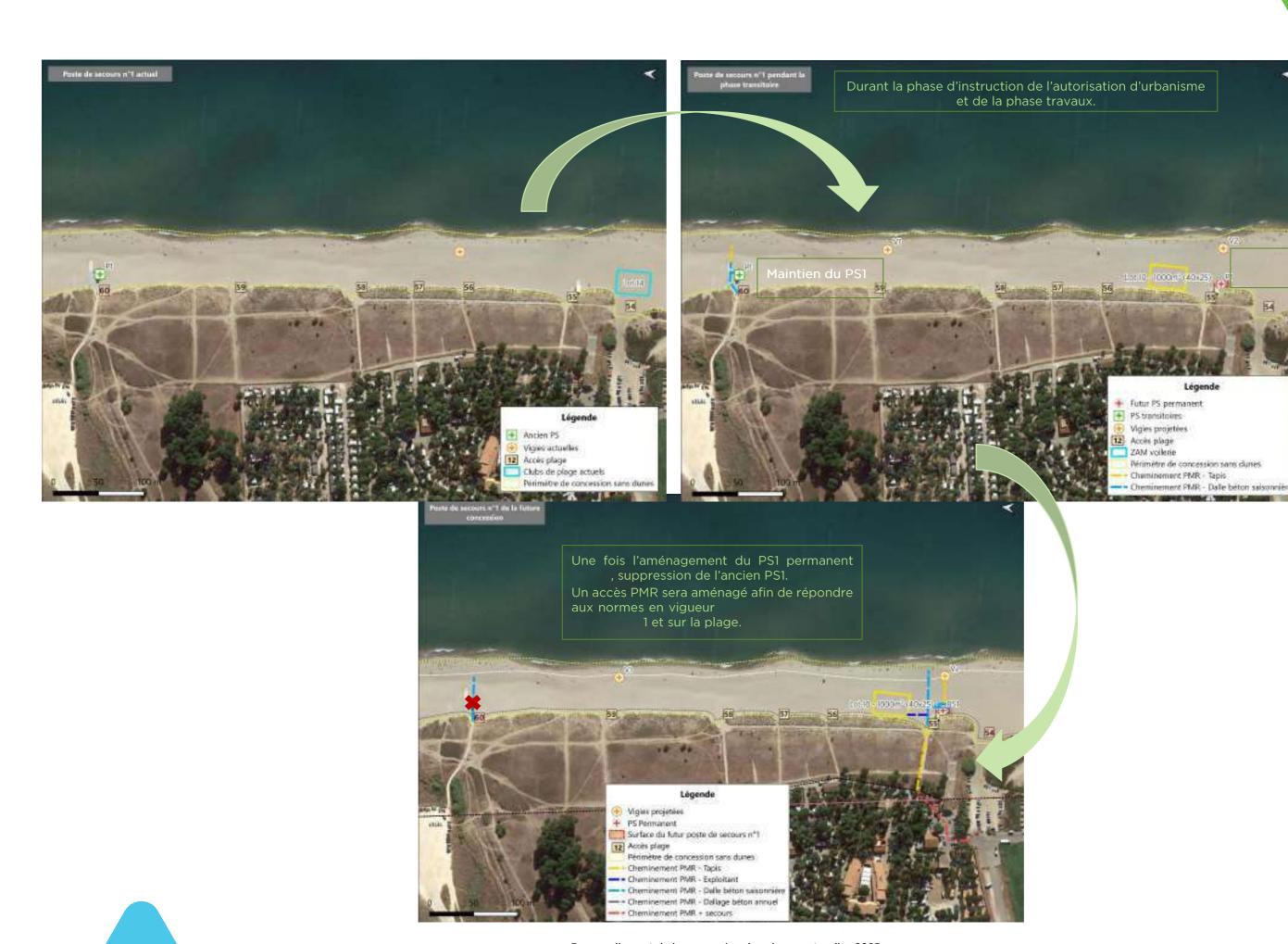
Détail des nouveaux postes, uniquement de plain pied (environ 75 m²

- > Espace sauveteurs (repos, vestiaires, repas, douches...) 24 m²;
- Espace stockage matériel (moyens nautiques, secourisme, sauvetage, matériel 2.
- Module infirmerie avec stock produits 24 m²;
- + Module indépendant accolé au poste pour toilettes

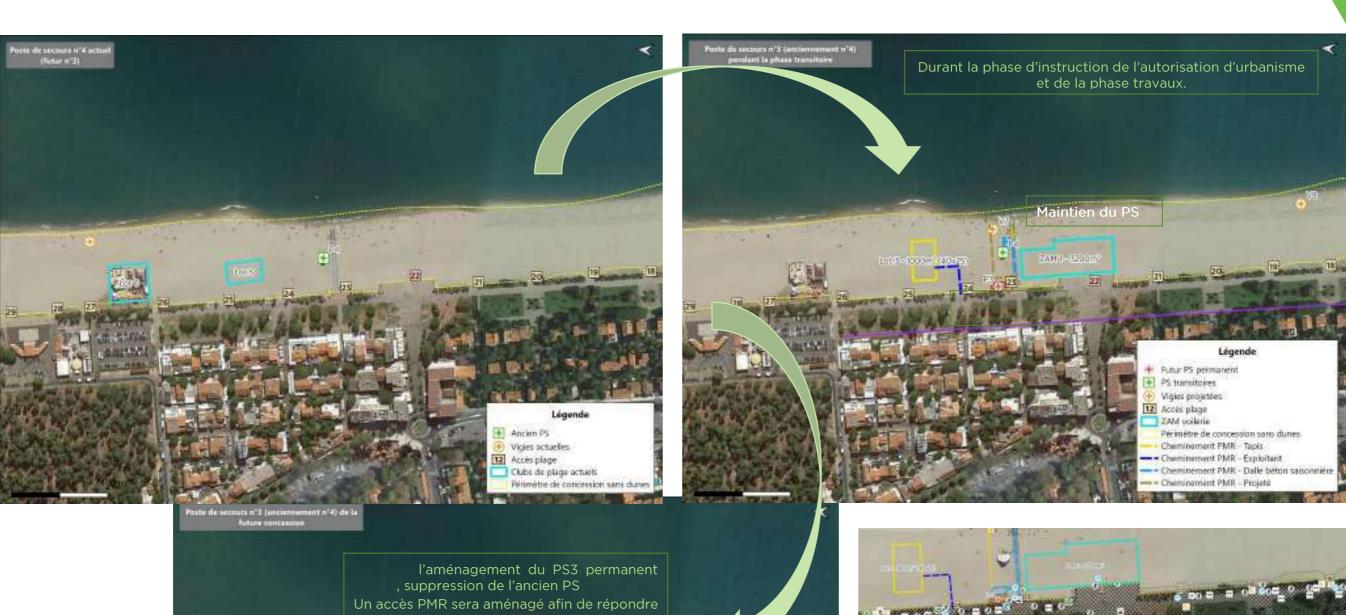
permanents est conditionné par l'instruction et n permis de construire n ce sens une solution e pour maintenir les deux postes mobiles mis en de répondre aux de surveillance sur les

2





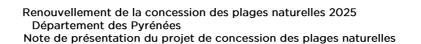




3 et sur la plage.



Concernant l'accessibilité, les stationnements situé au doit du parking du GRAU



Cheminement PMR - Dalle béton saisonnière

Surface du futur poste de secours n°1

Perimètre de concession sans dunes Chaminoment PMR - Tapis

Vigies projetées

12 Accès plage



Dans le cas où les autorisations nécessaires ne seraient être accordé Postes de Secours 1 et 4 de la concession en vigueur serai à la commune, les

Poste de Secours d'une surface de 75 m² est soumis a permis de construire. Son instruction s'effectuera au regard de la conformité du projet avec la loi littoral, du PLU et du

### X Respect de la loi littoral

Les espaces non urbanisés de la bande des 100 mètres sont soumis à un principe d'inconstructibilité posé à l'article L. 121 16 du code de l'urbanisme.

Le principe d'inconstructibilité en dehors des espaces urbanisés ne s'applique pas dans les cas suivants en application du premier alinéa de l'article L. 121 17 du code de l'urbanisme

- les constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques (telles que la pêche, les cultures
- les activités portuaires, la construction et la réparation navales et les transports maritimes exigeant la proximité immédiate de l'eau.
- les constructions ou installations nécessaires à des services publics exigeant la proximité immédiate de l'eau recouvrent notamment les installations et les constructions qui répondent à des impératifs de sécurité et de santé publique liés à on des plages. Les Postes de Secours sont assimilés à des installations liées à la sécurité des plages.

À titre d'illustration, la jurisprudence a regardé comme des installations nécessaires à un public exigeant la proximité immédiate de l'eau :

- L'installation de sanitaires publics et d'objets mobiliers liés à l'accueil du public (CE, 8 octobre 2008),
- Un local secours sanitaire et des installations destinées à des loisirs nautiques (CAA Lyon, 27 févr. 2001, n° 95LY01212).

#### La jurisprudence est donc favorable à ce projet.

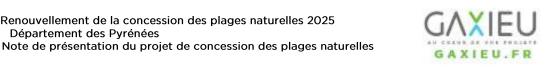
### X Respect du Plan Local d'Urbanisme

Le projet est situé en zone Nm du PLU Secteur naturel maritime (bande littorale) où sont autorisées les installations ayant fait l'objet d'une concession avec l'Etat.

### Ces structures seront conformes au PLU.

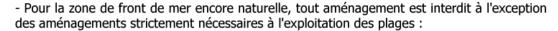
### X Respect du Plan de Prévention du Risque Inondation

Le projet est situé en zone de submersion marine et de tempête classé lem dans le PPRI. Le règlement précise les éléments suivants





\_



'l'implantation de structures démontables permettant une activité commerciale sur les plages. Au regard de la configuration du site (topographie notamment) et de la nature des installations déployées, l'autorité compétente fixera les conditions dans lesquelles les ouvrages pourront être construits et exploités,

·l'implantation de structures strictement nécessaire à l'exploitation des plages telles que les équipements de surveillance, les sanitaires, les douches, les sous-traités de plage. Au regard de la configuration du site (topographie notamment) et de la nature des installations déployées, l'autorité compétente fixera les conditions dans lesquelles les ouvrages pourront être construits et exploités

Concernant la création des postes de secours, les principes d'aménagements fixés par l'autorité compétente seront respectés.

Dans le cadre de la nouvelle concession de plage

>

2 permanents, sous respect et compatibilité des contraintes précités.

est référencé dans le tableau ci

prendre en compte les superficie

Mobile / permanent		
Permanent sous , conservation du PS 1		2 2
		2
Permanent sous condition conservation du PS 4 de la concession en vigueur		2 2
		2

### Surveillance

La surveillance des baignades est assurée par eux agents permanents, et des agents saisonniers employés par la commune

D'un point de vue réglementaire, les Postes de Secours devront respecter les dispositions de la Circulaire n° juin 1986 relative à la «Surveillance des plages et lieux de baignade d'accès non payant» ainsi que le décret n°2022 105 du 31 Janvier 2022 relatif au matériel de signalisation utilisé pour les baignades ouvertes gratuitement au public, aménagées et autorisées et plus particulièrement les points suivants





- X Baliser les accès à la plage depuis les voies principales par des panneaux
  - Ce point sera traité dans la pièce 6 du présent dossier ( « dispositifs matériels envisagés pour porter à connaissance du public la concession de plage » ).
- Des panneaux placés à intervalles réguliers indiquent l'emplacement
   Poste de Secours
  - Ce point sera traité dans la pièce 6 du présent dossier ( « dispositifs matériels envisagés pour porter à connaissance du public la concession de
- i doté d'eau et de l'électricité, le poste est aménagé de façon que l'entretien soit aisé. Chaque
  - Du matériel de premiers secours pour les soins d'urgence
  - D'une sonorisation pour la diffusion de messages ou à défaut d'un porte
  - De matériel de liaison avec un téléphone fixe et/ou portable ainsi qu'une VHF
  - D'une pharmacie approvisionnée tout au long de la . La pharmacie des est dotée de tous les produits nécessaires aux premiers soins des usagers des plages;
  - D'un lit pour les
  - D'un espace sanitaire pour les
  - De divers affichages
    - o l'Arrêté municipal réglementant l'organisation de la sécurité des plages, l'organisation des baignades et de la police sur les plages communales, l'Arrêté préfectoral réglementant la navigation, le mouillage des navires, la plongée sous marine et la pratique des sports nautiques de vitesse dans la bande des 300 mètres, et l'arrêté municipal réglementant la baignade et les activités nautiques pratiquées à partir du rivage avec des engins de plage et des engins nautiques non immatriculés dans le plan de balis situé dans la bande littorale des 300
    - Des analyses de la qualité des eaux de baignade;
    - o , son numéro de téléphone, les périodes et horaires de surveillance :
    - Un panneau «information baignade» qui est une signalétique globale aux couleurs de la commune avec un message du maire et l'évocation du pavillon bleu. Il fait apparaître les règles pour une pratique respectueuse et sécurisée de la baignade et de la plag d'appel d'urgence en dehors des horaires d'ouverture, la signification des pavillons hissés au
    - o Cf. détails dans la pièce 6 du présent dossier.

L'emplacement des futurs	ecours et des vigies a été pensé
en collaboration avec le chef de plage de l	telle sorte à correspondre au mieux aux

Limites de zone La réglementation prévoit de matérialiser les limites de zone
surveillées par des drapeaux bicolores, composés de deux bandes horizontales d
dimensions identiques: rouge en haut et jaune en bas. Un panneau délimitan
également la limite de la zone surveillée de celle non surveillée vient double
delà de ces espaces, la baignade est autorisée, mais no

après présente les périodes d'ouverture des . Ces dernières définies plus précisément chaque année dans l'Arrêté municipal



réglementant l'organisation de la sécurité des plages, l'organisation des baignades et de la police sur les plages communales.

	Horaire de surveillance	
	Jours fériés + week end + 29 et 30 avril + 1, 6,7,8,13,14,18,19,20,21,27,28,29 mai	
1er au 10 septembre		
11 au 17 septembre		
18 au 24 septembre	En fonction des conditions météorologiques,	
25 septembre au 01 octobre	des conditions météorologiques,	

riode d'ouverture des

Le reste de l'année, en dehors de la période estivale, des panneaux «baignade non ont installés sur les plages de la commune.

# Équipements Personnes à Mobilité Réduite

L'accès à la mer pour les personnes à mobilité réduite fait partie intégrante de la démarche qualité entreprise par la ville d'Argelès Mer et l'Office Municipal de Tourisme. Elle relève de la volonté de vivre ensemble dans une société plus solidaire et plus humaine et de permettre aux personnes en situation de handicap de profiter pleinement des joies de la mer et de la plage dans une station balnéaire comme Argelès

Sur l'ensemble des secteurs des plages de la ville, des équipements dédiés aux personnes handicapées ont été mis en place afin de faciliter leur accès et l'utilisation des plages publiques tels que les cheminements souples, les cheminements en platelage bois ou encore les fauteuils roulants de plage appelés « Une note spécifique PMR dét l'ensemble du dispositif.

Une signalétique particulière avec le logo Handiplage installée sur tous les axes Plage facilitera également l'accès au poste

Grâce à ces équipements, la ville d'Argelès Mer a obtenu le label national Handiplage » de niveau 2 symbolisé par deux bouées.



) comprend un poste de surveillance avec vigie, des sanitaires accessibles aux handicapés ainsi qu'un local de stockage des tiralos qui sert également aux PMR pour se changer et se doucher (douchette).



d'équipements PMR



Une note PMR permet d'identifier la totalité des dispositifs et règlementations mis en place relatifs aux obligations PMR.





### Équipements PMR projetés

### X Accessibilité PMR

La présente demande de renouvellement de concession de plage sur la commune d'Argelès Mer fait notamment état de solutions non définitives et transitoires durant la vie de la

il a été précisé que l'implantation de permanents et leur accès par le respect de différentes normes et obligations légales et administratives.

En ce sens il est impératif de faire le distinguo entre

- Les installations prévu s au jour de la demande de renouvellement de concession,
- Les installations et solutions transitoires,
- L'aménagement définitif des

Ces éléments sont présentés graphiquement au chapitre 5.1.1.2 de la présente demande.

La commune d'Argelès Mer met en place des dallages béton pour permettre l'accessibilité des par le front de mer de façon temporaire durant la période estivale afin de répondre à l'obligation d'accessbilité PMR.

En ce sens, la totalité des accès PMR sont référencés dans le plan général de concession.

Les accès PMR sont différenciés selon qu'ils soient installés

- les exploitants pour permettre l'accès au lot de plage
- la commune et selon leur caractéristique
  - Tapis ou géotextile
  - Dalle béton saisonnière.

dessous met en évidence l'ensemble des linéaires et surfaces dans le cadre de la mise en place des cheminements PMR

	Cheminements PMR	
total (ml)		
Surface totale (m²		
Surface dalle béton annuelle		
Surface dalle béton saisonnière		
(+Surface plateforme béton)		

V	A ccàc	DMD 31	. Docto	de Secours	
Ă	Acces	РМК аі	I Poste	de Secours	

L'accessibilité PMR et secours pour le poste de secours n°1 et le lot n°10 sera assurée par l'intérieur du camping Une matérialisation de places PMR sera également l'intérieur du camping









: Accessibilité du lot 10 et du PS 1



- X Dans l'attente de la réalisation des postes de secours, le bâtiment existant de la voilerie sera intégré dans le périmètre de la concession de plage considérant son usage à vocation stockage du matériel de secours. En voici donc caractéristiques
- Localisation et superficie

Point 1	X = 703775	Point 2	X = 703776
	Y = 6163132		Y = 6163126
Point 3	X = 703789	Point 4	X = 703789
	Y = 6163131		Y = 6183128

Superficie de la dépendance domaniale concernée (en m²) comprenant la surface totale d'occupation : 59 m²

2;

- > 5 m x 7m x 2,80 hauteur bâtiment
- Rampe d'accès 7,30 m x 3,30 m 24 m²





: Photographies de la Voilerie

### X Poste de secours et sanitaires PMR

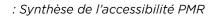
permanents projetés seront aménagés avec des sanitaires accessibles PMR. un espace modulaire de 9 ² accolé à chaque sera réservé à des sanitaires accessibles aux PMR.

3 labélisé HANDIPLAGE devenant le cadre de cette demande de renouvellement de concession est conservé.

Le poste de secours 4 est également aménagé avec des WC PMR

Postes de Secours seront aménagés avec des sanitaires





	Accéder au haut de plage		Création de ch	Création de cheminements PMR depuis le haut de plage vers				Sanitaires publics adaptés PMR		
	Places de stationnement pour les PMR les plus proches				plage et/ou vers un		Raccordement	Raccordement		
					Poste de Secours					
	Parking avinguda de la Torre d'en Sorra (1 place)									
	Pour les ac	cès 2 à , pas d'acc	essibilité PMR considérant	qu'ils corres	spondent à des chemine	ments piétonniers	à travers les maiso	ns. Pas de lot n	Poste de Secours	
					OUI, vers PS n°4 depuis accès 7	prolongement de l'accès vers	NON, pas de ZAM	NON, pas de lot	OUI (2 sanitaires adaptés PMR de chaque côté du	
		Oui 2 places dans								
	Christophe Colomb	réaménagement								
	Parking du Grau (8				OUI, au droit de	prolongement de l'accès vers		OUI, lot n°1 pour l'accès n°15 et	OUI dans les lots n°1 et n°2 + au droit de	
	platanes (3 places				OUI, vers PS n°3	prolongement de l'accès vers	pour l'accès n°23		OUI (sur le parking	OUI dans le PS
	Parking privé (2									
	Parking sud casino	2 places PMR à								
Plage des pins	casino (9 places							pour l'accès n°31	OUI dans le lot n°4	
	Boulevard de la mer 2 (4 places				OUI, vers PS n°2	prolongement de l'accès vers		pour l'accès 38 et lot n°6 + lot	OUI, au droit de l'accès n°39 + PS n°2 ainsi que dans les lots n°5 et n°6)	



						depuis l'accès		
Boulevard de la	1 place PMR à créer au droit du monolithe pour les victimes du camp d'Argelès							
Pour les accès 43	3 à 48, pas d'accessib	oilité pour les PMR au regard	oossibilité de création Pas de lot ni de Poste		en arrière plage cor	nsidérant la préser	nce de résidences prive	és sur le long d
Parking Boulevard de la Mer (1 place		OUI même si obligé de traverser le	Oui, vers Lot n°9	prolongement de l'accès vers		9pour l'accès 52	OUI, au droit de	
côté du camping Le Roussillonnais		depuis le camping	OUI, vers PS n°1	prolongement				OUI dans le F

Les sanitaires des établissements installés sur les ots de plage seront librement accessibles au public, même non consommateur

En conclusion, au regard des informations présentées dans cette note, on constate que le projet de renouvellement de la concession des plages naturelles est favorable à l'accessibilité des Personnes à Mobilité Réduite que ce soit aux plages, à la mer, aux lots de plage et aux équipements qui participent au service des bains de mer.

L'ensemble des seront accessibles aux Personnes à Mobilités Réduites.

Il conviendra de veiller à la création

places de stationnement PMR au droit du parking quai Christophe Colomb, du parking situé au sud du casino et le long du Boulevard de la mer

places de stationnements PMR sur le parking situé à côté du camping Le Roussillonnais

camping Le Roussillonnais

n cheminement PMR pour accéder au

ecours 1 et au lot 10 depuis le camping Le Roussillonais





### Concession actuelle

Le plan de balisage a fait l'objet d'un arrêté préfectoral n° règlementant la navigation, le mouillage des navires, la plongée sous marine et la pratique des sports nautiques de vitesses dans littorale des 300 mètres bordant la commune d'Argelès

### X Côté mer, on retrouve 13 zones du Nord au

ı	pour	les activités	de mer non	motorisées:	planche à voile
	1				

>	: seule la baignade est autorisée
>	: seule la baignade est autorisée
>	: seule la baignade est autorisée

pour les activités de mer non motorisées : planche à voile

: seule la baignade est autorisée seule la baignade est autorisée : seule la baignade est autorisée

pour les activités de mer non motorisées : planche à voile

: seule la baignade est autorisée> seule la baignade est autorisée

pour les activités de mer non motorisées : planche à voile

: seule la baignade est autorisée

motorisés sont autorisés seulement dans les chenaux dédiés et aux Cinq chenaux sont identifiés dans le cadre de la concession en vigueur.



## X Balisage et zones de la concession actuelle







### Concession à venir

Dans l'optique de favoriser une bonne cohabitation entre les usagers de la mer, balisage sera mis à jour modifications apportées dans la concession projetée des choix suivants

- La modification des activités des lots de plage
- La sécurisation des activités et usages sur la plage du Racou
- > La suppression du chenal planche à voile sur la plage du Racou

Ainsi qu'à l'évolution de la concession de plage

- La mise en place de Poste de Secours permanent à postériori
- Les besoins de la concession au regard des activités nautiques.

V.	Côtá mar	on retrouve	
A	Core mer	on remouve	

- > pour les activités de mer non motorisées
- : seule la baignade

ont autorisés seulement dans les chenaux du balisage prévu à cet effet.

Au droit du lot 9
Au droit du lot 1

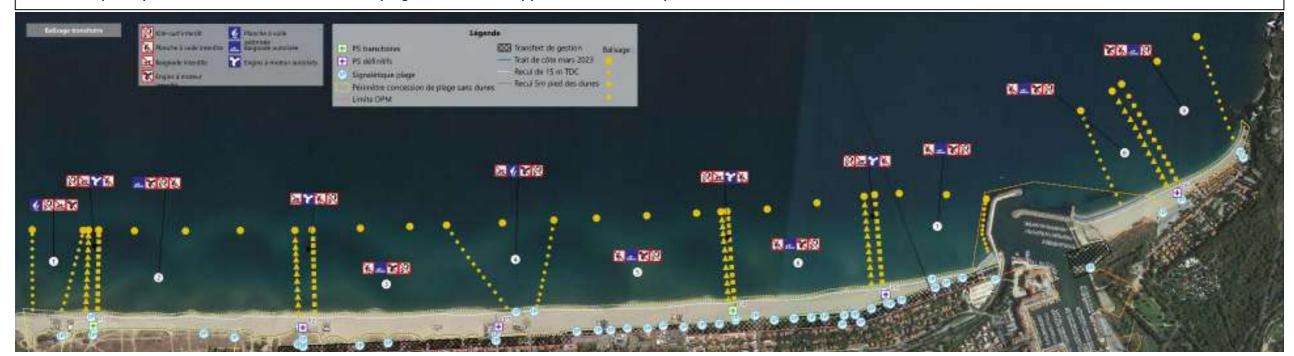
: les dispositifs physiques permettant de délimiter les zones de baignade et les chenaux sont présentés à la pièce 6 « dispositifs matériels envisagés pour porter à connaissance du public la concession de plage».





: Plan de balisage dans le cadre de la concession renouvelée

: Dans l'attente de la construction des deux postes de secours en dur, le plan de balisage sera modifié uniquement sur le secteur du Racou avec la suppression du chenal planche à voile remplacé par un chenal de sécurité et sur la plage Sud avec la suppression du chenal planche à voile.



: Plan de balisage transitoire





# Entretien des plages

La Ville d'Argelès Mer s'engage dans une démarche de gestion durable des plages. ci se traduit dès l'été 2023 par la mise en place d'une politique de nettoyage raisonné des 7 km de littoral sableux de la commune Il s'agit de concilier l'accueil du public et la préservation de ces espaces naturels fragiles. nettoyage mécanique qui favorise l'érosion du trait de côte et déstabilise la biodiversité.

La municipalité a donc mis en place un plan de nettoyage raisonné pour des plages mieux résistantes à l'érosion. Ce plan privilégie le ramassage manuel des détritus et limite l'utilisation des engins mécaniques aux zones à forte fréquentation touristique,

sécurité des baigneurs.

La commune au regard de l'érosion du trait de côte a souhaité mettre en place une gestion plus raisonnée de la plage en 2023 pour :

- Préserver et développer la biodiversité de la plage ;
- Limiter le décompactage et la remontée de fines présentes dans le sable ;
- Réduire la déstabilisation de la plage induisant l'érosion et l'évolution du trait de côte.

### Avec les objectifs suivants :

- > Faire évoluer les pratiques de gestion de la plage en réduisant la mécanisation de la
- Organiser la communication préalable afin de « préparer » les utilisateurs à ce changement de pratique

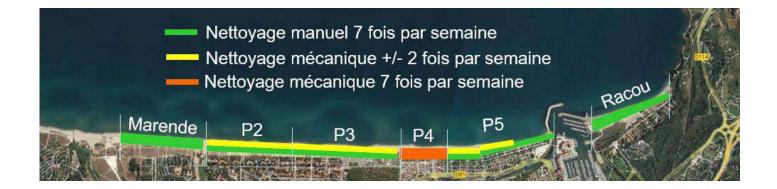
Le nettoyage a donc été réalisé de la manière suivante du 1er juin au 30 septembre 2023 :

- Nettoyage mécanisé autour du poste central profondeur de la plage, 7 fois par semaine ;
- Nettoyage mécanisé autour des secteurs des postes 2, 3 et 5 à partir de 5 mètres après la mer jusqu'au devant des postes de secours et des clubs de plage, 2 fois par semaine et un nettoyage manuel sur le reste du haut de plage tous les jours en limitant à 5 m le passage à proximité des dunes
- Nettoyage manuel sur l'ensemble des plages de la Marende et du Racou tous les

Le nettoyage de la plage sera réalisé à partir d'avril (préparation clubs de plage et en fonction des besoins).

Du 01/06 au 30/09 mise en place du plan proposé.

Les horaires des équipes de propreté manuelle seront adaptés en fonction de la luminosité et de la population présente sur les lieux améliorant ainsi le sentiment de sécurité









# La collecte des déchets

Des corbeilles sont situées en haut de plage, couplées avec les panneaux d'affichage sur les restrictions d'utilisation de la plage, à chaque entrée de plage.

Suivant les secteurs, les corbeilles sont espacées de 10 et 20 mètres (+ corbeilles permettant le tri au niveau des postes de secours)

- A partir de l'ouverture du poste 4, les corbeilles sont ramassées uniquement sur le secteur central puis ramassage en fonction de l'ouverture des autres postes de
- Du 15 juin au 15 septembre, ramassage quotidien.
- X En bord de plage :
  - Verre 2 fois par semaine (cdc)
  - Ordures ménagères 2 fois par jour (cdc)

# Les sanitaires et points d'eau

### Points d'eau et sanitaires publics existants

un réel souci de réduire la consommation d'eau, les élus de la commune préserver la ressource en eau. Il a donc été décidé de retirer l'ensemble des points d'eau du front de mer (douches et rince pieds publics). C'est pourquoi le tableau représentatif comprendra seulement les sanitaires publics existants qui seront maintenus La municipalité ne prévoit pas de remettre des douches ou des rince

### X Tableau représentatif des sanitaires publics existants

Sur ou hors				Sanitaires publics			
périmètre de la concession	Localisation	Accès Type -		Existants	Accessibles PMR		
SECTEUR 1 : Plage du RACOU							
EN DEHORS	Arrière-plage	Accès 3-4	Toilettes	1 bloc sanitaire mixte	NON		
EN DEHORS	Au sud du parking de la plage	Accès 8	Toilettes	2 bloc sanitaire mixte	Accessible PMR		
SUR CONCESSION	Poste de Secours n°4	Accès 8	2 toilettes et 1 douche	1 bloc sanitaire mixte	Accessible PMR		
EN DEHORS	Au nord du parking de la plage	Accès 9	Toilettes	1 bloc sanitaire mixte	Accessible PMR		
EN DEHORS – LIMITE ADMINISTRATIVE DU PORT	Parking quai Christophe Colomb	Accès 9	Toilettes	1 bloc sanitaire mixte	Accessible PMR		
SECTEUR 2 : Plage SUD							
EN DEHORS	Parking du Port	Accès 10-11	Toilettes	1 bloc sanitaire mixte	Accessible PMR		



EN DEHORS	Droit de l'accès	Accès 16	Toilettes	1 bloc sanitaire mixte	Accessible PMR	
SUR CONCESSION	Poste de Secours n°3 (à créer)	Accès 23	Toilettes	2 toilettes et 1 douche	Accessible PMR	
EN DEHORS	Droit de l'accès	Accès 23	Toilettes	1 bloc sanitaire mixte	Accessible PMR	
		SECTE	UR 4 : Plage des PINS			
EN DEHORS	Droit de l'accès	Accès 39	Toilettes	1 bloc sanitaire mixte automatique	Accessible PMR	
SUR CONCESSION	Poste de Secours n°2	Accès 39	Toilettes	2 toilettes dont 1 PMR et 1 douche	Accessible PMR	
		SECTEUR 5	: Plage du TAMARIGUE	R		
EN DEHORS	Droit de l'accès	Accès 42	Toilettes	1 bloc sanitaire mixte	NON	
EN DEHORS	Droit de l'accès	Accès 49	Toilettes	1 bloc sanitaire mixte	Accessible PMR	
EN DEHORS	Droit de l'accès	Accès 52	Toilettes	1 bloc sanitaire mixte NON		
SECTEUR 5 : Plage de la MARENDA						
SUR CONCESSION	Poste de Secours n°1 (à créer)	Accès 55	Toilettes	2 toilettes et 1 douche	Accessible PMR	
SUR CONCESSION	Droit de l'accès	Accès 61	Toilettes	2 toilettes et 1 douche	Accessible PMR	

des lieux des sanitaires publics existants

### X Illustrations photographiques des sanitaires publics existants :

Sur le front de mer, des blocs sanitaires sont adaptés pour un usage Personne à Mobilité Réduite et sont automatisés avec un système de minuterie pour le nettoyage Une signalétique d'appoint a été mise en place pour les sanitaires aux abords du port.







Agencement des sanitaires publics



L'ensemble des lots de sanitaires et douches ouverts au public consommateur Les douches pourront être fermées au public en fonction des arrêtés sécheresses en vigueur.

Postes de Secours disposent pour les sauveteurs de leurs propres sanitaires

Les sanitaires sont tous dotés d'à minima un robinet par bloc.

Le positionnement des sanitaires est porté à la connaissance des usagers grâce aux grands panneaux d'informations des plages présents notamment aux

Les sanitaires sont ouverts au public toute l'année

Les sanitaires automatiques bien qu'auto nettoyant après chaque utilisation, sont entretenus régulièrement.

La concession demandée reste dans la même philosophie que la concession concernant le nombre et la localisation des sanitaires. La commune a cependant fait le choix de supprimer l'ensemble des douches et rince

# Répartition des points d'eau aux abords des plages

ne disposent donc ni de douche mis à la disposition du public au niveau de l'arrière

Ainsi, grâce à ces actions, la ville plusieurs centaines de mètres cubes d'eau par saison et œuvre donc dans le sens de la préservation de la ressource

## Entretien des sanitaires publics

Les sanitaires sont nettoyés 2 fois par jour du 15 juin au 15 septembre et 1 fois par jour pour les autres périodes en fonction de l'ouverture des postes de secours.

# Points d'eau et sanitaires publics projetés

Les sanitaires publics en place s ont conservés en totalité sur le front de mer.

Les autres sanitaires seront prévus au sein des lots de plages et des

I, tous les postes de secours sont équipés de sanitaires accessibles PMR





commune attache un intérêt particulier dans le maintien de ses plages propres que ce soit à travers l'entretien de ces dernières, la gestion des déchets ou la mise en place de

convenu dans le cahier des charges d'attribution des lots, d'une obligation ramassage quotidien des détritus et déchets présents sur la plage à proximité des lots les exploitants des lots eux

De fait, la commune obtenu le «Pavillon bleu d'Europe» qui valorise les collectivités menant de façon permanente une politique en faveur d'un développement durable pour un environnement de qualité

Mer est labellisé au niveau de la commune mais aussi du port depuis 1986. Le Pavillon bleu a été attribué aux plages surveillées, du Poste de Secours



Pavillon Bleu d'Europe

communication sur le

\*Ce document sera réactualisé pour la saison 202



# LES ACCES DU PUBLIC A LA PLAGE ET A LA MER.

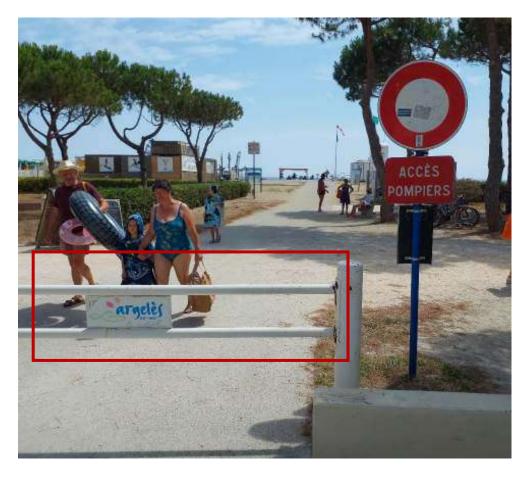
# Accès aux plages

### Les accès actuels

X <u>L'ensemble des accès aux plages a été recensé dans le cadre du présent dossier.</u> Ainsi, il en ressort la répartition suivante :

### ont été recensés sur la commune.

Les accès aux plages sont strictement réservés aux . Toutefois, il existe des exceptions pour les véhicules de secours, les véhicules d'entretien et les engins nécessaires à l'installation/démontage périodique des lots. Ces accès sont équipés de sorte à empêcher le cheminement des véhicules terrestres à moteurs autres que ceux précités par des barrières amovibles



: dispositif empêchant l'accès des véhicules non autorisés à la plage sur les plages



# Recensement des a

Dans les années à venir, la commune prévoit le réaménagement du front de mer. A ce titre et lors de sa conception les accès seront modifiés en conséquence.

X Tableau synthétique de tous les accès et de leurs caractéristiques

Typologie/description	stationnement PMR	oositif empêchant licules autres que			
Accès depuis les maisons de p directement sur le sable					
Accès depuis les maisons de pêcheurs directement sur le sable					
depuis les maisons de pêcheurs directement sur le sable					
Accès depuis le parking directement sur le sable				WC PMR public / WC	
ès depuis le parking quai Christophe Colomb	créer parking quai Christophe Colomb				
directement sur le sable					
directement sur le sable					
directement sur le sable					
directement sur le sable					
directement sur le sable					
directement sur le sable			Vigie 8 par accès 18		
directement sur le sable					
directement sur le sable				WC PMR public / WC	
directement sur le sable					
parking directement	OUI, parking Allée Parking Festivités / Place PMR à créer		Vigie 6 par accès 30		



directement sur le sable								
directement sur le sable								
directement sur le sable								
directement sur la plage		Domaine Mairende						
Accès piéton depuis la voie				boulevard du Canigou	6 / LOT communal /	WC PMR LOT 6 / WC		
Accès piéton depuis la voie principale								
Accès piéton depuis la zone arborée						accès 42 / WC PMR		
Accès piéton depuis la zone arborée	OUI	OUI, parking Boulevard de la mer	NON	NON	LOT 8	WC PMR LOT 8	NON	NON
Accès piéton depuis la zone arborée	OUI	OUI, parking boulevard de la mer	OUI	OUI, barrière proximité résidence Horizon	LOT 9	WC PMR LOT 9 / WC public non-PMR	OUI	OUI
Accès piéton depuis la zone arborée	NON	NON	NON	NON	Néant	NON	NON	NON
	NON	NON, place PMR à créer sur le parking situé à côté du camping Le Roussillonais	OUI	OUI	Néant	NON	NON	NON
Accès depuis le camping directement	NON, à créer depuis le camping	NON, place PMR à créer dans le camping Le Roussillonais	OUI, accès par camping	OUI, dispositif de sécurité camping	LOT 10 / PS1 / Vigie 2	WC PMR LOT 10 / WC PMR PS1	NON	NON
camping directement sur le sable	OUI accès 60	OUI, parking de la Marende accès 60	OUI accès 60	OUI	Vigie accès 59	NON	OUI	NON
Accès depuis le parking jusqu'à la	OUI	OUI, parking de la Marende	OUI	OUI, barrières au niveau du parking	LOT 11 et 12	WC PMR LOT 11 et 12 / WC PMR public	OUI	OUI
Accès depuis le parking jusqu'à la	NON	OUI, parking la Marende	NON	NON	Néant	NON	OUI	NON

L'ensemble des lots et des

seront accessibles et répondront à l'obligation de l'accessibilité aux PMR.







À ce jour le linéaire de plage comprend accès vers la plage certains accès plage sont les uns des autres y compris à travers les espaces

Ainsi afin de privilégier l'accès à la plage par des accès principaux et de protéger les espaces dunaires, certains accès être fermés par la commune en mettant en

- > ou des plantations
- Du mobilier urbain....

: Tableau récapitulatif

Accès à privilégier





# Raccordement des lots et des équipements aux réseaux publics

L'ensemble des lots et Postes de Secours seront raccordés à l'ensemble des réseaux , eau potable et eaux usées).

## Raccordement des lots de Plage

### Synthèse des réseaux existants

à créer (estimation prix en € HT)	créer (estimation prix en €	Réseau électrique basse tension

Au regard des réseaux préexistants il conviendra donc de créer les réseaux AEP les lots 7, 10 et le

Chaque lot avec vocation accessoire de restauration devra être pourvu d'un bac à graisse et les huiles seront récupérées par une société spécialisée en la matière.

Des AOT travaux seront proposées avant les travaux

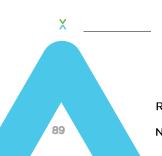
la création de ces

# Raccordement des Postes de Secours sanitaires et des ZAM

### X Postes de Secours

L'ensemble des eau potable et eaux usée raccordé aux réseaux secs, réseau d'alimentation en

permanents seront raccordés à l'ensemble des réseaux, le raccordé notamment lors de la création des réseaux et/ ou du raccordement également pour le





Le projet ne prévoit pas de sanitaires supplémentaires à ceux déjà présents actuellement et apparaissant sur les plans joints. Ces sanitaires sont déjà raccordés aux réseaux d'eau potable et d'assainissement, ainsi qu'au réseau de fourniture d'électricité.

Les sanitaires créés dans le cadre de l'aménagement des postes de secours permanents s lors du raccordement ou de la création des réseaux relatifs aux Postes

destination sportive pas besoin d'être raccordée sont situés à proximité si nécessaire.

# Prise en compte de la sécurité incendie

# En matière d'organisation de la défense incendie

Le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) de Pyrénées Orientales apporte des précisions sur la distance d'un Point d'Eau Incendie (PEI) suivant les caractéristiques des Établissements Recevant du Public (ERP) <u>les lots de plage peuvent être qualifiés d'ERP</u>. Suivant le site du gouvernement

établissements recevant du public (ERP) sont des bâtiments dans lesquels des personnes extérieures sont admises. Peu importe que l'accès soit payant ou gratuit, libre, restreint ou

regard de l'annexe 6 du RDDECI 66, le SDIS oblige que les ERP de catégorie N (restaurant) de moins de 1000 m² ( la concession ne fera plus de <sup>2</sup> surface clos et bâtis) devront avoir l'entrée principale à moins de 1 m d'un hydrant qu'un besoin en eau de 60 (soit le débit d'un PEI réglementaire).

Pour chaque lot, en fonction des structures et bâtis projetés, il conviendra de se référer au en vigueur au moment du dépôt de permis de construire.

#### X Concernant les poteaux d'incendie

Chaque année, avant la période d'exploitation, la municipalité devra vérifier que le réseau de distribution de l'eau est effectivement en mesure d'assurer aux poteaux d'incendie existants un débit minimum de 60 m3/h pendant une durée minimale de deux heures et sous une pression dynamique de 1 bar minimum

L'hydrant (poteau d'incendie / cuve / citerne) se trouvant sur un parking devra être accessible aux engins de secours. La voie engin sur le parking devra avoir les caractéristiques

- Largeur minimale de la bande de roulement (chaussée moins bandes réservées au stationnement) de 3,00 mètres
- Force portante suffisante pour un véhicule de 160 kilo Newtons avec un maximum Newtons par essieu, ceux ci étant distants de 3,60 mètres au minimum
- Rayon intérieur des tournants : R = 9 mètres au minimum
- Rayon sur largeur extérieure : S = /R dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres
   (S et R étant exprimés en mètres)



Pente inférieure à 15%

- > Hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,50m de hauteur,
- L'ouverture de barrières ou tout autre dispositif (portiques, etc.) d'accès au parking, susceptible d'empêcher ou de retarder l'accès des secours, devra pouvoir se faire directement au moyen de la clé tricoise dont sont équipés tous les sapeurs

Δ

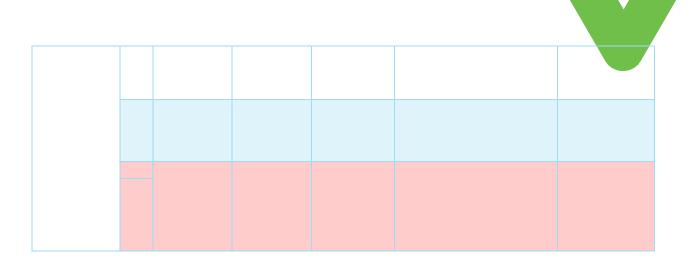
## Prise en compte de la DECI dans le projet de concession

après permet de vérifier si la DECI est possible. Un contrôle sous le prisme défense incendie sera réalisé par le SDIS lors de l'instruction des permis de construire. Pour remarque, les ZAM et les Postes de Secours ne sont pas des ERP, cependant un doit répondre à des exigences d'accessibilité.

Une visite terrain avec les responsables locaux du SDIS a permis de préciser

Accès des secours aux plages						
				Caractéristique de l'accès et distance au lot depuis		
				Accès par le front de mer, allée		
				Accès par le front de mer, allée		





En conclusion, le projet de renouvellement de la concession n'induit pas de contradiction majeure avec les modalités de la Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Comme présenté ci l sera nécessaire de créer nouveaux poteaux incendies sauf en cas d'impossibilité technique liée à la localisation des réseaux pour les lots 11 et 12, une bâche ou citerne pourra être mise en place.

La création de poteaux pour les lots 1,3,7 et 11 sera nécessaire à la seule condition que dans le cadre de la CSP entre la commune et l'exploitant, ce dernier opte pour une activité de petite restauration. Dans le cas où aucune activité accessoire de petite restauration n'est sein d'un ou des lots, les poteaux incendies n'auront pas besoin d'être

## Création de réseau pour poteau incendie

Afin de répondre aux normes de défense incendie 4 poteaux incendies devront être créés. Une cartographie des poteaux incendies existants présente demande de renouvellement de concession.

des poteaux incendies existants vis vis du lot 1, un poteau incendie devra être créé sur le front de mer aménagé à proximité de l'accès plage n° 15. En effet, le rayonnement de 150 des deux poteaux incendies existants ne permet pas la défense incendie du lot 1.





d'un poteau incendie pour la défense

la localisation éloignée des poteaux incendies existants vis vis du lot 3, un poteau incendie devra être créé sur le front de mer aménagé à proximité de l'accès plage n° 23. En effet, le rayonnement de 150 des deux poteaux incendies existants à proximité ne permet pas la défense incendie du lot 3.

Ce nouveau poteau incendie permettrait également la défense incendie du



: Création d'un poteau incendie pour la défense incendie lot 2



X

la localisation éloignée des poteaux incendies existants vis vis du lot 7, un poteau incendie devra être créé sur le front de mer aménagé à proximité de l'accès plage n° 41. En effet, le rayonnement de 150 des trois poteaux incendies existants à proximité ne permet pas la défense incendie du lot 7.



d'un poteau incendie pour la défense incendie du lot 7

Pour les lots 11 et un poteau incendie devra être créé au niveau de l'accès 61 en arrière En ce sens, un réseau d'eau potable devra être tiré du sud du parking vers l'accès 61.

: Réseau AEP a créer pour poteau incendie





X

Réseau d'eau potable à créer pour création d'un poteau incendie		Estimation prix en € HT
	Du chemin de la Marende vers accès 61	000€ HT (réseaux + poteau incendie)

En cas d'impossibilité technique, une bâche ou citerne de 60m3 sera installée à proximité au droit de l'accès 6





# **POINTS COMPLEMENTAIRES**

# Prise en compte du risque submersion marine

Les inondations consécutives à la tempête ont mis en évidence les limites de la politique de prévention du risque de submersion marine menée jusqu'alors. Pour donner suite à la Circulaire du 27 juillet 2011 relative à la prise en compte du risque de submersions marines dans les Plans de Prévention des Risques Littoraux, les PPRi des communes littorales ont été révisés.

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles d par Arrêté Préfectoral n°DDTM/SER/ pour la dernière fois

2008 puis modifié

L'ensemble des lots de plage sont situés en zone Plage où les concessions de plage peuvent être autorisées) et en sous zones au bord de mer côté sableuse, risque de submersion marine)

autorise les équipements de plage (concessions, sous réserve de l'application des mesures constructives définies ci

Pour la zone de front de mer encore naturelle, il est primordial de la préserver de tous aménagements ou constructions qui pourraient provoquer ou accentuer les phénomènes d'érosion et fragiliser le cordon dunaire et par là même aggraver le risque de subme

Aussi, tout aménagement y est interdit à l'exception des aménagements strictement nécessaires à l'exploitation des plages.

- Pour la zone de front de mer encore naturelle, tout aménagement est interdit à l'exception des aménagements strictement nécessaires à l'exploitation des plages :
  - L'implantation de structures démontables permettant une activité commerciale sur les plages. Au regard de la configuration du site (topographie notamment) et de la nature des installations déployées, l'autorité compétente fixera les conditions dans lesquelles les ouvrages pourront être construits et exploités
  - L'implantation de structures strictement nécessaire à l'exploitation des plages telles que les équipements de surveillance, les sanitaires, les douches, les sous traités de plage. Au regard de la configuration du site (topographie notamment) et de la nature des installations déployées, l'autorité compétent conditions dans lesquelles les ouvrages pourront être construits et exploités.
- > En ce qui concerne la gestion de l'érosion, la pose de ganivelles permettant de stabiliser les cordons dunaire est autorisée sans limitation de perméabilité, celles étant positionnées sur les points hauts de plages (cordon dunaire) elles n'ont pas act sur les écoulements.
- > Pour les constructions ou aménagements situés dans la zone de déferlement des vagues (cf. carte d'aléa), des techniques et matériaux résistant à la poussée des vagues doivent être mis en œuvre.
- La poursuite d'aménagement du sentier littoral au sud de la commune (côte rocheuse) l'exposition au risque de chute de blocs ou effondrement rocheux nécessite l'intégration de protections spécifiques.



- Les garages, les annexes non habitables, les lieux de chargement, de déchargement et de stockage agricole, ainsi que les locaux indispensables pour assurer l'accès aux bâtiments à usage d'activité, peuvent seulement en cas de nécessité lié à l'activité, re en deçà de la cote de référence, sans pour autant être en deçà de 0,20 m au dessus du terrain naturel.
- Les branchements électriques devront se situer au dessus de la cote de référence. Dans les parties situées en dessous de la cote de référence, la distribution électrique sera descendante du plafond plutôt que montante du sol.
- Les équipements sensibles tels que les chaudières, les tableaux électriques, etc. seront placés à une cote supérieure ou égale à la cote de référence.
- Les dépôts de matériels agricoles et les produits dangereux, polluants ou flottants entreposés devront être munis de dispositifs évitant leur dispersion en cas de crue.
- > Tous les matériaux utilisés en dessous de la cote de référence doivent être réputés insensibles à l'eau de manière à minimiser les dégâts lors d'une crue.

Les Postes de Secours permanents devront respecter les dispositions précités.

### **Patrimoine**

- X <u>La commune d</u> <u>zones de protection au titre des abords</u> <u>de monuments historiques (Catégorie AC1)</u>
- Église Saint Alexandre de la Pava
- > Chapelle Saint Laurent du Mont
- Dolmen dit Colliets de Collioure
- Dolmen dit Cava de l'Alarb
- Église notre Dame del Prat
- Château de Pujols
- Hameau du Taxo d'Avall.

Aucun de ces périmètres de protection n'affecte le linéaire de plage, objet de la concession.

- X La commune est concernée par
- > : Rocher du Racou
- > : Les Rochers du Racou et DPM

La plage du Racou est concernée par les deux sites précités.



zones de présomption de prescription archéologique sont également référencées sur l'ensemble de la commune

La plage du Racou est concernée par onage archéologique d'Argelès Mer seuil à 1000 m², arrêté n°2014036

La plage du Racou est laissé libre de tout lot d'exploitation ou de ZAM, seule la signalétique relative à la plage, à la baignade et à l'environnement, ainsi que les poubelles sont autorisées.

Les contraintes et mesures relatives à l'architecture des aménagements pour les lots sont reprises dans le cahier des charges et prescriptions architecturales.

# Artificialisation du Domaine Public Maritime

Dans le cadre de la procédure de renouvellement de la concession de plage, et dans un contexte global de réflexion autour du Zéro Artificialisation Net, il convient ici de définir les qui constitueront l'artificialisation du Domaine Public Maritim

- Les accès PMR en béton
  - béton installés à l'année
  - béton installées de façon saisonnière
  - Les plateformes béton au niveau des Postes
- La rampe d'accès PMR au niveau du parking situé à côté du camping le Roussillonnais
- Les ancrages des postes de secours mobiles
- Les postes de secours permanents aménagés dans le cadre de la nouvelle concession

Les accès PMR sont différenciés selon qu'ils soient installés

- les exploitants pour permettre l'accès au lot de plage,
- la commune et selon leur caractéristique
  - Tapis ou géotextile
  - Dalle béton saisonnière
  - Dallage béton installé à l'année
  - béton au niveau des postes de secours et du lot

L'artificialisation du DPM concernant ce chapitre inclut uniquement les dallages bétons installés à l'année, les dalles béton installées de façon saisonnière ainsi que les plateformes situées devant les ecours et le lot communal.

Les linéaires d'accès en tapis, géotextile ou mis en place par les exploitants ne sont pas pris en compte dans le calcul des superficies artificialisant le DPM.



Cheminements PMR			
Linéaire total (ml)		602,41	689,83
Exploitants		472	446,74
Linéaire tapis		130,41	243,09
Surface totale (m²)		692,18	902,51
Surface dalle béton annuelle	105,54	105,55	
Surface dalle béton saisonnière	478,64	618,716	
(+Surface plateforme béton)	108	178,25	

Ainsi, dans sa version définitive, 105.55 m<sup>2</sup> durant la saison estivale pour les cheminements.

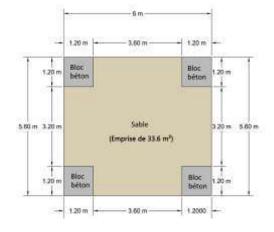
toute l'année et 902.52 m²

# Ancrage des Postes de Secours mobiles

- 2 Postes de Secours mobile sur le linéaire de la concession de
  - Poste de secours 2
  - > Poste de secours 4.

Ces derniers sont implantés dans le sol sur

Chaque bloc béton fait



Surface et ancrages bétons Postes de Secours

: Tableau des superficies artificialisant le DPM Ancrages Postes de Secours

	Superficie d'un	
Poste de Secours 2	2	2
Poste de Secours 4	2	2
		2

<sup>2</sup> seront artificialisés pour les deux Postes de Secours seront démontés à la fin de la période estivale.

Dans le cas où les Postes de Secours permanents projetés 1 et 3, ne sont acceptés par les services compétents la surface totale artificialisée sera de 23.04m².





- 2 Postes de Secours permanents seront aménagés sur le linéaire de la concession de plage
  - Poste de Secours 1

>

Il s'agit de poste de secours uniquement en pl pied, détaillé comme

- Espace sauveteurs (repos, vestiaires, repas, douches...) 2
- Espace stockage matériel (moyens nautiques, secourisme, sauvetage, matériel <sup>2</sup>:
- Module infirmerie avec stock produits 2 2
- Module indépendant accolé au poste pour toilettes

Tableau des superficies artificialisant le DPM Postes de Secours permanents

	Dimension (LxP)	
Poste de Secours 1		2
Poste de Secours 3	15 m x 5 m + 9m2	2
		2

dans le cas où les postes de secours permanents sont acceptés 168 artificialisés pour la mise en place des postes de secours 1 et 3.

# Synthèse des surfaces artificialisé s sur le

#### superficies artificialisant le DPM

	Superficie concernée	Superficie concernée en aménagement des PS permanents
Surfaces accès PMR saisonnière, dallage béton annuel, plateforme béton	2	2
Ancrages des postes de	2	2
Postes de secours permanents	2	
	2	2

totale d'artificialisation du DPM est de 1



2.





# Les espaces naturels dans la concession

La commune détentrice, depuis de nombreuses années Pavillon Bleu attestant de l'amélioration de la gestion de son site, de la qualité des eaux du milieu, de la gestion des déchets et la proposition aux usagers d'activités d'éducation à l'environnement.

La partie Nord du linéaire de plage est située dans la ZNIEFF de type I «

Falaises du Racou à Collioure

au Sud, ainsi que le « Grau de la Massane

La partie Nord des plages de la commune est concerné par la ZNIEFF de type II Embouchure du Tech et grau de la Massane ». Une partie de la plage du Racou est située dans la ZNIEFF du type II « Versant littoraux et côte rocheuse des Albères

a totalité du secteur plage, la zone est concernée par Embouchure de la Tech et Grau de la Massane 2000 (Directive

Le projet de concession dispose d'un volet Natura

pour but d'apporter quelques préconisations et remarques d'ordre général afin que le projet de concession ait une incidence moindre sur les espaces naturels (terrestres et

Cette analyse est faite en fonction des «phases» inhérentes aux déroulements d'une saison balnéaire, à savoir

#### X La phase préparatoire à la période balnéaire

Les actions préparatoires en amont de la saison balnéaire, c'est l'installation des lots de plage et des ZAM (transport, positionnement, montage, raccordement aux réseaux, mise en place des accès PMR, ...).

#### X <u>La période balnéaire</u>

- À l'exploitation en elle même des lots;
- À la fréquentation des plages;
- À l'entretien des plages.

#### X période balnéaire

- Au démontage des lots de plage;
- À la remise en état des lieux.

#### L'état initial de l'environnement

Les éléments ci dessous sont extrait de la notice d'incidence Natura 2000, figurant en pièce jointe de la présente demande de renouvellement de concession de plage.

renouvellement des concessions de plage sur la commune d'Argelès sur le Domaine Publique Maritime de l'État. Il est concerné par la présence du site Natura 2000 intitulé "Embouchure du Tech et Grau de la Massane" selon l'abréviation suivante "ETGM") ainsi que des ZNIEFF 1 de type I, Mas Larrieu (n°910010849) et Grau de la Massane (n°910010857).

Le projet est concerné par plusieurs habitats naturels qui ont un intérêt communautaire (inscrits à la D.HFF). Les différents faciès de dunes (en haut de plage) sont surtout de la plage de la Marenda à la plage du Tamariguer. La plage elle même est aussi un espace





naturel de la Directive européenne dont l'intérêt est reconnu

Malgré les différentes érosions observées (sources : les plans de gestion de la Réserve Nationale du Mas Larrieu depuis 1994) et les projections simulées (sources : BRGM, , PNMGL); c'est un milieu qui peut être résilient à moyen terme (sources observations des plans de gestion de la RNNML et du premier plan d'actions du

e nouvelles mises en défens pourront être proposées des espèces psammophiles typiques permettre une reconquête

'une façon générale, les habitats naturels concernés par le projet ont un conservation évalué à "moyen", excepté quelques zones de haut de plage (dunes comprises) qui ont un état de conservation défavorable ; notamment sur la plage du Tamariguer ou plage du Racou

Ces secteurs sont dégradés et/ou perturbés régulièrement. Ils devront être pris dans les aménagements futurs.

Les habitats naturels concernés par le projet ont une valeur patrimoniale régionale allant de modérée à très forte. Les dunes mobiles sont aujourd'hui prioritaires. On les retrouve sur les plages de la Marenda et du Tamariguer.

Par ailleurs, l'habitat "plage" n'a pas été évalué au niveau régional par l'expertise des CBNs.

Néanmoins, il est considéré que l'enjeu n'y est pas négligeable, en raison de la l'habitat au niveau national et des menaces récurrentes (érosion, submersion...). De plus, cet est très représenté dans la zone du projet soit 30 hectares (40 ha sur la commune dont 10 sur la RNN du mas Larrieu)

eu d'espèces patrimoniales sont concernées directement par le projet d'étude. On en dénombre 5 : 4 plantes et 1 animal.

L'épiaire maritime avec une valeur patrimoniale très forte est l'espèce à l'enjeu prioritaire. plus qu'elle est bien représentée sur la plage de la Marenda, la plage du Tamariguer également sur la plage des Pins. Elle occupe principalement les hauts de plage (interface entre la même et la dune embryonnaire).

Les 3 autres plantes patrimoniales sont bien moins concernées par leur répartition et leur

Pour l'euphorbe péplis, ce sont quelques pieds très

Quant au cumin couché, la quasi totalité de la station se trouve sur la plage de la Marenda dans les secteurs de mise en défens. L'euphorbe de Terracine est une plante ubiquiste très sur la commune notamment dans les friches ; ce qui en est fait une espèce localement à enjeu

Quant au gravelot à collier interrompu, le seul animal directement concerné ; peu d'observations ont été réalisées en dehors de la réserve naturelle, qui reste aujourd'hui la localité préférentielle à son



D'autres espèces sont indirectement concernées. Le psammodrome d'Edwards, petit reptile jamais été observé (sur les deux dernières décennies) au delà de la réserve naturelle. population venait à s'agrandir pour donner suite à la réalisation de mesures de protection, les plages notamment de la Marenda ou du Tamariguer, pourraient être favorables à l'accueil de ces nouveaux arrivants.

Citer la sterne naine c'est anecdotique ; espèce très sensible au dérangement humain. Cet niché par le passé sur la réserve naturelle.

Les autres plages ne peuvent être qu'utilisées par l'espèce comme corridor écologique pour se déplacer. Quant au martin pêcheur ou au minioptère de Schreibers, ces espèces affectionnent surtout les dépressions en arrière dunes et ne seront pas directement par le projet. Également pour la romulée de Colonna, petite plante fugace pouvant fleurir sur des sols sableux compactés ; elle est bien représentée sur le territoire et pas être impactée, elle non plus par le projet.

#### Synthèse des enjeux

Les enjeux patrimoniaux concernent principalement les habitats naturels des hauts de plage prioritairement les dunes embryonnaires et mobiles (*EUR28 :2110 et 2120* aussi les plages

Concernant les enjeux pour les espèces, c'est la préservation de quelques plantes patrimoniales qui doivent être prises en compte, tout particulièrement (pour ne pas dire exclusivement) l'épiaire Stachys maritima) dont la répartition et la taille de la population est la plus représentative de France métropolitaine. Les autres espèces sont moins concernées.

Il n'y a pas d'enjeux majeurs directement sur des espèces animales patrimoniales. Les zones concernées et prioritaires du projet se trouvent exclusivement sur les plages Racou, Tamariguer et Marenda.





#### Mesures d'évitement et de réduction des

#### X Mise en défens de secteurs

La mise en défens contribue à la préservation d'une zone sensible en évitant des impacts

Elle est favorable ainsi à la restauration d'un habitat naturel dégradé. Elle améliore aussi le cadre de développement des espèces en créant des zones refuges pour les plantes et les animaux qui peuvent poursuivre leur épanouissement ou reconquérir un milieu qui deviendra

Ainsi, la mesure d'évitement 1 pourrait être de poursuivre ces efforts en créant de nouvelles de mise en défens, notamment sur la plage du Tamariguer et sur la plage du Racou Ce qui contribuerait à préserver et à restaurer des zones de dunes mobiles et embryonnaires 2110 et 2120) tout en protégeant aussi une partie de la station d'épiaire maritime Stachys maritima attenante à la plage du Tamariguer; regroupant ainsi des principaux

#### X Adaptation des travaux

La réduction des impacts est possible en adaptant la période et la charge des travaux grâce aux porter à connaissances disponibles et récents. Il sera important d'informer et d'accompagner tous les aménageurs publics et privés.

principalement ciblée est au montage des différentes installations au printemps.

recommandations peuvent être les suivantes :

délimitation temporaire des zones sensibles avant installation (on pense exclusivement à notamment annuelle comme l'Euphorbe péplis);

circulation des engins selon un mode opératoire adapté (par exemple, circuler majoritairement sur les mêmes axes principaux, ne pas créer de nouveaux accès, etc). A adapter pour préserver la plage (sables médiolittoraux Eur28 : 1140)

#### X Suivi des travaux

Un suivi des travaux pourrait être recommandé au moins à deux niveaux. Une visite de plus tard la veille de la mise en place des aménagements pour une prise en compte connaissances naturalistes. Une autre visite la veille du démontage.

Un suivi régulier, annuel pour améliorer les connaissances naturalistes et les porter à il s'agit ici par exemple de suivre les plantes annuelles comme l'Euphorbe







#### : Conclusion des enjeux, impacts et mesures sur l'environnement

Intitulé habitat naturel / Nom d'espèce	Impact	Intensité	Mesures	Secteur envisagé	Intensité 2 **
Dunes et zones inter-dunaires à végétation naturelle non nitrophile (dunes embryonnaires et mobiles des côtes méditerranéennes)	Circulation ponctuelle d'engins. Travaux de réseaux.	Faible	Mise en défens (M1)	Plage Tamariguer Plage Racou	Très faible
Vásières et bancs de sable sans végétations Sables médiolittoraux de Méditerranée (= plage )	Circulation régulière d'engins. Travaux sur réseaux divers. Installations et aménagements divers : clubs de plage, poste de secours, signalétique	Modérée à fort	Adaptation des travaux (période, mode opératoire pour la circulation des engins; accès délimités) (M2) Suivi des travaux (M3)	Toutes plages concédées	Faible à modérée
Épiaire maritime	Circulation régulière d'engins. Travaux sur réseaux divers.	Modérée	M1, M2, M3	Plage Tamariguer	Faible
Euphorbe péplis	Circulation régulière d'engins.	Faible	M2, M3	Toutes plages concédées	Très faible
Cumin couché	Travaux sur réseaux divers.	Faible	M2, M3		Très faible
Euphorbe de Terracine		Faible	M2, M3		Très faible

<sup>\*\*</sup>Intensité 2 des impacts résiduels, avec prise en compte des mesures

# Quelques préalables sur les chantiers propres aux lots de plages/ZAM/et équipements temporaires

#### Installation, emprise d'un chantier et circulation

Peu importe le chantier, et son importance, son emprise (zone de vie et zone de travaux) sera réduite au strict minimum et sera éloignée de tout habitat naturel.
Tous stockages de matériaux polluants, d'engins et des cabanes de chantier <u>seront interdits</u>
Le stockage de <u>matériaux non polluants</u> sera toutefois autorisé sur la plage sur des aires préalablement définies avec la commune.
Si nécessaire, afin de garantir l'absence de destruction/altération des habitats naturels à préserver, un balisage préalable des habitats sera effectué par la commune.
durant la phase du chantier sera assurée au moyen de structures solides et bien : piquets en fer reliés par des bandes plastiques colorées ou filets de couleurs

Concernant l'acheminement du matériel et le passage des engins pour monter les lots, les exploitants utiliseront uniquement les accès 32,39,52,54,60 et 61

Ils emprunteront les itinéraires les plus directs (et évitant les espaces naturels) depuis ces L'installation des ZAM et des par les services municipaux respecteront les mêmes préconisations que celles pour l'installation des lots de plage.







#### Phénomènes de pollutions

Afin de réduire les risques de pollution, l'installation du chantier sera réalisée sur une aire aménagée à cet effet. Des prescriptions sur et à l'extérieur de cette dernière sont également

- Il sera interdit tout rejet direct dans le milieu naturel;
- La maintenance des engins se fera uniquement en atelier et non pas sur le site. Par ailleurs, le matériel sera régulièrement entretenu pour éviter toute fuite ou
- Le lavage des engins sera interdit sur le chantier;
- Tout feu sera interdit sur le chantier;
- Il sera mis à disposition de sanitaires chimiques entretenus régulièrement;
- Des bacs de rétention seront installés sous les matériels en poste fixe et les produits stockés.

Malgré les mesures édictées, une pollution accidentelle reste possible et elle est susceptible de transiter dans le milieu récepteur induisant des incidences sur l'environnement et les personnes. Au prorata de l'importance de la pollution, les mesures seront plus ou moins conséquentes. Dans tous les cas, des kits «antipollution» doivent être présents sur le chantier et être facilement accessibles. Dans l'urgence et selon l'ampleur de la pollution, certaines mesures peuvent être prises comme l'excavation des sables pollués au droit de la surface d'infiltration par la mise en œuvre de matériel banal de terrassement et réalisation au sol d'aires étanchées (bâchées par exemple) sur lesquelles les déblais souillés seront provisoirement déposées.

La gestion des déchets sur chantier doit se faire sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisance sonore ou olfactive et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier. Ainsi, la gestion des déchets des chantiers impliquera en amont une bonne conception pour limiter la quantité de déchets produits à la source. Par ailleurs, il est indispensable de quantifier et de classifier les déchets afin d'optimiser leur stockage, leur évacuation et l'élimination pour favoriser le recyclage. Leur stockage avant évacuation se fera en dehors des habitats naturels sur des zones

# Phase préparatoire à la période balnéaire

#### Positionnement des lots de plage et des ZAM

Si l'on considère le plan du projet de renouvellement de la concession, on constate zone d'implantation possible de la zone amodiée attribuée respecte une certaine distance vis des habitats naturels. Le positionnement des lots est également conditionné par un libre passage des piétons le long du littoral. La ZAM sera identifiée par des poteaux à chaque

#### Pose des cheminements de confort et de ceux accessibles aux

Concrètement, si l'on considère la pose de ces cheminements, ces derniers ne grèveront aucun espace naturel sensible et n'induiront pas la création d'accès supplémentaires. Leur



pose est très simple et ne demande pas d'équipement lourd pouvant générer des incid<mark>ences</mark> sur les habitats périphériques

Les exploitants et les services municipaux devront respecter les accès retenus pour leur pose en direction des lots, Postes de Secours et milieux de plage.

#### Ornementation végétale des lots de plages et des ZAM

L'emploi d'essences invasives, envahissantes et allergènes sera strictement interdit au sein des lots de plage. Ce sera également le cas sur les ZAM dans le cadre de manifestations si des ornementations sont installées. Les surfaces végétalisées seront comprises à l'intérieur de la surface autorisée. L'arrosage en période de sécheresse sera grâce à des eaux de récupération des eaux de carafe, récupérateur de pluies ou machines à glaçons.

Seules des espèces endémiques sont autorisées

#### Pose des signalétiques

Les signalétiques seront installées sur des surfaces dénuées de formation végétale. Il en est de même concernant le balisage des cheminements traversant.

# Période balnéaire

#### Exploitation des lots de plage

#### X Entretien des lots de plage et gestion des

L'entretien des lots de plage est de la responsabilité des exploitants. Ils seront incités à utiliser des produits éco labélisés et à nettoyer quotidiennement leurs lots et leurs abords de tous détritus provenant ou non des activités autorisées. Le stockage des produits d'entretien se fera obligatoirement dans des espaces fermés et ventilés. Les rejets directs Des bacs de rétention sous stockage de produits d'entretien et des huiles auraient une réelle plus

Des corbeilles à déchets seront installées au sein des lots et seront collectées quotidiennement par l'exploitant. L'évacuation de ces déchets devra être régulière et fréquente pour des questions d'hygiène, de salubrité et afin de prévenir toute nuisance olfactive suivant les modalités définies par l Enfin, aucun stockage ne sera admis en dehors de la surface concédée.

#### X Ravitaillement des lots et des

Le ravitaillement des lots et des devra se faire uniquement via les accès précisés dans le présent dossier avant le début de la surveillance

#### X Cas des engins de plage motorisés

Au niveau des lots, ou des , dans la mesure où un engin nautique motorisé est présent, du matériel d'intervention efficace en cas de pollution accidentelle devra être présent sur site. Le stationnement de ces engins respectera des conditions strictes de stockage, d'entretien (interdit sur la plage) et d'avitaillement en carburant (interdit sur la plage). La journée, les engins nautiques devront être disposés en dehors de la zone



d'immersion induite par les vagues (protection des sables médiolittoraux) ou êt<mark>re au</mark>

#### Fréquentation des plages par les estivants

Combiner fréquentation du public et respect de l'environnement nécessite deux composantes essentielles qui sont la canalisation au niveau des accès, et la sensibilisation par des signalétiques. Le projet de concession va dans ce sens.

#### Entretien des plages par les services municipaux

Outre respecter les accès définis à cet effet, les modalités d'entretien des plages tiendront compte des enjeux environnementaux identifiés. Un nettoyage manuel sera réalisé au bord des espaces naturels et des jardins de la plage par les employés municipaux ainsi qu'à proximité des lots par les exploitants eux mêmes. Un nettoyage mécanique sera réalisé sur les zones sableuses pour le reste de la plage.

#### Émissions lumineuses

De plus en plus d'activités humaines se poursuivent après le coucher du soleil. Elles ne sont possibles que grâce à la lumière artificielle, fonctionnelle (pour assurer la sécurité des personnes et des biens par exemple) ou d'ambiance. Cet éclairage nocturne a, cependant, un impact négatif sur la biodiversité et sur la santé humaine. De plus, elle peut générer des dépenses d'énergie inutiles.

Il conviendra dans le cadre de la présente concession de tenir compte de ces nuisances l'Arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses disponible en annexe et sera annexé aux conventions d'exploitation des lots de plage (applicable également à la ZAM).

# Émissions sonores

Les émissions sonores devront être raisonnées et conforme aux réglementations en vigueur en la matière afin d'éviter toutes nuisances sonores pour le respect de la tranquillité publique et éviter les nuisances sur les espaces naturels.

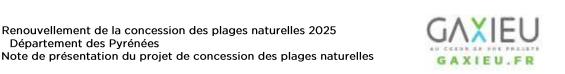
# 'après période balnéaire

Le démontage des lots et des respectera les mêmes dispositions que celles énoncées pour la préparation de la saison balnéaire vis des points de raccordement pour les réseaux en haut de plage, ces derniers seront fermés hors période estivale afin d'éviter leur sollicitation et favoriser ainsi leur durabilité dans le temps.

Afin d'éviter des rejets une fois le poste démonté, les raccordements des réseaux secondaires humides aux réseaux publics seront fermés et les canalisations secondaires restées enfouies seront hermétiquement fermées. Pour faciliter les branchements les ann suivantes, un plan de récolement sera édité.

ecours permanents et leurs réseaux seront conservés tout au long de l'année.

Enfin, les exploitants devront remettre la plage dans l'état où ils l'ont trouvée avant de monter leurs installations.







Les préconisations proposées pour l'installation des lots, le raccordement aux réseaux, le fait d'informer et de sensibiliser les estivants, l'entretien des plages (...) n'ont pas de valeur forte si elles ne sont pas traduites dans des documents ayant une valeur opposable. C'est dans cette optique que le projet de concession intégrera des articles inhérents à la préservation des espaces naturels du littoral dans

- L'attribution des lots à travers une procédure de concession de service public décrite dans le Code Général des Collectivités Territoriales, le Code de la Commande Publique et le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques
- Le cahier des charges de la concession signé entre la Commune et l'État;
- Les conventions d'exploitation signées entre la Commune
- L'ensemble des prescriptions de la concession de plage seront reprises dans les convention d'exploitation.
- Il sera précisé que
  - L'ensemble des préconisations et/ou interdictions sera traduit dans les conventions d'exploitation;
- TOUT manquement à ces obligations pourra entrainer une résiliation de la convention d'exploitation.
- L'Arrêté municipal réglementant l'organisation de la sécurité des plages, l'organisation des baignades et de la police sur les plages communales.
- L'exploitant devra se conformer à la réglementation applicable depuis le 1er janvier 2021 concernant l'usage des produits plastique à usage unique

Malgré l'intégration de mesures environnementales dans la procédure d'attribution des lots et dans des pièces opposables, des contrôles inopinés seront réalisés par la DDTM et la





# **ANNEXES**

Arrêté Préfectoral n°091/2022
réglementant la navigation, le
mouillage des navires, la plongée
marine et la pratique des sports
nautiques de vitesse dans la bande
littorale des 300 mètres bordant la
commune d'Argelès







Liberté Égalité Fraternité Préfecture maritime de la Méditerranée Division « action de l'Etat en mer »

> Toulon, le 27 avril 2022 N° 091/2022

#### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

réglementant la navigation, le mouillage des navires, la plongée sous-marine et la pratique des sports nautiques de vitesse dans la bande littorale des 300 mètres bordant la commune d'Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales)

ANNEXES : quatre annexes.

T. ABROGÉ : arrêté préfectoral n° 35/2021 du 12 mars 2021.

Le préfet Maritime de la Méditerranée,

Vu le code des transports et notamment ses articles L. 5242-2 et L. 5243-6 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2213-23;

Vu le code pénal et notamment ses articles 131-13 et R. 610-5 ;

Vu le décret n° 2004-112 du 06 février 2004 modifié relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer ;

Vu le décret n° 2007-1167 du 02 août 2007 modifié relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur ;

Vu le décret n° 2016-1108 du 11 août 2016 portant création de recueils d'actes administratifs des préfectures maritimes sous forme électronique ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 1991 relatif au balisage et à la signalisation de la bande littorale maritime des 300 mètres ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 19/2018 du 14 mars 2018 modifié réglementant la navigation et la pratique de la plongée sous-marine le long du littoral des côtes françaises de Méditerranée ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 221/2020 du 05 novembre 2020 réglementant le mouillage et l'arrêt des navires de 24 mètres et plus au droit du département des Pyrénées-Orientales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 240/2021 du 1er septembre 2021 portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté municipal du 06 avril 2022 du maire de la commune d'Argelès-sur-Mer;

Vu l'avis de la commission nautique locale du 19 janvier 2022.

Considérant qu'en application de l'arrêté préfectoral n° 221/2020 du 05 novembre 2020 susvisé, le mouillage des navires de longueur supérieure ou égale à 24 mètres est interdit en permanence dans la bande littorale des 300 mètres de la commune d'Argelès-sur-Mer;

Considérant qu'il appartient au maire de réglementer la baignade et les activités nautiques pratiquées à partir du rivage avec des engins de plage et des engins non immatriculés jusqu'à la limite des 300 mètres à compter de la limite des eaux en application des dispositions de l'article L.2213-23 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant qu'il appartient donc au préfet Maritime de réglementer, dans la bande littorale des 300 mètres, la navigation et le mouillage de navires, embarcations et engins immatriculés et la pratique de la plongée sous-marine ainsi que les activités nautiques pratiquées depuis le large avec des engins non immatriculés.

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales.

Arrête:

#### Article 1er

Dans le dispositif du plan de balisage des plages de la commune d'Argelès-sur-Mer (cf. annexe I), sont créés :

- **1.1. Un chenal d'accès au rivage, chenal A,** réservé aux navires, embarcations et engins immatriculés motorisés ou à moteur ainsi qu'aux véhicules nautiques à moteur (VNM), de 25 mètres de largeur et 300 mètres de longueur, situé face au poste de secours n° 1 (cf. annexe II).
- 1.2. Deux chenaux réservés aux sports nautiques de vitesse :
- chenal B de 50 mètres de largeur et 300 mètres de longueur situé face au poste de secours n° 2 (cf. annexe II);
- **chenal D** de 50 mètres de largeur et 300 mètres de longueur situé face au poste de secours n° 5 (cf. annexe IV). Dans ce chenal, la navigation des véhicules nautiques à moteur (VNM) est autorisée.
- **1.3.** Un chenal C réservé aux embarcations de secours de 25 mètres de largeur et 300 mètres de longueur, situé face au poste de secours n° 4 (cf. annexes III et IV).
- **1.4.** Deux zones de mouillage propre (ZMP) de 15 mètres de largeur et de 50 mètres de profondeur à partir du rivage et contigües respectivement, au Sud du chenal B, et au Nord, du chenal D (cf. annexes II et IV).

#### Article 2

Les chenaux définis à l'article 1<sup>er</sup>, qui ne peuvent être empruntés que par l'une des extrémités, sont destinés au transit et ne doivent pas être utilisés comme zones d'évolution.

A l'intérieur de ces chenaux, la navigation doit s'effectuer de manière directe et continue. Le stationnement et le mouillage y sont interdits.

Dans le chenal d'accès au rivage, la vitesse est limitée à 5 nœuds.

Dans les chenaux de sports nautiques de vitesse, qui ne peuvent être utilisés que s'ils sont dégagés et libres de tout obstacle, la limitation de vitesse à 5 nœuds ne s'applique pas aux navires tracteurs dans le cadre de la pratique des sports nautiques tractés.

Les ZMP définies à l'article 1<sup>er</sup> sont réservées aux embarcations et engins immatriculés, ainsi qu'aux navires conformes aux normes édictées pour la prévention des rejets en mer, en application des dispositions insérées à l'annexe I du livre ler de la cinquième partie réglementaire du code des transports. Ces navires doivent effectivement être équipés de réservoirs fixes ou mis en place à titre temporaire pour recevoir les déchets organiques. Seul le mouillage sur ancre est autorisé.

Les VNM ne sont autorisés que dans la ZMP adjacente au chenal D.

L'accès à ces ZMP ne peut s'effectuer que par le chenal adjacent.

A l'intérieur de ces zones, la navigation limitée à 5 nœuds, doit se restreindre à ce qui est strictement nécessaire pour prendre ou quitter un mouillage.

La pratique de la plongée sous-marine est interdite dans les chenaux et les ZMP.

#### Article 3

La navigation des véhicules nautiques à moteur (VNM) est interdite dans la bande littorale balisée des 300 mètres, à l'exception des chenaux A et D (ainsi que dans la ZMP adjacente à ce dernier chenal) définis à l'article 1<sup>er</sup>, qui doivent être empruntés à une vitesse limitée à 5 nœuds.

#### Article 4

Dans les zones créées par l'arrêté municipal susvisé, la navigation et le mouillage des navires, embarcations et engins immatriculés (y compris des VNM), ainsi que la plongée sous-marine sont interdits.

En ce qui concerne les zones n° 10 et n° 11, ces interdictions s'appliquent à l'extérieur des limites administratives du port.

L'interdiction de navigation ne s'applique pas aux embarcations des écoles de voile, dans le cadre exclusif de leur activité opérationnelle, dans les zones réservées aux planches à voile et aux dériveurs légers n° 1, n° 5, n° 9 et n° 12 créées par l'arrêté municipal susvisé.

Les planches à voile, dériveurs et catamarans légers venant du large sont autorisés, pour rejoindre le rivage, à transiter par les zones précitées.

#### Article 5

Les interdictions et restrictions édictées par le présent arrêté ne s'appliquent pas, en situation opérationnelle, aux navires et embarcations à moteur chargés du secours, de la surveillance ou de la police du plan d'eau.

#### Article 6

Le balisage des chenaux et des zones définis à l'article 1<sup>er</sup> sera réalisé conformément aux spécifications techniques de l'arrêté ministériel du 27 mars 1991 susvisé et aux directives du service des phares et balises.

Les ancrages des bouées de balisage devront être adaptés à la nature des fonds marins.

L'amarrage des navires et embarcations est interdit sur les bouées de balisage.

Les dispositions du présent arrêté sont opposables lorsque le balisage correspondant est en place.

#### Article 7

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral n° 35/2021 du 12 mars 2021.

#### Article 8

Les infractions au présent arrêté exposent leurs auteurs aux poursuites et aux peines prévues par les articles 131-13 et R. 610-5 du code pénal, par les articles L. 5242-2 et L. 5243-6 du code des transports, ainsi que par les articles 6 et 7 du décret n° 2007-1167 du 02 août 2007 susvisés.

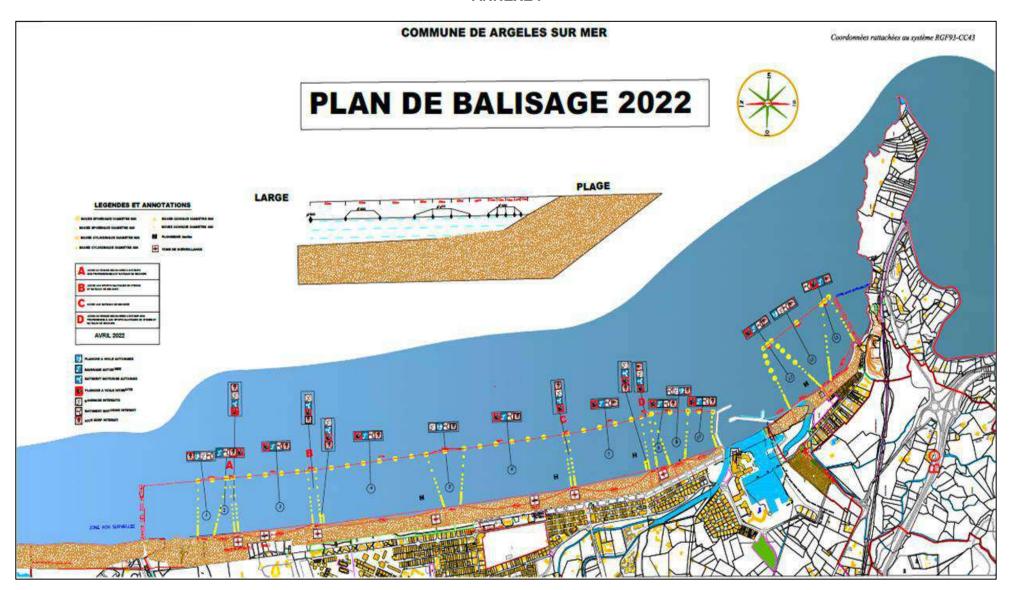
#### Article 9

Le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales, les officiers et agents habilités en matière de police de la navigation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture maritime de la Méditerranée.

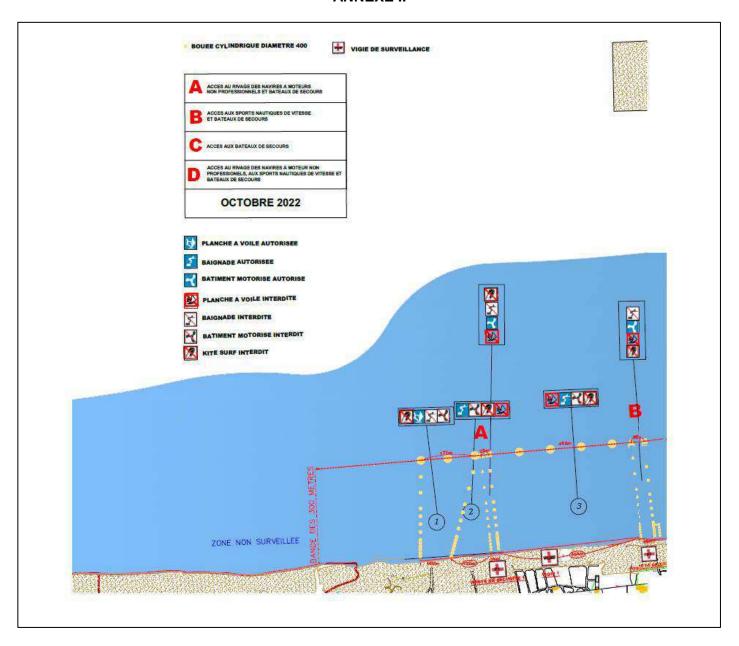
Pour le préfet Maritime de la Méditerranée et par délégation, le commissaire général Thierry Duchesne adjoint au préfet Maritime, chargé de l'action de l'Etat en mer,

Original signé

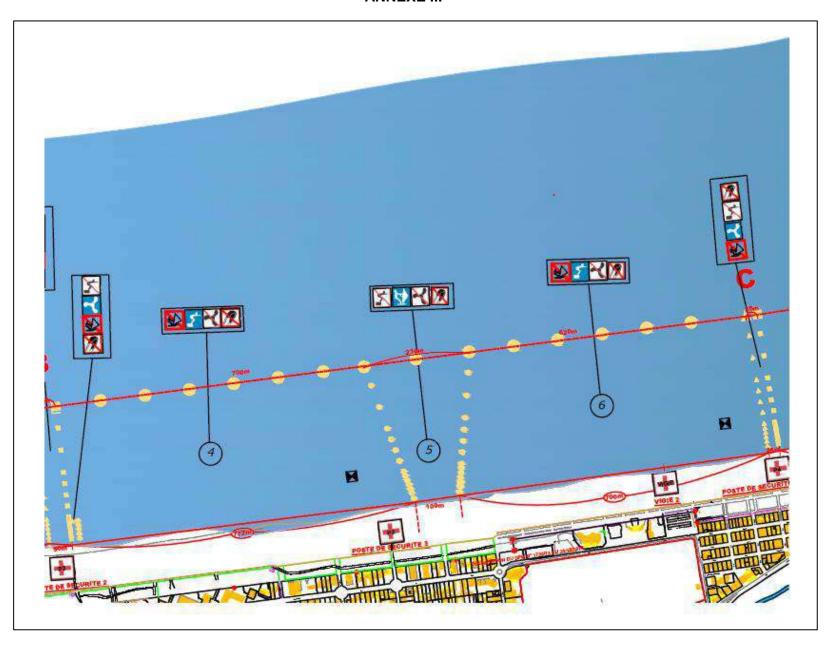
#### **ANNEXE I**



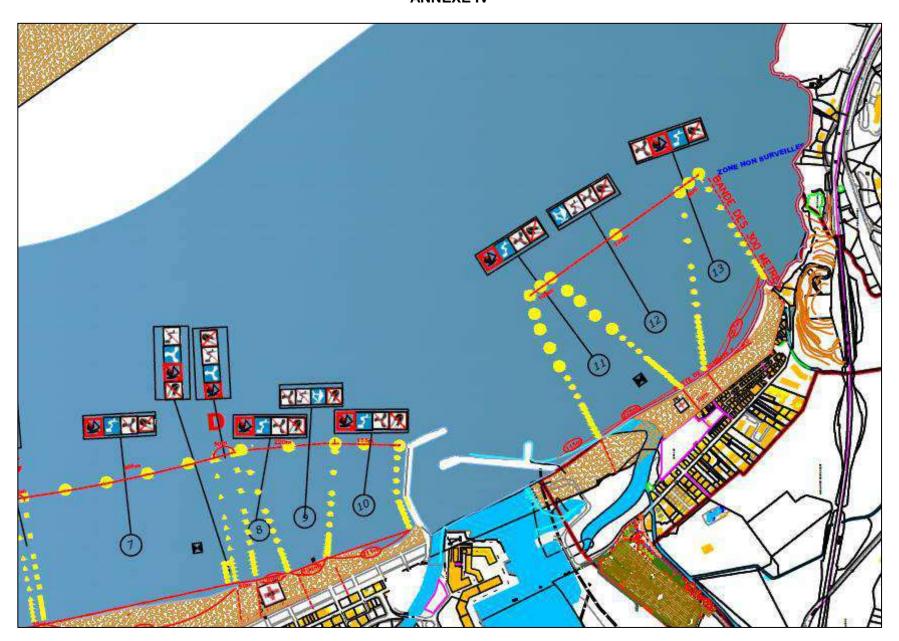
#### **ANNEXE II**



### **ANNEXE III**



#### **ANNEXE IV**



#### LISTE DE DIFFUSION

## **DESTINATAIRES**

- M. le préfet des Pyrénées-Orientales
- M. le maire d'Argelès-sur-Mer
- DDTM/DML 66-11
- SHOM

# **COPIES**

- PREMAR MED/AEM/PADEM/RM
- Archives

#### 06/04/22 1A 2022

#### DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES

#### COMMUNE D'ARGELES SUR MER

ARRETE PORTANT REGLEMENTATION DU PLAN DE BALISAGE POUR LES BAIGNADES ET LES ACTIVITES NAUTIQUES PRATIQUEES DANS LA BANDE LITTORALE DES 300 METRES AVEC DES ENGINS DE PLAGE ET DES ENGINS NAUTIQUES NON IMMATRICULES,

#### LE MAIRE DE LA COMMUNE D'ARGELES SUR MER,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2213-23;

VU le code pénal et notamment ses articles 131-13 et R.610-5;

VU l'arrêté ministériel du 27 mars 1991 relatif au balisage et à la signalisation de la bande littorale des 300 mètres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 019/2018 du 14 mars 2018 modifié réglementant la navigation et la pratique de la plongée sous-marine le long du littoral des côtes françaises de Méditerranée ;

VU l'avis de la Commission Nautique Locale du 19 janvier 2022.

#### ARRETE

#### ARTICLE 1 : DEFINITION GENERALE DE LA ZONE REGLEMENTEE

Les zones réglementées sont implantées à partir du littoral du territoire de la Commune d'Argelès-sur-Mer à une distance de 300 mètres environ du rivage.

#### DELIMITATION:

- au Nord par l'embouchure de la Riberette, au droit de la borne N° 5 du D. P. M.
- au Sud par la borne N° 20 délimitant le D. P. M.

Du Nord au Sud de la zone réglementée s'étend :

- AU RIVAGE sur une longueur de 4587 mètres environ,
- EN MER, à la limite des 300 mètres du rivage, sur une longueur de 4 316 mètres environ, les extrémités du balisage étant perpendiculaires au rivage.

REÇU EN PREFECTURE 1e 12/84/2822

#### 06/04/22 2A 2022

#### ARTICLE 2: ZONAGE ET DELIMITATION

Les zones surveillées de la plage sont délimitées comme il est dit ci-dessous :

Sur l'ensemble balisé il est établi 13 zones différentes.

9 zones réservées à la baignade et aux engins de plage sans moteur numérotées du Nord au Sud : 2 3 - 4 - 6 - 7 - 8 - 10 - 11 - 13.

4 zones réservées aux planches à voile et dériveurs légers numérotées du Nord au Sud : 1 - 5 - 9 - 12.

#### ZONE 1:

Etablie à l'extrémité Nord de la zone réglementée, en fin de zone surveillée qui est implantée au droit de la borne DPM n° 5 et la zone 2. Cette zone a une largeur de 100 mètres au rivage et une largeur 177 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée aux planches à voile, aux dériveurs légers et catamarans légers. Elle est interdite à toutes autres activités.

#### ZONE 2:

Etablie entre la zone 1 et le chenal A. Cette zone a une largeur de 132 mètres au rivage et une largeur « nulle » à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée à la baignade et aux engins de plage sans moteur. Elle est interdite aux autres activités.

#### ZONE 3:

Etablie entre le chenal A et le chenal B. Cette zone a une largeur de 464 mètres au rivage et une largeur de 462 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Elle est strictement réservée à la baignade et aux engins de plage sans moteur. Elle est interdite aux autres activités.

#### ZONE 4:

Etablie entre la zone de mouillage adjacente au chenal B, le chenal B et la zone 5. Cette zone a une largeur de 772 mètres au rivage et une largeur de 700 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée à la baignade, aux engins de plage sans moteur. Elle est interdite aux autres activités.

#### ZONE 5:

Etablie entre la zone 4 et la zone 6. Cette zone a une largeur de 100 mètres au rivage et une largeur de 239 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée aux planches à voile, aux dériveurs légers et catamarans légers. Elle est interdite à toutes autres activités.

#### ZONE 6:

Etablie entre la zone 5 et le chenal C. Cette zone a une largeur de 700 mètres au rivage et une largeur de 620 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée à la baignade et aux engins de plage sans moteur. Elle est interdite aux autres activités.

REÇU EN PREFECTURE

1e 12/84/2822

Application agree 6 legalite com

99\_AR-166-2166 60080-21224406-A08881\_2022

#### 06/04/22 3A 2022

#### ZONE 7:

Etablie entre le chenal C, le chenal D et la zone de mouillage adjacente au chenal D. Cette zone a une largeur de 469 mètres au rivage et une largeur de 466 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée à la baignade et aux engins de plage sans moteur. Elle est interdite aux autres activités.

#### ZONE 8:

Etablie entre le chenal D et la zone 9. Cette zone a une largeur de 80 mètres au rivage et une largeur nulle à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée à la baignade et aux engins de plage sans moteur. Elle est interdite aux autres activités.

#### ZONE 9:

Etablie entre la zone 8 et la zone 10. Cette zone a une largeur de 100 mètres au rivage et une largeur de 220 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée aux planches à voile, aux dériveurs légers et catamarans légers. Elle est interdite à toutes autres activités.

#### ZONE 10:

Etablie entre la zone 9 et la digue nord du port, en dehors des limites administratives portuaires. Cette zone a une largeur de 211 mètres au rivage et de 155 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée à la baignade et aux engins de plage sans moteur. Elle est interdite aux autres activités.

#### ZONE 11:

Au sud du port, établie au nord de la zone 12. Cette zone a la forme d'un trapèze. Elle a une largeur de 225 mètres au rivage et une largeur de 105 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée à la baignade et aux engins de plage sans moteur. Elle est interdite aux autres activités.

#### ZONE 12:

Etablie entre la zone 11 et la zone 13. Cette zone a une largeur de 70 mètres au rivage et une largeur de 325 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée aux planches à voile, aux dériveurs légers et catamarans légers. Elle est interdite à toutes autres activités.

#### **ZONE 13:**

Etablie entre la zone 12 et la ligne de bouées marquant la fin du balisage de la zone surveillée qui est implantée au droit de la borne DPM N° 20 et sensiblement perpendiculaire au rivage. Cette zone a une largeur de 287 mètres au rivage et une largeur de 59 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée à la baignade et aux engins de plage sans moteur. Elle est interdite aux autres activités.

#### 05/04/22 4A 2022

#### ARTICLE 3: ZONES NON REGLEMENTEES

Hors des zones précisées dans le présent arrêté et des périodes définies dans l'arrêté municipal annuel, les baignades et activités nautiques sont pratiquées aux risques et périls des intéressés.

#### ARTICLE 4:

A l'intérieur des zones et chenaux créés par arrêté préfectoral, la baignade, la navigation et le mouillage des engins de plage et des engins non immatriculés sont interdits.

#### ARTICLE 5: ZONES REGLEMENTEES

Le balisage des zones réglementées, tel que défini aux articles 2 et 3 ci-dessus, sera mis en place suivant les règles en vigueur, durant la période fixée par l'arrêté municipal annuel, conformément au plan annexé au présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables lorsque le balisage correspondant est en place.

#### ARTICLE 6:

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté municipal du 27 janvier 2021.

#### ARTICLE 7: INFORMATION DU PUBLIC

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie et sur les lieux où se pratiquent les activités nautiques réglementées.

#### ARTICLE 8: EXECUTION

Le Directeur Général des Services de la Mairie, la Police Municipale, tous les agents des forces de Police et de Gendarmerie, ainsi que les surveillants habilités, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Argelès-sur-Mer, le 6 avril 2022.

Le Maire,

Antoine PARRA



# Arrêté du Maire portant réglementation des baignades et de la Police des Plages 2023



#### REPUBLIQUE FRANCAISE



# Commune d'ARGELES-SUR-MER

Département des Pyrénées-Orientales



# Arrêté portant réglementation des baignades et de la Police des Plages - 2023

### Le Maire d'Argelès-sur-mer,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L2122-24, L2122-27, L2122-28, L2213-1 à L2213-6 et L2213-23,

Vu la Loi du 24 mai 1951, article premier, assurant la sécurité des établissements de natation,

Vu la Loi numéro 6213 du 8 janvier 1962,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 29 décembre 1977 approuvant le règlement de Police d'Exploitation de la Plage,

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mars 2013 portant concession de la plage à la commune,

Vu l'arrêté municipal du 6 avril 2022 portant réglementation du plan de balisage,

Considérant que l'ouverture des plages est autorisée selon les modalités d'organisation et de contrôle visant à garantir le respect des articles 1 et 3 du décret précité,

## -ARRÊTE-

ARTICLE 1: Il est aménagé, sur la plage d'ARGELES-SUR-MER, une zone de baignade surveillée allant du Racou à l'embouchure de la Riberette (plage de la Marenda, ligne d'eau nord du club de plage « Emeraude »), excepté le Port. Les limites de surveillance sont rappelées par des panneaux implantés sur la plage. Le présent arrêté définit la réglementation des baignades et des activités nautiques pratiquées à partir du rivage avec des engins de plage, des engins nautiques non immatriculés. Cet arrêté, avec le plan de balisage, est affiché sur tous les postes de secours, et dans les clubs de plage.

<u>ARTICLE 2</u>: La surveillance de la baignade pourrait être assurée pendant la période estivale du 29 avril au 1<sup>er</sup> octobre 2023 comme suit :

Périodes	Postes de surveillance ouverts
29 avril au 29 mai	Poste central (P4), 29 et 30 avril 1, 6, 7, 8, 13, 14, 18, 19, 20, 21, 27, 28, 29 mai de 10 h 30 à 18 h
3 au 9 juin	Poste central (P4), Poste 6, Poste 3, Poste 1, Tous les jours de 10 h 30 à 18 h
10 au 30 juin	Les 6 postes (numérotés P1 à P6), Tous les jours de 10 h 30 à 18 h
1er juillet au 31 août	Les 6 postes (numérotés P1 à P6) + les 2 vigies, Tous les jours de 10 h 30 à 19 h
1er au 10 septembre	Les 6 postes (numérotés P1 à P6), Tous les jours de 10 h 30 à 18 h
11 au 17 septembre	Poste central (P4), Poste 6, Poste 5, Poste 3, Poste 1, Tous les jours de 10 h 30 à 18 h
18 au 24 septembre	Poste central (P1), Poste 6 et Poste 3, en fonction des conditions météorologiques, Tous les jours de 10 h 30 à 18 h
25 septembre au 1 <sup>er</sup> octobre	Poste central (P4) et Poste 6, en fonction des conditions météorologiques, Tous les jours de 10 h 30 à 18 h

ARTICLE 3: Dans la zone de baignade surveillée, aussi bien sur le plan d'eau que sur l'ensemble de la plage, les baigneurs sont tenus de se conformer aux injonctions des surveillants habilités de la plage. Ils doivent, en outre, respecter les prescriptions données par les signaux d'avertissement hissés par le RECUEN PREFECTURE signalisation dressés sur la plage, face aux postes, et qui sont:

Le 28/02/2023

Flamme ROUGE	⇔	Interdiction de se baigner
Flamme JAUNE	⇔	Baignade dangereuse mais surveillée
Flamme VERTE	₽	Baignade surveillée, absence apparente de danger
Manche à air	⇔	Direction et force du vent
Flamme ROUGE ET JAUNE	$\Rightarrow$	Limite de zone de baignade surveillée
Flamme VERTE A POINT ROUGE	⇔	Limite zone de surf
Flamme VIOLETTE	$\Rightarrow$	Baignade interdite pour cause de pollution

ARTICLE 4: Sur le territoire d'Argelès-sur-Mer, lorsque les activités de baignade se déroulent dans les piscines municipales ou sur les parties de plages aménagées et surveillées, les accueils de loisirs, accueils de jeunes, séjours de vacances, séjours courts, séjours spécifiques et accueil de scoutisme doivent respecter les mesures suivantes :

#### ✓ Conditions d'organisation et de pratique

Le responsable du groupe doit :

- signaler la présence de son groupe au responsable de la sécurité de la piscine ou de la baignade,
- se conformer aux prescriptions de ce responsable et aux consignes et signaux de sécurité,
- prévenir le responsable de la sécurité ou de l'organisation des sauvetages et des secours en cas d'accident,
- apporter et mettre en place un périmètre de sécurité pour la baignade en mer (matérialisé par des bouées reliées par un filin) pour délimiter la zone de bain pour les mineurs âgés de moins de douze ans,
- présenter une liste détaillée des nageurs et non nageurs.

#### ✓ Encadrement

Outre le personnel municipal chargé de la surveillance de la baignade, l'encadrement de la colonie de vacances ou du centre aéré doit être le suivant :

- 1 animateur au moins doit être présent dans l'eau pour 5 enfants de moins de 6 ans,
- 1 animateur au moins doit être présent dans l'eau pour 8 mineurs de 6 ans et plus.

#### ✓ Conditions de diplômes

Outre le personnel municipal, une surveillance de l'activité devrait être assurée par une personne de la colonie de vacances ou du centre aéré, titulaire de l'un des titres suivants :

- brevet de surveillant de baignade (SB),
- brevet national de surveillance et de sauvetage aquatique (BNSSA),
- brevet d'éducateur sportif aux activités de la natation (BEESAN),
- -brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport activités aquatiques et de la natation (BPIEPS AAN),
- brevet d'éducateur sportif de natation (BEES),
- diplôme d'état de maître-nageur sauveteur (MNS).

ARTICLE 5: Les personnes faisant profession de louer au public des embarcations de promenade ou de sport, quelle que soit leur dénomination, doivent se conformer strictement aux diverses prescriptions contenues dans l'arrêté du 24 mai 2000 modifié par les arrêtés du 07/09/2001 et du 06/01/2004 de Monsieur le Préfet Maritime de la Méditerranée portant réglementation de la circulation des navires et engins le long des côtes françaises de méditerranée. Les loueurs de ces embarcations doivent laisser le libre passage des baigneurs entre le plan d'eau et l'emplacement occupé par leurs propres installations sur la plage, délimitées par une corde à une hauteur maximale de 60 centimètres.

#### Obligations des exploitants

Toute personne exerçant l'activité principale ou accessoire de louer au public des embarcations de promenade ou de sport, quelle que soit leur dénomination, devra observer les prescriptions suivantes :

- offrir à la location des engins en bon état de marche, répondant aux normes de sécurité et immatriculés de façon visible aux fins d'identification immédiate,
- rendre les embarcations insubmersibles de telle sorte que si elles chavirent elles restent à la surface de l'eau,
- inscrire très ostensiblement sur les embarcations le nombre maximum d'occupants qu'elles peuvent supporter; veiller à ce que le nombre d'occupants autorisé ne soit jamais dépassé,
- refuser de louer toute embarcation à des personnes âgées de moins de 16 ans, sauf si elles présentent un brevet de nageur scolaire ou si elles sont accompagnees d'un parent majeur,
- indiquer à l'usager les limites de la zone à l'intérieur de laquelle une surveillance est organisée,
- exercer une surveillance dans cette zone et disposer à cet effet du personnel et du matériel nécessaires pour porter secours en cas de besoin,
- souscrire une assurance en responsabilité civile et dommages,
- maintenir son emplacement en parfait état de propreté,
- afficher le présent arrêté, ainsi que l'arrêté municipal approuvant le plan de balisage, et l'arrêté de M. le Préfet Maritime concernant les chenaux,
- veiller à laisser le libre passage pour la machine à nettoyer la plage de 00 h 00 à 09 h 00 chaque matin.

REÇU EN PREFECTURE le 28/02/2023

#### Obligations des usagers

Toute personne qui, en-dehors des clubs sportifs organisés, désire louer une embarcation légère de promenade ou de sport, devra observer les prescriptions suivantes :

- ne pas dépasser la zone de surveillance,
- ne pas embarquer au départ, ou en cours de parcours, un nombre de personnes supérieur à celui qui est inscrit sur l'embarcation,
- ne pas se livrer à des actes ou à des jeux susceptibles de faire chavirer les embarcations.

#### ARTICLE 6 : Il est interdit aux usagers des plages sur la zone surveillée, de 7 heures à 20 heures 30 :

- de troubler la tranquillité des autres usagers par des cris ou des bruits causés sans nécessité,
- d'utiliser des postes radiorécepteurs portatifs dits "transistors" ou tout autre dispositif émettant des sons par haut-parleur,
- de se livrer sur la plage à des jeux dangereux de nature à gêner ou à présenter un danger pour les tiers et en particulier les enfants (les jets de pierres ou autres projectiles sont notamment interdits)

#### ARTICLE 7 : Il est interdit aux usagers des plages sur la zone surveillée, de 10 heures 30 à 19 heures :

- de pratiquer le surf et le surf électrique en dehors des zones réservées à cet effet,
- de conduire des motos « tout-terrain » ou des quads,
- de bivouaquer sur les plages ou aux environs, en dehors des terrains de camping régulièrement autorisés, comme d'allumer des feux sur la plage ou à ses abords,
- de pratiquer le colportage sur la plage, de filmer et d'utiliser un porte-voix (mégaphone) sans autorisation municipale écrite,
- de s'exhiber dans une tenue indécente; le slip de bain constituant une tenue minimale, y compris pour les enfants,
- d'installer des équipements sportifs (filet de volley-ball, balisage de terrain...),
- de manipuler et de faire évoluer des cerfs-volants commandés par deux ficelles ou plus,
- de faire de la prospection sur la plage à l'aide de détecteurs de métaux (en tout état de cause, une autorisation doit être obtenue auprès de la DRAC Occitanie Montpellier pour pouvoir prospecter),

#### ARTICLE 8 : Il est interdit aux usagers des plages sur tout le territoire d'Argelès-sur-Mer :

- de pratiquer le « kite surf »,
- de pratiquer la planche à voile en-dehors des zones réservées à cette activité,

ARTICLE 9 : Dans le cadre général des compétences du Préfet maritime de la Méditerranée, il est interdit aux usagers des plages :

- de pratiquer la pêche au filet et à la traîne, sur la totalité du plan d'eau constituant la zone balisée (bande des 300 mètres),
- de pratiquer la pêche à la ligne et sous-marine sur tout le territoire d'Argelès-sur-Mer, de même que de circuler à terre avec des engins de pêche sous-marine armés, de 7 heures à 20 heures 30

ARTICLE 10 : Il est interdit aux parapentes d'atterrir sur la totalité de la plage d'Argelès-sur-Mer du 1er juin au 30 septembre.

ARTICLE 11: Il est expressément interdit aux usagers de la plage de circuler, dans une tenue contraire à la décence, en dehors de la zone à eux réservée, limitée par le bord est (côté plage) des voies suivantes : boulevard de la Mer, allée des Pins, allée Jules Aroles, rond-point d'Arrivée, allée du Racou, CD 81 dans la zone du Port, « Avinguda de la Torre d'en Sorra », « Plaça de les Granotes ».

<u>ARTICLE 12</u>: La présence de chevaux est interdite sur la totalité du Domaine Public Maritime. La présence des chiens et autres mammifères domestiques est interdite sur la totalité de la plage d'Argelès-sur-Mer, sauf sur les deux secteurs suivants:

- Au niveau du parking des pêcheurs, au sud de la digue (zone portuaire interdite à la baignade)
- Au nord du P1 (niveau de la réserve naturelle du Mas Larrieu)

En tout état de cause, là où leur présence est autorisée, ils devront rester en laisse sous la responsabilité de leur maître. Leur bain ou leur dressage sont interdits de 9 heures 30 à 19 heures.

ARTICLE 13: Il est interdit de jeter ou d'abandonner sur la plage, dans les plantations, ou dans les rues bordant la plage des papiers, détritus, mégots de cigarettes, masque covid 19, gants latex ou vinyl, débris de verre ou autres corps durs de nature à souiller les plages ou à occasionner des blessures aux usagers. Les personnes fréquentant les plages doivent utiliser les poubelles ou corbeilles affectées à cet usage.

ARTICLE 14: Dans le cadre de l'exploitation de la concession de la plage, il est interdit aux véhicules nautiques à moteur d'évoluer sur la totalité du plan d'eau constituant la zone surveillée, excepté les véhicules nautiques des services de sécurité de la commune. Les pratiquants du ski nautique et les usagers d'engins nautiques à moteur mécanique devront obligatoirement emprunter les chenaux à eux réservés dont la vitesse est limitée à 5 nœuds. Les mouillages sont interdits dans les différents chenaux.

REÇU EN PREFECTURE le 28/02/2023 ARTICLE 15 : Il est formellement interdit aux baigneurs et aux embarcations légères, quelle que soit leur dénomination, de nager ou d'évoluer à l'intérieur des chenaux, tels que figurant sur le plan de balisage.

ARTICLE 16: La circulation et le stationnement de tout véhicule automobile, motos et cycles sont interdits sur toute la plage, notamment aux abords des postes de secours et sur les chemins qui y donnent accès.

ARTICLE 17: Les voiliers et toutes autres embarcations doivent obligatoirement aborder et se parquer aux emplacements prévus à cet effet.

ARTICLE 18 : L'évolution et la pratique des engins de plage non immatriculés, de la planche à voile, des dériveurs légers et catamarans légers sont interdites dans les zones réservées aux baigneurs ainsi que dans les chenaux de sécurité.

ARTICLE 19 : Il est fortement recommandé aux kayaks de mer et stand up paddle de naviguer à minimum 100 mètres du rivage dans les zones réservées aux baigneurs afin d'évîter des collisions avec ces derniers (surtout par forte fréquentation).

ARTICLE 20 : L'accès sur les plates-bandes de plantation comme sur les pelouses de la promenade de front de mer est interdit à quiconque. Il est également interdit d'accrocher tous dispositifs (sangles, câbles) sur les pins de la promenade du front de mer.

ARTICLE 21: La circulation et le stationnement des véhicules automobiles, motocyclettes, cyclomoteurs, trottinettes et vélos électriques, tout véhicule à moteur, cycles, rollers, skates est interdite sur la promenade du front de mer dans la partie réservée aux piétons ainsi que sur les cheminements d'accès aux postes de secours. Les piétons peuvent circuler sur la piste cyclable de cette promenade en laissant la priorité aux cycles.

ARTICLE 22 : Les fanfares, cliques, orchestres, et tous autres groupes musicaux sont interdits sur la promenade de front de mer; sauf autorisation municipale à l'occasion d'animations programmées.

ARTICLE 23 : Comme il est stipulé dans l'arrêté municipal du 7 juin 2001, la consommation de boissons alcoolisées est interdite sur toutes les plages.

ARTICLE 24: L'usage des pipes à eau, narguilés, chichas et autres est interdit sur les plages.

ARTICLE 25 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté municipal du 19 avril 2022 ayant le même objet.

ARTICLE 26 : Le survol de la zone des 300 m par tout aéronef est interdit.

ARTICLE 27 : Conformément à l'article L.3136-1 du Code de la Santé Publique, la violation des mesures prévues au présent arrêté sera punie d'une contravention de 4ºme classe (135 €), et en cas de récidive dans les 15 jours, d'une contravention de 5eme classe. En cas de violation à 3 reprises dans un délai de 30 jours, une peine de 6 mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende sera encourue, ainsi qu'une peine complémentaire d'intérêt général.

ARTICLE 28 : Le Directeur Général des Services de la Mairie, le responsable de la surveillance de la Plage, le Responsable de la Police Municipale, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, le responsable de la Communauté des communes des Albères - Côte Vermeille à qui ampliation du présent arrêté sera transmise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de veiller à l'application du présent arrêté.

Fait à Argelès-sur-Mer, le 16/02/2023

Le Maire,

Antoine PARRA



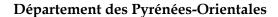
# Modification de l'arrêté portant règlementation des baignades et de la Police des Plages 2023



#### REPUBLIQUE FRANCAISE



#### Commune d'ARGELES-SUR-MER





# Modification de l'arrêté portant réglementation des baignades et de la Police des Plages - 2023

#### Le Maire d'Argelès-sur-Mer,

**Vu** le Code général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L2122-24, L2122-27, L2122-28, L2213-1 à L2213-6, L2213-23 et L2214-3 relatifs au maintien de l'ordre, la sécurité et la salubrité publiques et les pouvoirs de police du maire,

**Vu** le code pénal, notamment les articles 131-13 et R610-5 relatif à la violation des interdictions et le manquement aux obligations des décrets et arrêtés, et les classes de contraventions ;

Vu le code des communes, notamment l'article L.131-2-1, relatif à la police des baignades et des activités nautiques ;

**Vu** la circulaire n° 86-204 du 19 juin 1986 du ministère de l'intérieur relative à la surveillance des plages et lieux de baignade d'accès non payant ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 mars 1991 relatif au balisage et à la signalisation de la bande littorale maritime des 300 mètres ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires, et notamment sa division 240;

**Vu** l'arrêté du préfet maritime n° 019/2018 du 14 mars 2018 réglementant la navigation et la pratique de la plongée sous-marine le long du littoral des côte françaises de méditerranée ;

Vu la Loi du 24 mai 1951, article premier, assurant la sécurité des établissements de natation;

Vu la Loi numéro 6213 du 8 janvier 1962;

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 29 décembre 1977 approuvant le règlement de Police d'Exploitation de la Plage ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 4 mars 2013 portant concession de la plage à la commune ;

**Vu** l'arrêté municipal du 6 avril 2022 portant réglementation du plan de balisage ;

**Considérant** que l'ouverture des plages est autorisée selon les modalités d'organisation et de contrôle visant à garantir le respect des articles 1 et 3 du décret précité;

**Considérant** qu'il est dans l'intérêt général de prescrire les mesures propres à assurer la sécurité et la tranquillité des usagers des plages et de la bande littorale de la commune d'Argelès-sur-Mer.

#### - A R R Ê T E -

<u>ARTICLE 1</u>: Pour accompagner la décision municipale de ne plus nettoyer mécaniquement certaines plages de la commune et ce notamment dans l'objectif de lutter contre l'érosion du trait de côte, le Maire d'Argelès-sur-Mer a décidé l'interdiction de fumer sur les plages du Racou et de la Marenda du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août 2023.

**ARTICLE 2** : L'utilisation des pontons du plan d'eau est réglementée.

#### Il est formellement interdit:

- de les dégrader,
- de les retourner et de s'y bousculer,
- d'y consommer de l'alcool.

**ARTICLE 3**: Le reste des articles de l'arrêté municipal du 16 février 2023 reste inchangé.

<u>ARTICLE 4</u>: Le Directeur Général des Services de la Mairie, le responsable de la surveillance de la Plage, le Responsable de la Police Municipale, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, le responsable de la Communauté des communes des Albères - Côte Vermeille à qui ampliation du présent arrêté sera transmise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de veiller à l'application du présent arrêté.

Fait à Argelès-sur-Mer, le 21/06/2023 Le Maire,



Délibération relative au lancement de la procédure de renouvellement de la concession de plage Séance du 23/02/2023



# **CONSEIL MUNICIPAL - SEANCE DU JEUDI 23 FEVRIER 2023**

# REPUBLIQUE FRANCAISE Département des PyrénéesOrientales Commune d'ARGELES-SUR-MER

CLASSEMENT ISSU DE LA NOMENCLATURE « ACTES »

1.2 Délégation de service public DELIBERATION MUNICIPALE

N° 08

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi vingt-trois février 2023 à 19 heures, les conseillers municipaux, régulièrement convoqués, se sont réunis au lieu habituel de leurs séances, sous la présidence de M.

Antoine PARRA, Maire.

Antoine PARK	A, Maile.	
25 PRESENTS	Messieurs :	ALBERTY; BROCH; CASANOVAS; COMANGES; DONNET; ESCLOPE;
		FABRE ; LAFOND ; PARRA ; PINEDA ; RIUS ; THADEE ; VILANOVE ;
	Mesdames :	COLOME-ISNARD; DE CAPELE; FOURC; FROIDEVAUX; MICHALAK-
		GUIMBER; MORESCHI; NADAL; PUJADAS-ROCA; PICOT; SADOK;
		SAIGNOL; VEZIAT
8 EXCUSES	Messieurs :	CAMPIGNA donne procuration à Mme NADAL
		FILHOL donne procuration à Mme PICOT
		RIBARD donne procuration à M. PINEDA
		TRIQUERE donne procuration à MME COLOME-ISNARD
	Mesdames :	BARNADES donne procuration à Mme MORESCHI
		MOINX donne procuration à Mme SAIGNOL
		SANZ donne procuration à M. PARRA
		GOT donne procuration à M. THADEE
0 ABSENT	Messieurs :	
	Mesdames :	
SECRETAIRE DE SEANCE		THADEE David

#### **CONCESSION DE PLAGE NATURELLE - RENOUVELLEMENT**

Vu l'arrêté préfectoral n°20130-63-0010 en date du 4 mars 2013 concédant l'aménagement, l'exploitation et l'entretien de la plage d'Argelès-sur-Mer à la Commune pour une durée de douze ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2024.

Vu les articles R2124-13 et suivants du Code Général de la propriété des personnes publiques.

Considérant l'arrivée du terme du contrat de concession de plage naturelle actuellement en cours d'exécution au 31 décembre 2024 et la procédure préalable à mettre en œuvre en Vue de la conclusion d'un nouveau contrat, il convient dès à présent de solliciter une nouvelle concession de plage naturelle.

#### Le Conseil municipal à l'unanimité,

**SOLLICITE** une nouvelle convention de concession qui pourrait être consentie à la ville d'Argelès-sur-Mer par l'Etat à compter **du 1<sup>er</sup> janvier 2025** pour une durée de 10 ans.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches et à signer tout document nécessaire au bon déroulement de la procédure.

Pour extrait conforme.

CHARGE Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Ainsi fait et délibéré les jour mois et an ci-dessus, et ont signé au registre les membres présents.

LA PRESENTE DELIBERATION PEUT FAIRE L'OBJET D'UN RECOURS AUPRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DANS UN DELAI DE DEUX MOIS A COMPTER DE SA PUBLICATION ET DE SA RECEPTION PAR LE REPRENSENTANT DE L'ETAT. Le Maire :

Antoine PARRA

RECUEN PREFECTURE

1e 01/03/2023

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-066-216600080-20230223-DEL08\_23022

# **Commune d'ARGELES-SUR-MER**



# RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION DES PLAGES NATURELLES (2025 - 2034)

# **PLAN DE SITUATION**

MAITRE					
D'OUVRAGE : ARGELES-SUR-MER	Date(s)	Nature des modifications	Dessiné	Vérifié	Ind
ARGELES-SUR-MER LE :	Dec. 2023	V0 - Pour envoi commune	LR / LC	AF/DT	а
	Janv. 2024	V1 - Dépôt pour instruction	LR / LC	AF/DT	b
	Fev. 2024	V2 - Dépôt après instruction	LR / LC	AF/DT	С
	Fev. 2024	V3 - Dépôt après instruction	LR / LC	AF/DT	d
SIGNATURE:					

CINOV
Les esprès injépendants
ant leur cofecot

OPOIBI LINCOMENI QUALIFIE Nº 83 10 0021

BZ-10593

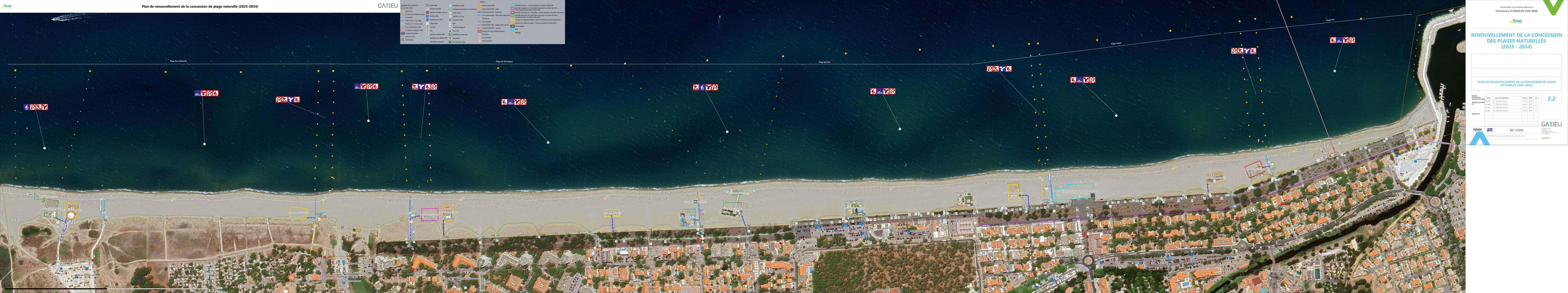
1 Bis Place des Alliés CS 50676 34537 BEZIERS CEDEX T. 04 67 09 26 10 F. 04 67 09 26 19 E. bet.34@gaxieu.fr

H:\Affaires\Argeles sur Mer\BZ-10593 Concession des plages\6-AVP\2-Plans\Cartouches

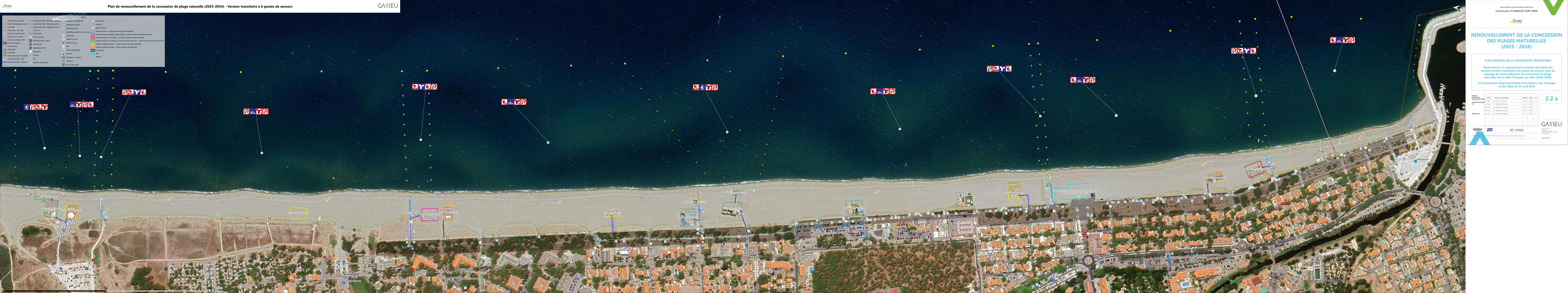
GAXIEU.FR

gazicani















#### **DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES**







# RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION DES PLAGES NATURELLES (2025 - 2034)

# MODALITES DE MISE EN OEUVRE DES PRINCIPES ENONCES DANS LA LEGISLATION

MAITRE D'OUVRAGE : ARGELES-SUR-MER

ARGELES-SUR-MER LE :

**SIGNATURE:** 

Date(s)	Nature des modifications	Dessiné	Vérifié	Ind
Dec. 2023	V0 - Pour envoi commune	LR / LC	AF/DT	а
Janv. 2024	V1 - Dépôt pour instruction	LR / LC	AF/DT	b
Fev. 2024	V2 - Dépôt après instruction	LR / LC	AF/DT	С
Fev. 2024	V3 - Dépôt après instruction	LR / LC	AF/DT	d

3





BZ-10593



1 Bis Place des Alliés CS 50676 34537 BEZIERS CEDEX T. 04 67 09 26 10 F. 04 67 09 26 19 E. bet.34@gaxieu.fr

H:\Affaires\Argelès sur Mer\BZ-10593 Concession des plages\6-AVP\2-Plans\Cartouches

**GAXIEU.FR** 



# RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION DES PLAGES NATURELLES 2025-2034

Département des Pyrénées-Orientales - Ville d'Argelèssur-Mer

3. Modalités de mise en œuvre des principes énoncés par la législation









#### **SOMMAIRE**

1.	R	APPEL RÈGLEMENTAIRE	. 3
2.	. P	RINCIPES ÉNONCÉS PAR LA LÉGISLATION	. 3
	2.1.	Article R.2124-16 du Code Général de la Propriété des Personn Publiques	
	2.2.	Article L. 321-9 du Code de l'Environnement	.4
	2.3.	Article L. 121-23 du Code de l'Urbanisme	.4
	2.4.	Articles R. 2124-17 à R. 2124-19 du Code Général de la Propriété de Personnes Publiques	
	2.4.1	. Article R.2124-17 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques	. 5
	2.4.2	2. Article R.2124-18 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques	. 5
	2.4.3	3. Article R.2124-19 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques	.6
3.	. М	ODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES ÉNONCÉS	.6
	3.1.	Exigence 1: Accès aux piétons, usage de la plage, circulation stationnements des véhicules	
	3.2.	Exigence 2 : Ratios d'occupation.	. 7
	3.3.	Exigence 3 : Équipements et installations démontables	.9
	3.4.	Exigence 4 : Période d'occupation	10

#### LISTE DES TABLEAUX

#### Tableaux

Tableau 1: Vérification du respect des ratios d'occupation inscrit dans le CG3P......8





#### 1. RAPPEL RÈGLEMENTAIRE

Cette pièce fait référence au 3° de l'article R.2124-22 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

«3° Une note exposant les modalités de mise en œuvre des principes énoncés à l'article R.2124-16 et proposant une durée pour la période en dehors de laquelle la plage doit être libre de tout équipement et installation»

#### 2. PRINCIPES ÉNONCÉS PAR LA LÉGISLATION

#### 2.1. Article R.2124-16 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

« Les concessions accordées sur les plages doivent respecter, outre les principes énoncés à l'article L. 321-9 du Code de l'Environnement, les règles de fond précisées aux alinéas suivants.

- Un minimum de 80 % de la longueur du rivage, par plage, et de 80 % de la surface de la plage, dans les limites communales, doit rester libre de tout équipement et installation. Dans le cas d'une plage artificielle, ces limites ne peuvent être inférieures à 50 %. La surface à prendre en compte est la surface à mi—marée.
- Seuls sont permis sur une plage les équipements et installations démontables ou transportables ne présentant aucun élément de nature à les ancrer durablement au sol et dont l'importance et le coût sont compatibles avec la vocation du domaine et sa durée d'occupation. Les équipements et installations implantés doivent être conçus de manière à permettre, en fin de concession, un retour du site à l'état initial. Leur localisation et leur aspect doivent respecter le caractère des sites et ne pas porter atteinte aux milieux naturels. Toutefois, les installations sanitaires publiques et les postes de sécurité peuvent donner lieu à des implantations fixes, sauf dans un espace remarquable au sens de l'article L. 121-23 du Code de l'urbanisme.
- Les installations autorisées sont déterminées en fonction de la situation et de la fréquentation de la plage ainsi que du niveau des services offerts dans le proche environnement.
- La surface de la plage concédée doit être libre de tout équipement et installation démontable ou transportable en dehors d'une période, définie dans la concession, qui ne peut excéder six mois, sauf dans les conditions prévues aux articles R. 2124-17 à R. 2124-19 du présent Code (Code Général de la Propriété des Personnes Publiques) qui permettent d'étendre cette période à 8 mois.





# 2.2.Article L. 321-9 du Code de l'Environnement

« L'accès des piétons aux plages est libre sauf si des motifs justifiés par des raisons de sécurité, de défense nationale ou de protection de l'environnement nécessitent des dispositions particulières.

L'usage libre et gratuit par le public constitue la destination fondamentale des plages au même titre que leur affectation aux activités de pêche et de cultures marines.

Sauf autorisation donnée par le Préfet, après avis du Maire, la circulation et le stationnement des véhicules terrestres à moteur autres que les véhicules de secours, de police et d'exploitation sont interdits, en dehors des chemins aménagés, sur le rivage de la mer et sur les dunes et plages appartenant au domaine public ou privé des personnes publiques lorsque ces lieux sont ouverts au public.

Les concessions de plage sont accordées dans les conditions fixées à l'article L. 2124-4 du Code général de la propriété des personnes publiques. Elles préservent la libre circulation sur la plage et le libre usage par le public d'un espace d'une largeur significative tout le long de la mer ».

#### 2.3. Article L. 121-23 du Code de l'Urbanisme

« Les documents et décisions relatifs à la vocation des zones ou à l'occupation et à l'utilisation des sols préservent les espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral, et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques.

Un décret fixe la liste des espaces et milieux à préserver, comportant notamment, en fonction de l'intérêt écologique qu'ils présentent, les dunes et les landes côtières, les plages et lidos, les forêts et zones boisées côtières, les îlots inhabités, les parties naturelles des estuaires, des rias ou abers et des caps, les marais, les vasières, les zones humides et milieux temporairement immergés ainsi que les zones de repos, de nidification et de gagnage de l'avifaune désignée par la directive 79/409 CEE du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages ».







# 2.4. Articles R. 2124-16 à R. 2124-19 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

### 2.4.1. Article R.2124-16 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

« Les concessions accordées sur les plages doivent respecter, outre les principes énoncés à l'article L. 321-9 du code de l'environnement, les règles de fond précisées aux alinéas suivants.

Un minimum de 80 % de la longueur du rivage, par plage, et de 80 % de la surface de la plage, dans les limites communales, doit rester libre de tout équipement et installation. Dans le cas d'une plage artificielle, ces limites ne peuvent être inférieures à 50 %. La surface à prendre en compte est la surface à mi-marée.

Seuls sont permis sur une plage les équipements et installations démontables ou transportables ne présentant aucun élément de nature à les ancrer durablement au sol et dont l'importance et le coût sont compatibles avec la vocation du domaine et sa durée d'occupation. Les équipements et installations implantés doivent être conçus de manière à permettre, en fin de concession, un retour du site à l'état initial. Leur localisation et leur aspect doivent respecter le caractère des sites et ne pas porter atteinte aux milieux naturels. Toutefois, les installations sanitaires publiques et les postes de sécurité peuvent donner lieu à des implantations fixes, sauf dans un espace remarquable au sens de l'article L. 121-23 du code de l'urbanisme.

Les installations autorisées sont déterminées en fonction de la situation et de la fréquentation de la plage ainsi que du niveau des services offerts dans le proche environnement.

La surface de la plage concédée doit être libre de tout équipement et installation démontable ou transportable en dehors d'une période, définie dans la concession, qui ne peut excéder six mois, sous réserve des dispositions des articles R. 2124-17 à R. 2124-19 du présent code »

# 2.4.2. Article R.2124-17 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

« Dans les stations classées au sens des articles R. 133-37 à R. 133-41 du Code du tourisme, la période définie dans la concession peut, si la Commune d'implantation de la concession s'y est déclarée favorable par une délibération motivée au regard de la fréquentation touristique, être étendue au maximum à huit mois par an ».

#### 2.4.3. Article R.2124-18 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

« Sur le territoire des stations classées mentionnées à l'article R. 2124-17, disposant depuis plus de deux ans d'un office de tourisme classé 4 étoiles au sens de l'article D. 133-20 du Code du tourisme et justifiant de l'ouverture par jour, en moyenne sur une période comprise entre le 1er décembre et le 31 mars, de plus de 200 chambres d'hôtels classés au sens de l'article L. 311-6 du même Code, le concessionnaire peut demander au Préfet un agrément, valable pour la durée de la concession, pour autoriser le maintien en place, au-delà de la période d'exploitation définie dans la concession, des établissements de plage démontables ou transportables remplissant les conditions énumérées à l'article R. 2124-19 du présent





Code. Le Préfet peut délivrer cet agrément après que la Commune d'implantation de la concession s'est déclarée favorable par une délibération motivée, dans les deux mois suivant la date de dépôt d'un dossier dont le contenu est défini par arrêté du ministre chargé de la gestion du domaine public maritime ».

### 2.4.4. Article R.2124-19 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

« Les concessionnaires qui ont reçu du Préfet l'agrément prévu à l'article R. 2124-18 délivrent, au cas par cas et après avis conforme du Préfet, des autorisations annuelles spéciales permettant le maintien sur la plage, en dehors de la période définie dans la concession, des établissements de plage démontables ou transportables situés en dehors d'un espace classé remarquable au sens de l'article L.121-23 du Code de l'Urbanisme et qui remplissent les conditions suivantes :

- > 1° Respecter une durée d'ouverture au moins égale à quarante-huit semaines consécutives dans l'année, quatre jours par semaine;
- 2º Avoir déposé une demande accompagnée des pièces justificatives au plus tard trois mois avant la fin de la période d'exploitation définie dans la concession;
- > 3° Présenter, à la première demande, un dossier sur les caractéristiques techniques des aménagements et les conditions d'insertion paysagère dans l'environnement;
- 4° Justifier la compatibilité du maintien de l'installation ou de l'équipement, en dehors de la période d'exploitation, avec l'action de la mer et du vent.

Le concessionnaire transmet le dossier au Préfet qui donne son avis dans les deux mois ».

La Commune ne souhaite pas étendre l'exploitation sur une durée de huit mois.

# 3. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES ÉNONCÉS

Le projet de concession doit répondre aux principes édictés dans la législation. Pour apporter une réponse à la mise en œuvre et au respect de ces exigences, les points suivants peuvent être exposés :

# 3.1. Exigence 1 : Accès aux piétons, usage de la plage, circulation et stationnements des véhicules

Exigence : « Les concessions accordées sur les plages doivent respecter, les principes énoncés à l'article L. 321-9 du Code de l'Environnement ».

Afin de respecter cette obligation :

- 62 accès à la plage sont référencés ;
- Les accès de secours et engins ont été référencés et répertoriés dans le notice de présentation;
- Le libre passage sur une bande 15 m sur la plage a été respecté.





#### 3.2. Exigence 2: Ratios d'occupation.

Exigence : « Les concessions accordées sur les plages doivent respecter, outre les principes énoncés à l'article L. 321-9 du code de l'environnement, les règles de fond précisées aux alinéas suivants de l'article R2124-16 du Code général de la propriété des personnes publiques. »

Un minimum de 80 % de la longueur du rivage, par plage, et de 80 % de la surface de la plage, dans les limites communales, doit rester libre de tout équipement et installation. Dans le cas d'une plage artificielle, ces limites ne peuvent être inférieures à 50 %. La surface à prendre en compte est la surface à mi-marée. »





	Activités de plage	Dimension du Lot (IxP m)	Mètre linéaire par rapport au rivage	Surface (m²)	Surface des plages (sans dune)	Surface concédée Surface Lots et ZAM)	% de superficie concédée		Linéaire concédé	% linéaire concédé	de
LOT 1	Activités nautiques non motorisées + activité accessoire de petite restauration	40x30	40	1200							
LOT 2	Location de matériel de plage + activité accessoire de restauration	40x25	40	1000							
ZAM 1	Activités non lucratives à vocation collective, sportive ou culturelle	35x30+61x35	96	3185							
LOT 3	Location de matériel de plage + activité accessoire de petite restauration	25×40	25	1000							
LOT 4	Activités de loisirs + activité accessoire de petite restauration	40x37.5	40	1500							
Lot 5	Activités nautiques non motorisées comprenant une école de voile + activité accessoire de petite restauration		43	1500							
LOT COMMUNAL	Handiplage	7x5	7	35							
LOT 6	Activités de loisirs + activité accessoire de petite restauration	35×43	35	1500	287990	17 220	5.98	3930	521	13.26	
LOT 7	Location de matériel de plage + activité accessoire de petite restauration	35x17	35	600							
LOT 8	Location de matériel de plage + activité accessoire de restauration	25×40	25	1000							
LOT 9	Activités nautiques motorisées (bouée tractée) + activité accessoire de petite restauration	40 x 30	40	1200							
LOT 10	Location de matériel de plage + activité accessoire de petite restauration	40x30	40	1000							
LOT 11	Location de matériel de plage + activité accessoire de restauration	25×40	25	1000							
LOT 12	Activités nautiques non motorisées comprenant une école de voila + activité accessoire de petite restauration		30	1500							

	EXPOSITION DU PROJET DE NOUVELLE CONCESSION										
Lots/ZAM Activités de plage Dimension (Profondeur x Longueur)  Dimension (Profondeur x Longueur)  Mètres linéaires occupés Surfaces occupées maximales occupées maximales dunes) (m²)  Surface de la plage (hors plage occupée plage (ml) (%)											
	TOTAL	521	17 220		perficie plage tante	86.74% Lin rest					
					5.98%	COMPATIBLE	13.26%	COMPATIBLE			

Tableau 1 : Vérification du respect des ratios d'occupation inscrit dans le CG3P







# 3.3. Exigence 3 : Équipements et installations démontables

Exigence: « Seuls sont permis sur une plage les équipements et installations démontables ou transportables ne présentant aucun élément de nature à les ancrer durablement au sol et dont l'importance et le coût sont compatibles avec la vocation du domaine et sa durée d'occupation. Les équipements et installations implantés doivent être conçus de manière à permettre, en fin de concession, un retour du site à l'état initial. Leur localisation et leur aspect doivent respecter le caractère des sites et ne pas porter atteinte aux milieux naturels. Toutefois, les installations sanitaires publiques et les postes de sécurité peuvent donner lieu à des implantations fixes, sauf dans un espace remarquable au sens de l'article L.121-23 du Code de l'Urbanisme ».

Les éléments présentés ci-dessous sont relatifs au projet de concession et au titre domanial associé :

- Concernant les lots de plage et les ZAM, les structures vouées à recevoir les activités ne présenteront aucun élément fixé au sol durablement;
- Les conventions préciseront les caractéristiques pour une bonne intégration des lots sur la plage. Tout manquement induira un refus de l'autorisation d'urbanisme préalable au montage du lot de plage;
- Aucun sanitaire public ne sera en place sur le périmètre de la concession ;
- Les tapis/platelage PMR seront démontés après chaque saison balnéaire;
- Concernant les différents postes de secours, leur présence est indispensable au regard de la fréquentation du public sur le littoral. Leur implantation sur l'ensemble du littoral permet d'assurer la sécurité des usagers de manière efficace. Au regard de leur implantation sur le DPM, ces équipements doivent être démontables à l'exception de deux postes de secours qui seront installés de manière permanente. Par ailleurs, la notion de "retour à l'état naturel du site" implique que les fondations puissent, si nécessaire, disparaître de manière que le site puisse retrouver son aspect antérieur à la construction. La configuration des postes de secours ne rentrent pas en contradiction avec les notions susvisées.

Deux postes de secours seront démontés chaque année, deux seront quant à eux maintenu.





#### 3.4. Exigence 4 : Période d'occupation

Exigence : «La surface de la plage concédée doit être libre de tout équipement et installation démontable ou transportable en dehors d'une période, définie dans la concession, qui ne peut excéder six mois, sauf dispositions des Articles R. 2124-17 à R. 2124-19 du présent Code (Code Général de la Propriété des Personnes Publiques) qui permettent d'étendre cette période à 8 mois ».

Le projet de concession de plages naturelles sur la Commune d'Argelès-sur-Mer pour une durée de dix ans (période 2025-2034) sera effectif pour la saison balnéaire 2025, avec une occupation du Domaine Public Maritime limitée à 6 mois par an «montage, exploitation, démontage des lots» compris du 1er Avril au 30 Septembre.



#### **DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES**







# RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION DES PLAGES NATURELLES (2025 - 2034)

D'OUVRAGE : ARGELES-SUR-MER

MAITRE

ARGELES-SUR-MER LE:

**SIGNATURE:** 

Nature des modifications	Dessiné	Vérifié	Ind
V0 - Pour envoi commune	LR / LC	AF/DT	а
V1 - Dépôt pour instruction	LR / LC	AF/DT	р
V2 - Dépôt après instruction	LR / LC	AF/DT	С
V3 - Dépôt après instruction	LR / LC	AF/DT	d
	V0 - Pour envoi commune V1 - Dépôt pour instruction V2 - Dépôt après instruction	V0 - Pour envoi commune  LR / LC  V1 - Dépôt pour instruction  LR / LC  V2 - Dépôt après instruction  LR / LC	V0 - Pour envoi commune  UR / LC AF/DT  V1 - Dépôt pour instruction  LR / LC AF/DT  V2 - Dépôt après instruction  LR / LC AF/DT

4





BZ-10593



1 Bis Place des Alliés CS 50676 34537 BEZIERS CEDEX T. 04 67 09 26 10 F. 04 67 09 26 19 E. bet.34@gaxieu.fr

H:\Affaires\Argelès sur Mer\BZ-10593 Concession des plages\6-AVP\2-Plans\Cartouches

**GAXIEU.FR** 

			Note éc	conomique							
Montants en TTC	chiffrage 2024	prévision 2025	prévision 2026	prévision 2027	prévision 2028	prévision 2029	prévision 2030	prévision 2031	prévision 2032	prévision 2033	prévision 2034
<u>Dépenses</u> (+2% par an)											
Dépenses de gestion de l'espace naturel	42 400 00 5	42.242.00.6	12.500.01.0	42.040.62.6	42.007.42.6	42.250.20.0	42.525.57.5	42.000.40.5	44477.00.0	44.450.50.5	4474000
Restauration et entretien du cordon dunaire Nivellement des plages	12 100,00 € 7 918,00 €	12 342,00 € 8 076,36 €	12 588,84 € 8 237,89 €	12 840,62 € 8 402,64 €	13 097,43 € 8 570,70 €	13 359,38 € 8 742,11 €	13 626,57 € 8 916,95 €	13 899,10 € 9 095,29 €	14 177,08 € 9 277,20 €	14 460,62 € 9 462,74 €	14 749,83 € 9 652,00 €
Redevance domaniale PLAGE (part fixe indexé de 1 %)	7 518,00 €	42 373 €	42 373 €	42 373 €	42 373 €	42 373 €	42 373 €	42 373 €	42 373 €	42 373 €	42 373 €
Redevance domaniale PLAGE (part variable de 30 % du total des redevances perçues par la commune)	0		60 000 €	76 500 €	78 030 €	79 591 €	81 182 €	82 806 €	84 462 €	86 151 €	87 874 €
Redevance domaniale PLAGE (part fixe + part variable)	28 050,00 €	102 093 €	102 373 €	118 873 €	120 403 €	121 964 €	123 555 €	125 179 €	126 835 €	128 524 €	130 247 €
Total 1	48 068,00 €	122 511,16 €	123 199,73 €	140 116,26 €	142 071,13 €	144 065,09 €	146 098,93 €	148 173,45 €	150 289,46 €	152 447,79 €	154 649,28 €
Dépenses d'entretien de la plage											
Nettoyage des plages commune	171 142,00 €	174 564,84 €	178 056,14 €	181 617,26 €	185 249,60 €	188 954,60 €	192 733,69 €	196 588,36 €	200 520,13 €	204 530,53 €	208 621,14 €
Matériel (sacs poubelles, pinces de collecte + bacs de la plage)	21 570,00 €	22 001,40 €	22 441,43 €	22 890,26 €	23 348,06 €	23 815,02 €	24 291,32 €	24 777,15 €	25 272,69 €	25 778,15 €	26 293,71 €
Carburants entretien plage	8 553,00 €	8 724,06 €	8 898,54 €	9 076,51 €	9 258,04 €	9 443,20 €	9 632,07 €	9 824,71 €	10 021,20 €	10 221,63 €	10 426,06 €
Carburants (véhicule régie, matériel, avitaillement)	3 798,00 €	3 873,96 €	3 951,44 €	4 030,47 €	4 111,08 €	4 193,30 €	4 277,16 €	4 362,71 €	4 449,96 €	4 538,96 €	4 629,74 €
Réparation d'embarcations	32 568,00 €	33 219,36 €	33 883,75 €	34 561,42 €	35 252,65 €	35 957,70 €	36 676,86 €	37 410,39 €	38 158,60 €	38 921,77 €	39 700,21 €
Collecte des déchets sur la plage dont les corbeilles + nettoyage toilettes  Consommation électricté des équipements + eau + téléphone des postes de secours	78 710,00 € 42 633,00 €	80 284,20 € 43 485,66 €	81 889,88 € 44 355,37 €	83 527,68 € 45 242,48 €	85 198,24 € 46 147,33 €	86 902,20 € 47 070,28 €	88 640,24 € 48 011,68 €	90 413,05 € 48 971,92 €	92 221,31 € 49 951,35 €	94 065,74 € 50 950,38 €	95 947,05 € 51 969,39 €
Consommation electricte des equipements + eau + telephone des postes de secours <u>Total 2</u>	358 974,00 €	366 153,48 €	373 476,55 €	380 946,08 €	388 565,00 €	396 336,30 €	48 011,88 € 404 263,03 €	48 971,92 € 412 348,29 €	49 951,35 € 420 595,25 €	429 007,16 €	437 587,30 €
199812							10 / 200/00 0	122010,250	120030,200	125 007/20 0	
Dépenses liées aux activités sur la plage											
Installation et dépose poste de secours, caillebotis et poubelles	59 357,00 €	60 544,14 €	61 755,02 €	62 990,12 €	64 249,93 €	65 534,92 €	66 845,62 €	68 182,54 €	69 546,19 €	70 937,11 €	72 355,85 €
Réparations et entretiens des postes de secours	25 152,00 €	25 655,04 €	26 168,14 €	26 691,50 €	27 225,33 €	27 769,84 €	28 325,24 €	28 891,74 €	29 469,58 €	30 058,97 €	30 660,15 €
Analyse qualité des eaux de baignade	9 126,00 €	9 308,52 €	9 494,69 €	9 684,58 €	9 878,28 €	10 075,84 €	10 277,36 €	10 482,91 €	10 692,56 €	10 906,41 €	11 124,54 €
Balisage des plages, entretien du matériel plage	47 818,00 €	48 774,36 €	49 749,85 €	50 744,84 €	51 759,74 €	52 794,94 €	53 850,83 €	54 927,85 €	56 026,41 €	57 146,94 €	58 289,88 €
Confection et réparation caillebotis bois et béton	5 380,00 €	5 487,60 €	5 597,35 €	5 709,30 €	5 823,49 €	5 939,95 €	6 058,75 €	6 179,93 €	6 303,53 €	6 429,60 €	6 558,19 €
Mise à jour panneaux information plage	- €	15 000,00 €	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€
Création Postes de secours	0	320 000,00 €	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total 3	146 833,00 €	<u>484 769,66 €</u>	152 765,05 €	155 820,35 €	<u>158 936,76 €</u>	162 115,50 €	165 357,81 €	168 664,96 €	172 038,26 €	<u>175 479,03 €</u>	178 988,61 €
Dépenses de Sécurité  Descensels Surveillance place	463 625,00 €	472 897,50 €	482 355,45 €	492 002,56 €	501 842,61 €	511 879,46 €	522 117,05 €	532 559,39 €	543 210,58 €	554 074,79 €	565 156,29 €
Personnels Surveillance plage Renouvellement véhicules nautiques	15 000,00 €	15 300,00 €	462 535,43 € 15 606,00 €	15 918,12 €	16 236,48 €	16 561,21 €	16 892,44 €	17 230,29 €	17 574,89 €	17 926,39 €	18 284,92 €
Matériel secourisme, sauvetage, sécurité, tiralos, tapis	28 463,00 €	29 032,26 €	29 612,91 €	30 205,16 €	30 809,27 €	31 425,45 €	32 053,96 €	32 695,04 €	33 348,94 €	34 015,92 €	34 696,24 €
Pharmacie + location oxygène	7 140,00 €	7 282,80 €	7 428,46 €	7 577,03 €	7 728,57 €	7 883,14 €	8 040,80 €	8 201,62 €	8 365,65 €	8 532,96 €	8 703,62 €
Frais recrutement des sauveteurs	3 497,00 €	3 566,94 €	3 638,28 €	3 711,04 €	3 785,27 €	3 860,97 €	3 938,19 €	4 016,95 €	4 097,29 €	4 179,24 €	4 262,82 €
Vêtements sauveteurs	8 158,00 €	8 321,16 €	8 487,58 €	8 657,33 €	8 830,48 €	9 007,09 €	9 187,23 €	9 370,98 €	9 558,40 €	9 749,57 €	9 944,56 €
Accès PMR / Poste de secours (Inv. + renouvellement)	5 539,00 €	5 649,78 €	5 762,78 €	5 878,03 €	5 995,59 €	6 115,50 €	6 237,81 €	6 362,57 €	6 489,82 €	6 619,62 €	6 752,01 €
Hebergement sauveteurs	18 768,00 €	19 143,36 €	19 526,23 €	19 916,75 €	20 315,09 €	20 721,39 €	21 135,82 €	21 558,53 €	21 989,70 €	22 429,50 €	22 878,09 €
Total 4	550 190,00 €	<u>561 193,80 €</u>	572 417,68 €	583 866,03 €	<u>595 543,35 €</u>	<u>607 454,22 €</u>	619 603,30 €	631 995,37 €	<u>644 635,27 €</u>	<u>657 527,98 €</u>	<u>670 678,54 €</u>
Dánamas dinamas											
<u>Dépenses diverses</u> Frais généraux : administratif renouvellement concession	12 645,00 €	- €	- €	- €	- €	- €.	- €	- €	- €	52 661 €	15 414 €
Assurances	2 294,00 €	2 339,88 €	2 386,68 €	2 434,41 €	2 483,10 €	2 532,76 €	2 583,42 €	2 635,08 €	2 687,79 €	2 741,54 €	2 796,37 €
Total 5	14 939,00 €	2 339,88 €	2 386,68 €	2 434,41 €	2 483,10 €	2 532,76 €	2 583,42 €	2 635,08 €	2 687,79 €	55 402,54 €	18 210,37 €
Total Dépenses 1+2+3+4+5	1 119 004,00 €	1 536 967,98 €	1 224 245,68 €	1 263 183,14 €	1 287 599,34 €	1 312 503,87 €	1 337 906,48 €	1 363 817,15 €	1 390 246,04 €	1 469 864,50 €	1 460 114,11 €
		prévision 2025	prévision 2026	prévision 2027	prévision 2028	prévision 2029	prévision 2030	prévision 2031	prévision 2032	prévision 2033	prévision 2034
Recettes (+2%/an)											
Produits des conventions d'exploitation	199 066,00 €	200 000 €	255 000 €	260 100 €	265 302 €	270 608 €	276 020 €	281 541 €	287 171 €	292 915 €	298 773 €
	22 222,50 0								-5: -: - 5	-5-5-5-5	
Total Recettes	199 066 €	200 000 €	255 000 €	260 100 €	265 302 €	270 608 €	276 020 €	281 541 €	287 171 €	292 915 €	298 773 €
- Total recettes					_00 002 0		_,,,,,,,,				
Bilans/Fonctionnement	- 919 938 €	- 1 336 968 €	- 969 246 €	- 1 003 083 €	- 1 022 297 €	- 1 041 896 €	- 1 061 886 €	- 1 082 277 €	- 1 103 075 €	- 1 176 950 €	- 1 161 341 €
Bilaris i dictionicinent	313 330 €	1 330 300 €	303 240 €	1000000	1022 257 €	1041030€	1 001 000 €	1 002 277 €	1 103 0/3 €	11/0330€	1 101 341 €
		1				1					

#### **DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES**







# RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION DES PLAGES NATURELLES (2025 - 2034)

<b>NOTE SUR LES</b>	<b>AMENAGEMENTS</b>	<b>PREVUS</b>	<b>POUR</b>	LES I	PERSONN	IES A
	<b>MOBILITE RE</b>	DUITE (F	PMR)			

MAITRE D'OUVRAGE : ARGELES-SUR-MER

ARGELES-SUR-MER LE:

**SIGNATURE:** 

2	Date(s)	Nature des modifications	Dessiné	Vérifié	Ind
,	Dec. 2023	V0 - Pour envoi commune	LR / LC	AF/DT	а
	Janv. 2024	V1 - Dépôt pour instruction	LR / LC	AF/DT	b
	Fev. 2024	V2 - Dépôt après instruction	LR / LC	AF/DT	С
	Fev. 2024	V3 - Dépôt après instruction	LR / LC	AF/DT	d

5





BZ-10593



1 Bis Place des Alliés CS 50676 34537 BEZIERS CEDEX T. 04 67 09 26 10 F. 04 67 09 26 19 E. bet.34@gaxieu.fr

H:\Affaires\Argelès sur Mer\BZ-10593 Concession des plages\6-AVP\2-Plans\Cartouches

**GAXIEU.FR** 

# RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION DES PLAGES NATURELLES 2025-2034

Département des Pyrénées-Orientales - Ville d'Argelèssur-Mer

5. Note sur les aménagements prévus pour les personnes à mobilité réduite (PMR)







#### TABLE DES MATIERES

1.	R	APPELS REGLEMENTAIRES ET PRECISIONS	3
1	.1.	Origine de la note	3
1	.2.	Volonté communale	4
1	.3.	Une commune labellisée	4
1	.4.	Précisions en matière d'accessibilité et dérogation	5
	1.4.1.	Concernant l'accessibilité à la concession	. 5
	1.4.2	. Concernant l'accessibilité au sein des lots à l'intérieur de la concession	. 5
2. MC		ES ÉQUIPEMENTS PRÉVUS POUR L'ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES TÉ RÉDUITE	
2	2.1.	Philosophie d'accessibilité dans le cadre du renouvellement de concession	
2	2.2.	Illustration des différents aménagements PMR présents sur les plages à proximité	
2	2.3.	Tableau synthétique présentant la prise en compte de l'accessibilité au plages, aux lots et à la mer dans le projet de renouvellement de concession	la

#### TABLE DES ILLUSTRATIONS

#### Figures et tableau

Figure 1 : Places de stationnement PMR sur les parkings publics proches de l'arrière-plag Figure 2 : Informations PMR figurants sur les Grands Panneaux d'Information des pla présents aux postes de secours et à certains accès de plage	iges
Figure 3 : cheminement PMR jusqu'au poste de secours démontables situé sur la plage	
Figure 4 : Cheminement PMR du poste de secours jusqu'à la mer à la charge de la comm d'Argelès-sur-mer	
Figure 5 : Cheminement PMR jusqu'aux Lots à la charge des exploitants	8
Figure 6 : Toilettes mis à disposition sur la promenade du front de mer	8
Tableau 1 : Prise en compte de l'accessibilité dans le projet de concession	12





#### 1. RAPPELS REGLEMENTAIRES ET PRECISIONS

#### 1.1. Origine de la note

Cette pièce du dossier de renouvellement de la concession des plages fait référence au 5° de l'Article R.2124-22 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

« 5° Une note exposant les aménagements prévus pour permettre l'accès sur la plage des personnes handicapées ou, si la Commune ou le groupement de communes, invoquent l'impossibilité matérielle de satisfaire à cette exigence, l'exposé des motifs techniques le justifiant »





#### 1.2. Volonté communale

« L'accès à la mer pour les personnes à mobilité réduite fait partie intégrante de la démarche qualité entreprise par la ville d'Argelès-sur-Mer et l'Office Municipal de Tourisme.

Elle relève de la volonté de vivre ensemble dans une société plus solidaire et plus humaine et de permettre aux personnes en situation de handicap de profiter pleinement des joies de la mer et de la plage dans une station balnéaire comme Argelès-sur-Mer. »

#### 1.3. Une commune labellisée

La commune est labellisée par le dispositif handiplage au titre des actions entreprises sur le secteur de la plage des pins au niveau du poste de secours (PS) n°3. Ce label national vient apporter une information fiable et objective de l'accessibilité des plages en tenant compte de tous les types de handicaps. Au regard des efforts entrepris par la commune au niveau de l'actuel poste de secours (PS) n°3, la commune a obtenu le label de niveau répondant aux critères suivants :



#### CRITÈRES DES QUATRE NIVEAUX DU LABEL HANDIPLAGE

- Plage surveillée
- Poste de secours à proximité
- Place de stationnement (norme GIG GIC)
- «Bateaux» sur les trottoirs d'accès à proximité du site
- Roulement aménagé du parking à la baignade
- Zone d'accueil (sol en dur)
- Engin (amphibie) de déplacement sur le sable et mise à l'eau
- Sanitaire adapté P.M.R à moins de 100 mètres
- Signalisation «pictogramme Handicapé» à l'entrée du site plus un panneau Handiplage

LABEL 1

- Affichage des «Consignes Sanitaires» et modalités d'utilisation des matériels de la plage
- Téléphone pour informations de la plage et réservation engin amphibie
- Douche adaptée avec flexible

- LABEL 2
- Présence d'handiplagistes Formés (à l'aide à la baignade)
- → Téléphone et site @ pour infos de la plage et réservation accompagnement baignade
- + Informations disponibles sur les prestataires de tourisme accessible (à proximité de la plage)

Une signalétique particulière avec le logo Handiplage installée sur tous les axes principaux d'Argelès Plage a été mis en place pour matérialiser l'accès au PS n°3.

Au-delà des éléments présents au niveau du PS n° 3, l'ensemble des postes de secours sont pourvus d'aménagements spécifiques destinés aux PMR et décrits dans la présente note.







# 1.4. Précisions en matière d'accessibilité et dérogation

- Il convient de distinguer deux notions d'accessibilité :
  - L'accessibilité à la concession afin de permettre l'accès à la plage pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR);
  - L'accessibilité des lots aux PMR.

Remarque : il sera pris en compte également les accès à la mer (à l'eau) pour la baignade.

#### 1.4.1. Concernant l'accessibilité à la concession

Le 5° de l'Article R.2124-22 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, demande une note exposant les aménagements prévus pour permettre <u>l'accès sur la plage concédée</u> des personnes à mobilité réduite ou, si la Commune ou le groupement de communes, invoquent l'impossibilité matérielle de satisfaire à cette exigence, l'exposé des motifs techniques le justifiant.

Ainsi, lorsque le projet ne semble pas apporter une réponse satisfaisante à l'accès des personnes handicapées, le préfet soumet <u>le dossier de renouvellement de la concession</u> pour avis, à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

L'objet de la présente note est de justifier que l'ensemble de la concession est accessible par des accès réguliers et équitablement répartis, adaptés aux Personnes à Mobilité Réduite pour tous les postes de secours et pour chaque lot.

### 1.4.2. Concernant l'accessibilité au sein des lots à l'intérieur de la concession

L'ensemble des lots seront accessibles aux PMR. Les exploitants auront à leur charge l'installation d'un platelage PMR depuis le front de mer/arrière plage vers l'accès au lot. Chaque accès piéton aux lots détiendra une partie rampe adaptée pour un accès plage

A ce jour, hormis le poste de secours 5, la totalité des postes de secours est équipé d'au moins un « tiralo » et d'un cheminement, qu'il soit sous forme de platelage bois ou tapis souple, afin de permettre aux usagers de rejoindre la plage et le bord de l'eau confortablement.

Le poste de secours 5 de la concession en vigueur ne peut être équipé d'un tiralo, en effet il y a une problématique de pente et d'accès à la mer au niveau de ce poste de secours.



sécurisant les usagers.



#### 2. LES ÉQUIPEMENTS PRÉVUS POUR L'ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE

# 2.1. Philosophie d'accessibilité dans le cadre du renouvellement de la concession

Les visites de terrains ont permis de recueillir des informations sur l'état actuel de la concession en matière d'accessibilité. Elles serviront de base pour organiser l'accessibilité de la future concession.

La volonté de maintenir une continuité dans l'accessibilité PMR entre les stationnements, les accès aux plages, les équipements publics à disposition (dont les postes de secours), les zones de baignades ainsi que les lots est intacte.

Il est ainsi proposé l'organisation suivante.

- La commune aura la charge :
  - De la suffisance en matière de stationnements PMR et de signalétiques ;
  - Des accès pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) au niveau des postes de secours en dalle béton :
  - Des aires de mise à l'eau au droit des postes de secours en platelage de type tapis souple;
  - De la mise à disposition de TIRALO au niveau des postes de secours hormis au Poste de secours 5 de la concession actuelle (problématique liée à la pente et l'accès mer) ;
  - Du bon état/respect des normes PMR au niveau des sanitaires.
- Les exploitants des lots auront à leur charge :
  - L'installation des cheminements PMR pour accéder au lot ;
  - L'installation de sanitaires et de douches adaptés aux PMR au sein des lots lorsque l'activité exercée le leur impose.



# 2.2. Illustration des différents aménagements PMR présents sur les plages et à proximité





Figure 1: Places de stationnement PMR sur les parkings publics proches de l'arrière-plage



Figure 2 : Informations PMR figurants sur les Grands Panneaux d'Information des plages présents aux postes de secours et à certains accès de plage



Figure 3 : cheminement PMR jusqu'au poste de secours démontables situé sur la plage







Figure 4: Cheminement PMR du poste de secours jusqu'à la mer à la charge de la commune d'Argelès-sur-mer





Figure 5 : Cheminement PMR jusqu'aux Lots à la charge des exploitants





Figure 6 : Toilettes mis à disposition sur la promenade du front de mer





#### 2.3. Tableau synthétique présentant la prise en compte de l'accessibilité aux plages, aux lots et à la mer dans le projet de renouvellement de la concession

Le tableau en page suivante permet de retranscrire comment le projet de concession permettra aux PMR d'accéder aux plages, aux postes de secours, aux lots et à la mer.

Pour cela, le tableau présente les aménagements déjà présents sur l'actuelle concession et qui seront maintenus ainsi que ceux qui seront créés dans le cadre de la demande de renouvellement de la concession de plage.

Il tient compte également des équipements participant à un service public des bains de mer accessibles à tous (sanitaires et parkings...).

Ce tableau est retranscrit sous forme d'une cartographie annexée à la présente note dans la pièce 5.1.



	Accéder au haut de plage				Création de ch	éation de cheminements PMR depuis le haut de plage vers :				Sanitaires publics adaptés PMR	
Secteur	Places de stationnement pour les PMR les plus proches		Accessibilité du haut de plage depuis les stationnements	Quel(s) accès	Cheminement jusqu'au milieu de la plage et/ou vers un poste	Accès à la mer pour les PMR	Raccordement ZAM	Raccordement LOTS	Existants	Projetés	
	Existantes	Projetées (création)	PMR		de secours						
	Parking avinguda de la Torre d'en Sorra (1 place)	NON	OUI	1	NON	NON	NON	NON	NON	NON	
	Pour les accès 2 à 7, pas d'accessibilité PMR considérant qu'ils correspondent à des cheminements piétonniers à travers les maisons. Pas de lot ni de Secours à desservir.									ot ni de Poste	
Plage du Racou	Parking de la plage (6 places PMR)	NON	OUI	7	OUI, vers PS n°4	OUI en prolongement de l'accès vers le PS n°4	NON, pas de ZAM	NON, pas de lot	OUI (2 sanitaires adaptés PMR de chaque côté du parking)	OUI WC PMR PS 4	
	Parking Quai Christophe Colomb	Oui 2 places dans le cadre du réaménagement du parking	OUI	9	NON	NON	NON	NON	NON	NON	
Plage centre	Parking du Grau (8 places PMR)	NON	OUI	15 à 22	OUI, au droit de l'accès 15	OUI en prolongement de l'accès vers le lot n°1	OUI, ZAM nº1 pour l'accès nº22	OUI, lot n°l pour l'accès n°15 et lot n°2 pour l'accès n°17	OUI dans les lots n°1 et n°2 + au droit de l'accès n°16	NON	
	Parking des platanes (3 places PMR)	NON	OUI	23 à 25	OUI, vers PS n°3	OUI en prolongement	OUI, ZAM n°1 pour l'accès n°23	OUI, lot n°3 pour l'accès n°24	OUI (sur le parking + accès 23)	OUI dans le PS n°3	



						de l'accès vers le PS n°3					
Plage des pins	Parking privé (2 places PMR)	NON	OUI	26 et 27	NON	NON	NON	NON	NON	NON	
	Parking au sud du casino	2 places PMR à créer	OUI	28 à 30	NON	NON	NON	NON	NON	NON	
	Parking au nord du casino (9 places PMR)	NON	OUI	31 à 37	NON	NON	NON	OUI, lot n°4 pour l'accès n°31	OUI dans le lot n°4	NON	
	Boulevard de la mer 2 (4 places PMR)	NON	oui	38 à 40	OUI, vers PS n°2	OUI en prolongement de l'accès vers le PS n°2	NON	OUI, lot n°5 pour l'accès 38 et lot n°6 + lot communal depuis l'accès n°39	OUI, au droit de l'accès n°39 + PS n°2 ainsi que dans les lots n°5 et n°6)	NON	
	Boulevard de la Mer	1 place PMR à créer au droit du monolithe pour les victimes du camp d'Argelès	oui	41 et 42	NON	NON	NON	OUI, lot n°7 pour l'accès n°41	NON	NON	
Plage du Tamariguier	Pour les accès 43 à 48, pas d'accessibilité pour les PMR au regard de la non-possibilité de création de parking public en arrière-plage considérant la présence de résidences privés sur le long du linéaire. Pas de lot ni de Poste de Secours à desservir.										
	Parking Boulevard de la Mer (1 place PMR)	NON	OUI même si obligé de traverser le boulevard	49 à 53	Oui, vers Lot n°9	Oui en prolongement de l'accès vers le lot n°9	NON	OUI, lot n°8 pour l'accès n°50 et lot n° 9pour l'accès 52	OUI, au droit de l'accès n°49	NON	
Plage de la Marenda	Parking situé à côté du camping Le Roussillonnais	2 places PMR à créer sur le parking et 1 dans le camping	OUI à créer depuis le camping	54 et 55	OUI, vers PS กๆ et lot กๆO	OUI en prolongement de l'accès vers le PS n°1	NON	OUI, lot nº10 accès à créer	NON	OUI dans le PS n°1	



Pour les acc	rès 56 à 59, pas d'	accessibilité PMF		-plage est bordé as de lot ni de Po			es dunaires et la	non-possibilité	d'y cre
Parking de La Marenda (6 places PMR)	NON	OUI	60 à 62	OUI, au droit de l'accès n°60	NON	NON	OUI, lots n° 11 et n°12	OUI dans les lots n°11 et n°12 et au droit de l'accès n° 61	

Tableau 1 : Prise en compte de l'accessibilité dans le projet de concession

Le plan des aménagements PMR (pièce 5.1) du présent dossier reprend l'ensemble des éléments susvisés dans le tableau.

Les sanitaires des établissements installés sur les Lots de plage seront librement accessibles au public, même non-consommateur.

En conclusion, au regard des informations présentées dans cette note, on constate que le projet de renouvellement de la concession des plages naturelles est favorable à l'accessibilité des Personnes à Mobilité Réduite que ce soit aux plages, à la mer, aux lots de plage et aux équipements qui participent au service des bains de mer.

L'ensemble des Lots et Poste de Secours seront accessibles aux Personnes à Mobilité Réduite.

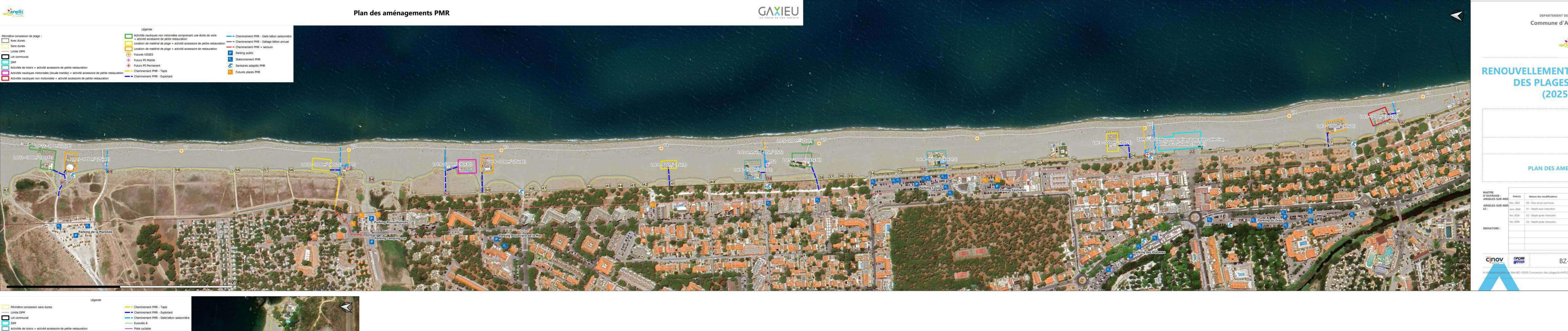
Il conviendra de veiller à la création :

- De places de stationnement PMR au droit du parking quai Christophe Colomb, du parking situé au sud du casino et le long du Boulevard de la mer ;
- De deux places de stationnements PMR sur le parking situé à côté du camping Le Roussillonnais ainsi qu'une place de stationnement à l'intérieur du camping lui-même;
- D'un cheminement PMR pour accéder au Poste de Secours 1 et au lot 10 pour que l'accessibilité soit respectée sur tout le linéaire de plage.

Afin de faciliter l'accès à l'eau sur ses plages, la commune a installé des cordes, situées à proximité de tous les postes de secours, pour aider les baigneurs à entrer et à sortir de l'eau plus facilement.







Activités nautiques motorisées (bouée tractée) + activité accessoire de petite restauration - Cheminement PMR - Dallage béton annuel

Stationnement PMR

Sanitaires adaptés PMR

Futures places PMR

---- Umites parking

Activités nautiques non motorisées + activité accessoire de petite restauration

Activités nautiques non motorisées comprenant une école de voile

+ activité accessoire de petite restauration

Parking public

Location de matériel de plage + activité accessoire de petite restauration

Location de matériel de plage + activité accessoire de restauration

Futures VIGIES

+ Futurs PS Mobile

Futurs PS Permanent









# **DES PLAGES NATURELLES** (2025 - 2034)

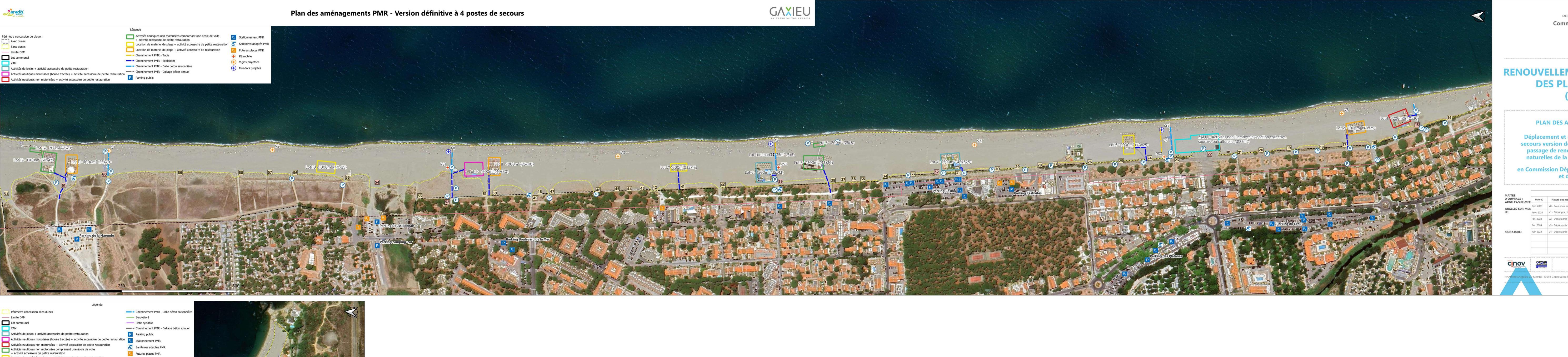
naturelles de la ville d'Argelès-sur-Mer (2025-2034)

en Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du 25 avril 2024









Sanitaires adaptés PMR Futures places PMR

Vigies projetées

Miradors projetés

PS mobile

Location de matériel de plage + activité accessoire de petite restauration

Location de matériel de plage + activité accessoire de restauration

- Cheminement PMR - Tapis

- Cheminement PMR - Exploitant





# **DES PLAGES NATURELLES** (2025 - 2034)

#### PLAN DES AMENAGEMENTS PMR DEFINITIF

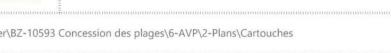
naturelles de la ville d'Argelès-sur-Mer (2025-2034)

et des Sites du 25 avril 2024









#### **DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES**







# RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION DES PLAGES NATURELLES (2025 - 2034)

# DISPOSITIFS MATERIELS ENVISAGES POUR PORTER A LA CONNAISSANCE DU PUBLIC LA CONCESSION DE PLAGE

MAITRE D'OUVRAGE : ARGELES-SUR-MER

ARGELES-SUR-MER LE:

**SIGNATURE:** 

Date(s)	Nature des modifications	Dessiné	Vérifié	Ind
Dec. 2023	V0 - Pour envoi commune	LR / LC	AF/DT	а
Janv. 2024	V1 - Dépôt pour instruction	LR / LC	AF/DT	b
Fev. 2024	V2 - Dépôt après instruction	LR / LC	AF/DT	С
Fev. 2024	V3 - Dépôt après instruction	LR / LC	AF/DT	d

6





BZ-10593



1 Bis Place des Alliés CS 50676 34537 BEZIERS CEDEX T. 04 67 09 26 10 F. 04 67 09 26 19 E. bet.34@gaxieu.fr

H:\Affaires\Argelès sur Mer\BZ-10593 Concession des plages\6-AVP\2-Plans\Cartouches

**GAXIEU.FR** 



# RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION DES PLAGES NATURELLES 2025-2034

Département des Pyrénées-Orientales - Ville d'Argelès

6. Note sur les dispositifs matériels envisagés pour porter à connaissance du public la concession de plage









#### TABLE DES MATIERES

1.	RAPPEL RÉGLEMENTAIRE	4
TAE	BLE DES MATIERES	
1.	RAPPEL RÉGLEMENTAIRE	4
2. PUBL	DISPOSITIFS MATÉRIELS POUR PORTER À LA CONNAISSANC LIC LA CONCESSION	
2.1.	Principe général sur le porter à connaissance du dossier de conc	
2.2		
2.3	Les affichages du Poste de Secours	6
2.4	Les zones de baignade et leur balisage	8
2	.4.1. À terre	8
2	.4.2. En mer	9
2.5	. Les accès pour les secours	13
2.6	. Qualité des eaux de baignade	14
2.7	. Accès aux plages depuis les grands axes routiers	14
2.8	. Signalétiques pour les PMR	15
2.9	. Sensibilisation/préservation de l'environnement	16
3.	SUGGESTIONS D'AMELIORATIONS	17
3.1.	Généralités	17
3.2	Prise en compte de la norme AFNOR Spec X50-001 du 31 janvie pour la signalétique des plages	
3.3	. Totem « enfants perdus »	17
3.4	. Plan de balisage	17
4.	ANNEXE	18
4.1.	Arrêté préfectoral n°098/2019 règlementant la navigation le mo des navires, la plongée sous-marine et la pratique des sports nau de vitesse dans la bande littorale des 300m	utiques
4.2	Norme Afnor Spec X50-001 et décret n° 2022-105 du 31 janvie pour la signalétique des plages	





## TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figures	
Figure 1 : Panneau entrée de plage	5
Figure 2 : Affichage sur un Poste de Secours	7
Figure 3 : Limites de zones de baignade	8
Figure 4 : Panneaux reprenant les pictogrammes	8
Figure 5: Plan de balisage dans le cadre du renouvellement de concession de	
Figure 6 : Chenal de navigation	
Figure 7 : Exemple d'accès de secours	13
Figure 8 : Affichage de la qualité des eaux de baignade sur les postes de secours des d'Argelès sur mer	14
Figure 9 : Signalétique routière	14
Figure 10 : Signalétique « PMR »	15
Figure 11 : Signalétiques pêle-mêle disposées sur et à proximité des plages	16
Figure 12 : Exemple de totem - Commune de Leucate	17





## 1. RAPPEL RÉGLEMENTAIRE

Cette pièce du dossier de renouvellement des concessions des plages fait référence au 6° de l'Article R.2124-22 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

«6° Le dispositif matériel envisagé pour porter à la connaissance du public la concession de plage et les sous-traités d'exploitation éventuels »

Pour remarque, cette pièce se veut complémentaire avec les informations précisées dans la pièce 1 du présent dossier (Note de présentation).

Cette pièce a pris en compte le décret n°2022-105 du 31 janvier 2022 relatif au matériel de signalisation utilisé pour les baignades ouvertes gratuitement au public, aménagées et autorisées conformément aux prescriptions édictées dans la norme Afnor Spec X50-001.



# 2. DISPOSITIFS MATÉRIELS POUR PORTER À LA CONNAISSANCE DU PUBLIC LA CONCESSION

## 2.1. Principe général sur le porter à connaissance du dossier de concession

L'ensemble des pièces graphiques et écrites du présent dossier seront disponibles sur le site internet de la commune et consultables sur demande en mairie. Le présent dossier sera également soumis à l'avis du public via la procédure réglementaire.

## 2.2. Les entrées de plage

Des panneaux reprenant une cartographie des plages de la commune sont positionnés sur plusieurs entrées de la plage. Ces derniers, avec la mention « vous êtes ici », permettent de pouvoir se situer vis-à-vis des autres plages de la commune. Ils présentent le plan de balisage et rappellent également les grandes règles de sécurité et de bonnes pratiques autant sur le plan d'eau que sur le sable. Sont également mentionnés les informations sur le volet sanitaire des plages avec la localisation des WC, points de prélèvements ARS.

Ces panneaux sont très pratiques pour tous les usagers sur le plan de la sécurité en rappelant également les numéros de secours, la période, ainsi que les horaires de surveillance, il est également mentionné l'information de la couleur des bracelets dédiés aux enfants et affectés à chaque poste de secours, pratique en cas de perte ou de recherche d'enfants.

Ces panneaux devront être mis à jour pour donner suite au renouvellement de concession considérant notamment la future organisation des postes de secours et du futur plan de balisage tout en respectant la norme AFNOR.



Figure 1 : Panneau entrée de plage





## 2.3. Les affichages du Poste de Secours

Le poste de secours au-delà de son caractère lié à la surveillance de la zone de bain permet également au public de prendre connaissance d'informations sur la baignade et sur les règles pour un usage durable, raisonné et civique de la plage.

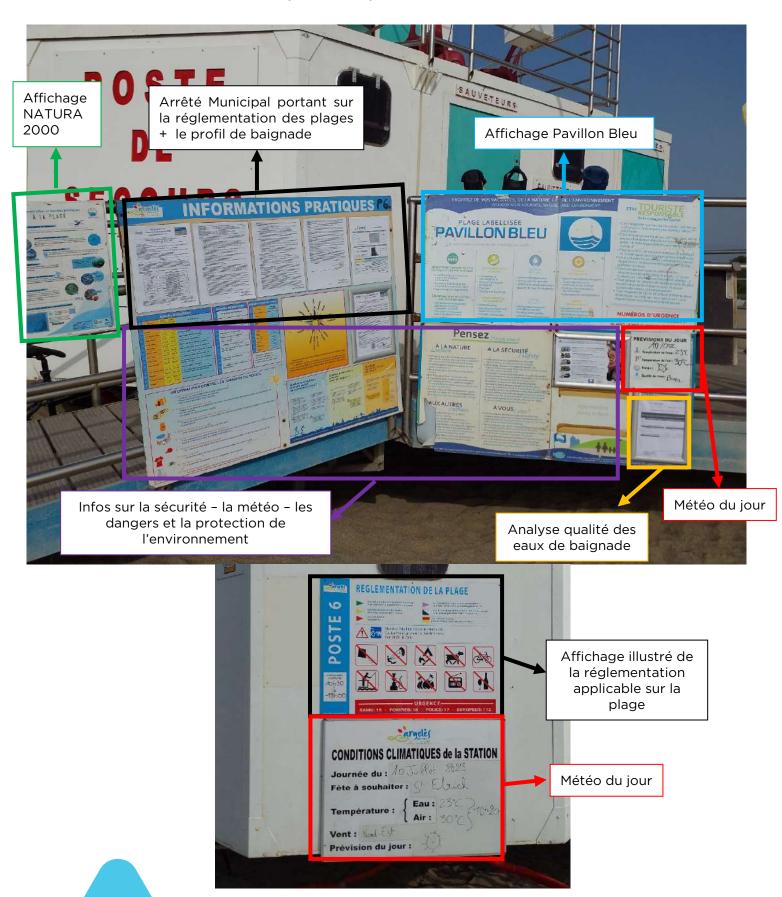
À cette fin, ils proposeront les informations ci-dessous, **elles devront être lisibles et** aisément consultables :

- Indication « Poste de Secours » pour qu'ils soient identifiables ;
- Horaires et dates d'ouverture;
- Numéros d'urgence et du poste de secours;
- État de la mer pour la baignade :
  - Drapeau rouge = baignade interdite, drapeau jaune = baignade surveillée avec danger limité ou marqué, drapeau vert = baignade surveillée sans danger apparent (avec traduction en anglais).
  - Température de l'eau et de l'air;
  - o Direction et force du vent;
  - o Analyse de la qualité des eaux de baignades.
- Arrêté municipal réglementant l'organisation de la sécurité des plages, l'organisation des baignades et de la police sur la plage communale.
- Des plans permettant de voir l'ensemble des équipements présents sur et autour des plages.
- Un affichage relatif aux sites NATURA 2000;
- Des informations variées sur la sécurité, la météo, et les bonnes pratiques ;
- Les analyses sur la qualité des eaux de baignade ;
- Profil de baignade.





Figure 2 : Affichage sur un Poste de Secours



Renouvellement de la concession des plages naturelles 2025-2034 Département des Pyrénées-Orientales - Ville d'Argelès 6. Note sur les dispositifs matériels envisagés pour porter à connaissance du public la concession de plage





### 2.4.1. À terre

À terre, la délimitation des zones surveillées pour la baignade sera matérialisée par des drapeaux de forme rectangulaire, bicolores, composés de deux bandes horizontales de dimensions identiques rouge en haut et jaune en bas, installés par les sauveteurs indiquant les limites de la zone surveillée durant les périodes de surveillance.

Ces flammes seront en régime traditionnel alignées sur les limites de balisages mais pourront éventuellement être déplacées en fonction de l'état de la mer et des phénomènes de courants d'arrachement. Un panneau avec une flèche bleue vient préciser la direction de la zone surveillée.

Des panneaux fixes seront également installés afin de matérialiser la limite de la zone surveillée de celle non surveillée.



Figure 3 : Limites de zones de baignade

Sont également présents pour chaque type de zone de baignade, des panneaux au bord de l'eau permettant de reprendre les activités autorisées et celles non autorisées :



Figure 4 : Panneaux reprenant les pictogrammes





#### 2.4.2. En mer

Le balisage en mer a pour but de signaler aux navigateurs et aux baigneurs les dangers existants ainsi que les chenaux de navigation. Le plan de balisage en vigueur, approuvé par arrêté préfectoral N°091/2022 le 27 avril 2022, devra être modifié au regard des adaptations apportées dans le cadre de cette concession.

#### « ARTICLE 1

Dans le dispositif du plan de balisage des plages de la commune d'Argelès-sur-Mer (cf. annexe l) , sont créés :

- > 1.1. Un chenal d'accès au rivage A réservé aux navires, embarcations et engins immatriculés motorisés ou à moteur ainsi qu'aux véhicules nautiques à moteur (VNM), de 25 mètres de largeur et 300 mètres de longueur, situé face au poste de secours n°1..
- 1.2. Deux chenaux réservés aux sports nautiques de vitesse :
  - chenal B de 50 mètres de largeur et 300 mètres de longueur situé face au poste de secours n°2 :
  - chenal D de 50 mètres de largeur et 300 mètres de longueur situé face au poste de secours n°5. Dans ce chenal, la navigation des véhicules nautiques à moteur (VNM) est autorisée.
- > 1.3. Un chenal C réservé aux embarcations de secours de 25 mètres de largeur et 300 mètres de longueur, situé face au Poste de Secours n°4.
- > 1.4. Deux zones de mouillage propre (ZMP) de 15 mètres de largeur et de 50 mètres de profondeur à partir du rivage, et contigües respectivement, au Sud au chenal B et au Nord, au chenal D. »

#### 2.4.2.1. La bande des 300 mètres

La navigation des véhicules nautiques à moteur (VNM) est interdite dans la bande littorale balisée des 300 mètres, à l'exception des chenaux A et D (ainsi que dans la ZMP adjacente à ce dernier chenal) définis à l'article 1<sub>er</sub>, qui doivent être empruntés à une vitesse limitée à 5 noeuds.

Le balisage de la bordure extérieure de cette bande littorale est assuré par des bouées sphériques jaunes de 0,80 mètre de diamètre mouillées à 200 mètres environ les unes des autres. Pour rappel, ces bouées correspondent également à celles qui délimitent la zone de baignade dans les 300 mètres, mais ici elles sont plus éloignées les unes des autres. Le plan de balisage détermine si les engins nautiques sont autorisés ou interdits dans la bande des 300 mètres.

#### 2.4.2.2. Les chenaux de navigation et leur balisage

Les chenaux définis à l'article 1er, qui ne peuvent être empruntés que par l'une des extrémités, sont destinés au transit et ne doivent pas être utilisés comme zones d'évolution.

A l'intérieur de ces chenaux, la navigation doit s'effectuer de manière directe et continue. Le stationnement et le mouillage y sont interdits.

Dans le chenal d'accès au rivage, la vitesse est limitée à 5 nœuds.





Dans les chenaux de sports nautiques de vitesse, qui ne peuvent être utilisés que s'ils sont dégagés et libres de tout obstacle, la limitation de vitesse à 5 nœuds ne s'applique pas aux navires tracteurs dans le cadre de la pratique des sports nautiques tractés.

Ces derniers sont définis dans l'arrêté préfectoral.

À terre, ces chenaux sont indiqués par des panneaux plantés dans le sable, en mer ils sont délimités par une rangée de bouées cylindriques (à droite) et coniques (à gauche).

- X On recense cinq chenaux traversier d'accès au rivage sur la commune dans le cadre de la concession en vigueur :
  - Au Sud du Poste de Secours 1 ;
  - Au droit du Poste de Secours 2;
  - Au droit du Poste de Secours 4 ;
  - Au droit du lot 5 ;
  - Au droit du Poste de Secours 6.

#### 2.4.2.3. Mise à jour du plan de balisage

Le plan de balisage réglemente la navigation, le mouillage des navires, la plongée sousmarine et la pratique des sports nautiques de vitesses dans la bande littorale des 300 mètres bordant la commune d'Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales).

Ce plan de balisage fait notamment apparaître les postes de secours, les zones de baignade surveillée, les chenaux de 25 mètres devant les postes de secours, la bande des 300 mètres (...).

Dans l'optique de favoriser une bonne cohabitation entre les usagers de la mer, le plan de balisage ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°091/2022 sera réactualisé.

Ce dernier sera annexé à l'Arrêté préfectoral réglementant la navigation, le mouillage des navires, la plongée sous-marine et la pratique des sports nautiques de vitesse dans la bande des 300 mètres, et à l'Arrêté municipal réglementant la baignade et les activités nautiques pratiquées à partir du rivage avec des engins de plage et des engins nautiques non immatriculés dans le plan de balisage situé dans la bande littorale des 300 mètres.

- X Les modifications du plan de balisage découlent des différents choix qui sont :
- La modification des activités des lots de plage ;
- La sécurisation des activités et usages sur la plage du Racou;
- La suppression du chenal planche à voile sur la plage du Racou.
- X Côté mer, on retrouvera 10 zones :
  - Zones 1 et 5 : autorisée pour les activités de mer non motorisées : planche à voile hors kite surf ;
  - Zones 2 à 4 et 6 à 10: seule la baignade sera autorisée.

Les véhicules nautiques motorisés sont autorisés seulement dans les chenaux dédiés et aux delà du balisage prévu à cet effet.





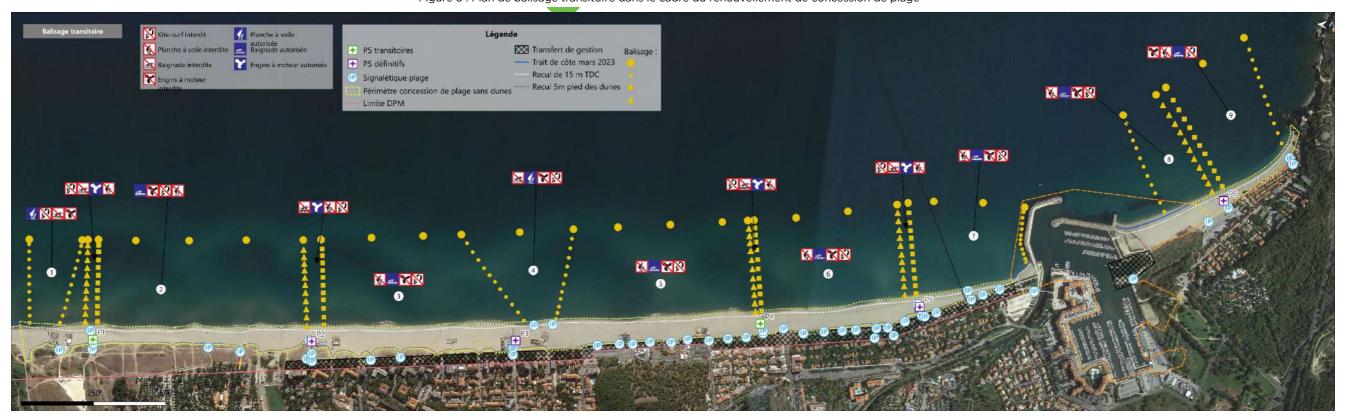
- X Cinq chenaux traversiers seront référencés :
- Au droit du Poste de Secours 1;
- Au droit du lot 9;
- Au droit du Poste de Secours 3;
- Au droit du lot 1;
- Au droit du Poste de Secours 4.

Les panneaux situés sur la plage seront mis à jour au fur et à mesure de l'évolution du plan de balisage.

L'ensemble des éléments modifiés : panneaux, informations ... sera actualisé à la suite de la prise de l'arrêté réglementant la navigation, le mouillage des navires, la plongée sous-marine et la pratique des sports nautiques de vitesse dans la bande des 300 mètres.



Figure 5 : Plan de balisage transitoire dans le cadre du renouvellement de concession de plage



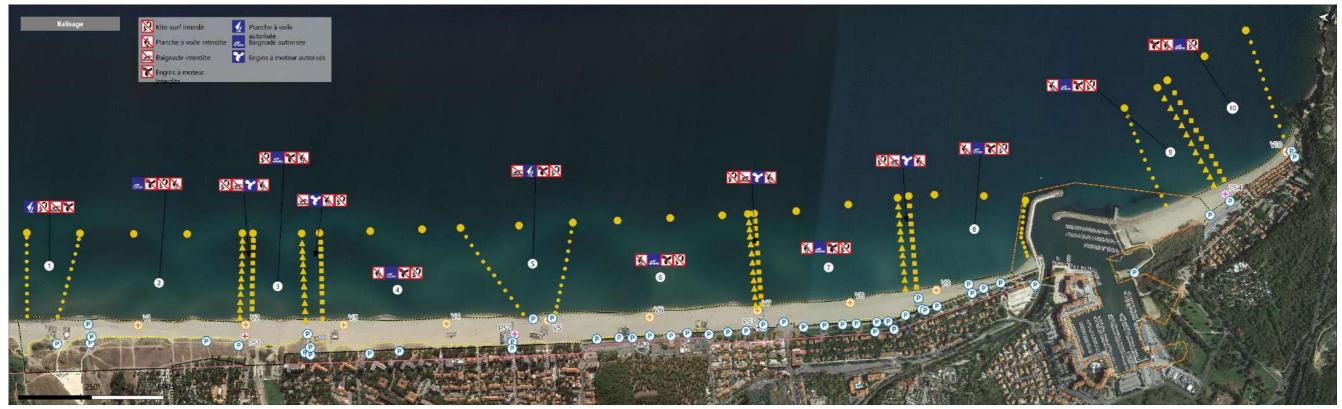


Figure 6 : Plan de balisage définitif dans le cadre du renouvellement de concession de plage



Figure 7 : Chenal de navigation





## 2.5. Les accès pour les secours

Les accès réservés aux véhicules de secours pour rejoindre les postes de secours et les plages doivent faire l'objet d'aménagements spécifiques et d'une signalisation permettant leur accessibilité effective par les véhicules autorisés lors d'interventions.

Les accès secours sont fermés à l'aide de barrières amovibles verrouillées dont les secours détiennent les clés afin de les déverrouiller ou de bornes de contrôle d'accès. Ces barrières supportent une signalisation interdisant tout stationnement devant l'obstacle.





Figure 8 : Exemple d'accès de secours



## 2.6. Qualité des eaux de baignade

Conformément à la réglementation en vigueur (Articles L1332-1 et suivants du Code de la Santé Publique relatifs aux eaux de baignade), l'analyse de la qualité des eaux de baignades devra être visible à proximité des zones de baignade.

Ces informations seront affichées :

- En mairie ;
- Au niveau des postes de secours ;
- Sur le site internet de la commune.



Figure 9 : Affichage de la qualité des eaux de baignade sur les postes de secours des Plages d'Argelès sur mer

## 2.7. Accès aux plages depuis les grands axes routiers

De nombreux panneaux positionnés stratégiquement sur l'ensemble du territoire permettent de situer la direction des plages mais également des parkings situés à proximité des plages.



Figure 10 : Signalétique routière



## 2.8. Signalétiques pour les PMR

« L'accès à la mer pour les personnes à mobilité réduite fait partie intégrante de la démarche qualité entreprise par la ville d'Argelès-sur-Mer et l'Office Municipal de Tourisme.

Elle relève de la volonté de vivre ensemble dans une société plus solidaire et plus humaine et de permettre aux personnes en situation de handicap de profiter pleinement des joies de la mer et de la plage dans une station balnéaire comme Argelès-sur-Mer. »

La commune a mis en place de nombreux équipements réservés, accessibles et facilitant les usages pour les Personnes à Mobilités Réduites :

- Places de stationnements matérialisées pour les PMR;
- Toilettes accessibles aux PMR;
- Accès plages dont certains jusqu'au bord de l'eau accessibles aux PMR;
- Mise à disposition de tiralos ;

Grâce à ces équipements qui sont tous signalés sur le terrain par marquage au sol ou grâce à la panneautique, la ville d'Argelès-sur-Mer a obtenu le label national « Handiplage » de niveau 2 symbolisé par deux bouées.











Figure 11 : Signalétique « PMR »





## 2.9. Sensibilisation/préservation de l'environnement

Fort d'un environnement naturel riche et présent sur toute la commune, la municipalité a mis l'accent sur l'information et la sensibilisation sur la nécessité de préserver l'environnement. Ainsi, en lien avec les dispositifs NATURA 2000 et Pavillon Bleu, cette politique de se traduit par l'installation de nombreux panneaux de différents types :

- Le tri des déchets ;
- Site Natura 2000;
- Cendrier éducatif sensibilisation pollution mégots ;
- Nettoyage raisonné des plages.



Figure 12 : Signalétiques pêle-mêle disposées sur et à proximité des plages





## 3. SUGGESTIONS D'AMELIORATIONS

### 3.1. Généralités

Une page spécifique sur le site internet de la commune reprenant toutes les thématiques de sécurité, environnement, accessibilité, activités sur les plages pourrait être créer.

## 3.2. Prise en compte de la norme AFNOR Spec X50-001 du 31 janvier 2022 pour la signalétique des plages

➤ Le Décret n° 2022-105 du 31 janvier 2022 relatif au matériel de signalisation utilisé pour les baignades ouvertes gratuitement au public, aménagées et autorisées est venu traduire réglementairement la norme AFNOR Spec X50-001.

Ce décret ayant instauré la mise en place des flammes rouge et jaune pour délimiter les zones de baignade surveillées ainsi que les drapeaux rectangulaires reprenant les niveaux de risques du plan d'eau, il conviendra de mettre à jour les panneaux en modifiant les flammes triangulaires en flammes rectangulaire.

- Les numéro d'urgence des secours pourraient être mentionnés sur les panneaux signalant la fin de la zone surveillée.
- Il conviendrait également de supprimer les notions de « douche » sur l'ensemble des panneaux

## 3.3. Totem « enfants perdus »

Le dispositif « bracelet coloré » pourrait être doublé par la mise en place de totems colorés et imagé permettant aux enfants (comme aux parents) de pouvoir plus facilement se repérer et être repéré sur la plage.



Figure 13 : Exemple de totem - Commune de Leucate

## 3.4. Plan de balisage

La mise à jour du plan de balisage contraindra la commune à mettre à jour la panneautique associée sur le terrain.





## **4.ANNEXE**





4.1. Arrêté préfectoral n°091/2022 règlementant la navigation le mouillage des navires, la plongée sous-marine et la pratique des sports nautiques de vitesse dans la bande littorale des 300m





Liberté Égalité Fraternité Préfecture maritime de la Méditerranée Division « action de l'Etat en mer »

> Toulon, le 27 avril 2022 N° 091/2022

#### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

réglementant la navigation, le mouillage des navires, la plongée sous-marine et la pratique des sports nautiques de vitesse dans la bande littorale des 300 mètres bordant la commune d'Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales)

ANNEXES : quatre annexes.

T. ABROGÉ : arrêté préfectoral n° 35/2021 du 12 mars 2021.

Le préfet Maritime de la Méditerranée,

Vu le code des transports et notamment ses articles L. 5242-2 et L. 5243-6 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2213-23;

Vu le code pénal et notamment ses articles 131-13 et R. 610-5 ;

Vu le décret n° 2004-112 du 06 février 2004 modifié relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer ;

Vu le décret n° 2007-1167 du 02 août 2007 modifié relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur ;

Vu le décret n° 2016-1108 du 11 août 2016 portant création de recueils d'actes administratifs des préfectures maritimes sous forme électronique ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 1991 relatif au balisage et à la signalisation de la bande littorale maritime des 300 mètres ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 19/2018 du 14 mars 2018 modifié réglementant la navigation et la pratique de la plongée sous-marine le long du littoral des côtes françaises de Méditerranée ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 221/2020 du 05 novembre 2020 réglementant le mouillage et l'arrêt des navires de 24 mètres et plus au droit du département des Pyrénées-Orientales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 240/2021 du 1er septembre 2021 portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté municipal du 06 avril 2022 du maire de la commune d'Argelès-sur-Mer;

Vu l'avis de la commission nautique locale du 19 janvier 2022.

Considérant qu'en application de l'arrêté préfectoral n° 221/2020 du 05 novembre 2020 susvisé, le mouillage des navires de longueur supérieure ou égale à 24 mètres est interdit en permanence dans la bande littorale des 300 mètres de la commune d'Argelès-sur-Mer;

Considérant qu'il appartient au maire de réglementer la baignade et les activités nautiques pratiquées à partir du rivage avec des engins de plage et des engins non immatriculés jusqu'à la limite des 300 mètres à compter de la limite des eaux en application des dispositions de l'article L.2213-23 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant qu'il appartient donc au préfet Maritime de réglementer, dans la bande littorale des 300 mètres, la navigation et le mouillage de navires, embarcations et engins immatriculés et la pratique de la plongée sous-marine ainsi que les activités nautiques pratiquées depuis le large avec des engins non immatriculés.

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales.

Arrête:

#### Article 1er

Dans le dispositif du plan de balisage des plages de la commune d'Argelès-sur-Mer (cf. annexe I), sont créés :

- **1.1. Un chenal d'accès au rivage, chenal A,** réservé aux navires, embarcations et engins immatriculés motorisés ou à moteur ainsi qu'aux véhicules nautiques à moteur (VNM), de 25 mètres de largeur et 300 mètres de longueur, situé face au poste de secours n° 1 (cf. annexe II).
- 1.2. Deux chenaux réservés aux sports nautiques de vitesse :
- chenal B de 50 mètres de largeur et 300 mètres de longueur situé face au poste de secours n° 2 (cf. annexe II);
- **chenal D** de 50 mètres de largeur et 300 mètres de longueur situé face au poste de secours n° 5 (cf. annexe IV). Dans ce chenal, la navigation des véhicules nautiques à moteur (VNM) est autorisée.
- **1.3.** Un chenal C réservé aux embarcations de secours de 25 mètres de largeur et 300 mètres de longueur, situé face au poste de secours n° 4 (cf. annexes III et IV).
- **1.4.** Deux zones de mouillage propre (ZMP) de 15 mètres de largeur et de 50 mètres de profondeur à partir du rivage et contigües respectivement, au Sud du chenal B, et au Nord, du chenal D (cf. annexes II et IV).

#### Article 2

Les chenaux définis à l'article 1<sup>er</sup>, qui ne peuvent être empruntés que par l'une des extrémités, sont destinés au transit et ne doivent pas être utilisés comme zones d'évolution.

A l'intérieur de ces chenaux, la navigation doit s'effectuer de manière directe et continue. Le stationnement et le mouillage y sont interdits.

Dans le chenal d'accès au rivage, la vitesse est limitée à 5 nœuds.

Dans les chenaux de sports nautiques de vitesse, qui ne peuvent être utilisés que s'ils sont dégagés et libres de tout obstacle, la limitation de vitesse à 5 nœuds ne s'applique pas aux navires tracteurs dans le cadre de la pratique des sports nautiques tractés.

Les ZMP définies à l'article 1<sup>er</sup> sont réservées aux embarcations et engins immatriculés, ainsi qu'aux navires conformes aux normes édictées pour la prévention des rejets en mer, en application des dispositions insérées à l'annexe I du livre ler de la cinquième partie réglementaire du code des transports. Ces navires doivent effectivement être équipés de réservoirs fixes ou mis en place à titre temporaire pour recevoir les déchets organiques. Seul le mouillage sur ancre est autorisé.

Les VNM ne sont autorisés que dans la ZMP adjacente au chenal D.

L'accès à ces ZMP ne peut s'effectuer que par le chenal adjacent.

A l'intérieur de ces zones, la navigation limitée à 5 nœuds, doit se restreindre à ce qui est strictement nécessaire pour prendre ou quitter un mouillage.

La pratique de la plongée sous-marine est interdite dans les chenaux et les ZMP.

#### Article 3

La navigation des véhicules nautiques à moteur (VNM) est interdite dans la bande littorale balisée des 300 mètres, à l'exception des chenaux A et D (ainsi que dans la ZMP adjacente à ce dernier chenal) définis à l'article 1<sup>er</sup>, qui doivent être empruntés à une vitesse limitée à 5 nœuds.

#### Article 4

Dans les zones créées par l'arrêté municipal susvisé, la navigation et le mouillage des navires, embarcations et engins immatriculés (y compris des VNM), ainsi que la plongée sous-marine sont interdits.

En ce qui concerne les zones n° 10 et n° 11, ces interdictions s'appliquent à l'extérieur des limites administratives du port.

L'interdiction de navigation ne s'applique pas aux embarcations des écoles de voile, dans le cadre exclusif de leur activité opérationnelle, dans les zones réservées aux planches à voile et aux dériveurs légers n° 1, n° 5, n° 9 et n° 12 créées par l'arrêté municipal susvisé.

Les planches à voile, dériveurs et catamarans légers venant du large sont autorisés, pour rejoindre le rivage, à transiter par les zones précitées.

#### Article 5

Les interdictions et restrictions édictées par le présent arrêté ne s'appliquent pas, en situation opérationnelle, aux navires et embarcations à moteur chargés du secours, de la surveillance ou de la police du plan d'eau.

#### Article 6

Le balisage des chenaux et des zones définis à l'article 1<sup>er</sup> sera réalisé conformément aux spécifications techniques de l'arrêté ministériel du 27 mars 1991 susvisé et aux directives du service des phares et balises.

Les ancrages des bouées de balisage devront être adaptés à la nature des fonds marins.

L'amarrage des navires et embarcations est interdit sur les bouées de balisage.

Les dispositions du présent arrêté sont opposables lorsque le balisage correspondant est en place.

#### Article 7

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral n° 35/2021 du 12 mars 2021.

#### Article 8

Les infractions au présent arrêté exposent leurs auteurs aux poursuites et aux peines prévues par les articles 131-13 et R. 610-5 du code pénal, par les articles L. 5242-2 et L. 5243-6 du code des transports, ainsi que par les articles 6 et 7 du décret n° 2007-1167 du 02 août 2007 susvisés.

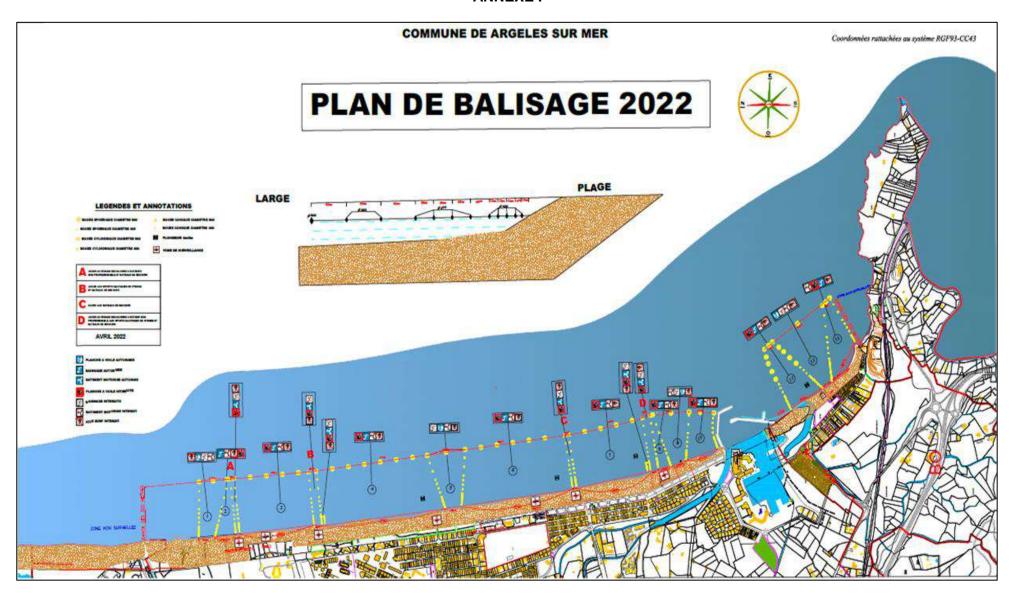
#### Article 9

Le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales, les officiers et agents habilités en matière de police de la navigation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture maritime de la Méditerranée.

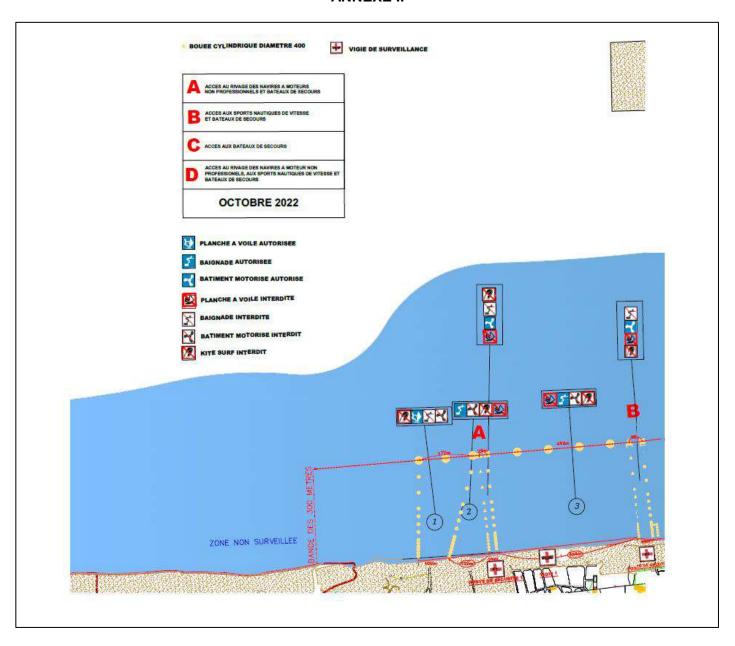
Pour le préfet Maritime de la Méditerranée et par délégation, le commissaire général Thierry Duchesne adjoint au préfet Maritime, chargé de l'action de l'Etat en mer,

Original signé

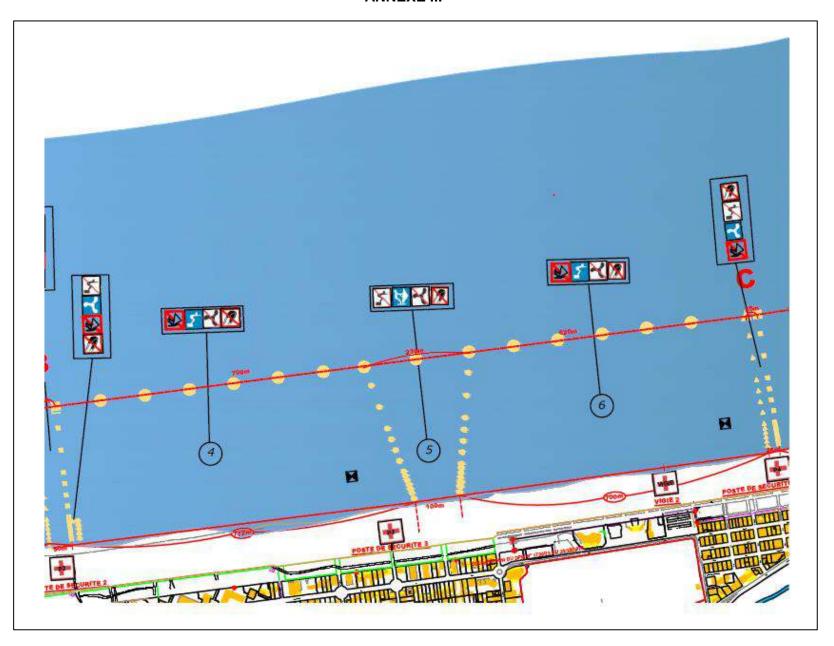
#### **ANNEXE I**



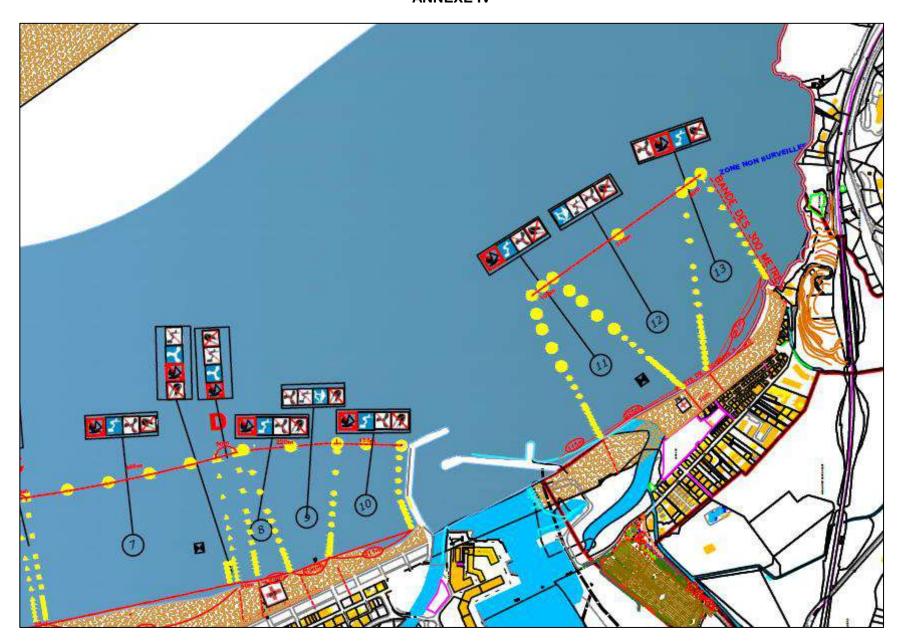
#### **ANNEXE II**



### **ANNEXE III**



#### **ANNEXE IV**



#### LISTE DE DIFFUSION

## **DESTINATAIRES**

- M. le préfet des Pyrénées-Orientales
- M. le maire d'Argelès-sur-Mer
- DDTM/DML 66-11
- SHOM

## **COPIES**

- PREMAR MED/AEM/PADEM/RM
- Archives

#### 06/04/22 1A 2022

#### DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES

#### COMMUNE D'ARGELES SUR MER

ARRETE PORTANT REGLEMENTATION DU PLAN DE BALISAGE POUR LES BAIGNADES ET LES ACTIVITES NAUTIQUES PRATIQUEES DANS LA BANDE LITTORALE DES 300 METRES AVEC DES ENGINS DE PLAGE ET DES ENGINS NAUTIQUES NON IMMATRICULES.

#### LE MAIRE DE LA COMMUNE D'ARGELES SUR MER,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2213-23;

VU le code pénal et notamment ses articles 131-13 et R.610-5;

VU l'arrêté ministériel du 27 mars 1991 relatif au balisage et à la signalisation de la bande littorale des 300 mètres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 019/2018 du 14 mars 2018 modifié réglementant la navigation et la pratique de la plongée sous-marine le long du littoral des côtes françaises de Méditerranée;

VU l'avis de la Commission Nautique Locale du 19 janvier 2022.

#### ARRETE

#### ARTICLE 1: DEFINITION GENERALE DE LA ZONE REGLEMENTEE

Les zones réglementées sont implantées à partir du littoral du territoire de la Commune d'Argelès-sur-Mer à une distance de 300 mètres environ du rivage.

#### DELIMITATION:

- au Nord par l'embouchure de la Riberette, au droit de la borne N° 5 du D. P. M.
- au Sud par la borne N° 20 délimitant le D. P. M.

Du Nord au Sud de la zone réglementée s'étend :

- AU RIVAGE sur une longueur de 4 587 mètres environ,
- EN MER, à la limite des 300 mètres du rivage, sur une longueur de 4 316 mètres environ, les extrémités du balisage étant perpendiculaires au rivage.

#### 06/04/22 2A 2022

#### ARTICLE 2: ZONAGE ET DELIMITATION

Les zones surveillées de la plage sont délimitées comme il est dit ci-dessous :

Sur l'ensemble balisé il est établi 13 zones différentes.

- 9 zones réservées à la baignade et aux engins de plage sans moteur numérotées du Nord au Sud : 2 - 3 - 4 - 6 - 7 - 8 - 10 - 11 - 13.

- 4 zones réservées aux planches à voile et dériveurs légers numérotées du Nord au Sud : 1 - 5 - 9 - 12.

#### ZONE 1:

Etablie à l'extrémité Nord de la zone réglementée, en fin de zone surveillée qui est implantée au droit de la borne DPM  $\mathbf{n}^\circ$  5 et la zone 2. Cette zone a une largeur de 100 mètres au rivage et une largeur 177 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée aux planches à voile, aux dériveurs légers et catamarans légers. Elle est interdite à toutes autres activités.

#### ZONE 2:

Etablie entre la zone 1 et le chenal A. Cette zone a une largeur de 132 mètres au rivage et une largeur « nulle » à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée à la baignade et aux engins de plage sans moteur. Elle est interdite aux autres activités.

#### ZONE 3:

Etablie entre le chenal **A** et le chenal **B**. Cette zone a une largeur de **464** mètres au rivage et une largeur de **462** mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Elle est strictement réservée à la baignade et aux engins de plage sans moteur. Elle est interdite aux autres activités.

#### ZONE 4:

Etablie entre la zone de mouillage adjacente au chenal B, le chenal B et la zone 5. Cette zone a une largeur de 772 mètres au rivage et une largeur de 700 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée à la baignade, aux engins de plage sans moteur. Elle est interdite aux autres activités.

#### ZONE 5:

Etablie entre la zone 4 et la zone 6. Cette zone a une largeur de 100 mètres au rivage et une largeur de 239 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée aux planches à voile, aux dériveurs légers et catamarans légers. Elle est interdite à toutes autres activités.

#### ZONE 6:

Etablie entre la zone 5 et le chenal C. Cette zone a une largeur de 700 mètres au rivage et une largeur de 620 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée à la baignade et aux engins de plage sans moteur. Elle est interdite aux autres activités.

REÇU EN PREFECTURE

le 12/04/2022

#### 06/04/22 3A 2022

#### ZONE 7:

Etablie entre le chenal C, le chenal D et la zone de mouillage adjacente au chenal D. Cette zone a une largeur de 469 mètres au rivage et une largeur de 466 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée à la baignade et aux engins de plage sans moteur. Elle est interdite aux autres activités.

#### ZONE 8:

Etablie entre le chenal D et la zone 9. Cette zone a une largeur de 80 mètres au rivage et une largeur nulle à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée à la baignade et aux engins de plage sans moteur. Elle est interdite aux autres activités.

#### ZONE 9:

Etablie entre la zone 8 et la zone 10. Cette zone a une largeur de 100 mètres au rivage et une largeur de 220 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée aux planches à voile, aux dériveurs légers et catamarans légers. Elle est interdite à toutes autres activités.

#### ZONE 10:

Etablie entre la zone 9 et la digue nord du port, en dehors des limites administratives portuaires. Cette zone a une largeur de 211 mètres au rivage et de 155 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée à la baignade et aux engins de plage sans moteur. Elle est interdite aux autres activités.

#### ZONE 11:

Au sud du port, établie au nord de la zone 12. Cette zone a la forme d'un trapèze. Elle a une largeur de 225 mètres au rivage et une largeur de 105 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée à la baignade et aux engins de plage sans moteur. Elle est interdite aux autres activités.

#### ZONE 12:

Etablie entre la zone 11 et la zone 13. Cette zone a une largeur de 70 mètres au rivage et une largeur de 325 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée aux planches à voile, aux dériveurs légers et catamarans légers. Elle est interdite à toutes autres activités,

#### **ZONE 13:**

Etablie entre la zone 12 et la ligne de bouées marquant la fin du balisage de la zone surveillée qui est implantée au droit de la borne DPM N° 20 et sensiblement perpendiculaire au rivage. Cette zone a une largeur de 287 mètres au rivage et une largeur de 59 mètres à la limite de la bande littorale des 300 mètres. Cette zone est strictement réservée à la baignade et aux engins de plage sans moteur. Elle est interdite aux autres activités.

#### 06/04/22 4A 2022

#### **ARTICLE 3: ZONES NON REGLEMENTEES**

Hors des zones précisées dans le présent arrêté et des périodes définies dans l'arrêté municipal annuel, les baignades et activités nautiques sont pratiquées aux risques et périls des intéressés.

#### ARTICLE 4:

A l'intérieur des zones et chenaux créés par arrêté préfectoral, la baignade, la navigation et le mouillage des engins de plage et des engins non immatriculés sont interdits.

#### **ARTICLE 5: ZONES REGLEMENTEES**

Le balisage des zones réglementées, tel que défini aux articles 2 et 3 ci-dessus, sera mis en place suivant les règles en vigueur, durant la période fixée par l'arrêté municipal annuel, conformément au plan annexé au présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables lorsque le balisage correspondant est en place.

#### ARTICLE 6:

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté municipal du 27 janvier 2021.

#### **ARTICLE 7**: INFORMATION DU PUBLIC

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie et sur les lieux où se pratiquent les activités nautiques réglementées.

#### **ARTICLE 8: EXECUTION**

Le Directeur Général des Services de la Mairie, la Police Municipale, tous les agents des forces de Police et de Gendarmerie, ainsi que les surveillants habilités, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Argelès-sur-Mer, le 6 avril 2022.

Le Maire,

Antoine PARRA



4.2. Norme Afnor Spec X50-001 et décret n° 2022-105 du 31 janvier 2022 pour la signalétique des plages



## **AFNOR SPEC X50-001**

[JUIN 2020]



Zones de baignade Signalétique des
zones de baignade
publiques et
d'activités aquatiques
et nautiques





## **Sommaire**

Avan	t-pro	oos	3		
	1. Do	omaine d'application	5		
	2. Ré	éférences normatives	5		
	3. Te	ermes et définitions	5		
	4. Si	gnalétique	<i>€</i>		
	4.1.1.	Drapeaux de conditions de baignade  Dispositifs principaux  Dispositifs complémentaires	<del>(</del>		
	4.2.	Zones de baignade surveillées	9		
	4.3.	Zones de pratiques aquatiques et nautiques	9		
	4.4.	Signalétiques complémentaires pour l'organisation des espaces	. 10		
	5. O	rganisation des postes de secours	.11		
	5.1.	Signalétique des postes de secours	. 11		
	5.2.	Panneaux d'informations des postes de secours	. 11		
	5.3.	Code vestimentaire des sauveteurs	. 11		
ANN	EXE A		. 13		
	Tradi	uction des messages associés au niveau de risque	. 13		
ANN	EXE B.		. 14		
	Exem	ple de signalétique pour l'organisation des espaces	. 14		
ANN	EXE C.		. 15		
	Exem	ples de signalétique des postes de secours	. 15		
	C.1 Exemples de signalétique des postes de secours1				
	C.2 E	xemple de panneaux d'informations des postes de secours	. 16		
Riblia	ngranl	hie	18		

## **Avant-propos**

Un état des lieux de la signalétique présente dans les zones de baignades et son organisation en France a été proposé à l'initiative du Ministère des Sports, dans le cadre du « Plan d'aisance aquatique », lancé par la ministre des sports.

Sur le plan réglementaire en France, le décret n°62-13 du 8 janvier 1962 relatif au matériel de signalisation utilisé sur les plages (flammes de couleurs) est en vigueur. Il existe sur le plan international une norme ISO 20712 « Signaux de sécurité relatifs à l'eau et drapeaux de sécurité pour les plages » en 3 parties, cependant non reprise dans la collection nationale des normes AFNOR (et contraire aux dispositions du Décret national susmentionné).

La Direction des sports a sollicité l'AFNOR pour réaliser un état de l'art élargie à la thématique des signalétiques de toutes les zones de baignades (littoraux et eaux intérieures). L'objectif souhaité est de faire évoluer le contexte réglementaire et normatif autour des enjeux identifiés : sécurité des utilisateurs, construction d'une démarche collective... .

L'acceptation auprès des acteurs du secteur a été vérifiée lors d'une première phase d'entretien. Ils ont été interrogés sur leur organisation actuelle vis-à-vis des outils mis à disposition. Ensuite, les éléments ont été compilés et analysés avec les représentants du Ministère des Sports, pour organiser le développement de la solution retenue : rédaction d'un référentiel AFNOR SPEC.

La rédaction de ce projet a été **réalisé et soutenu par un panel d'organismes publics, associations nationales et entreprises** représentants le secteur.

Les différents temps d'échanges avec ces ont permis d'identifier les priorités du document : état et limites de la zone de baignade, harmonisation du cadre sur le plan national.

Plusieurs axes de travail ont été retenus pour la rédaction du projet :

- Définition d'une signalétique harmonisée pour les baigneurs et les autres pratiques nautiques;
- Evolution en parallèle de la réglementation en conservant les 3 couleurs pour les conditions ;
- Reprise d'éléments de référence issus de la norme ISO pour redéfinir la zone de baignade;
- Amélioration de la signalétique hors zone pour définir quelles activités sont couvertes et simplifier l'information.

Le Ministère des Sports remercie vivement les personnes qui se sont mobilisées dans le cadre de ces travaux. Elles ont permis la rédaction du référentiel AFNOR SPEC sous deux semaines, donnant ainsi une direction positive de sortie de crise et permettant d'identifier les processus pour savoir quoi, comment et à quelle échéance les mettre en place.

## AFNOR SPEC X50-001

Participants			Fonction, Organisme
М	Sébastien	BORREL	Ministère des Sports
MME	Isabelle	BUNEL	Ministère des Sports
M	Lewis	CALMETTES	Association Nationale des Élus en charge du Sport (ANDES)
M	Jacques	CATHELINEAU	Fédération Française de Voile (FFVoile)
M	Matthieu	CHEVALLIER	Météo France
MME	Elise	COUTURIER	GIP Littoral Aquitain
MME	Isabel	DEL REAL	Secrétariat Général de la Mer (SGMer)
M	Denis	FOEHREL	Fédération Nationale des Métiers de la Natation et du Sport (FNMNS)
MME	Muriel	GRISOT	Sous-direction du Tourisme (DGE)
M	Arnaud	KURZENNE	Société nationale de sauvetage en mer (SNSM)
M	Yves	LACRAMPE	Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme (FFSS)
MME	Christine	LAIR	Association Nationale des Elus du Littoral (ANEL)
MME	Frédérique	LALLOUETTE	Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC)
M	Fabrice	LEVET	Ecole Nationale de Voile et des Sports Nautiques ENVSN
M	Christophe	LINO	Système National d'Observation de la Sécurité des Activités Nautiques (SNOSAN)
M	Xavier	NICOLAS	Direction des Affaires Maritimes (DAM)
M	Michel	PLATEAU	Fédération Française de Surf (FFSurf)
M	Guillaume	TURPIN	Société nationale de sauvetage en mer (SNSM)
MME	Anaïs	WALTER	Ministère des Sports

## 1. Domaine d'application

Le présent document spécifie les recommandations pour la signalétique des zones de baignade publiques et de pratiques aquatiques et nautiques, spécialement aménagées dans les eaux littorales et intérieures. Il définit les informations et messages associés à la signalétique pour les baigneurs et les autres pratiques aquatiques et nautiques (surf, kite-board...).

Il précise également la signalétique du poste de secours et des couleurs de l'uniforme du personnel de surveillance présent.

## 2. Références normatives

Les documents de référence suivants sont indispensables pour l'application du présent document. Pour les références datées, seule l'édition citée s'applique. Pour les références non datées, la dernière édition du document de référence s'applique (y compris les éventuels amendements).

ISO 20712-2 : 2007, Signaux de sécurité relatifs à l'eau et drapeaux de sécurité pour les plages -- Partie 2 : Spécifications des drapeaux de sécurité pour les plages -- Couleur, forme, signification et performance

ISO 20712-3 : 2014, Signaux de sécurité relatifs à l'eau et drapeaux de sécurité pour les plages — Partie 3: Lignes directrices pour l'utilisation

## 3. Termes et définitions

Pour les besoins du présent document, les termes et définitions suivants s'appliquent.

#### 3.1

#### drapeaux

outil d'information présent sur la zone de baignade publique et/ou des pratiques aquatiques et nautiques, de forme rectangulaire et d'une couleur correspondant au message associé.

#### 3.2

#### flamme

outil d'information présent sur la zone de baignade publique et/ou des pratiques aquatiques et nautiques, de forme triangulaire et d'une couleur correspondant au message associé.

#### 3.3

#### zones de baignade publiques

emplacement où le public peut se baigner à ses risques et périls

#### 3.4

#### zones de baignade surveillées

emplacement aménagé qui fait l'objet de dispositions particulières destinées à assurer la sécurité des baigneurs

#### 3.5

#### zones de baignade interdite

emplacement dangereux où il est interdit de se baigner

NOTE : une baïne ou bache peut faire l'objet d'une interdiction temporaire

#### **AFNOR SPEC X50-001**

#### 3.6

#### pratiques aquatiques et nautiques

ensemble des activités de loisirs hors baignade (longe-côte, engin flottant, plongée...)

#### 3.7

#### eaux littorales

concerne les zones côtières dépendants du littoral français et des DOM-TOM où la baignade et la pratique d'activités peuvent être autorisées

#### 3.8

#### eaux intérieures

concerne les fleuves, rivières, cours d'eau et étendues d'eau fermées où la baignade et la pratique d'activités peuvent être autorisées

## 4. Signalétique

#### 4.1. Drapeaux de conditions de baignade

#### 4.1.1. Dispositifs principaux

Ces dispositifs doivent être hissés sur un mât, et visibles jusqu'aux points les plus éloignés de la zone de baignade surveillée.

Les informations associées doivent être affichées sur un support physique, de manière claire et lisible, facilement accessible au public avant l'accès à la zone de baignade et à proximité du poste de secours. La signalétique peut être installée de manière temporaire.

Les dimensions des drapeaux doivent être au minimum 1250mm de haut par 1500mm de large (ratio de 166, 67%).

Niveau de risque associé	Couleur associée	Code couleur	Description des conditions	Message associé
Fort		C 0% M 100% J 100% N 0%	Conditions très défavorables dues aux vagues, remous, courants forts ou instabilités climatiques telles que: orage, siroco, brume (visibilité dégradée), crue	Baignade interdite
Limité ou marqué		C 0% M 0% J 100% N 0%	Vagues et/ou courants modérés (baïnes ou bâches en mouvement), écart de température important entre l'eau et l'air	Baignade surveillée avec danger limité ou marqué Information auprès du poste de secours
Faible		C 70% M 0% J 95% N 0%	Eau calme	Baignade surveillée sans danger apparent

Tableau 1 — Couleurs et messages associés aux niveaux de risques pour les conditions de baignade

A minima, les messages associés doivent être traduit en Anglais (voir Annexe A).

Les informations peuvent être diffusées et/ou affichées en complément sur d'autres supports :

- Numérique : site Internet, réseaux sociaux, application smartphone ;
- Electronique : écrans, panneaux lumineux ;
- Affichage et panneaux classiques non-numériques et non-électroniques ;
- Autres....

L'absence de ces drapeaux signifie que la baignade n'est pas surveillée.

#### 4.1.2. Dispositifs complémentaires

Les dispositifs complémentaires sont utilisés dans les cas d'un danger ponctuel ou lié à des conditions particulières. La signalétique peut être installée de manière temporaire.

Ces dispositifs doivent être associés à l'un des dispositifs principaux en 4.1.1, lorsque la surveillance est effective et peut-être maintenue de façon isolée en raison de la persistance du risque. Il doit être visible depuis les points les plus éloignés de la zone de baignade.

NOTE : il peut être hissé sur le même mat que le dispositif principal (en dessous du drapeau de condition de baignade) ou sur un second support.

Couleur associée	Code couleur	Message associé
	C 33%	pollution, présence d'espèces aquatiques
	M 100%	dangereuses, zone marine et sous-marine protégées (faune aquatique, récifs)
	J 0%	(laurie aquatique, recirs)
	N 40%	
	C 0%	conditions défavorables de vent pour certains
	M 46%	équipements nautiques (ex : gonflables)
	J 93%	
	N 7%	

Tableau 2 — Couleurs et messages associés aux dispositifs complémentaires

Les dimensions des drapeaux doivent être au minimum 750mm de haut par 900mm de large (ratio de 166, 67%).

Les dimensions des manches à air doivent être au minimum de 1500mm de longueur, de 500mm au diamètre d'entrée et de 250mm pour celui de sortie. Le ratio entre le diamètre d'entrée, le diamètre de sortie et la longueur est de 2:1:6.

Face à un danger temporaire, la signalétique ci-contre peut être utilisée pour indiquer l'interdiction de la baignade (hors zone surveillée), liée par exemple à l'apparition de baïnes, zone de fond rocheuse... . La signalétique est mise en place au niveau de la zone de danger et retirée une fois le danger écarté.

Partie de la signalétique	Couleur associée	Code couleur	Message associé
Flamme	Rouge	C 0%	
		M 94%	
		J 94%	
		N 0%	Interdiction temporaire
	Rouge barré sur fond blanc +	C 0%	de la baignade
	pictogramme	M 94%	
		J 94%	
	Exemple : baignade interdite	N 0%	

Tableau 3 — Couleurs et message associés à la signalétique de "danger temporaire"

Les dimensions de la flamme doivent être au minimum 750mm de haut par 900mm de large (ratio de 166, 67%).

La hauteur h doit être de 450mm minimum.

#### 4.2. Zones de baignade surveillées

La zone de baignade surveillée doit être délimitée entre deux drapeaux identiques et associés à une indication fléchée sur le sens de la zone couverte.

Les dimensions des drapeaux doivent être au minimum 750mm de haut par 900mm de large (ratio de 166, 67%).

L'indication fléchée doit être affichée sous le drapeau, avec un symbole bleu sur fond blanc, de dimensions minimales de 100mm de haut et 300mm de large.

La signalétique doit être visible en tout point depuis le poste de secours ou les postes relais (mirador...). La hauteur minimale du drapeau (depuis la partie basse) sur le mat ou poteau doit être de 2m.

Le drapeau doit être orienté à l'horizontal, avec la bande rouge en haut.

Partie de la	Couleur associée	Code couleur	Message associé
signalétique			
Drapeaux		C 0%	Zone de baignade surveillée
		M 94%	pendant les horaires
		J 94%	d'ouverture du poste de
		N 0%	surveillance
		C 0%	
		M 0%	
		J 100%	
		N 0%	
Indication fléchée	<b>→</b>		Limite de la zone

Tableau 4 — Couleurs et messages associés aux zones de baignade surveillées

Dans le cas de zones très étendues, des drapeaux répétiteurs sans indication fléchée peuvent être utilisés.

#### 4.3. Zones de pratiques aquatiques et nautiques

A proximité des zones de baignade surveillées, la zone de pratiques aquatiques et/ou nautiques doit être signalée avec un drapeau. La signalétique peut être installée de manière temporaire.

Cette zone peut être délimitée entre deux signalétiques, en fonction des décisions prises localement (ex : indication fléchée...).

Les dimensions des drapeaux doivent être au minimum 750mm de haut par 900mm de large (ratio de 166, 67%).

La hauteur minimale du drapeau (depuis la partie basse) sur le mat ou poteau doit être de 2m.

Partie de la signalétique	Couleur associée	Code couleur	Message associé
Drapeau		C 0% M 0% J 0% N 0% C 0% M 0% J 0%	Zone de pratiques aquatiques et nautiques.
		N 100%	

Tableau 5 — Couleurs et messages associés aux zones de pratiques aquatiques et nautiques

### 4.4. Signalétiques complémentaires pour l'organisation des espaces

D'autres signalétiques peuvent être utilisées pour informer le public de situations ou zones dédiées, installée(s) de manière temporaire ou permanente.

La hauteur h doit être de 450mm minimum.

Pour les interdictions, un texte justificatif doit être ajouté à la signalétique. Les messages associés doivent être traduits en anglais.

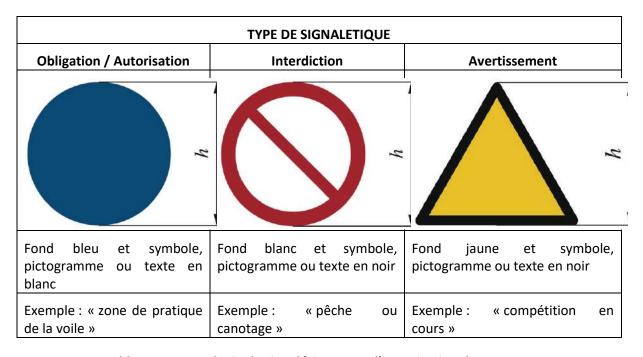


Tableau 6 — Typologie de signalétique pour l'organisation des espaces

NOTE: Pour les zones de baignade non surveillée, des exemples sont disponibles en Annexe B.

## 5. Organisation des postes de secours

#### 5.1. Signalétique des postes de secours

Le(s) poste(s) de secours doit avoir un bandeau double rouge et jaune sur l'extérieur, sur le tour complet de la structure.

L'inscription « Sauveteurs – Lifeguard » doit figurer sur la partie jaune du bandeau, écrite en lettres majuscules noires.

Chaque bande de couleur doit faire au minimum 200mm de largeur.

NOTE: des exemples sont disponibles en Annexe C.

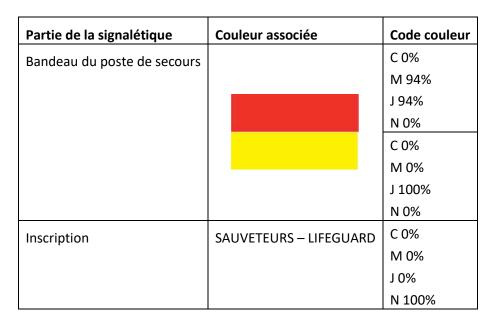


Tableau 7 — Couleur de la signalétique des postes de secours

### 5.2. Panneaux d'informations des postes de secours

Des panneaux d'informations sur la signalétique mise en place, telle que décrite en clause 4, doivent être affichées au niveau du(des) poste(s) de secours.

Ils doivent comporter à minima les informations suivantes :

- Pictogramme de la signalétique
- Message associé au pictogramme

Un bandeau rouge et jaune doit être utilisé sur le cadre des panneaux d'information.

#### 5.3. Code vestimentaire des sauveteurs

Le personnel de surveillance devra porter une tenue clairement identifiable et précisant la qualité de sauveteur (voir exemple ci-dessous).

Ces vêtements devront être distinguables de toute autre catégorie de personnel non affecté à la surveillance de la baignade.

#### **AFNOR SPEC X50-001**

Cette identification sera placée sur le vêtement en face avant "côté cœur" et sur l'arrière dans le dos parfaitement visible.

Côté cœur l'identification peut faire référence à l'institution de rattachement. (ex : SDIS – SNSM- FFSS – Ville de .... – FNMNS, CRS,..., etc.).

Sur l'arrière doit apparaitre la mention SAUVETEUR - LIFEGUARD

Les couleurs dominantes seront le jaune pour la partie haute (tee-shirt), et le rouge pour la partie basse (short)

Les inscriptions dans le dos seront de taille minimale de 3,5 cm hauteur et 2cm largeur.

L'adjonction d'autres coloris pourra se faire uniquement côté cœur pour l'identification de l'institution.

Un panachage avec le rouge peut être effectué sur la partie haute de la tenue, le jaune devant toujours rester dominant. (Tee-shirt Lycra, veste)

Couvre-chef: casquette ou bob rouge avec inscription en jaune.



Exemple de tenue (avant, arrière et short)

## **ANNEXE A**

## Traduction des messages associés au niveau de risque

Niveau de risque associé	Description des conditions	Message associé	Traduction en anglais									
FORT	Conditions très défavorables dues aux vagues, remous, courants ou instabilités climatiques telles que : orage, siroco, brume (visibilité dégradée), crue	Baignade interdite	HIGH	Highly unfavourable conditions due to waves, eddies, streams or climatic instabilities such as: thunderstorm, siroco, fog (low visibility), floods	Prohibited swimming							
MARQUE	Vagues et/ou courants forts (baïnes ou bâches en mouvement) écart de température important entre l'eau et l'air		SIGNIFICANT	Waves >1m and/or strong currents (baïnes or moving tilt), significant temperature difference between water and air	with moderated or							
FAIBLE	Eau calme	Baignade surveillée sans danger apparent	LOW	Calm water	Lifeguarded swimming without visible danger							

#### **ANNEXE B**

# Exemple de signalétique pour l'organisation des espaces



## **ANNEXE C**

## **Exemples de signalétique des postes de secours**

## **C.1** Exemples de signalétique des postes de secours





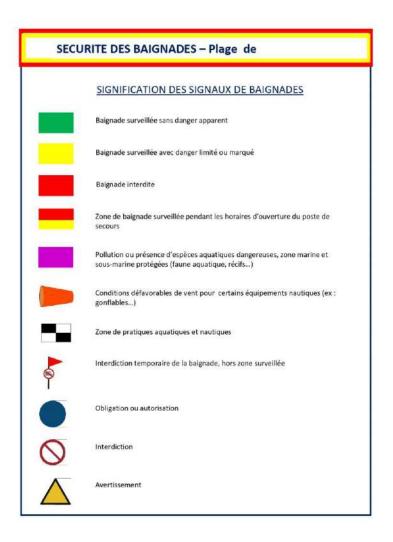






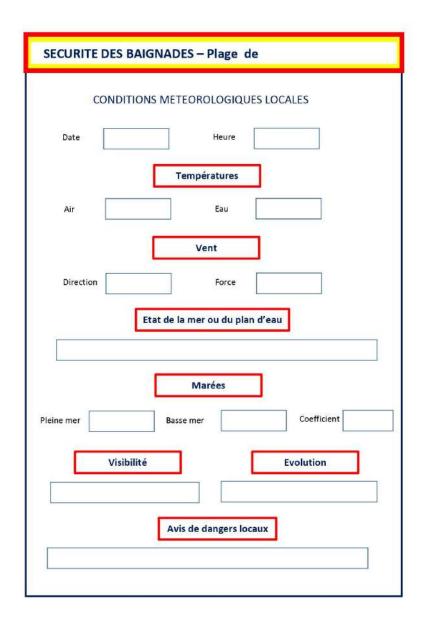
SAUVETEURS - LIFEGUARD

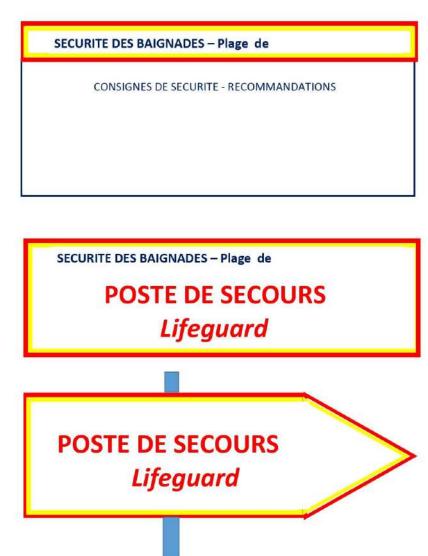
## C.2 Exemple de panneaux d'informations des postes de secours











## **Bibliographie**

- [1] **EN ISO 7010 (ancienne ISO 20712-1)** « Symboles graphiques Couleurs de sécurité et signaux de sécurité Signaux de sécurité enregistrés »
- [2] **ISO 13009** « Tourisme et services connexes Exigences et recommandations pour les opérations de plage »
- [3] Décret n°62-13 du 8 janvier 1962 relatif au matériel de signalisation utilise sur les plages et lieux de baignade
- [4] Arrêté du 27 mars 1991 relatif au balisage et à la signalisation de la bande littorale maritime des 300 mètres
- [5] Guide des loisirs nautiques en mer
- [6] GIP Littoral Carnet de bord "Accueil des plages" 06-19
- [7] International Life Saving Federation (ILS): https://Lifesaving Position Statements Position Statement 14 Flags
- [8] CR\_Commission\_Marine Conseil Supérieur de la Météorologie



Liberté Égalité Fraternité

## Décret n° 2022-105 du 31 janvier 2022 relatif au matériel de signalisation utilisé pour les baignades ouvertes gratuitement au public, aménagées et autorisées

NOR: SPOV2110569D

ELI: https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2022/1/31/SPOV2110569D/jo/texte Alias: https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2022/1/31/2022-105/jo/texte

JORF n°0027 du 2 février 2022

Texte n° 40

#### **Version initiale**

Publics concernés: nageurs sauveteurs, maitres-nageurs sauveteurs, collectivités territoriales, baigneurs, pratiquants.

Objet : améliorer la lisibilité de la signalétique utilisée sur les plages et lieux de baignade ouverte gratuitement au public, aménagée et autorisée.

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le 1er mars 2022 .

Notice : ce décret vise à améliorer la signalétique utilisée sur les plages et les lieux de baignade ouverts gratuitement au public, aménagés et autorisés. D'une part, il fixe le matériel devant être utilisé pour réglementer la baignade, et, d'autre part, il détermine les modalités de délimitation des zones de baignade. Il est complété par une signalétique qui figure dans une norme Afnor Spec X50-001.

Références : le code du sport, dans sa rédaction modifiée par le décret, peut être consulté sur le site Légifrance (https://www.legifrance.gouv.fr).

Le Premier ministre

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et du ministre de l'intérieur,

Vu le <u>code du sport</u>;

Vu l'avis rendu par le Conseil national d'évaluation des normes en date du 22 juin 2021,

Décrète:

#### Article 1

Après l'article D. 322-11 du code du sport est inséré un article D. 322-11-1 ainsi rédigé :

- « Art. D. 322-11-1.-Le matériel de signalisation utilisé pour les baignades ouvertes gratuitement au public, aménagées et autorisées, est constitué par :
- « 1° Un mât permettant de rendre visible les signaux en tout point de la zone de baignade ;
- « 2° Des signaux à hisser sur ce mât, à savoir :
- « a) Un drapeau rouge de forme rectangulaire d'une hauteur minimale de 1250 mm et d'une longueur minimale de 1500 mm ; ce signal hissé en haut du mât signifie " baignade interdite " ;
- « b) Un drapeau jaune, de même forme et de mêmes dimensions ; ce signal hissé en haut du mât signifie " baignade surveillée avec danger limité ou marqué " ; « c) Un drapeau vert, de même forme et de mêmes dimensions ; ce signal hissé en haut du mât signifie " baignade surveillée sans danger apparent ".
- « Ces drapeaux ne peuvent porter aucun symbole ou inscription. Le mât ne peut porter que des signaux relatifs aux conditions de baignade.
- « 3° Deux drapeaux identiques chacun fixés sur un mat ou un poteau à une hauteur minimale de 2 mètres, positionnés à proximité de l'eau et délimitant la zone de baignade surveillée. Ces drapeaux sont de forme rectangulaire d'une hauteur minimale de 750 mm et d'une longueur minimale de 900 mm. Ces drapeaux sont bicolores, composés de deux bandes horizontales de dimensions identiques : rouge en haut et jaune en bas.
- « 4° Des panneaux d'informations indiquant, de manière claire et lisible, le sens de la signalétique mentionnée aux 1° à 3° ainsi que l'emplacement des engins de sauvetage et du poste de secours. Ces panneaux, facilement accessible au public, sont situés sur le poste de secours et avant l'accès à la zone de baignade. »

#### Article 2

Le décret n° 62-13 du 8 janvier 1962 relatif au matériel de signalisation utilisé sur les plages et lieux de baignade est abrogé.

#### Article 3

Le présent décret entre en vigueur le 1er mars 2022.

#### Article 4

Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, le ministre de l'intérieur et la ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 31 janvier 2022.

Jean Castex

Par le Premier ministre :

La ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports, Roxana Maracineanu

Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, Jean-Michel Blanquer

Le ministre de l'intérieur,



#### **DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES**







## RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION DES PLAGES NATURELLES (2025 - 2034)

Ē.,	
Ĭ	
	<b>VOLET NATURA 2000 DE LA CONCESSION</b>
Ē	
Ŧ111	

MAITRE D'OUVRAGE : ARGELES-SUR-MER

ARGELES-SUR-MER LE:

**SIGNATURE:** 

Date(s)	Nature des modifications	Dessiné	Vérifié	Ind
Dec. 2023	V0 - Pour envoi commune	LR / LC	AF/DT	а
Janv. 2024	V1 - Dépôt pour instruction	LR / LC	AF/DT	b
Fev. 2024	V2 - Dépôt après instruction	LR / LC	AF/DT	С
Fev. 2024	V3 - Dépôt après instruction	LR / LC	AF/DT	d

7





BZ-10593



1 Bis Place des Alliés CS 50676 34537 BEZIERS CEDEX T. 04 67 09 26 10 F. 04 67 09 26 19 E. bet.34@gaxieu.fr

H:\Affaires\Argelès sur Mer\BZ-10593 Concession des plages\6-AVP\2-Plans\Cartouches

**GAXIEU.FR** 

## DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ORIENTALES COMMUNE D'ARGELÈS-SUR-MER



# RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION DES PLAGES NATURELLES (2025 -2034)

## **ÉVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000**

Réalisé par le service "Espaces Naturels" de la Commune, co-gestionnaire de la partie terrestre du site Natura 2000 "Embouchure du Tech et Grau de la Massane", depuis 2019, en partenariat avec le Parc Naturel Marin du Golfe du Lion (Office Français de la Biodiversité) - octobre 2023 - révision février 2024.
EIN_N2000_ETGM_renouvellement-concession-des-plages_Argelès-sur-Mer_février 2024 2

## **SOMMAIRE**

A) Cadre de l'étude	
1) Présentation	
2) Localisation des secteurs de plage	
B) État actuel des connaissances naturalistes	
1) Les plans d'actions du site Natura 2000 "ETGM"	6
2) Porter-à-connaissances	
a) Les habitats naturels d'intérêt communautaire	8
b) Les espèces patrimoniales : flore et faune	18
C) Évaluation des impacts	
1) Perte d'habitats naturels, d'espèces ou d'individus	
2) Dégradations et dérangements	28
D) Mesures d'évitement et de réduction des impacts	
1) Mise en défens de secteurs (M1)	
2) Adaptation des travaux (M2)	30
3) Suivi des travaux (M3)	30
E) Conclusions.	
F) Annexes	

#### A) Cadre de l'étude

#### 1) Présentation

Le projet de renouvellement des concessions de plage sur la commune d'Argelès-sur-Mer se trouve sur le Domaine Publique Maritime de l'État. Il est concerné par la présence du site mixte ("terre et mer") FR9101493 Natura 2000 intitulé "Embouchure du Tech et Grau de la Massane" (qu'on écrira selon l'abréviation suivante "ETGM") et pour une fine frange maritime au sud par le site FR9101482 "Posidonies de la côte des Albères" ainsi que des ZNIEFF <sup>1</sup> de type I, Mas Larrieu (n°910010849) au nord et Grau de la Massane (n°910010857) au sud pour la partie terrestre.

Cette notice présente donc les enjeux écologiques des secteurs concernés par ce projet, la justification et la description des travaux envisagés, ainsi que l'évaluation des incidences des travaux et les mesures proposées pour les éviter ou les réduire.

#### 2) Localisation des secteurs de plage

L'ensemble de la plage sableuse du territoire communal se trouve sur le site Natura 2000 "ETGM".

On y distinguera 6 secteurs suivants : Plage du Racou, Plage du Sud, Plage Centre, Plage des Pins, Plage du Tamariguer, Plage de la Marenda (cf carte 1).

La plage du Racou est concernée par la ZNIEFF "Grau de la Massane" tandis que la plage de la Marenda l'est pour la ZNIEFF "Mas Larrieu".

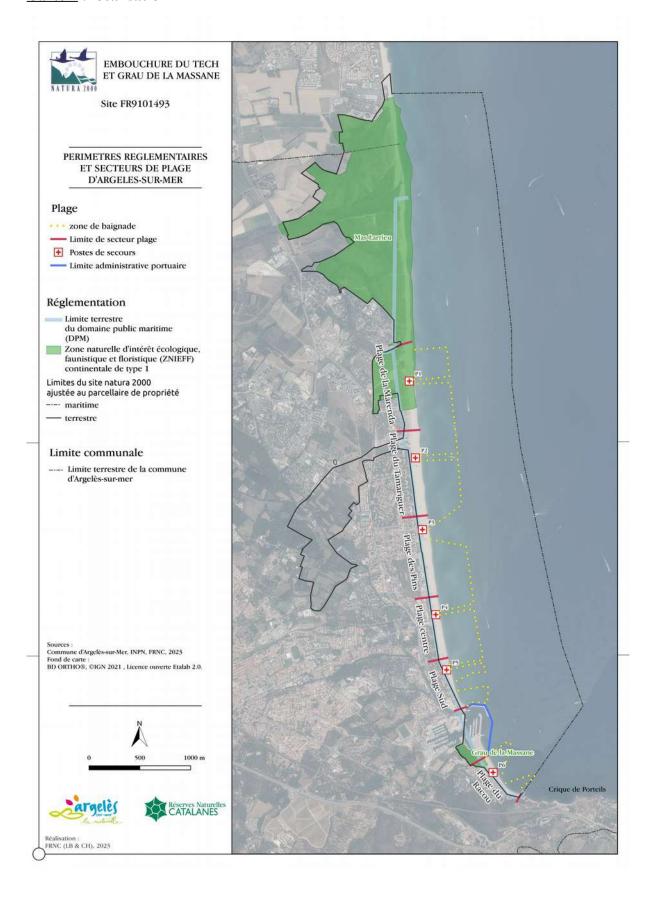
A noter que la plage située sur la Réserve Naturelle Nationale du Mas Larrieu n'est pas concernée par ce projet. Il est en de même pour les plages situées dans les criques au sud du territoire sur la partie rocheuse de la commune.

Enfin, dans les éléments de cette notice, on pourra si nécessaire regrouper certaines plages quand leurs descriptions écologiques ou les recommandations pour éviter et réduire les incidences seront identiques (ou auront des similitudes).

Ce document traitera principalement de la partie terrestre du projet. Quelques éléments seront fournis concernant la partie marine : en particulier pour prendre en compte la problématique des mouillages.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> ZNIEFF = Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique

#### **Carte 1**: localisation



#### B) État actuel des connaissances naturalistes

#### 1) Les plans d'actions du site Natura 2000 "ETGM"

Pour rappel: « Natura 2000 » est un réseau de sites naturels remarquables de l'Union Européenne qui a pour but de préserver la diversité biologique du territoire, soit en assurant son maintien ou par son rétablissement dans un état de conservation favorable. Ce réseau occupe environ 13 % du territoire français. Sa mise en œuvre est basée sur le volontariat par la réalisation de contrats (ou chartes de bonnes conduites) proposés aux propriétaires et/ou usagers pour assurer l'entretien ou la restauration des milieux naturels du site".

La contrainte réglementaire identique à l'ensemble des sites concerne l'obligation d'une évaluation des incidences avant tout travaux pouvant modifier la pérennité des habitats naturels et des espèces des Directives européennes "Habitats/Faune/Flore" (D.HFF) et "Oiseaux".

Après un bilan positif du premier plan d'actions du site Natura 2000 "ETGM" en 2021, le renouvellement du partenariat de co-gestion entre la commune d'Argelès-sur-Mer et le Parc naturel marin du Golfe du Lion (PNMGL)) se poursuit pour 3 années supplémentaires depuis 2022 et jusqu'à 2025.

Le fonctionnement du site (pour la partie terrestre) est le suivant :

L'Office Français pour la Biodiversité (OFB) via le Parc naturel marin du golfe du Lion (PNMGL) est opérateur du site Natura 2000 FR9101493.

Le plan de gestion du PNMGL (2014-2029) fait office de Document d'objectifs (Docob).

Le conseil de gestion du PNMGL fait office de comité de pilotage du Docob.

Nouvelle convention de partenariat entre le PNMGL et la commune d'Argelès-sur-Mer du 1er avril 2022 au 31 mars 2025) pour la réflexion et la mise en œuvre d'un plan II d'actions.

Un comité technique élargi DREAL, DDTM, CDL, SMIGATA, CCACVI <sup>2</sup>, OFB/PNMGL et communes d'Argelès-sur-Mer et d'Elne peut se réunir autant de fois que nécessaire.

Ce site mixte est en grande partie marin, 70 % de sa superficie. La partie terrestre occupe environ 275 hectares pour un périmètre de 25 kms dont 27% se trouve sur le Domaine Public Maritime appartenant à l'État. Elle est enclavée par des zones urbanisées. Comme la majorité des communes du littoral de la Région « Occitanie », la commune qui compte 10 593 habitants à l'année (INSEE, 2020) s'agrandit l'été. Station touristique balnéaire, la population y est multipliée par au moins 10 fois plus sur cette période.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> DREAL, DDTM, CDL, SMIGATA, CCACVI: Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement; Direction départementale des Territoires et de la Mer; Conservatoire du Littoral; Syndicat Mixte de Gestion et d'Aménagements Tech/Albères; Communauté de Communes Albères Côte Vermeille et Illibéris

Par ailleurs le territoire est exposé à plusieurs risques accentués dans le contexte de changement climatique : inondation, submersion marine, incendie...

Face à ces pressions naturelles et humaines et dans l'objectif de préserver un environnement patrimonial viable et pérenne, le plan d'actions II envisage d'accomplir 37 opérations, réparties ainsi :

- Gestion administratif (budgets, réunions...)
- Gestion et restauration écologique (préservation des mares temporaires et des habitats naturels dunaires; lutte des invasives...) ;
- Patrimoine naturel (approfondissement des connaissances et études naturalistes réalisés par les animateurs ou en collaboration avec des experts pour par exemple le suivi des amphibiens dont le rare pélobate cultripède...);
- Entretien, veille et surveillance des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire du site ;
- Informations et sensibilisation des usagers et du public (services municipaux, campings et clubs de plage, locaux et touristes...)

Pour ce faire, un budget de 261 140 euros y est alloué, ce qui est sensiblement le même budget que lors du premier plan. Il permet ainsi la mise à disposition de deux animateurs sur un équivalent temps plein et la somme de 82 650 euros pour la réalisation d'opérations d'études et de protection.

Après validation de principe en comité de suivi le 20 février dernier, ce plan d'actions II a été validé par le Conseil de Gestion du PNMGL, le 31 mars 2023.

#### 2) Porter-à-connaissances

#### a) Les habitats naturels d'intérêt communautaire

"Dans le précédent plan d'actions du site Natura 2000 "ETGM" (période 2019/2021), 25 habitats naturels d'intérêt communautaire étaient connus (grâce notamment au travail récent de cartographie des habitats naturels de la Réserve Naturelle Nationale du Mas Larrieu (F.Covato et C.Hurson; 2019). C'est d'ailleurs à partir notamment de cet état des lieux qu'une hiérarchisation des habitats naturels avait été réalisée, prenant en compte les états de conservation, les menaces et la représentativité de ces derniers sur le site.

Depuis, une hiérarchisation des enjeux patrimoniaux des habitats naturels de la Région Occitanie a été réalisée par les experts des Conservatoires Botaniques Nationaux (Méditerranéen de Porquerolles et des Pyrénées) à la demande de la DREAL Occitanie, pour prioriser les actions de gestion sur l'ensemble du territoire régional (CBNs.MED et PYR <sup>3</sup>; 2020). Bien entendu, nous nous sommes appuyés sur cette expertise pour établir une nouvelle évaluation patrimoniale des habitats naturels du site bien que ce travail n'ait pas été encore validé par la DREAL.

Ainsi une cartographie détaillée a été réalisée sur l'ensemble du site "ETGM" (F.Covato et C.Hurson; 2021). Ce travail programmé dans le plan d'actions 2019/2021 a bénéficié notamment de deux appuis :

- une expertise du CBN Méditerranéen (**O.Argagnon et C.Gritti**; **2021**)
- une expertise du CEN Occitanie (**R.Bouteloup**; 2021) dans le cadre du diagnostic éco-pastoral de la zone du Tamariguer (état de conservation des habitats prairiaux et propositions de gestion)."

Aussi, vous trouverez ci-dessous les principaux résultats de cette nouvelle cartographie : répartition, surface et état de conservation des habitats naturels d'intérêt communautaire, ainsi qu'une nouvelle analyse patrimoniale, liste des habitats, valeur patrimoniale et nouveaux enjeux écologiques géoréférencés.

Pour la partie marine concernée, les habitats naturels de la Directive HFF seront simplement énumérés car nous ne disposons d'aucune autre donnée.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> CBNs Med et Pyr : Conservatoire Botanique National Méditerranéen et Pyrénéen

#### Répartition globale des habitats naturels d'intérêt communautaire :

"Les habitats naturels d'intérêt communautaire (inscrits à la Directive européenne Habitats/Faune/Flore) occupent un peu plus de la moitié de la surface du site pour 140 hectares (soit 51 % de la partie terrestre). Selon la typologie des cahiers des habitats, les habitats côtiers (72,5 hectares) occupent les plus grandes surfaces suivis par les habitats forestiers d'intérêt communautaire (44 ha). Les habitats agropastoraux quant à eux couvrent une surface d'environ 16,5 ha tandis que les habitats humides s'étendent uniquement sur 7 ha".

#### Détail de la répartition des habitats naturels côtiers d'intérêt communautaire :

"Pour les <u>habitats côtiers</u>, les plages (1140), les dunes fixées du littoral méditerranéen (2210) ainsi que les dunes mobiles (c'est à dire embryonnaires (2110) et du cordon littoral à Ammophila arenaria (2120) sont les plus représentatives. Ils couvrent respectivement une surface d'environ 39, 19 et 9 hectares sur le site; répartis principalement sur la réserve naturelle du mas Larrieu et sur la plage de la Marenda. Bien plus modestes en surface (0,54 ha), les laisses de mer (1210) occupent néanmoins de petits espaces linéaires entre la plage et la dune, uniquement sur la réserve naturelle". Côté mer, on peut citer la présence des herbiers de posidonie (1120\*) en limite sud du projet (vers la côte rocheuse) ainsi que les bancs de sables à faible couverture permanente d'eau marine (1110) qui hébergent aussi au Racou une population d'amphioxus, un céphalochordé (espèce animal rare en France).

<u>Première information</u>: Le projet est concerné par plusieurs habitats naturels qui ont un intérêt communautaire (inscrits à la D.HFF). Les différents faciès de dunes (en haut de plage) sont surtout présents de la plage de la Marenda à la plage du Tamariguer. La plage elle-même est aussi un espace naturel de la Directive européenne dont l'intérêt est reconnu (cf "Cahiers d'habitats naturels" - Tome 2 - habitats côtiers voir annexe 1 et carte 2)

\_\_\_\_\_

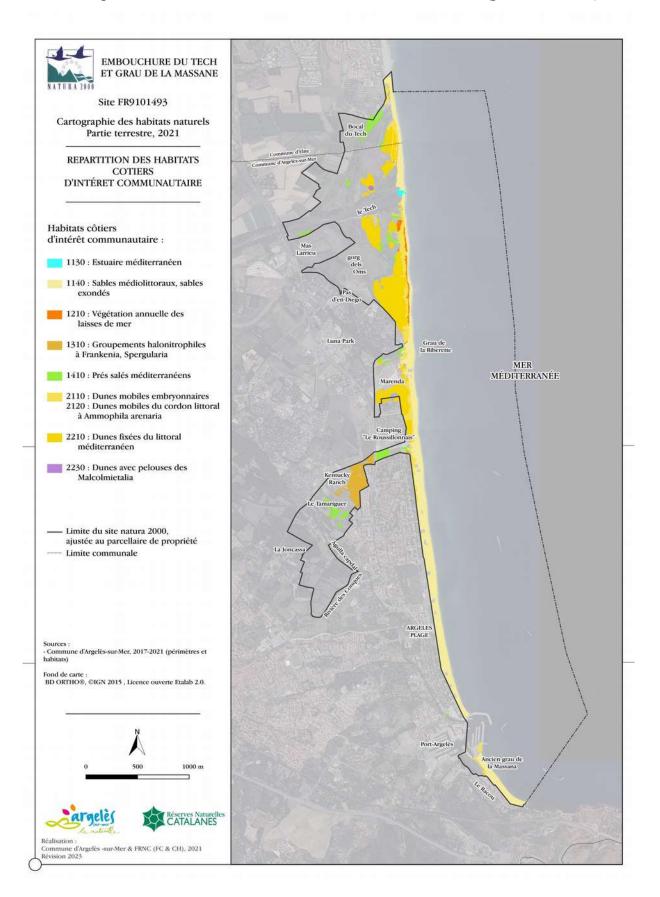
Malgré les différentes érosions observées (sources : les plans de gestion de la Réserve Naturelle Nationale du Mas Larrieu depuis 1994) et les projections simulées (sources : BRGM, Obs Cat / CCACVI <sup>4</sup>, PNMGL); c'est un milieu qui peut être résilient à moyen terme (sources : suivi et observations des plans de gestion de la RNNML et du premier plan d'actions du site). C'est pourquoi, de nouvelles mises en défens pourront être proposées et permettre ainsi une reconquête par des espèces psammophiles typiques (cf paragraphe D)

\_\_\_\_\_

Sur la bande maritime concernée, il est nécessaire de signaler la présence de deux habitats naturels d'intérêt communautaire : les herbiers de posidonie et les bancs de sables à faible couverture permanente d'eau marine (ou sables infralittoraux). La zone la plus sensible pour ces deux habitats se trouve face à la plage du Racou. (voir cartes 2 bis et 2 ter)

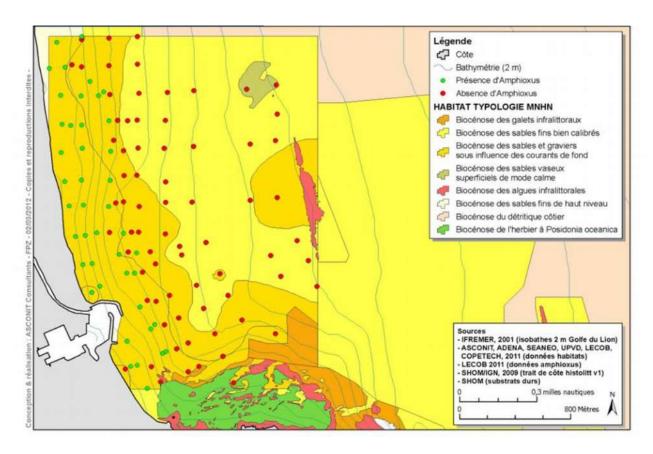
BRGM, Obs Cat : Bureau de Recherches Géologiques et Minières, Observatoire de la Côte Catalane

<u>Carte 2</u>: répartition des habitats naturels d'intérêt communautaire (partie terrestre)



<u>Cartes 2 bis et 2 ter :</u> répartition des habitats naturels d'intérêt communautaire (partie marine dans la zone du Racou)





#### État de conservation des habitats naturels :

"L'état de conservation des habitats naturels a été évalué à partir d'un dire d'expert qui se base sur les connaissances générales connues sur l'habitat naturel optimum, ainsi que les menaces, les impacts observés, la présence de bio-indicateurs (identifiés notamment au moment du relevé de terrain). Cette évaluation peut s'affiner en relevant différents paramètres qu'il est possible de comparer avec d'autres secteurs où se développe l'habitat naturel en question (localement ou pas et en s'appuyant de la bibliographie spécialisée dans le domaine). Des paramètres qu'on peut aussi relever dans le temps pour évaluer la progression de l'état de conservation d'un habitat visé. Plusieurs méthodes ont été mises en place et peuvent être fastidieuses à réaliser. Par exemple pour les habitats de "prairies" il a été utilisée la méthode réalisée par le CEN <sup>5</sup> Occitanie et reprise dans le diagnostic écopastoral de l'unité naturelle du Tamariguer (2021). Méthodes et indicateurs relativement aisés que les animateurs ou les éleveurs eux-mêmes pourraient mettre en place (conditions demandées dans les cahiers des charges des futures convention de partenariat).

Pour les habitats côtiers, qui nous intéressent ici, le suivi de bio-indicateurs (espèces "parapluie" ou groupe d'espèces caractéristiques) sera à privilégier pour accompagner le dire d'expert, notamment lors de la révision de la cartographie des habitats naturels dans 10 ou 15 ans".

#### Les résultats :

"L'état de conservation des habitats naturels a été classé selon 4 niveaux :

- "Favorable": quand aucun impact négatif, ni aucune menace n'est à déplorer. Au contraire un ou des bio-indicateurs annoncent plutôt un maintien, un équilibre ou une tendance à une bonne restauration de l'habitat;
- "Défavorable": quand un ou plusieurs impacts négatifs ou une ou des menace(s) sont relevés ou observés. Certains bio-indicateurs comme la présence importante d'espèces invasives ou rudérales peuvent confirmer cette dérive. Ainsi, l'habitat naturel est présent mais sous forme trop dégradée.
- "Moyen" : c'est quand il est observé quelques éléments de dégradation (impacts négatifs, menaces,...) qui commencent à modifier la structure de l'habitat naturel; lequel est malgré tout bien représenté. Les secteurs concernés deviennent des priorités d'action.
- "Non évalué" : enfin certaines unités n'ont pas été évaluées; il s'agit de certaines zones bâties (voiries) et de secteurs habités sur le site".

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> CEN: Conservatoire des Espaces Naturels

"Ainsi, l'évaluation de l'état de conservation se fera sur une surface moindre soit un total de 269 hectares. Plus de la moitié (57%) des habitats naturels sont considérés en état de conservation favorable alors que plus d'un tiers d'entre-eux (37%) sont dans un état de conservation moyen. En revanche c'est 6% de la surface des habitats naturels qui se trouve en état de conservation défavorable. Cette proportion augmente légèrement pour les habitats naturels à l'intérêt communautaire puisque l'état défavorable concerne alors 7% de ces derniers. Ce qui peut dire que les menaces ou leur fragilité face aux menaces ont un impact négatif plus important (ces derniers sont-ils moins résilients puisque d'une façon générale moins représentés ou moins dynamiques?)

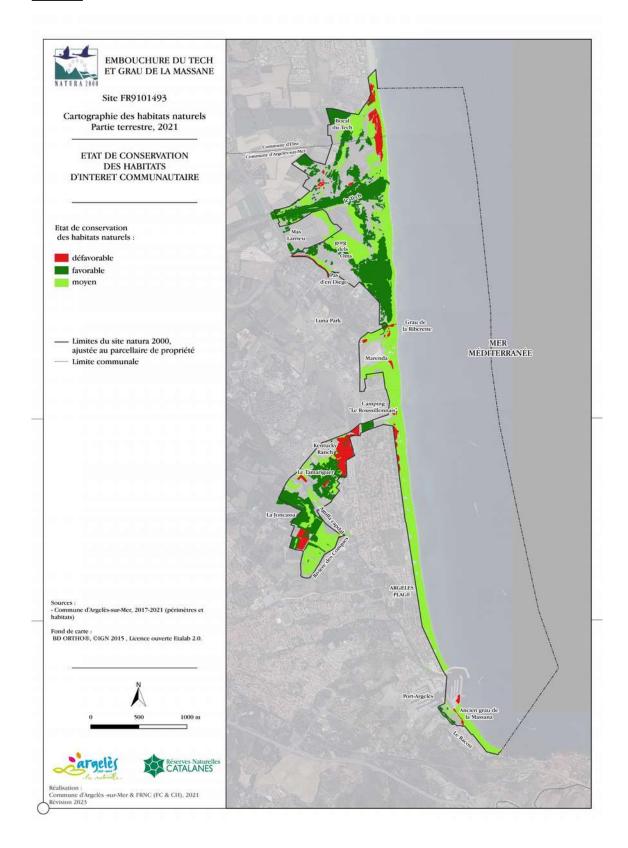
Dans tous les cas, ces résultats doivent inciter à avoir une vigilance vis à vis de ces habitats naturels et dans la mesure du possible, il sera nécessaire de mettre en place les moyens pour leurs restaurations. Il s'agit par exemple des dunes mobiles dans le secteur nord de la réserve naturelle".

<u>Deuxième information</u>: d'une façon générale, les habitats naturels concernés par le projet ont un état de conservation évalué à "moyen", excepté quelques zones de haut de plage (dunes comprises) qui ont un état de conservation défavorable; notamment sur la plage du Tamariguer ou encore sur la plage du Racou (cf carte 3).

Ces secteurs (en rouge sur la carte) sont dégradés et/ou perturbés régulièrement. Ils devront être pris en compte dans les aménagements futurs. Les recommandations et propositions seront détaillées dans le **paragraphe D.** 

En revanche, pour la partie marine nous n'avons pas d'état de conservation connu pour les herbiers de posidonies et les bancs de sables à faible couverture permanente d'eau marine.

Carte 3 : état de conservation des habitats naturels d'intérêt communautaire



#### Méthode utilisée pour l'évaluation patrimoniale

"Les objectifs de conservation choisis l'ont été à l'échelle de la région Occitanie par les CBN Méditerranéen et CBN Pyrénées (CBNs). Trois objectifs différents de conservation des habitats de la Directive HFF sont retenus :

- 1 : La préservation (ou non dégradation) de l'habitat. Ici la priorité est le maintien et la nondestruction de l'existant. Cet objectif requiert une vigilance particulière des services instructeurs dans les évaluations des incidences ainsi que, de la part des animateurs de sites Natura 2000, une veille sur les pressions anthropiques : projets d'aménagement, projets agricoles, manifestations sportives.
- 2 : Le maintien de l'équilibre de l'habitat. Ici la priorité est l'équilibre des processus permettant l'existence de l'habitat. Cet objectif peut nécessiter le maintien d'une gestion déjà mise en œuvre ou à l'inverse l'adaptation des pratiques habituelles si celles-ci sont défavorables à l'habitat.
- 3 : La restauration de l'habitat lorsqu'il est dégradé. Ici la priorité sera la restauration ou la recréation de l'habitat. Cet objectif nécessite la mise en place de mesures de gestion ponctuelles ou d'opérations de génie écologique.

On voit que ces trois objectifs sont différents et nécessiteront des critères de hiérarchisation propres. Il ne s'agit donc pas de construire une seule liste hiérarchisée d'habitats de la Directive, mais bien trois listes. Une liste de préservation sera élaborée pour répondre à l'objectif de préservation. Une liste de gestion active sera élaborée pour répondre à l'objectif de maintien de l'équilibre de l'habitat. Enfin, une liste de restauration sera construite pour répondre à l'objectif de restauration de l'habitat".

#### Critères choisis pour chacune des listes

"Certains critères sont communs à toutes les listes, il s'agit de la responsabilité régionale et de l'intérêt intrinsèque de l'habitat. Ils sont complétés pour la liste de préservation par les perspectives futures, pour la liste de gestion active par le degré d'activité humaine et pour la liste de restauration par la capacité à recréer l'habitat ainsi que le degré de dégradation.

Une note globale (ou score) allant de 0 à 6 est attribuée. Ici, sur le site très peu d'habitat naturel ont reçu les notes de 6 ou 5 dans les 3 listes établies.

Afin de comparer l'évolution de la valeur patrimoniale avec le premier plan d'action (basée sur un dire d'expert), on considérera par cette analyse que les habitats naturels ayant reçu la note de 6 ou 5 ont une valeur très forte (pour l'une des 3 listes établies par les CBNs). Ceux qui ont une note de 4 ont une valeur forte tandis que les habitats naturels à la note comprise entre 2 et 3 ont une valeur modérée; ceux qui ont une note de 1 à 0 ont une valeur faible".

#### Enjeux et description de quelques habitats naturels d'intérêt communautaire

"Par conséquent les enjeux pour le site resterons de 3 niveaux : niveau 1 pour les habitats naturels dont la valeur patrimoniale est supérieure ou égale à 5, niveau 2 pour les habitats naturels dont la valeur patrimoniale est de 4; enfin niveau 3 pour les habitats naturels entre 1 et 3.

Les zones aux enjeux très fort (niveau/enjeu 1) concernent une liste des 5 habitats naturels pour une surface totale de 15,3 ha soit 11% de la surface des habitats naturels d'intérêt communautaire. Il s'agit notamment des zones côtières (dunes mobiles).

L'enjeu 2 quant à lui regroupe 6 habitats naturels (pour les principaux, plages, prairies de fauche et forêt riveraines comme sur les berges du Tech ou encore à l'ancien Grau de la Massane) pour une surface totale de 99,7 hectares et représentant ainsi plus des deux tiers des enjeux (70%) de l'ensemble des habitats naturels d'intérêt communautaire.

Enfin, l'enjeu 3 est le plus représenté en nombre avec 10 habitats naturels d'intérêt communautaire (par exemple, dunes fixées du littoral ou encore prés salés méditerranéens) et une surface évaluée à 26,9 hectares". (cf carte 4)



Nom : Dunes embryonnaires et mobiles des côtes méditerranéennes Code Eur28 : 2110-2 x 2120-2 Surface : 9 ha

Secteur: RNN mas Larrieu / Marenda / Tamariguer / Racou

La dune "blanche" abrite de nombreuses espèces patrimoniales flore et faune comme l'Achillée maritime ou le Psammodrome d'Edwards. Dans le cadre du changement climatique, elle constitue une barrière naturelle face aux submersions marines. Par ailleurs, voisine de la plage, cette dernière reste très attractive en été. La mise en défens de ce milieu pour canaliser le public vers la mer est essentiel à sa préservation.

<u>Troisième information</u>: Les habitats naturels concernés par le projet ont une valeur patrimoniale régionale allant de modérée à très forte. Les dunes mobiles sont aujourd'hui prioritaires. On les retrouve sur les plages de la Marenda et du Tamariguer.

Par ailleurs, l'habitat "plage" n'a pas été évalué au niveau régional par l'expertise des CBNs. Néanmoins, il est considéré que l'enjeu n'y est pas négligeable, en raison de la raréfaction de l'habitat au niveau national et des menaces récurrentes (érosion, submersion...). De plus, cet habitat est très représenté dans la zone du projet soit 30 hectares (40 ha sur la commune dont 10 sur la RNN du mas Larrieu) (cf carte 4).

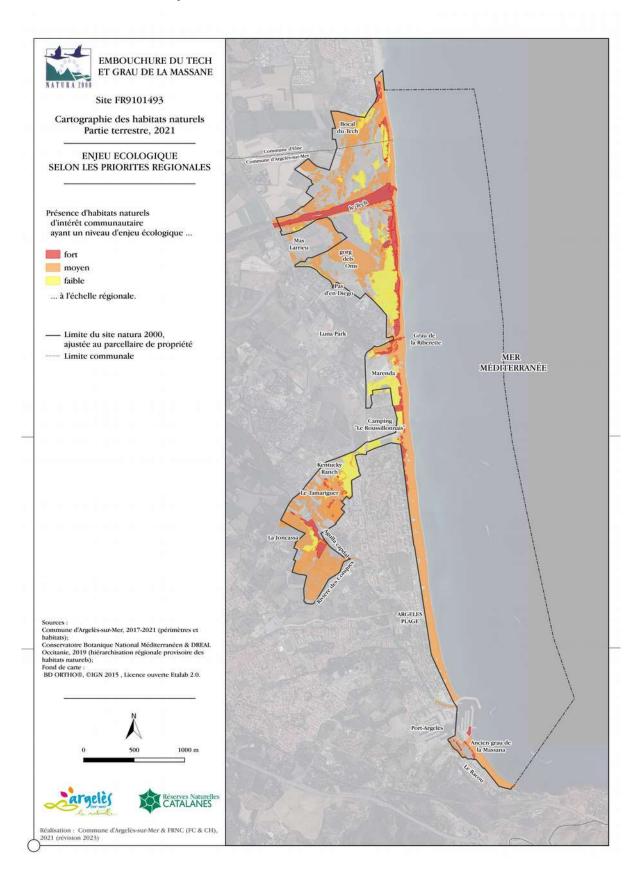
Les herbiers de posidonie est un habitat naturel prioritaire de la D.HFF ce qui en fait un enjeu très fort et prioritaire, néanmoins partiel sur le site car la zone concernée par le projet est de très faible superficie.

#### Tableau de synthèse des enjeux pour les habitats naturels d'intérêt communautaire concernés par le projet de concession de plages

Intitulés « habitats naturels »		Con	naissa	nce et	état d	e con	serva	tion				Valeur plan I		r noniale : rchisation	Enjeu pour le
	Eur28 D/HFF Prioritaire = *	FSD 1998								des habitats de la Région par les CBNs (2020)		site : 3 niveaux			
				Mas (RNN) du Tecl				Mare		Argelo plage Racou	et		note	valeur en 2022	
Dunes et zones inter-dunaires à végétation naturelle non nitrophile (dunes embryonnaires et mobiles des côtes méditerranéennes)	2110-2 x 2120-2		х	6	М			2,5	M	0,2	D	Fort	5	Très fort	1
Panne et roselières de dépressions humides intradunales	2190-5		х	0,4	M			0,6	M	0,1	F	/	5	Très fort	1
Vasières et bancs de sable sans végétations Sables médiolittoraux de Méditerranée (= plage )	1140-7 1140-9			0,1 9	M M			10	М	0,1 20	M D/M	Fort		évalué par CBNs	2
Prés dominés par des joncs des sols salins généralement sableux et peu humides	1410-2		Х	1	F	1	D	0,4	М			Fort	3	modérée	3
Laissées de mer des plages nues à végétation nitrophile	1210-3		Х	0,5	M							Fort	2	modérée	3
Dunes fixées du littoral méditerranéen Prés acidiphiles du littoral à <i>Corynephorus canescens</i>	2210-1	х	х	15	F			4,5	D			Fort	2	modérée	3

Autres habitats naturels concernés non évalués (partie marine)	
Herbiers de posidonie	1120*-1
Bancs de sable à faible couverture permanente d'eau marine	1110

Carte 4: les zones à enjeux sur le site



#### b) Les espèces patrimoniales : flore et faune

Pour l'ensemble du site Natura 2000 "ETGM", il y a 23 espèces animales patrimoniales dont 13 sont inscrites à la D.HFF et 4 à la Directive Oiseaux. Pour la flore, il n'y a pas d'espèce de la D.HFF mais on y trouve 14 espèces végétales patrimoniales.

On classe une espèce patrimoniale quand elle se retrouve sur les listes suivantes : directives européennes, protection nationale, protection régionale, ZNIEFF... En 2021, suite à la révision des listes ZNIEFF pour la région Occitanie, on comptabilise 31 espèces déterminantes sur le site.

Ainsi, il est recommandé de veiller au bon état de conservation de l'ensemble des espèces patrimoniales. Ces dernières sont aussi indicatrices de l'état de conservation des habitats naturels.

C'est pourquoi, l'évaluation des incidences sera réalisée sur l'ensemble de ces espèces.

"Aussi, les avancées naturalistes du premier plan d'action nous ont permis d'affiner les connaissances pour les espèces patrimoniales (localisation, estimation des tailles de leur population ainsi que de leur état de conservation). Les tableaux de synthèse reprennent les données acquises entre 2019 et 2021 pour la majorité des espèces patrimoniales. Par ailleurs, on considère que les données antérieures à 2010-2012 (date du premier diagnostic écologique réalisé par le bureau d'études "Gaïadomo") sont désormais obsolètes pour les espèces retenues qui ont toutes (mis à part les poissons) fait l'objet d'une remise à niveau des connaissances.

La série de cartes proposée ci-après permet de visualiser les zones à enjeux selon la répartition des espèces patrimoniales. Ce travail cartographique est récent, il a été réalisé en partenariat avec la FRNC, C.Hurson, responsable du SIG <sup>6</sup> qui s'est appuyé sur l'ensemble des données recensées au sein du SINP <sup>7</sup> (regroupant les données acquises dans le cadre du plan d'actions I par les animateurs et les experts; plus les données de tiers personnes contribuant généralement aux différents porter à connaissances naturalistes)".

#### Valeurs patrimoniales régionales et enjeux pour le site

"La valeur patrimoniale repose à nouveau sur le croisement des différents statuts de chaque espèce (Directives Européennes, protection nationale / régionale, révision des listes ZNIEFF en 2021). L'attribution d'une note permet de définir un degré d'enjeu. Cette nomenclature référentielle a été établie conjointement par la DREAL et le CSRPN 8 Occitanie avec l'appui d'experts naturalistes.

L'enjeu pour le site est défini à dire d'expert en fonction de cette valeur patrimoniale et de la connaissance la plus récente de l'état de conservation des populations des espèces patrimoniales (estimation du nombre d'individus, répartition sur le site, menaces directes ou sur leurs habitats de prédilection)". 3 niveaux sont établis tout comme pour les habitats naturels.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> SIG : Système d'Information Géographique / <sup>7</sup> SINP : Système d'Information de l'Inventaire du Patrimoine /

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> CSRPN : Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel

<u>Tableau de synthèse des espèces patrimoniales pour la FAUNE et la FLORE du site Natura 2000 « Embouchure du Tech et Grau de la Massane » directement concernées par le projet de concession des plages</u>

Espèces		Statut patrimonial					Connaissance, répartition et état de conservation des effectifs							Valeur plan I	Valeur patrimo- niale régionale	Enjeu pour le site (3
Nom commun	Nom scientifique (taxref16)	Directive H/F/F Annexes ou habitat concernés Directive Oiseaux	France (PN) ou Régional	Liste rouge France (F) Région (R)			FSD 1998	Gaiadomo 2012	Présence par unité naturelle entre 2019 et 2021 = plan d'actions I				Estimation* densité et état de conservation		en 2022	niveaux de priorité)
				F	R				Mas Larrieu (RNN)	Tamariguer (Conques)	Marenda	Racou	population locale en 2021			
Épiaire maritime	Stachys maritima Gouan, 1764	2110-2 2120-2	PR	EN	CR	D		x			x		D / fav	Fort	Très Fort	1
Gravelot à collier interrompu	Charadrius alexandrinus Linnaeus, 1758	An.I	PN	VU	EN	D			х				A/ moyen	Fort	Fort	1
Euphorbe péplis	Euphorbia peplis L., 1753	1210-3	PN	LC		D		x	x	x		x	C / moyen	Fort	Fort	2
Cumin couché	Hypecoum procumbens L., 1753	2210-1	PR	LC		D		x			x		C / moyen	Fort	Modérée	2
Euphorbe de Terracine	Euphorbia terracina L., 1762	2120-2 2210-1	PR	LC		D		X	x		X		D / fav	Fort	Modérée	3

<sup>\*</sup> Estimation des populations par classes A : de 0 à 10 individus (observés ou contactés); B : 10 à 100 : C : 100 à 1000 ; D : sup à 1000. / État de conservation sur le site : défav = défavorable ; fav = favorable; m = moyen; ? n'a pu être évalué, faute de données ou d'études récentes. Pour ZNIEFF : D comme espèce déterminante en Occitanie. NC = Non Connu. NE = Non évalué.

<u>Tableaux de synthèse des espèces patrimoniales pour la FAUNE et la FLORE du site Natura 2000 « Embouchure du Tech et Grau de la Massane » indirectement concernées par le projet de concession des plages</u>

Espèces	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·					Valeur plan I	Valeur patrimo- niale régionale	Enjeu pour le site (3											
Nom commun	Nom scientifique (taxref16)		Régional Région (R) 2021		(F/F France rouge France (F) ZNIE Région (R) 2021		H/F/F France rouge Annexes (PN) ou France (F) ZN ou habitat Régional Région (R) 202			1998   2012   2021 = plan d'actions				ions I densité et état de conservat		conservation		d	niveaux de priorité)
		concernés Directive Oiseaux	(PR)	F	R				Mas Larrieu (RNN)	Tamariguer (Conques)	Marenda	Racou	population locale en 2021						
Minioptère de Schreibers	Miniopterus schreibersii (Natterer in Kuhl, 1817)	An.II An.IV	PN	VU		Dét		x	x	x	X	x	B / fav	Très Fort	Très Fort	1			
Psammodrome d'Edwards	Psammodromus edwarsianus (An. Dugès, 1829)		PN	NT		D			x				B / moyen	Fort	Fort	1			
Sterne naine	Sternula albifrons (Pallas, 1764)	An.I	PN	LC	EN	D			2017				A / défav	Fort	Fort	2			
Martin pêcheur	Alcedo atthis L.1758	An.I	PN	VU	NT				x	x	х	x	A / fav	Fort	Fort	2			
Romulée de Colomna	Romulea columnae Sebast. & Mauri, 1818	2210-1	PR	LC		D		x	x				D / fav	Fort	Modérée	3			
Amphioxus	Branchiostoma lanceolatum	NE										NE	NE	NE	NE	NE			

<sup>\*</sup> Estimation des populations par classes A : de 0 à 10 individus (observés ou contactés); B : 10 à 100 : C : 100 à 1000 ; D : sup à 1000. / État de conservation sur le site : défav = défavorable ; fav = favorable; m = moyen; ? n'a pu être évalué, faute de données ou d'études récentes. Pour ZNIEFF : D comme espèce déterminante en Occitanie. NC = Non Connu. NE = Non évalué.

**Quatrième information**: peu d'espèces patrimoniales sont concernées directement par le projet d'étude. On en dénombre 6 : 4 plantes et 2 animaux.

L'épiaire maritime avec une valeur patrimoniale très forte est l'espèce à l'enjeu prioritaire. D'autant plus qu'elle est bien représentée sur la plage de la Marenda, la plage du Tamariguer et s'étend également sur la plage des Pins. Elle occupe principalement les hauts de plage (interface entre la plage elle-même et la dune embryonnaire). Les 3 autres plantes patrimoniales sont bien moins concernées de part leur répartition et leur taille. Pour l'euphorbe péplis, ce sont quelques pieds très isolés. Quant au cumin couché, la quasi totalité de la station se trouve sur la plage de la Marenda dans les secteurs de mise en défens. L'euphorbe de Terracine est une plante ubiquiste très répandue sur la commune notamment dans les friches; ce qui en est fait une espèce localement à enjeu modéré.

Quant au gravelot à collier interrompu, le seul animal terrestre directement concerné; peu d'observations ont été réalisées en dehors de la réserve naturelle, qui reste aujourd'hui la localité préférentielle à son développement.

On peut citer aussi la présence exceptionnelle de l'amphioxus, cet animal marin "préhistorique" se trouve sur les bancs de sable à faible couverture permanente d'eau marine (voir carte 2 bis)

D'autres espèces sont indirectement concernées. Le psammodrome d'Edwards, petit reptile n'a jamais été observé (sur les deux dernières décennies) au delà de la réserve naturelle. Mais si sa population venait à s'agrandir suite à la réalisation de mesures de protection, les plages notamment de la Marenda ou du Tamariguer, pourraient être favorables à l'accueil de ces nouveaux arrivants. Citer la sterne naine c'est anecdotique; espèce très sensible au dérangement humain. Cet oiseau a niché par le passé sur la réserve naturelle. Les autres plages ne peuvent être qu'utilisées par l'espèce comme corridor écologique pour se déplacer. Quant au martin pêcheur ou au minioptère de Schreibers, ces espèces affectionnent surtout les dépressions en arrière dunes et ne seront pas impactés directement par le projet. Également pour la romulée de Colonna, petite plante fugace pouvant fleurir sur des sols sableux compactés; elle est bien représentée sur le territoire et ne semble pas être impactée, elle non plus par le projet. Cela en est de même en mer aucune espèce marine patrimoniale ne semble être concernée de près par le projet (pas de présence ou d'observations régulières). (cf cartes 5, 6 et 7)

#### Description de quelques espèces patrimoniales concernées par le projet :



L'Épiaire maritime est une plante qui affectionne les sables des dunes embryonnaires et mobiles méditerranéennes. Cette plante protégée au niveau régional est d'un enjeu très fort pour le site, de part sa raréfaction sur le littoral méditerranéen (exclusivité française). Plusieurs petites localités et surtout un continuum de plusieurs centaines de plants ont été observés sur les plages de la Marenda et du Tamariguer. Les menaces qui peuvent peser sur cette espèce sont liées aux activités humaines : piétinement du public, nettoyage mécanique des plages, circulation d'engins et autres véhicules à moteur. Le devoir de conservation de l'espèce et en particulier de cette station remarquable est la priorité 1 ; ce qui pourra être réalisé notamment par la mise en défens des habitats naturels dunaires.



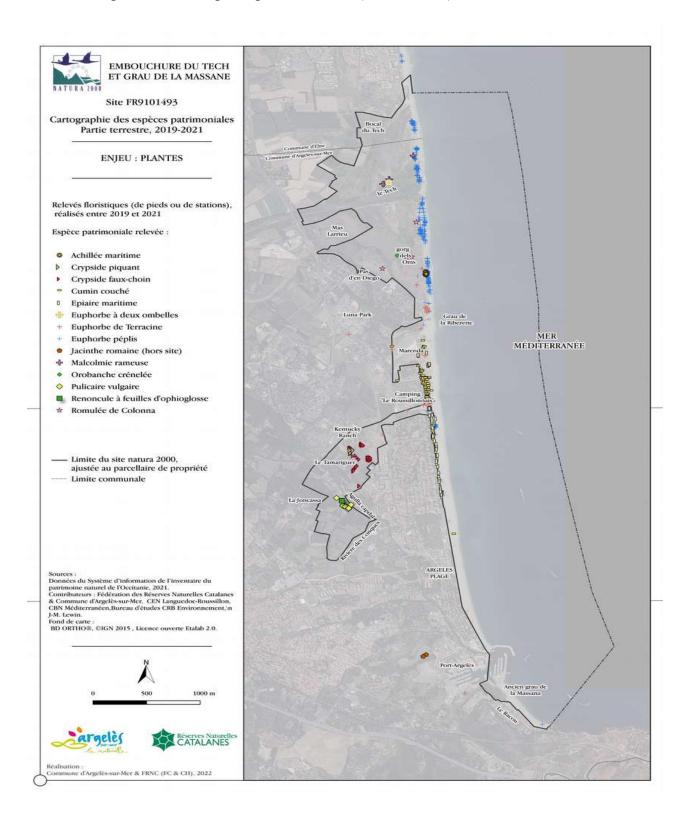
L'euphorbe péplis fleurit annuellement sur les milieux littoraux méditerranéens et atlantiques. C'est une plante protégée au niveau national, caractéristique des laisses de mer (habitat naturel d'intérêt communautaire - 1210). Sur le site, elle est bien représentée sur la réserve naturelle où la dynamique des populations est suivie annuellement. Cette espèce qui est annuelle supporte mal le piétinement. Des mesures de gestion, de prévention et de surveillance sont nécessaires pour limiter cet impact : comme les aménagements de protection du massif dunaire (ganivelles et clôtures). Sa présence est très sporadique sur les autres plages de la commune, voir anecdotique.

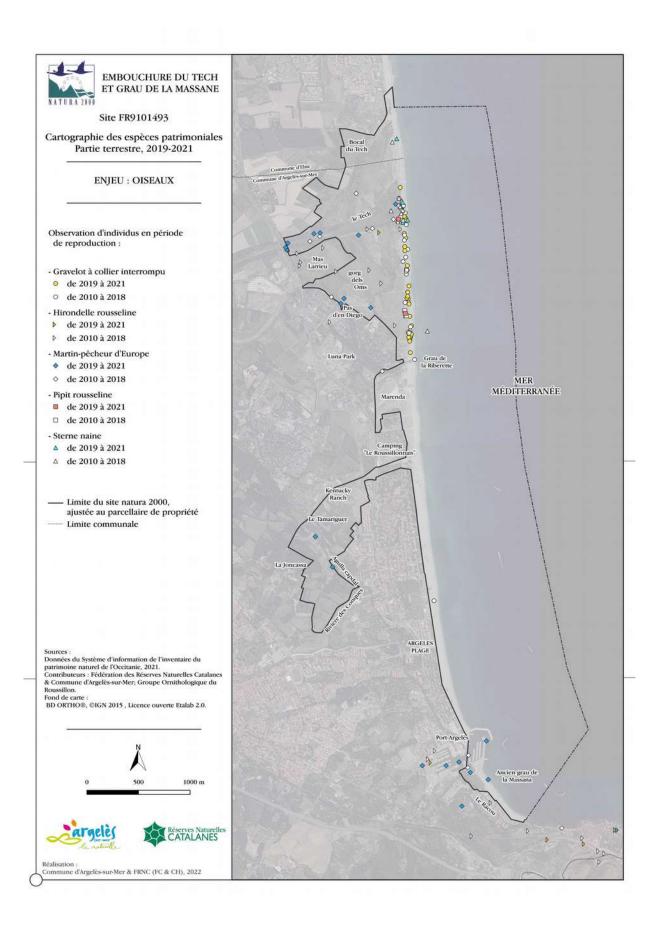


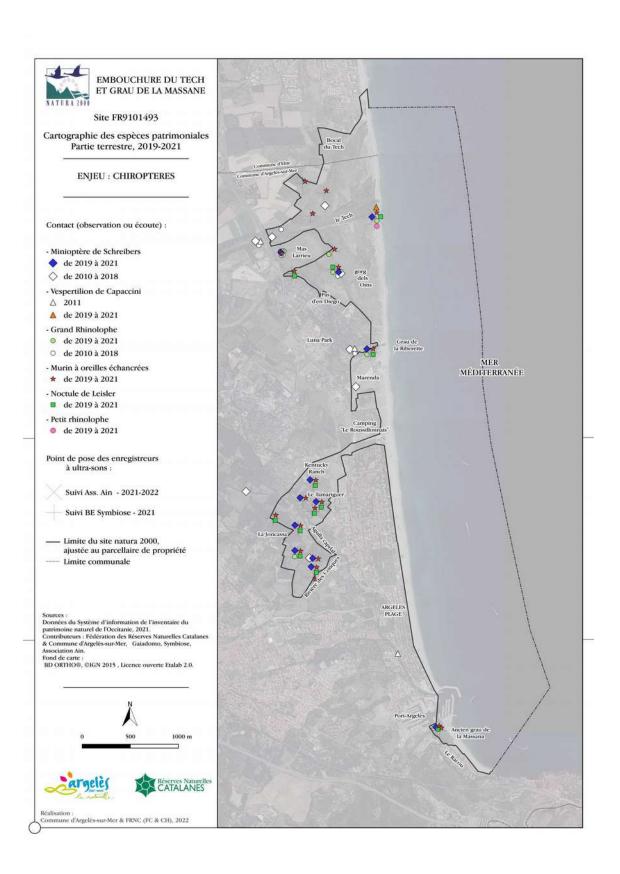
Le Gravelot à collier interrompu est un petit échassier affectionnant le bord de mer où il vient se nourrir d'invertébrés qu'il attrape dans le sable. Aussi, il se reproduit à même le sol. Il est protégé au niveau national et est inscrit à la Directive européenne pour la conservation des oiseaux. Sur le site, le nombre de couples nicheurs est stable mais faible (seulement de 2 à 4 couples nicheurs depuis 2019). Sa présence est aussi un indicateur du bon état de conservation des habitats naturels du massif dunaire. C'est grâce aux mises en défens de ces milieux sensibles qu'il arrive encore à se reproduire. Une reproduction uniquement constatée sur la réserve naturelle. Les jeunes sont fragiles au dérangement et peuvent succomber à une prédation occasionnelle. Durant cette période, les chiens autorisés à circuler doivent être attachés en laisse pour éviter tout trouble.

Cet oiseau est observé très rarement sur les autres plages de la commune, ce qui ne constitue pas un enjeu immédiat dans le projet.

#### Cartes de répartition des espèces patrimoniales (cartes 5, 6, 7)







#### c) Synthèse des enjeux "biodiversité" pour le projet

Les enjeux patrimoniaux concernent principalement les habitas naturels terrestres, ceux des hauts de plage : d'abord prioritairement les dunes embryonnaires et mobiles (*EUR28 : 2110 et 2120*) mais aussi les plages elles-même (*EUR28 : 1140*). On peut y rajouter les herbiers de posidonie en mer, partiellement concernés (*EUR28 : 1120\**)

Concernant les enjeux pour les espèces, c'est la préservation de quelques plantes patrimoniales qui doivent être prises en compte, tout particulièrement (pour ne pas dire exclusivement) l'épiaire maritime (*Stachys maritima*) dont la répartition et la taille de la population est la plus représentative de France métropolitaine. Les autres espèces sont moins concernées.

Il n'y a pas d'enjeux majeurs directement sur des espèces animales patrimoniales terrestres. La présence de l'amphioxus reste en mer une exception à prendre en compte.

-----

Les zones concernées et prioritaires du projet se trouvent exclusivement sur les plages suivantes : Racou, Tamariguer et Marenda.

### C) Évaluation des impacts

#### 1) Perte d'habitats naturels, d'espèces ou d'individus

<u>Pour rappels</u>: les travaux du projet se dérouleront chaque année au début du mois de mai et à la fin de septembre. C'est la mise en place des aménagements qui pourra impacter ponctuellement les habitats naturels et les espèces. Leurs enlèvements en fin de saison est moins impactant.

En effet, la période de sensibilité pour les habitats naturels et les espèces se trouve principalement au printemps jusqu'au début de l'été.

Aussi, les aménagements prévus ne contribueront ni à la perte d'habitats naturels ni à celle d'espèces patrimoniaux sur le secteur concerné. Ils pourront néanmoins impactés occasionnellement des individus, appartenant à la flore patrimoniale pour ne pas dire exclusivement à l'Épiaire maritime (*Stachys maritima*).

#### 2) Dégradations et dérangements

#### Tableau synthétique : impacts des aménagements sur les habitats naturels

Intitulé	Code Eur28	Impact	Intensité*
Dunes et zones inter-dunaires à végétation naturelle non nitrophile (dunes embryonnaires et mobiles des côtes méditerranéennes)		Circulation ponctuelle d'engins (à la marge dans certains secteurs)	Modérée à fort
Panne et roselières de dépressions humides intradunales	2190-5	Aucun	/
Vasières et bancs de sable sans végétations Sables médiolittoraux de Méditerranée (= plage)	1140-7 1140-9	Circulation régulière d'engins. Travaux sur réseaux divers. Installations. Aménagements divers.	Modérée à fort
Prés dominés par des joncs des sols salins généralement sableux et peu humides	1410-2	Aucun	/
Laissées de mer des plages nues à végétation nitrophile	1210-3	Aucun	/
Dunes fixées du littoral méditerranéen Prés acidiphiles du littoral à <i>Corynephorus</i> canescens	2210-1	Aucun	/
Herbiers de posidonies	1120*	Raguage des chaînes supportant les bouées en mer	faible

<sup>\*</sup> l'intensité est évaluée à dire d'expert selon 3 possibilités (faible, modérée, fort ou non concerné (/) tout en s'appuyant sur l'expertise régionale des CBNs

#### Tableau synthétique : impacts des aménagements sur les espèces

Nom français	Nom scientifique	Impact	Intensité*
Épiaire maritime	Stachys maritima Gouan, 1764	Circulation régulière d'engins. Travaux sur réseaux divers.	Modérée
Gravelot à collier interrompu	Charadrius alexandrinus Linnaeus, 1758	Aucun	/
Euphorbe péplis	Euphorbia peplis L., 1753	à ne pas exclure	Faible
Cumin couché	Hypecoum procumbens L., 1753	selon les années (à vérifier	Faible
Euphorbe de Terracine	Euphorbia terracina L., 1762	présence ou absence)	Faible
Minioptère de Schreibers	Miniopterus schreibersii (Natterer in Kuhl, 1817)	Aucun	/
Psammodrome d'Edwards	Psammodromus edwarsianus (An. Dugès, 1829)	Aucun	/
Sterne naine	Sternula albifrons (Pallas, 1764)	Aucun	/
Martin pêcheur	Alcedo atthis L.1758	Aucun	/
Romulée de Colomna	Romulea columnae Sebast. & Mauri, 1818	Aucun	/
Amphioxus	Branchiostoma lanceolatum	Raguage des chaînes supportant les bouées en mer	Modérée

<sup>\*</sup> l'intensité est évaluée à dire d'expert selon 3 possibilités (faible, modérée, fort ou non concernée (/)

Nota : il est possible de réaliser ces tableaux par secteurs de plage si nécessaire pour une visibilité plus fine.

Ainsi, trois types d'habitats naturels, quatre espèces végétales et une espèce animale pourront être impactés par les travaux.

D'une façon plus faible et à la marge, il s'agit des dunes embryonnaires et mobiles (Eur28 : 2110 et 2120); notamment les secteurs qui ne sont pas mis en défens sur les plages du Tamariguer et du Racou. Le deuxième habitat naturel qui sera impacté de façon plus régulière est la plage (Eur28 : 1140-9) : intensité forte sur les zones d'emplacements des clubs de plage, poste de secours, différents réseaux, etc...Le troisième habitat est l'herbier de posidonies (Eur28 : 1120) qui pourrait être impacté par le raguage des chaînes des bouées uniquement dans la zone sud du Racou.

Pour les espèces végétales concernées, chez trois d'entre-elles, l'euphorbe péplis, le cumin couché, l'euphorbe de Terracine, l'impact devrait être faible à la vue des connaissances (peu d'individus observés annuellement, répartitions très localisées). Quant à l'épiaire maritime, c'est l'espèce qui sera la plus impactée, spécifiquement sur la plage du Tamariguer. Pour l'espèce animale, l'amphioxus pourrait être concerné par le raguage des chaînes de bouées si ces dernières étaient trop longues.

#### D) Mesures d'évitement et de réduction des impacts

#### 1) Mise en défens de secteurs (M1)

La mise en défens contribue à la préservation d'une zone sensible en évitant des impacts ciblés. Elle est favorable ainsi à la restauration d'un habitat naturel dégradé. Elle améliore aussi le cadre de développement des espèces en créant des zones refuges pour les plantes et les animaux qui peuvent poursuivre leur épanouissement ou reconquérir un milieu qui deviendra plus favorable.

La mise en défens est matérialisée par une clôture modulable, pérenne mais démontable et réparable à souhait.

Dans la zone de projet, des mises en défens existent déjà sur la plage du Racou et sur la plage de la Marenda et ont fait leurs preuves en matière de reconquête des milieux et des espèces. (cf rapport d'activités du plan d'actions I)

Ainsi, la mesure d'évitement 1 pourrait être de poursuivre ces efforts en créant de nouvelles zones de mise en défens, notamment sur la plage du Tamariguer et sur la plage du Racou (cf carte 8) Ce qui contribuerait à préserver et à restaurer des zones de dunes mobiles et embryonnaires (Eur28 : 2110 et 2120) tout en protégeant aussi une partie de la station d'épiaire maritime (*Stachys maritima*) attenante à la plage du Tamariguer; regroupant ainsi des principaux enjeux.

#### 2) Adaptation des travaux (M2)

La réduction des impacts est possible en adaptant la période et la charge des travaux notamment grâce aux porter à connaissances disponibles et récents.

Il sera important d'informer et d'accompagner tout les aménageurs publics et privés. La période principalement ciblée est au montage des différentes installations au printemps. Les recommandations peuvent être les suivantes :

- délimitation temporaire des zones sensibles avant installation (on pense exclusivement à la flore, notamment annuelle comme l'Euphorbe péplis);
- circulation des engins selon un mode opératoire adapté (par exemple, circuler majoritairement sur les mêmes axes principaux, ne pas créer de nouveaux accès, etc). A adapter pour préserver la plage (sables médiolittoraux Eur28 : 1140)
- raguage des chaînes des bouées pouvant impacter la zone d'herbier de posidonie concernée (1120\*) ainsi que la population d'amphioxus dans la zone spécifique du Racou. Raccourcir les chaînes au maximum et/ou mettre des flotteurs intermédiaire.

#### 3) Suivi des travaux (M3)

Un suivi des travaux pourrait être recommandé au moins à deux niveaux. Une visite de terrain au plus tard la veille de la mise en place des aménagements pour une prise en compte des porter à connaissances naturalistes. Une autre visite la veille du démontage.

Un suivi régulier, annuel pour améliorer les connaissances naturalistes et les porter à connaissances, il s'agit ici par exemple de suivre les plantes annuelles comme l'Euphorbe péplis.

Carte 8 : proposition de nouvelles zones de mise en défens : Plage du Tamariguer



Plage du Racou



#### E) Conclusions

Les résultats de la présente étude montrent que les impacts des travaux sur les milieux et les espèces seront concentrés principalement sur la période de mise en place des différents aménagements (du printemps au début de l'été). Sont concernés 3 habitats naturels, 4 espèces végétales et une animale à la valeur patrimoniale reconnue.

Les mesures d'évitement et de réduction des impacts proposés sont synthétisées dans un tableau des conclusions (cf tableau synthétique des conclusions)

D'autres propositions annexes peuvent être complémentaires aux mesures d'évitement et de réduction des impacts évoqués comme :

- suivis naturalistes pour un renouvellement des porter à connaissance : poursuite du suivi de la végétation des dunes avec l'Observatoire de la Côte Catalane selon un protocole appliqué au niveau du département ; suivi et cartographie de la flore patrimoniale; suivi des oiseaux nicheurs des dunes (gravelot à collier interrompu...); suivi des reptiles des dunes selon le protocole national "Pop Reptiles" (déjà appliqué sur le site Natura 2000 "ETGM"); suivi des coléoptères des dunes (indicateurs des dunes; selon un protocole de l'OPIE<sup>9</sup> appliqué en 2022 et 2023 sur les plage de la Marenda, du Tamariguer et RNN du mas Larrieu);
- sensibilisation des acteurs et des usagers aux enjeux patrimoniaux
- renaturation du haut de plage dans le projet de réaménagement de la promenade de front de mer (plages concernées : plage du Tamariguer, plage des Pins, plage Centre et plage du Sud)
- propositions de compensations : dépollution (anciens blocs rocheux, gravats, etc...) de l'arrière dune (panne et roselière intradunales, Eur28 : 2190) dans le secteur de la Marenda et de la rive droite de la Riberette.

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup>OPIE : Office Pour les Insectes et leur Environnement

## Tableau synthétique des conclusions

Intitulé habitat naturel / Nom d'espèce	Impact	Intensité	Mesures	Secteur envisagé	Intensité 2 **
Dunes et zones inter-dunaires à végétation naturelle non nitrophile (dunes embryonnaires et mobiles des côtes méditerranéennes)	Circulation ponctuelle d'engins. Travaux de réseaux.	Modérée à fort	Mise en défens (M1)	Plage Tamariguer Plage Racou	Faible à modérée
Vasières et bancs de sable sans végétations Sables médiolittoraux de Méditerranée (= plage)	Circulation régulière d'engins. Travaux sur réseaux divers. Installations et aménagements divers : clubs de plage, poste de secours, signalétique	Modérée à fort	Adaptation des travaux (période, mode opératoire pour la circulation des engins; accès délimités) (M2) Suivi des travaux (M3)	Toutes plages concédées	Faible à modérée
Herbiers de Posidonies	Raguage des chaînes des bouées en mer	Modérée à fort	M2. Raccourcir chaînes ou flotteurs intermédiaires ou ancrage des chaines.	Plage Racou	Faible à modérée
Épiaire maritime	Circulation régulière d'engins. Travaux sur réseaux divers.	Modérée	M1, M2, M3	Plage Tamariguer	Faible
Euphorbe péplis	Circulation régulière d'engins.	Faible	M2, M3	Toutes plages	Très faible
Cumin couché	Travaux sur réseaux divers.	Faible	M2, M3	concédées	Très faible
Euphorbe de Terracine		Faible	M2, M3		Très faible
Amphioxus	Raguage des chaînes des bouées en mer	Modérée	M2. Raccourcir chaînes ou flotteurs intermédiaires ou ancrage des chaînes.	Plage Racou	Faible

<sup>\*\*</sup>Intensité 2 des impacts résiduels, avec prise en compte des mesures

#### F) Annexes

**Annexe 1 :** Extrait du cahiers des habitats - Tome 2 : les habitats côtiers

Annexe 2: Bibliographie et webographie

Annexe 3: Notice d'évaluation préalable des incidences Natura 2000 signée par le Maire

#### Annexe 1 : Cahiers d'habitats naturels - Tome 2 - les habitats côtiers

Regists breeze on military appealing 6 marks harm

#### Sables médiolittoraux (Méditerranée)



CODE CORNE 14

#### Caractères diagnostiques de l'habitat

#### Caractéristiques stationnelles

Cet habitui correspond à la moyenne plage, généralement étroite en Méditerranée.

Cette zone passe par des alternances d'immensions et d'émersions par temps calme du fait des variations du niveau du plan d'eau (marées lunaires, marées buromètriques, hydrodynamique). Elle est fréquemment moutilée par les vagues, même de faible intensité. L'amplitude verticale de la montée et de la descente des eaux peut être de l'ordre de quelques diraimes de centimètres, ce qui peut délimiter sur une plage des bandes de plusieurs mêtres de large.

La moyenne plage présente dans sa partie supérieure une rupture de pente au-dessous de laquelle se trouve un talus tittoral. Compte tenu des alternances d'immersion et d'émersion, la moyenne plage se compose d'un seul type de sable compacté. Les sables mous ou bullès qui existent dans la haute plage, et qui correspondent à des périodes d'émersion prolongées, ne peuvent avoir qu'une existence éphémère. Ils servent alors de zone d'extension pour les espèces de la haute plage.

#### Variabilite

La distribution des espèces de la moyenne plage varie seion le degré d'agitation des eaux. Lorsqu'elles sont relativement agitées, on observe une parfaite intrication de toutes les espèces du stock. Lorsqu'elles sont calmes et basses, les espèces doivent se déplacer pour retrouver des conditions favorables d'humectation du substrat.

Il apparati alors une zonation temporatre: les Ophelio bicornis s'enfoncent dans le sable pour atteindre des niveaux plus profonds. Au contraire, les autres constituants du stock d'espèces (Nerise, Euryalice, Mesodienna) se déplacent le long de la pente jusqu'à la zone où le niveau d'humectation permet leur survie.

La nature granulométrique et minéralogique du sable peut favoriser certaines espèces: les sables grossiers constennent méeux aux Ophellu et les sables plus fins aux Nerine, quard aux Mondanna, ils évitient les sables calcaires.

#### Espèces « Indicatrices » du type d'habital

Mollusques bivulves : Mondemu corneum

Vers polychètes: Ophella bicursis, Narine (- Scoleleptr)

cirranaus.

Crustacès isopodes: Harydice affiner.

#### Confusions possibles avec & sufres habitals

L'écrasement altitudinal lié à la quasi-absence de marées peut entraîner des confusions avec les habitats voisins : – avec les subles supraititoraux (fiche : 1140-7) dans la partie supérieure, mais ceux-ci sont généralement plus secs ;  avec les sables fins de haut niveau (fiche: 1110-5) dans la partie inférieure, mais ceux-ci sont généralement immengés en permanence.

#### Correspondances biocénotiques

Typologie ZNIEFF-Mer (1994): IL3.4 Typologie EUNIS (1999): A2.2

#### Habitats associés ou en contact

Contact supérieur avec la blocénose des sables supralitionaux (haute plage, fiche; 1140-7).

Contact inférieur avec la biocènose des sables fins de haut niveau (basse piage, fiche : 1110-5).

#### Répartition géographique

Habitat prèsent dans toutes les anses et plages subleuses du littoral du Languedoc-Roussillon, des obles de Camargae, dans les anses de la partie est des obles de Provence et en Corse.



#### Valeur écologique et biologique

Milleu riche bien que d'extension utitudinale réduite our présentant des populations purfois importantes.

Zone de transfert de matériels et de polluants entre la terre et la mer.

Altre de nourrissage pour différentes espèces d'oiseaux.

97

#### **Annexe 2**: Bibliographie

AGENCE DES AIRES MARINES PROTÉGÉES. ; 2014 – Plan de gestion du Parc Naturel Marin du Golfe du Lion. 670 p.

ARGAGNON O., 2020 - Propositions à la DREAL Occitanie pour une hiérarchisation des enjeux habitats naturels. Conservatoire Botanique National Méditerranéen de Porquerolles. 3 Listes hiérarchisées.

COVATO F., HURSON C. ; 2019 - Les habitats naturels de la réserve naturelle nationale du mas Larrieu : 262 p.

COMMUNE D'ARGELES-SUR-MER.; 2019 - Rapport des activités du site Natura 2000 - FR9101493 - « Embouchure du Tech et Grau de la Massane ». 16 p.

COMMUNE D'ARGELES-SUR-MER.; 2020 - Rapport des activités du site Natura 2000 - FR9101493 - « Embouchure du Tech et Grau de la Massane ». 32 p.

COMMUNE D'ARGELES-SUR-MER.; 2021 - Rapport des activités du site Natura 2000 - FR9101493 - « Embouchure du Tech et Grau de la Massane ». 39 p.

COMMUNE D'ARGELES-SUR-MER.; 2022 - Rapport des activités du site Natura 2000 - FR9101493 - « Embouchure du Tech et Grau de la Massane ». 30 p.

COMMUNE D'ARGELES-SUR-MER.; 2020 - Plan d'actions 2019-2021 / Site Natura 2000 FR9101493 "Embouchure du Tech et Grau de la Massane" (partie terrestre). 140 p.

COMMUNE D'ARGELES-SUR-MER. ; 2022 - Plan de gestion 2021-2028 de la Réserve Naturelle Nationale du Mas Larrieu. 112 p.

COMMUNE D'ARGELES-SUR-MER.; 2022 - Annexes du Plan de gestion 2021-2028 de la Réserve Naturelle Nationale du Mas Larrieu. 235 p.

COMMUNE D'ARGELES-SUR-MER.; 2023 - Plan d'actions 2022-2025 / Site Natura 2000 FR9101493 "Embouchure du Tech et Grau de la Massane" (partie terrestre). 148 p.

CSRPN GT Connaissance du 13/04/2021 - Liste des espèces déterminantes pour les ZNIEFF.

DREAL, CEN & CSRPN Languedoc-Roussillon.; 2008 - Élaboration d'une méthode de hiérarchisation des enjeux écologiques Natura 2000 en Languedoc-Roussillon. 55 p.

SOLDATI F. et JAULIN S. ; 2005 - Les dunes littorales du Languedoc-Roussillon. Guide méthodologique d'évaluation de leur état de conservation à travers l'étude des cortèges spécialisés de Coléoptères. Rapport d'étude de l'OPIE.

#### Webographie:

https://inpn.mnhn.fr/site/natura2000/FR9101493 : Muséum National d'Histoire Naturelle, Inventaire National du Patrimoine Naturel, Site Natura 2000 « FR9101493 Embouchure du Tech et Grau de la Massane »

http://www.natura2000.fr : Ministère de la Transition Écologique et Solidaire – Centres de ressources Natura 2000.

https://www.naturadapt.com : Adapter la protection de la nature aux défis du changement climatique en Europe.



Liberté Égalité Fraternité

Service Mer et Littoral Unité Gestion du Littoral

#### NOTICE D'ÉVALUATION PRÉALABLE DES INCIDENCES NATURA 2000



#### Par qui?

Ce formulaire est à remplir par le **porteur du projet**, en fonction des informations dont il dispose. Il fait office de dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 lorsqu'il démontre l'absence d'incidence ou leur caractère négligeable.

#### A quoi ça sert?

Il permet, par une analyse succincte du projet et des enjeux, d'exclure toute incidence sur un site Natura 2000, ou de démontrer le caractère négligeable de l'incidence.

**Attention**: si tel n'est pas le cas, et qu'une incidence non négligeable est possible, un dossier complet d'évaluation doit être établi.

#### Pour aui ?

Ce formulaire permettra au service administratif instruisant le dossier, le service du département dans lequel se déroule le projet, de fournir l'autorisation requise ou, dans le cas contraire, de demander de plus amples précisions sur certains points particuliers.

#### Coordonnées du service départemental instruisant le dossier:

#### Direction Départementale des Territoires et de la Mer

Service Mer et Littoral – Unité Gestion du Littoral 2, rue Jean Richepin BP 50909 66020 PERPIGNAN Cedex

Courriel: ddtm-dml-ugl@pyrenees-orientales.gouv.fr

Téléphone: 04 68 38 13 71

Désignation du po	orteur de projet :		
Dénomination socia	ale (si personne morale) :		
Représentant de la	personne morale :		
Qualité :			
Nom :	Prénom :		
Téléphone :			
Courriel :			
Nom Prénom (si per	rsonne physique) :		
Adresse:			
4 5			
1. Description	n du projet, de la manifestation ou de l'aménage	ement	
Nom du projet :			
Nom do projec.			
A) Nature du proi	et (de la manifestation, de l'aménagement,) :		
A) Natore do proj	et (de la maimestation, de l'amenagement,).		
Organiser et réc	glementer le fonctionnement des lots de plage et	t des équipem	ents destinés
,	besoins du sevice public des bains de mer sur le	• •	
	·		
B) Localisation et	cartographie du projet:		
	tp://www.natura2000.fr/carte-natura-2000 ou https://n	<u>atura2000.eea.c</u>	europa.eu/
Nom do la comm	une ou des communes au droit du proiet :		
Nom de la commi	une ou des communes au droit du projet :		
. La projet d	e <b>st situé</b> en site(s) Natura 2000 ou proche d'un	cito Natura 3	2000 (distance
	a 1 km), cocher ci-dessous le  ou les sites concern		.000 (distance
	,,		
N° de site	Appellation		
Côte sableuse et	• •		
		En site N2000	Proche d'un site
FR 9101463	Complexe lagunaire de Salses		
FR 9112005	Complexe lagunaire de Salses - Leucate	. 📙	
FR 9102012	Prolongement en mer des cap et étang de Le	Jcate □	Ш
Complexe laguna	ire de Canet – Saint Nazaire :		
		En site N2000	Proche d'un site
FR9101465 FR9112025	Complexe lagunaire de Canet Complexe lagunaire de Canet-Saint Nazaire	H	
FK9112025	Complexe lagoriaire de Cariet-Saint Nazaire		Ш
Côte rocheuse:			
FR9101482	Posidonies de la côte des Albères (SIC)	En site N2000	Proche d'un site
FR9112034	Cap Béar – Cap Cerbère (ZPS)	H	
FR9101481	Côte rocheuse des Albères (SIC)		
FR9101493	Embouchure du Tech et grau de la Massane (		
FR9101483	Massif des Albères (SIC)		
FR9112023	Massif des Albères (ZPS)		1 1

## ✔ Délimitation de la zone concernée par le projet :

minimales et maximales, les éventuels amers	93), la distance au rivage, les profondeurs
Longueur et largeur de l'installation :	
Surface de l'installation :	
C) Étendue du projet :	
- Préciser si le projet, la manifestation ou l'am connexes (exemple : parking, zone de stockage, zo d'accès, animations, etc.). Si oui, décrire succincter de ceux-ci.  Pour les manifestations : infrastructures permanen nombre de personnes attendues.	ne de nettoyage, sanitaires, cheminement ment ces aménagements et indiquer le lieu
D) Durée prévisible et période envisagée des amén	agements :
- Projet, manifestation :  ☐ diurne ☐ nocturne	
- Durée précise si connue :	(jours, mois)
Ou durée approximative en cochant la case corres	n à 5 ans
- Période précise si connue :	(de tel mois à tel mois)

Ou période approximative en cochant la (le	es) case(s) correspondante(s):
☐ Printemps	☐ Automne
☐ Eté	☐ Hiver
- Fréquence :  Chaque année  Chaque mois  autre	
- Etat des lieux des autres AOT ou ma vocation à servir à l'appréciation des effet	nifestations observées sur la zone (cet encart a s cumulatifs)
E) Entretien / fonctionnement / rejet / déc	
naturel (eau, air, sol et sous-sol de la m	générera des interventions ou rejets dans le milieu er) durant sa phase d'exploitation et d'entretien e, rejets de gaz, d'eau, poussières, entretien des ce, ampleur, etc.)
Préciser le type de déchets produits, leur r le lieu d'évacuation des déchets (déchette	mode de gestion (container, recyclage,) ainsi que
F) Budget :	
Coût global du projet (si connu) :	
Sinon classe de coût approximatif (cocher	la case correspondante) :
□ < 5 000 €	☐ de 20 000 € à 100 000 €
☐ de 5 000 à 20 000 €	□ > à 100 000 €

#### 2. Définition de la zone d'influence (concernée par le projet)

La zone d'influence est fonction de la nature du projet et des milieux naturels environnants. Les incidences d'un projet sur son environnement peuvent être plus ou moins étendues. La zone d'influence est plus grande que la zone d'implantation.

Pour aider à définir cette zone, <u>il convient de délimiter ces zones sur une carte</u> et de se poser les questions suivantes :

Effets du projet sur l'environnement (cocher et préciser):
☐ Bruits
☐ Vibrations
☐ Houle, vagues
☐ Rejets dans le milieu marin
☐ Pollutions
☐ Risque de collisions (marines, aériennes)
☐ Modifications des caractéristiques du sol et/ou du sous-sol
Dépôts de sédiments
☐ Mise en suspension de sédiments
☐ Emissions de lumière
☐ Piétinements
☐ Autres incidences
3. Etat des lieux de la zone d'étude
3. Etat des lieux de la zone d'étude  Il faut désormais faire l'état des lieux écologique de la zone d'influence afin de déterminer ensuite les incidences que peut avoir le projet ou la manifestation sur cette zone.
Il faut désormais faire l'état des lieux écologique de la zone d'influence afin de déterminer
Il faut désormais faire l'état des lieux écologique de la zone d'influence afin de déterminer ensuite les incidences que peut avoir le projet ou la manifestation sur cette zone.
Il faut désormais faire l'état des lieux écologique de la zone d'influence afin de déterminer ensuite les incidences que peut avoir le projet ou la manifestation sur cette zone.  A) Protection réglementaire :
Il faut désormais faire l'état des lieux écologique de la zone d'influence afin de déterminer ensuite les incidences que peut avoir le projet ou la manifestation sur cette zone.  A) Protection réglementaire:  Outre Natura 2000, le projet est situé en :
Il faut désormais faire l'état des lieux écologique de la zone d'influence afin de déterminer ensuite les incidences que peut avoir le projet ou la manifestation sur cette zone.  A) Protection réglementaire:  Outre Natura 2000, le projet est situé en :  Site classé
Il faut désormais faire l'état des lieux écologique de la zone d'influence afin de déterminer ensuite les incidences que peut avoir le projet ou la manifestation sur cette zone.  A) Protection réglementaire:  Outre Natura 2000, le projet est situé en :  Site classé  Site inscrit
Il faut désormais faire l'état des lieux écologique de la zone d'influence afin de déterminer ensuite les incidences que peut avoir le projet ou la manifestation sur cette zone.  A) Protection réglementaire:  Outre Natura 2000, le projet est situé en :  Site classé  Site inscrit  Réserve Naturelle
Il faut désormais faire l'état des lieux écologique de la zone d'influence afin de déterminer ensuite les incidences que peut avoir le projet ou la manifestation sur cette zone.  A) Protection réglementaire:  Outre Natura 2000, le projet est situé en :  Site classé  Site inscrit  Réserve Naturelle  Arrêté de protection de biotope
Il faut désormais faire l'état des lieux écologique de la zone d'influence afin de déterminer ensuite les incidences que peut avoir le projet ou la manifestation sur cette zone.  A) Protection réglementaire:  Outre Natura 2000, le projet est situé en :  Site classé  Site inscrit  Réserve Naturelle  Arrêté de protection de biotope  Parc National
Il faut désormais faire l'état des lieux écologique de la zone d'influence afin de déterminer ensuite les incidences que peut avoir le projet ou la manifestation sur cette zone.  A) Protection réglementaire:  Outre Natura 2000, le projet est situé en :  Site classé  Site inscrit  Réserve Naturelle  Arrêté de protection de biotope  Parc National  Parc Naturel Marin
Il faut désormais faire l'état des lieux écologique de la zone d'influence afin de déterminer ensuite les incidences que peut avoir le projet ou la manifestation sur cette zone.  A) Protection réglementaire:  Outre Natura 2000, le projet est situé en :  Site classé  Site inscrit  Réserve Naturelle  Arrêté de protection de biotope  Parc National  Parc Naturel Marin  Site relevant du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres
Il faut désormais faire l'état des lieux écologique de la zone d'influence afin de déterminer ensuite les incidences que peut avoir le projet ou la manifestation sur cette zone.  A) Protection réglementaire:  Outre Natura 2000, le projet est situé en :  Site classé  Site inscrit  Réserve Naturelle  Arrêté de protection de biotope  Parc National  Parc Naturel Marin  Site relevant du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres  ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique)

## B) Usages et activités :

Cocher	les	cases	correspondantes	pour	indiquer	succinctement	quels	sont	les	usages	et
activités	act	tuels d	e la zone d'étude								

☐ Aucun		☐ Plongée (sous-marine, apnée, randonnée subaquatique, sentier sous-marin)					
☐ Jeux de pla	ge	☐ Chasse sous-marine					
☐ Baignade		☐ Pêche de loisir (embarquée, à partir du bord et pêche à pied)					
☐ Navigation	de plaisance (voile, moteur)	☐ Pêche professionnelle (petits métiers, chalut)					
☐ Base nautiq	ue	☐ Aquaculture, conchyliculture					
☐ Planches à v	voile, surf	☐ Activités militaires					
☐ Kite-surf		☐ Activités aériennes (motorisées, vols libres)					
☐ Canoë, kaya	ak de mer, aviron	☐ Autre (préciser l'usage) :					
☐ Jet-ski, ski tractés	nautique ou autres engins						
C) Milieux natu	urels et espèces :						
cartographie animateurs d	Renseigner les tableaux ci-dessous, en fonction de vos connaissances, et joindre une cartographie de localisation approximative des milieux et espèces (les opérateurs et animateurs des sites Natura 2000 disposent de données qui pourront vous être communiquées).						
Afin de faciliter l'instruction du dossier, il est fortement recommandé de fournir quelques photos du site (sous format numérique de préférence). Préciser ici la légende de ces photos et reporter leur numéro sur la carte de localisation.							
Photo 1:							
Photo 2:							
Photo 3:							
Photo 4:							
Photo 5:							

<u>TABLEAU MILIEUX NATURELS</u>: Cocher si l'habitat naturel est présent sur la zone concernée ou à proximité.

Voir site Internet <a href="http://inpn.mnhn.fr">http://inpn.mnhn.fr</a>

TYPE D'HABITAT NATUREL	Commentaires
- Grandes Criques et baies peu profondes - Lagunes - Falaises maritimes et ilots - Récifs	
- Grottes marines submergées ou semi  Habitats submergées  littoraux - Bancs de sable à faible couverture et marins - Replats boueux ou sableux - Végétation annuelle des laisses de mer - Dunes - Herbiers (Posidonies) - Coralligène	
- Autres	

#### TABLEAU ESPECES FAUNE, FLORE:

Voir site Internet <a href="http://inpn.mnhn.fr">http://inpn.mnhn.fr</a>

ESPÈCES	Étape/ type d'utilisation de la zone	Cocher si présente ou potentielle	Autres informations (statut de l'espèce, nombre d'individus, type d'utilisation de la zone d'étude par l'espèce)
Grand dauphin	Étape migratoire		
•	Reproduction		
Tortue caouanne	Étape migratoire		
	Reproduction		
	Résidente		
Oiseaux (espèces)	Étape migratoire		
	Reproduction		
	Hivernage		
	Résidente		
Autre	Étape migratoire		
	Reproduction		
	Hivernage		

#### 4. Incidences du projet

Décrivez sommairement les incidences potentielles du projet dans la mesure de vos connaissances.

Détérioration ou destruction d'habitat :

voir la notice d'incidences Natura 2000 réalisé par le service "espaces naturels" de la commune d'Argelès-s/Mer (Annexe 7)

Perturbation ou destruction d'espèces (préciser lesquelles ainsi que le nombre d'individus) :

voir la notice d'incidences Natura 2000 réalisé par le service "espaces naturels" de la commune d'Argelès-s/Mer (Annexe 7)

#### 5. Conclusion

Il est de la responsabilité du porteur de projet de conclure sur l'absence ou non d'incidences de son projet.

A titre d'information, le projet est susceptible d'avoir une incidence lorsque :

- Une surface relativement importante ou un milieu d'intérêt communautaire ou un habitat d'espèce est dégradé ou détruit à l'échelle du site Natura 2000
- Une espèce d'intérêt communautaire est perturbée ou détruite dans la réalisation de son cycle vital.

Le projet est-il susceptible d'avoir une incidence ?

NON : ce document,	accompagné de se	s pièces, e	st joint à la	demande o	d'autorisation	ΟU
à la déclaratio	n, et remis au servie	ce instructe	eur.			

☑ OUI : l'évaluation d'incidences doit se poursuivre. Un dossier complet doit être établi. Ce dossier sera joint à la demande d'autorisation ou à la déclaration, et remis au service instructeur.

A (lieu) :	Argelès-sur-Mer					
Le (date) :	11	(ewin	224	]		

700

Signature:

#### Où trouver l'information sur Natura 2000 ?

Sur le site internet portail Natura 2000 :

http://www.natura2000.fr/

https://natura2000.eea.europa.eu/

Sur le site internet de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel :

http://inpn.mnhn.fr/isb/naturaNew/searchNatura2000.jsp

Sur le site internet de la DREAL Occitanie / rubrique Mer Littoral :

(Documents d'objectifs (DOCOB), trouver un site, textes de références et guides méthodologiques, référentiels, sites Natura 2000 en Occitanie, Natura 2000 en mer, évaluation des incidences, évaluation de l'état de conservation, communication et réseau régional):

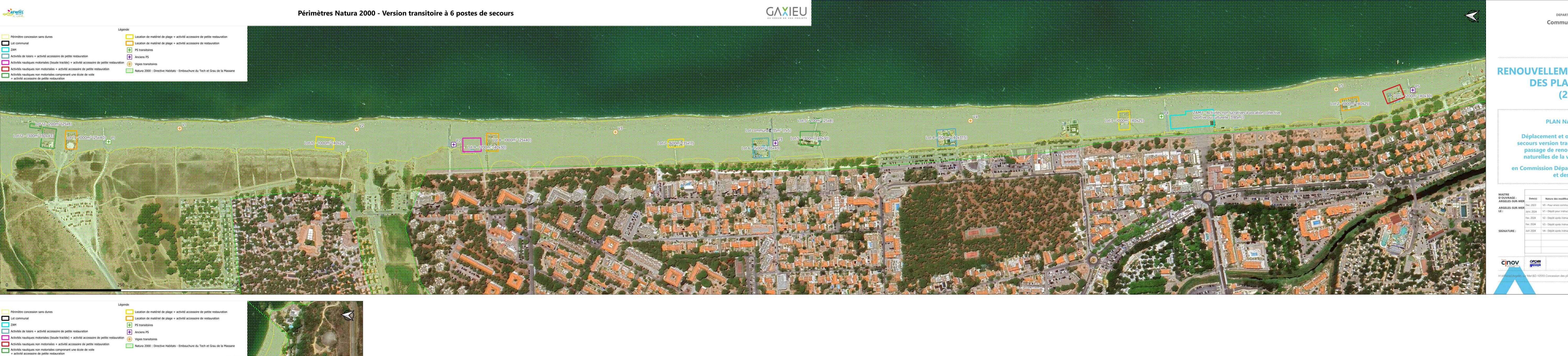
http://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/sites-natura-2000-en-occitanie-r8651.html

Sur le site internet de l'information cartographique CARMEN:

http://carto.ecologie.gouv.fr/?service\_idx=25W&map=environnement.map











# **DES PLAGES NATURELLES** (2025 - 2034)

# **PLAN NATURA 2000 TRANSITOIRE**

naturelles de la ville d'Argelès-sur-Mer (2025-2034)

et des Sites du 25 avril 2024











# **DES PLAGES NATURELLES** (2025 - 2034)

# **PLAN NATURA 2000 DEFINITIF**

secours version définitive à 4 postes de secours suite au naturelles de la ville d'Argelès-sur-Mer (2025-2034)

et des Sites du 25 avril 2024

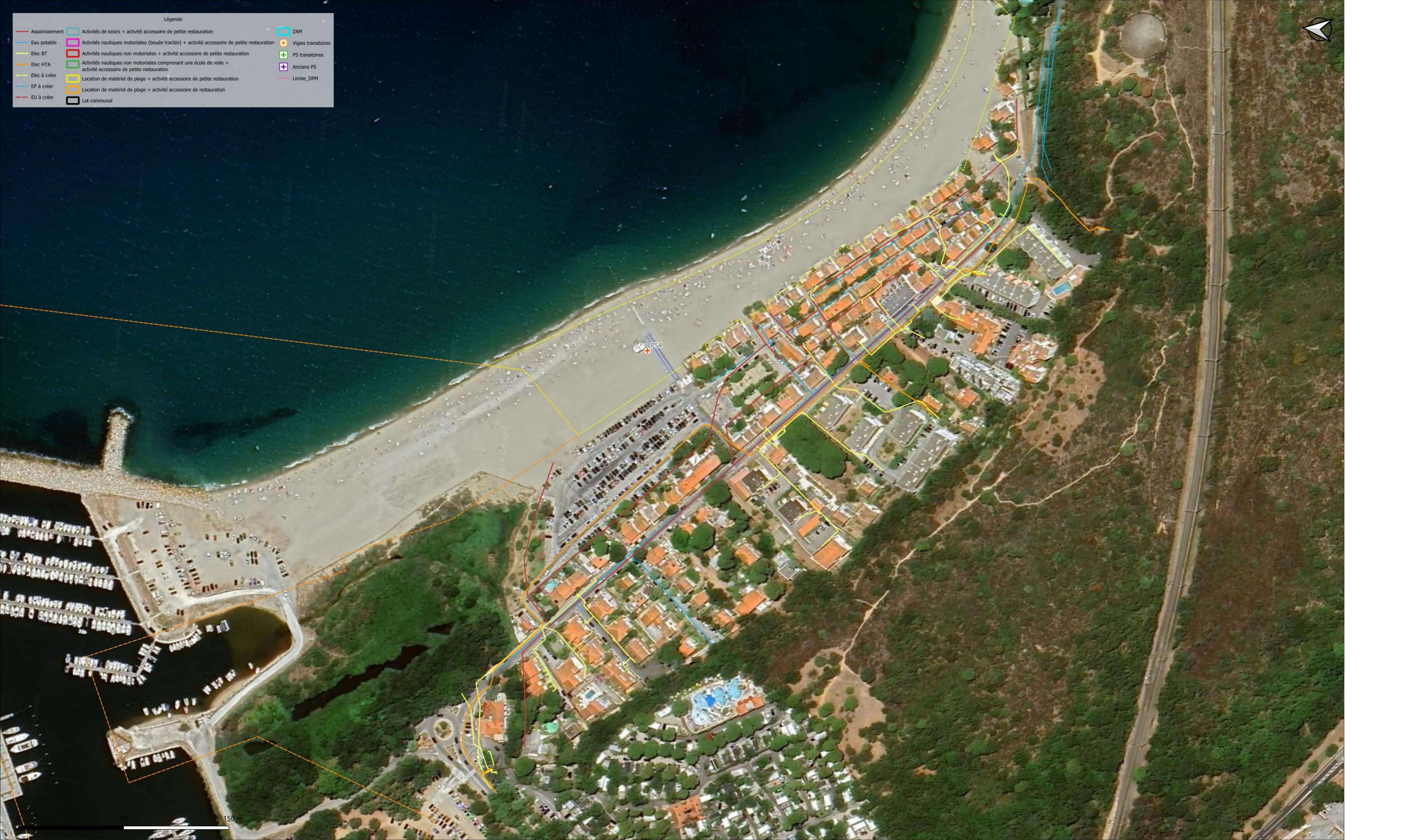






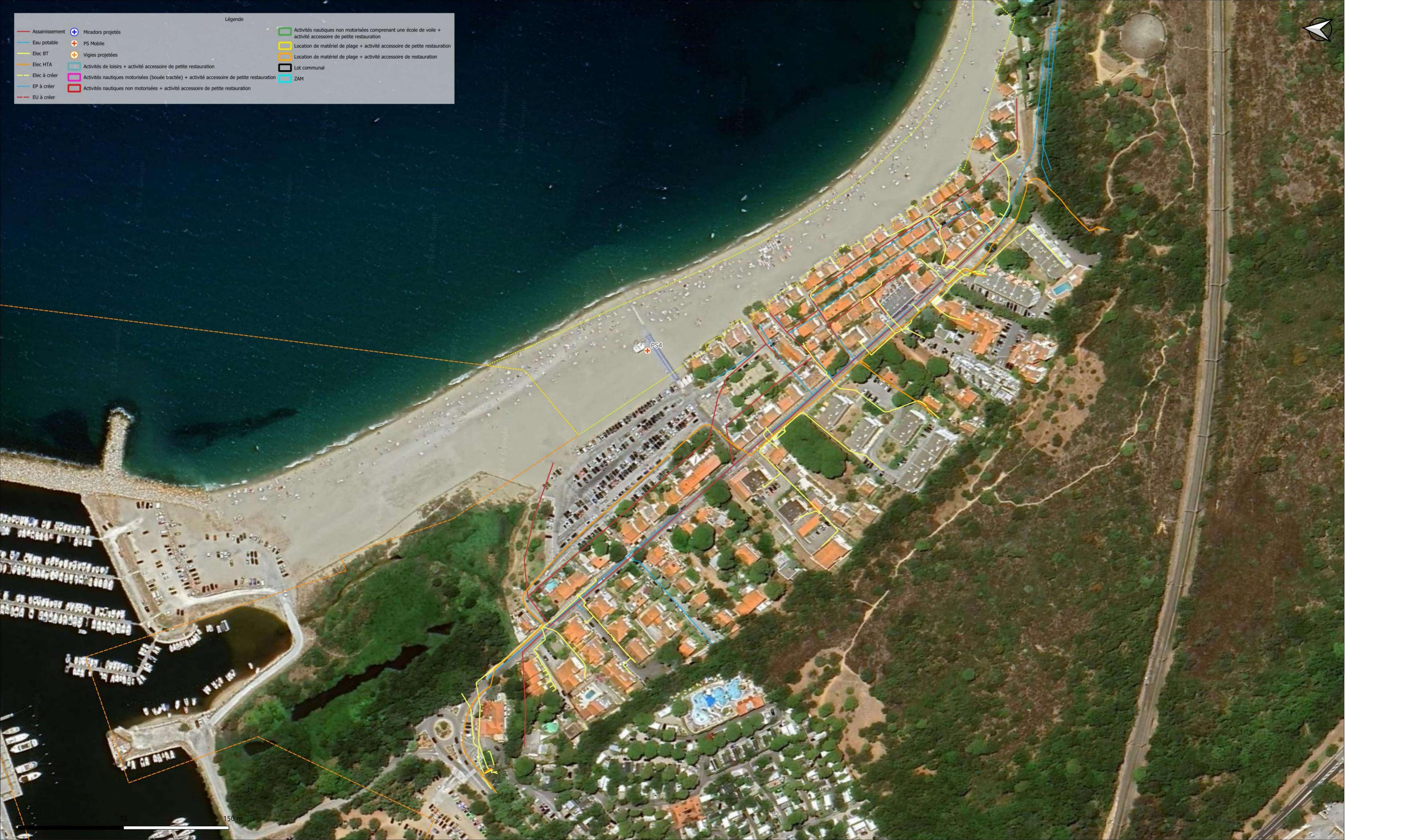


















# RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION **DES PLAGES NATURELLES** (2025 - 2034)

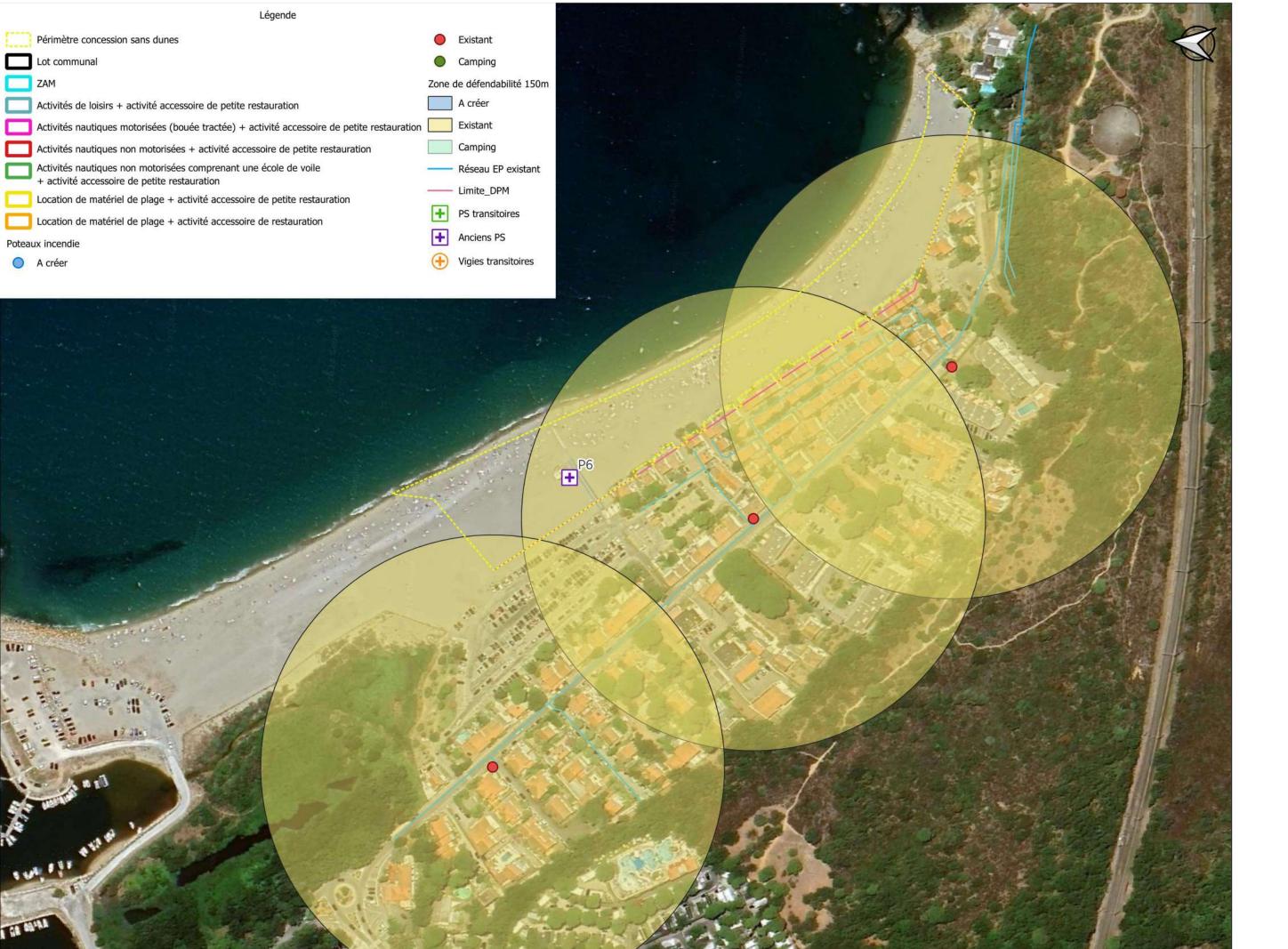
# PLAN DES POTEAUX INCENDIE TRANSITOIRE

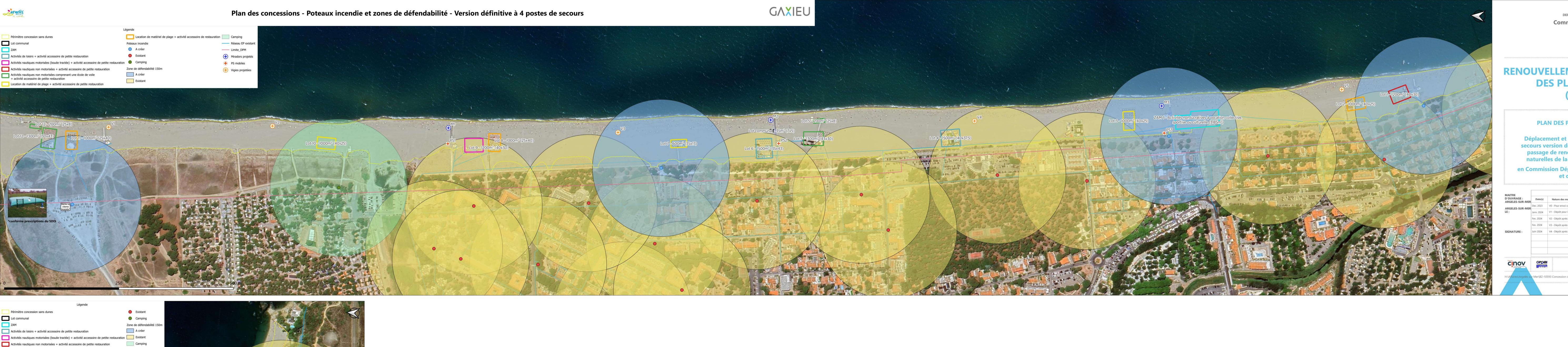
Déplacement et organisation souhaités des postes de secours version transitoire à 6 postes de secours suite au passage de renouvellement de concession de plage naturelles de la ville d'Argelès-sur-Mer (2025-2034)

en Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du 25 avril 2024









Activités nautiques non motorisées comprenant une école de voile + activité accessoire de petite restauration

Location de matériel de plage + activité accessoire de restauration

Location de matériel de plage + activité accessoire de petite restauration

---- Réseau EP existant

Miradors projetés

PS mobile

Vigies projetées



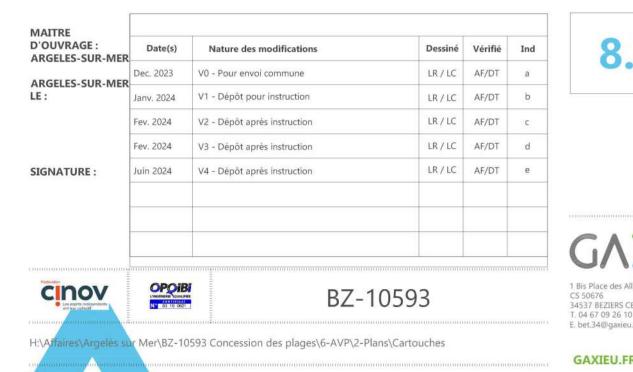


# RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION **DES PLAGES NATURELLES** (2025 - 2034)

# PLAN DES POTEAUX INCENDIE DEFINITIF

Déplacement et organisation souhaités des postes de secours version définitive à 4 postes de secours suite au passage de renouvellement de concession de plage naturelles de la ville d'Argelès-sur-Mer (2025-2034)

en Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du 25 avril 2024





# RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION DES PLAGES NATURELLES 2025-2034

Département des Pyrénées-Orientales – Ville d'Argelès-sur-Mer

Note de précision du projet de concession des plages naturelles après le passage en CDNPS





#### **PREAMBULE**

Cette note vient préciser certains ajustements suite au passage du projet de renouvellement de concession des plages naturelles de la ville d'Argelès-sur-Mer en Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) le 25 avril 2024 sur les points suivants :

- Les équipements de sécurité des plages et des zones de baignade
- Le lot supplémentaire prévu au droit du camping le Roussillonnais (lot 10)

# A. LES EQUIPEMENTS DE SECURITE DES PLAGES ET DES ZONES DE BAIGNADE

#### I. Coté « Terre »

#### 1. Concession actuelle

#### À ce jour 6 Postes de Secours sont répartis sur les plages de la commune :

- PS1 : le plus au Nord, situé au sud du lot 15 au niveau de la Plage de Marenda via l'accès plage n°60 ;
- PS2 : 1 poste de secours situé plage Tamariguer, accessible par l'accès n°52 ;
- PS3 : 1 poste de secours situé sur la plage des Pins, accessible par l'accès plage n°39 ;
- > PS4 : 1 poste de secours situé sur la plage Centre, accessible entre l'accès plage n°23 et n°24 ;
- PS5 : 1 poste de secours au niveau de la plage Sud accessible par l'accès plage n°15 ;
- PS6 : 1 poste de secours situé sur la plage du Racou au niveau de l'accès n°8.



Figure 1: Plan des plages - Concession en vigueur

#### Reportage photographique des Postes de Secours et vigie :



Figure 2 : Reportage photographique des Postes de Secours et vigie

#### 2. Concession à venir

L'objectif est de réduire le nombre de poste de secours et d'insérer des vigies entre les 4 futurs postes de secours et ce dans le but d'avoir un dispositif de surveillance tous les 450 mètres au maximum afin de mieux mailler la plage.

Deux postes de secours seront supprimés et la commune prévoit la mise en place de 6 vigies sur le linéaire de plage.

Quatre postes de secours seront donc référencés sur le périmètre de la concession :

- 1 poste de secours démontable sur la plage du Racou installé en milieu de plage (emplacement identique par rapport à la précédente concession);
- 1 poste de secours démontable (futur PS2) installé en milieu de plage avec devant un mirador de surveillance ;
- > 2 postes de secours démontables d'environ 45 m² et de 9m² d'espace modulaire pour les sanitaires installés en haut de plage avec devant un mirador de surveillance.

En attendant que la commune fasse le nécessaire pour l'acquisition et l'installation de nouveaux postes de secours mobiles (à partir de 2026), les 6 postes de secours mobiles de la concession en vigueur seraient conservés dans les mêmes condition

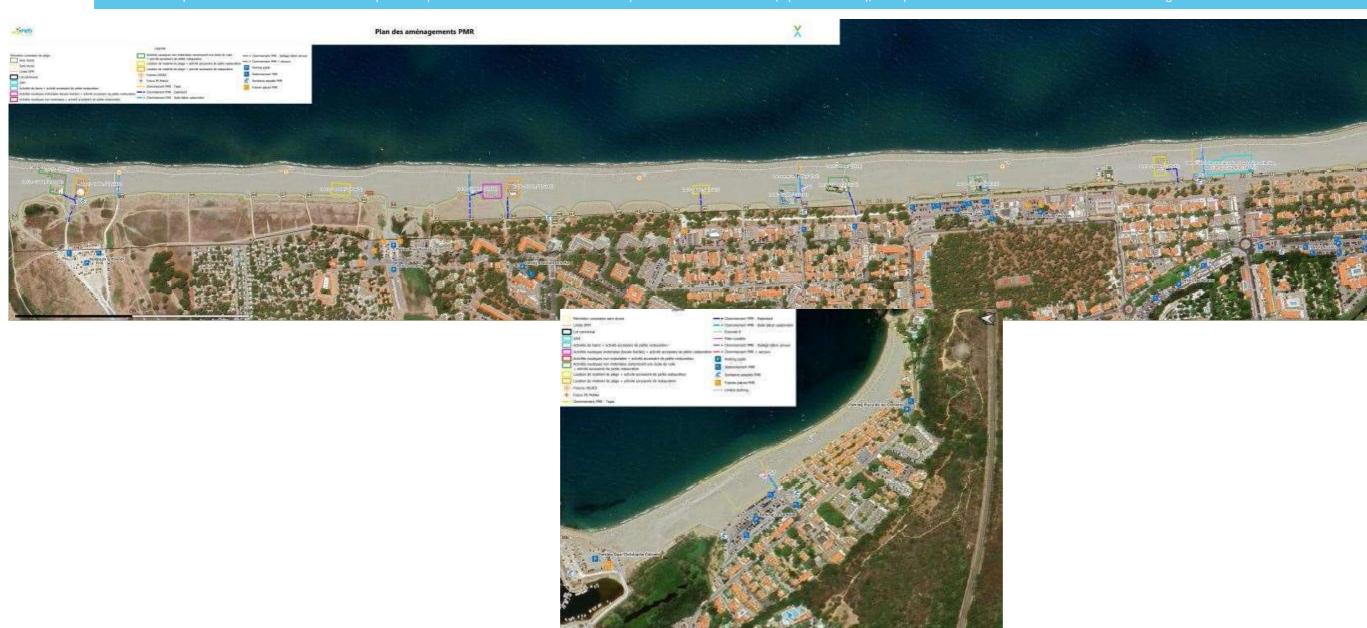
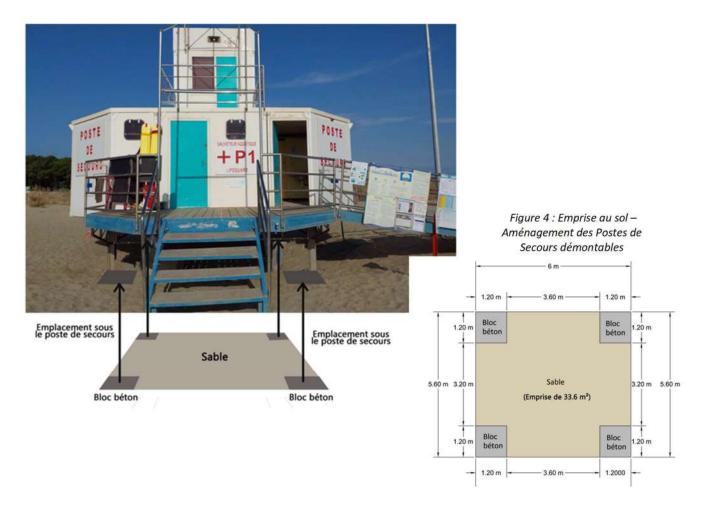


Figure 3 : Postes de Secours, vigies et accès PMR de la concession renouvelée

- Les postes de secours de milieu de plage seront aménagés sur quatre blocs bétons de 1.2 m par 1.2 m, enfouis dans le sable, soit une superficie aménagée de 5.76 m² par poste de secours démontable.
- L'emprise totale sur sable est d'environ 33.6 m² par poste de secours mobile.



Deux postes mobiles en haut de plage d'environ 45 m² seront installés si possible sans fondation ou sur des dalles qui seraient retirées chaque année :

- Le futur PS1 en lieu et place de l'actuel PS2;
- L'actuel PS4 devenant le PS3.

Détail des nouveaux postes, uniquement de plain-pied (environ 45 m² au sol), 6 m de largeur et 7,5 m de longueur comprenant :

- > Espace sauveteurs (repos, vestiaires, repas, douches...) 15 m<sup>2</sup>;
- Espace stockage matériel (moyens nautiques, secourisme, sauvetage, matériel PMR...) 15 m²;
- Module infirmerie avec stock produits 15 m²;
- + Module indépendant accolé au poste pour toilettes PMR d'environ 9 m².

#### Des AOT travaux seront proposées à la DDTM une fois le projet de postes de secours finalisé.

3 miradors de surveillance mobiles en bas de plage seront installés, sans fondation ou sur des dalles retirées chaque année, devant les postes de secours PS1, PS2 et PS3 :

- Espace fermé de 4 m de hauteur de plancher ;
- 3 personnes;
- > 9 m² dont un espace terrasse.



Figure 5 : Exemple de Mirador

6 vigies de surveillance mobiles en bas de plage seront installées entre les postes de secours :

- Espace ouvert de 2,5 m de hauteur de plancher ;
- 1 personne;
- > 2,5 m<sup>2</sup>.



Figure 6 : Exemple de Vigie

Le bâtiment existant de la voilerie sera intégré dans le périmètre de la concession de plage considérant son usage à vocation stockage du matériel de secours. En voici donc les caractéristiques :

Localisation et superficie :

Point 1	X = 703775	Point 2	X = 703775
	Y = 6163132		Y = 6163126
Point 3			-
Point 3	X = 703789	Point 4	X = 703789

Superficie de la dépendance domaniale concernée (en m²) comprenant la surface totale d'occupation : 59 m²

- Local: 5 m x 7m x 2,80 hauteur bâtiment soit 35m²;
- Rampe d'accès : 7,30 m x 3,30 m 24 m².





Figure 7 : Photographies de la Voilerie

#### Poste de secours et sanitaires PMR :

Les nouveaux postes de secours mobiles projetés seront aménagés avec des sanitaires accessibles PMR. À cette fin, un espace modulaire de 9 m² accolé à chaque poste de secours sera réservé à des sanitaires accessibles aux PMR. Des réseaux destinés à alimenter ces postes seront créés ou détournés en cas de déplacement.

L'actuel poste de secours 3 labélisé HANDIPLAGE devenant le poste de secours 2 dans le cadre de cette demande de renouvellement de concession est conservé.

Les anciens réseaux et les construction en dur seront retirés pour que la plage retrouve son état naturel.

En ce sens, la totalité des Postes de Secours seront aménagés avec des sanitaires accessibles PMR.

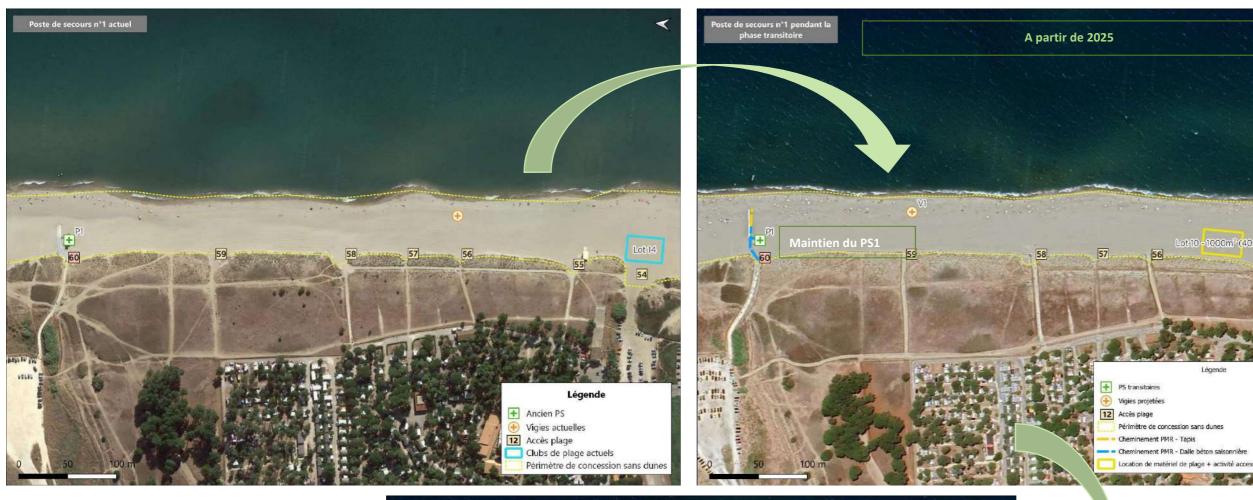




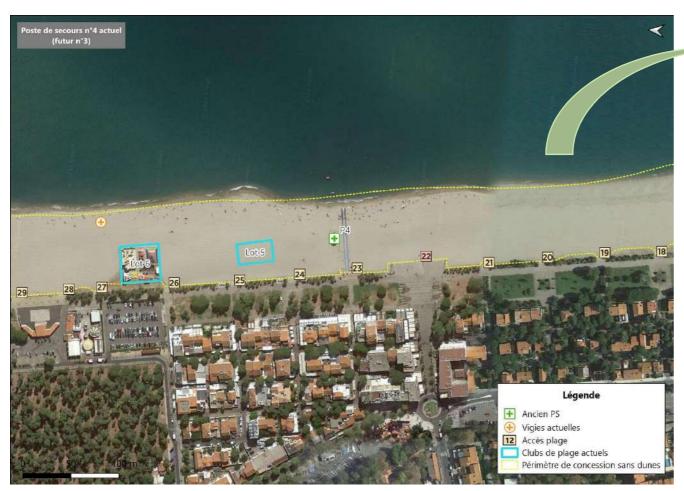
Figure 4 : Évolutions ancien Poste de Secours 1







Figure 9 : Évolutions ancien Poste de Secours 2









Concernant l'accessibilité, les stationnements PMR sont situé au doit du parking du GRAU

Figure 10 : Évolutions ancien Poste de Secours 4





Figure 11 : Évolutions ancien Poste de Secours 6

Dans le cadre de la nouvelle concession de plage, il y aura donc quatre postes de secours mobiles.

L'aménagement de ces Postes de Secours est référencé dans le tableau ci-dessous afin de prendre en compte les superficies affectées.

	Mobile / permanent	Dimension	Linéaire	Surface
Poste de secours 1 Mobile en haut de plage		6x7,5 m <sup>2</sup> + 9m <sup>2</sup> d'espace modulaire sanitaire	7.5 m	45 m² + 9m²
Poste de secours 2	Mobile	7.5x5 m	7.5m	38 m²
Poste de secours 3	Poste de secours 3 Mobile en haut de plage		7.5 m	45 m² + 9m²
Poste de secours 4 Mobile		7.5x5 m	7.5 m	38 m²

Tableau 1 – Superficie Postes de Secours

#### 3. Surveillance actuelle

#### La surveillance des baignades est assurée par deux agents permanents, et des agents saisonniers employés par la commune

D'un point de vue réglementaire, les Postes de Secours devront respecter les dispositions de la Circulaire n° 86-204 du 19 juin 1986 relative à la « Surveillance des plages et lieux de baignade d'accès non payant » ainsi que le décret n°2022-105 du 31 Janvier 2022 relatif au matériel de signalisation utilisé pour les baignades ouvertes gratuitement au public, aménagées et autorisées et plus particulièrement les points suivants :

#### X Baliser les accès à la plage depuis les voies principales par des panneaux directionnels :

Ce point sera traité dans la pièce 6 du présent dossier ( « dispositifs matériels envisagés pour porter à connaissance du public la concession de plage » ).

#### Fléchage : Des panneaux placés à intervalles réguliers indiquent l'emplacement du Poste de Secours :

> Ce point sera traité dans la pièce 6 du présent dossier ( « dispositifs matériels envisagés pour porter à connaissance du public la concession de plage » ).

#### X Équipement : doté d'eau et de l'électricité, le poste est aménagé de façon que l'entretien soit aisé. Chaque poste de secours est équipé :

- Du matériel de premiers secours pour les soins d'urgence ;
- D'une sonorisation pour la diffusion de messages ou à défaut d'un porte-voix ;
- De matériel de liaison avec un téléphone fixe et/ou portable ainsi qu'une VHF portative ;
- D'une pharmacie approvisionnée tout au long de la saison. La pharmacie des postes de secours est dotée de tous les produits nécessaires aux premiers soins des usagers des plages;
- D'un lit pour les victimes ;
- D'un espace sanitaire pour les sauveteurs ;
- De divers affichages :
  - o l'Arrêté municipal réglementant l'organisation de la sécurité des plages, l'organisation des baignades et de la police sur les plages communales, l'Arrêté préfectoral réglementant la navigation, le mouillage des navires, la plongée sous-marine et la pratique des sports nautiques de vitesse dans la bande des 300 mètres, et l'arrêté municipal réglementant la baignade et les activités nautiques pratiquées à partir du rivage avec des engins de plage et des engins nautiques non immatriculés dans le plan de balisage situé dans la bande littorale des 300 mètres;
  - O Des analyses de la qualité des eaux de baignade ;
  - o Le numéro du poste de secours, son numéro de téléphone, les périodes et horaires de surveillance ;
  - Un panneau « information baignade » qui est une signalétique globale aux couleurs de la commune avec un message du maire et l'évocation du pavillon bleu. Il fait apparaître les règles pour une pratique respectueuse et sécurisée de la baignade et de la plage, le plan de balisage, les numéros d'appel d'urgence en dehors des horaires d'ouverture, la signification des pavillons hissés au-dessus des postes de secours;
  - o (...) Cf. détails dans la pièce 6 du présent dossier.

**Emplacement :** L'emplacement des futurs postes de secours et des vigies a été pensé en collaboration avec le chef de plage de telle sorte à correspondre au mieux aux besoins.

<u>Limites de zone</u>: La réglementation prévoit de matérialiser les limites de zones surveillées par des drapeaux bicolores, composés de deux bandes horizontales de dimensions identiques : rouge en haut et jaune en bas. Un panneau délimitant également la limite de la zone surveillée de celle non surveillée vient doubler l'information. <u>Au-delà de ces espaces, la baignade est autorisée, mais non surveillée</u>.

Le tableau ci-après présente les périodes d'ouverture des postes de secours pour l'année 2023. Ces dernières seront définies plus précisément chaque année dans l'Arrêté municipal réglementant l'organisation de la sécurité des plages, l'organisation des baignades et de la police sur les plages communales.

Période	Horaire de surveillance	Postes concernés
29 avril au 29 mai	Jours fériés + Week-end + 29 et 30 avril +	PS4
25 aviii au 25 iiiai	1, 6,7,8,13,14,18,19,20,21,27,28,29 mai 10h30 à 18h	
3 juin au 30 juin	Tous les jours 10h30 à 18h	PS1, PS3, PS4, PS6
10 au 30 juin	Tous les jours 10h30 à 18h	PS2 et PS5
1er juillet au 31 août	Tous les jours 10h30 à 19h	La totalité des postes
1er au 10 septembre :	Tous les jours 10h30 à 18h	La totalité des postes
11 au 17 septembre	Tous les jours 10h30 à 18h	PS1, PS3, PS4, PS5, PS6
18 au 24 septembre	En fonction des conditions météorologiques, tous les jours 10h30 à 18h	PS3, PS4, PS6
25 septembre au 01 octobre	Fonction des conditions météorologiques, tous les jours 10h30 à 18h	PS4, PS6

Tableau 2 – Période d'ouverture des Postes de Secours 2023

Le reste de l'année, en dehors de la période estivale, des panneaux « baignade non surveillée » seront installés sur les plages de la commune.

#### 4. Surveillance à venir

5. Période	Horaire de surveillance	Postes concernés
Mois de mai	Jours fériés + week-end de 10h30 à 18h	PS3
Mois de juin	Tous les jours de 10h30 à 18h	PS1, PS2, PS3, PS4
Mois de juillet et août	Tous les jours 10h30 à 19h	PS1, PS2, PS3, PS4
3 premières semaines de septembre	Tous les jours 10h30 à 18h	PS1, PS2, PS3, PS4
4ème semaine de septembre et éventuellement première semaine d'octobre (en fonction des conditions météorologiques)	Tous les jours 10h30 à 18h	PS3

Tableau 3 – Période d'ouverture prévisionnel des Postes de Secours 2026

#### II. Coté « Mer »

#### 1. Concession actuelle

Le plan de balisage a fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°091/2022 règlementant la navigation, le mouillage des navires, la plongée sous-marine et la pratique des sports nautiques de vitesses dans la bande littorale des 300 mètres bordant la commune d'Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales).

#### X Côté mer, on retrouve 13 zones du Nord au Sud:

- Zone 1 : autorisée pour les activités de mer non motorisées : planche à voile hors kite surf ;
- Zone 2 : seule la baignade est autorisée ;
- Zone 3 : seule la baignade est autorisée ;
- Zone 4 : seule la baignade est autorisée ;
- Zone 5 : autorisée pour les activités de mer non motorisées : planche à voile hors kite surf;
- Zone 6 : seule la baignade est autorisée ;
- Zone 7 : seule la baignade est autorisée ;
- > Zone 8 : seule la baignade est autorisée ;
- Zone 9 : autorisée pour les activités de mer non motorisées : planche à voile hors kite surf ;
- Zone 10 : seule la baignade est autorisée ;
- > Zone 11 : seule la baignade est autorisée ;
- > Zone 12 : autorisée pour les activités de mer non motorisées : planche à voile hors kite surf;
- Zone 13 : seule la baignade est autorisée ;

Les véhicules nautiques motorisés sont autorisés seulement dans les chenaux dédiés et aux delà du balisage prévu à cet effet. Cinq chenaux sont identifiés dans le cadre de la concession en vigueur.



Figure 12 : Plan de balisage

#### 2. Concession à venir

Dans l'optique de favoriser une bonne cohabitation entre les usagers de la mer, le plan de balisage sera mis à jour à la suite des modifications apportées dans la concession projetée découlant des choix suivants :

- La modification des activités des lots de plage ;
- La sécurisation des activités et usages sur la plage du Racou;
- La suppression du chenal planche à voile sur la plage du Racou.

#### Ainsi qu'à l'évolution de la concession de plage :

- La mise en place de Poste de Secours en haut de plage à postériori ;
- Les besoins de la concession au regard des activités nautiques.

#### Côté mer, on retrouvera 9 zones :

- > Zones 1 et 4 : autorisée pour les activités de mer non motorisées : planche à voile hors kite surf ;
- > Zones 2 à 3 et 5 à 9 : seule la baignade sera autorisée.

Les véhicules nautiques motorisés seront autorisés seulement dans les chenaux traversiers dédiés et au-delà du balisage prévu à cet effet.

- X Quatre chenaux traversiers seront référencés :
- > Au droit du poste de secours 1;
- Au droit du poste de secours 3 ;
- Au droit du lot 1;
- > Au droit du poste de secours 4.

#### Plan de balisage projeté dans le cadre de la future concession de plage



Figure 13 : Plan de balisage dans le cadre de la concession renouvelée

Nb: Dans l'attente de l'installation des deux postes de secours mobiles, le plan de balisage sera modifié uniquement sur le secteur du Racou avec la suppression du chenal planche à voile remplacé par un chenal de sécurité et sur la plage Sud avec la suppression du chenal planche à voile.



Figure 14 : Plan de balisage transitoire

## B. LE LOT SUPPLEMENTAIRE PREVU AU DROIT DU CAMPING ROUSSILLONNAIS (LOT 10)

Le lot supplémentaire prévu au droit du camping (lot 10) sera créé sous la forme d'une exploitation strictement balnéaire de type « transats ». Il n'y aura pas de création de réseaux et d'accès artificialisé par rapport à la position de ce lot. Les activités suivantes pourront être proposées :

- Location de matériel de plage + activité accessoire de vente de boissons non alcoolisées

# RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION DES PLAGES NATURELLES 2025 – 2034

Département des Pyrénées-Orientales - Ville d'Argelès-sur-Mer

Cahier des recommandations architecturales





#### TABLE DES MATIERES

#### **PRÉAMBULE**

#### 1. IMPLANTATIONS

- 1.1. Conception générale
- 1.2. Délimitation des zones d'implantation
- 1.3. Zone constructible et inconstructible des lots
- 1.4. Délimitation des surfaces concédées
- 1.5. Hauteurs des constructions
- 1.6. Volumétrie
- 1.7. Desserte des sous traités
- 1.8. Le tri sélectif des déchets
- 1.9. Entretien de l'espace concédé

#### 2. LES CONSTRUCTIONS

- 2.1. Prescriptions générales
- 2.2. Accessibilité
- 2.3. Traitement des sols
- 2.4. Traitement des façades
- 2.5. Traitement du toit
- 2.6. Traitement des locaux et équipements annexes et techniques
- 2.7. Toilettes
- 2.8. La signalisation
- 2.9. L'éclairage
- 2.10. Développement durable

#### 3. LES COULEURS

- 3.1. Les façades
- 3.2. Pour les éléments de détail (fenêtres, volets, garde-corps, serrurerie...)
- 3.3. Pour les clôtures

#### 4. PRESCRIPTIONS CONCERNANT LE MOBILIER ET LES EQUIPEMENTS

- 4.1 Choix du mobilier
- 4.2. Visibilité

## 5. COMPOSITION DU DOSSIER A SOUMETTRE A L'APPROBATION DE LA VILLE (REGLEMENT DE LA CONSULTATION)

#### **PRÉAMBULE**

La plage est un espace convoité. La loi Littoral prône un usage libre et gratuit de chaque plage mais le tourisme balnéaire doit satisfaire deux demandes contradictoires : tous veulent jouir d'un cadre naturel, certains souhaitent y profiter de services de proximité.

Le Code Général de la Propriété des Personnes publiques sur les concessions de plage réglemente l'équilibre entre protection du littoral et offre de loisirs. Il poursuit deux objectifs principaux : la libération progressive du domaine public maritime et la possibilité d'un libre accès à la plage. Il vise aussi à responsabiliser les maires dans l'aménagement de leurs plages et à organiser la transparence dans l'attribution des lots aux exploitants d'établissements.

Le présent cahier des recommandations architecturales a pour objectif d'offrir, en complément au réglementaire strict représenté par le plan d'occupation local d'urbanisme, un outil de référence à la disposition du concepteur de tout projet architectural dans le secteur du front de mer.

Tout en laissant à chaque sous-traitant sa liberté de choix architectural et sa responsabilité liée à sa compétence, le cahier des recommandations architecturales se veut être un guide pratique proposant un certain nombre de repères pour construire, rénover ou aménager avec une cohérence satisfaisante.

#### Argelès-sur-Mer la naturelle : plus qu'un titre, une manière de voir les choses

Depuis plusieurs années, la mairie d'Argelès-sur-Mer œuvre pour entretenir et valoriser le patrimoine naturel communal. Avant d'entrer dans le détail des recommandations, il importe de souligner l'état d'esprit qui devra présider à toute intervention architecturale : c'est celui de l'observation attentive des composantes naturelles et architecturales du site, du quartier, de la promenade, des espaces naturels plantés, des bâtiments construits, des couleurs et matériaux utilisés, etc., pour une insertion du projet soucieuse d'en préserver les qualités majeures.

La notion de qualité architecturale ne peut ni se réglementer, ni se définir autrement que par l'expression de la culture, des matériaux, de la volumétrie, des techniques constructives, etc. C'est donc une notion qui restera sous la responsabilité du concepteur de chaque projet.

Cependant, certains critères seront plus faciles à apprécier pour refuser tel ou tel projet. Seront donc notamment refusés :

- les expressions architecturales étrangères au site, à la région, ou trop farfelu...
- les ornements ou surcharges architecturales non justifiées altérant la lisibilité du projet,
- les matériaux et les couleurs qui ne s'intègrent pas au site.

D'une manière générale, la simplicité alliée à la justesse des proportions et à la qualité des matériaux sera préférable à la complication inutile.

#### Opposabilité du cahier des charges

Les règles d'urbanisme contenues dans le Plan Local Urbanisme de la commune d'Argelèssur-Mer sont applicables pour toute nouvelle construction sur le territoire communal. Ces règles sont complétées, précisées ou modifiées de manière plus restrictive par les dispositions particulières contenues dans le présent cahier des charges qui deviennent règlementaires et applicables en sus du droit des tiers et des règles générales d'urbanisme applicables sur le territoire de la commune.

Le présent cahier des charges ne peut être dissocié des diverses dispositions applicables à un lot donné. Le constructeur s'engage à en respecter le contenu.

#### 1. IMPLANTATIONS

#### 1.1. Conception générale

Lors de l'établissement du plan masse et du parti architectural, la conception générale du projet devra être soucieuse de la préservation des qualités urbaines du site : topographie, perspectives, échappées visuelles, structuration de l'îlot, caractéristiques architecturales du bâti environnant, paysage et espaces verts, structuration des promenades douces, respect des angles de vue depuis les postes de secours, accessibilité handicapés.

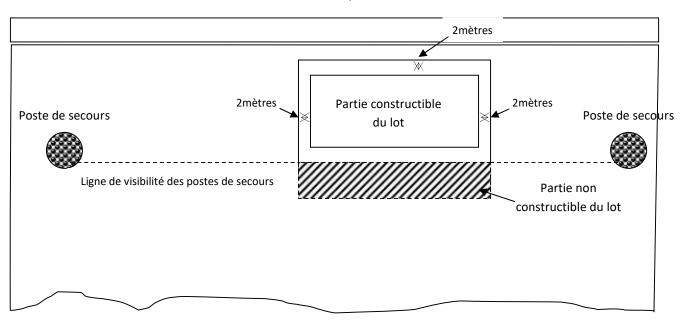
#### 1.2. Délimitation des zones d'implantation

Les équipements divers et leurs espaces extérieurs doivent s'inscrire obligatoirement dans le périmètre délimité sur le plan du lot concédé. Une emprise de 2 mètres minimum sans aucune construction est à réserver autour des emprises concédées afin d'y installer les clôtures, les éléments de circulation, l'éclairage du lot, etc.

#### 1.3. Zone constructible et inconstructible des lots

Pour des raisons de sécurité et de visibilité depuis les postes de secours, la zone constructible est limitée à la partie haute du lot, au plus près de la promenade. Cette distance sera précisée dans chaque concession de plage.

#### Promenade piétonne



PLAGE

MER

#### 1.4. Délimitation des surfaces concédées

La surface affectée doit être délimitée de manière précise à l'aide de clôtures bien identifiables. Celles-ci doivent être discontinues de façon à ménager des passages pour l'accueil des visiteurs. Ces délimitations doivent être implantées à l'intérieur des périmètres concédés.

La clôture en bois, en cordage ou en métal sera d'une hauteur minimum de 0.70 mètre et maximum de 1,20 mètre. La fondation des supports de clôture sera de 1 mètre de profondeur au maximum. La clôture et les fondations doivent être complètement enlevées en fin de saison.

#### 1.5. Hauteurs des constructions

Aucun élément non fixe incluant gonflable, enseignes et antennes, ne devra dépasser la hauteur maximum de 5 mètres.

La hauteur du corps principal des constructions ne devra pas dépasser 3.5 mètres. Aucune terrasse ne peut être aménagée sur le toit de la structure.

Une dérogation peut être accordée au chapiteau, en effet ces derniers pourront excéder la hauteur limite de 5 mètres.

#### 1.6. Volumétrie

Pour respecter l'échelle et le rythme de la volumétrie existante, les linéaires des façades seront limités à 36 m. Les façades devront présenter un décrochement d'au moins 0,60 mètres tous les 15 mètres maximum, en plan par une différence de nu de façade, sans toutefois dépasser la hauteur maximum autorisée.

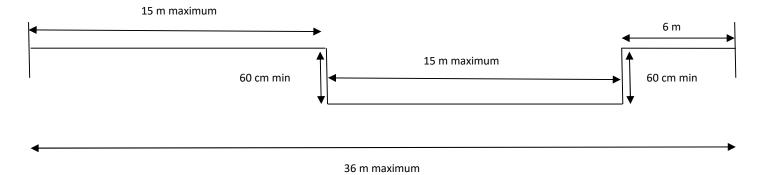


Schéma possible pour le linéaire de façade

Le volume construit devra être contenu dans la limite définie au document graphique, la forme de la toiture étant au libre choix du concepteur.

#### 1.7. Desserte des sous traités

Un chemin de plage nivelé en platelage bois à lames jointes ou en tapis accessible aux personnes à mobilité réduite de 1.40 mètre de large devra être mis en place depuis le chemin d'accès publics en dur ceci afin de permettre le passage des poussettes et des personnes à mobilité réduite, conformément à la réglementation en vigueur. Cet accès sera disponible à l'ensemble des usagers de la plage, il ne peut donc pas être privatisé.

#### 1.8. Le tri sélectif des déchets

Le tri sélectif est obligatoire dans tous les sous-traités. Ainsi, chaque sous-traitant devra munir son lot de points de collecte jaune (plastique, emballages métalliques et cartonnés, journaux et magazines), vert (verres) et marron (tout le reste). Il faudra que chaque sous-traitant soit en conformité permanente avec les normes en vigueur, notamment celle du tri sélectif imposé par la communauté des communes Albères Illibéris Côte Vermeille.

#### 1.9. Entretien de l'espace concédé

Il est de la responsabilité du sous-traitant de sécuriser, nettoyer, régaler le sable et rendre accessible tout l'espace concédé et de vérifier quotidiennement la qualité des lieux.

A la fin de la période estivale, les milieux doivent être entièrement débarrassés, nettoyés et remis en état naturel.

#### 2. LES CONSTRUCTIONS

#### 2.1. Prescriptions générales

L'exploitant ne pourra installer le matériel sans avoir veillé à son intégration architecturale en fonction du parti d'aménagement d'ensemble.

Il n'est, par exemple, pas autorisé l'installation brut des blocs sanitaires, cuisine ou stockage.

Un habillage adéquat devra être mis en œuvre de manière à favoriser l'homogénéité des installations par rapport au thème choisi.



Il s'agira d'utiliser des éléments modulaires, entièrement démontables et facilement transportables. La mise en place des constructions amovibles, des terrasses et autres aménagements se fera sans recourir à des fondations, des pieux ou autres dispositifs difficiles à retirer en fin de saison ou qui pourrait nuire à l'environnement.

Si la structure est posée en surélévation sur blocs, il faudra cacher le vide sanitaire.

Les éléments devront être installés à une distance minimum de 5 mètres des embryons dunaires.

L'ensemble des matériaux choisis doit être adapté au milieu marin. Les métaux doivent être traités anticorrosion.

La commune souhaite favoriser l'usage du bois dans ses concessions de plage afin de valoriser l'appellation « Argelès-sur-Mer la naturelle ».

Toutes les constructions et terrasses doivent être lestées et (ou) ancrées dans le sol conformément au PPRI (zone de submersion marine) de façon suffisante pour résister notamment à la poussée des vagues et aux vents de 120 km/h.

La commune se chargera de niveler si nécessaire l'emplacement pour permettre le montage de l'établissement, uniquement sur ce périmètre, sans toucher à l'espace dunaire ou autre.

Il est expressément demandé aux exploitants d'utiliser des matériaux de qualité qui devront avoir une bonne tenue dans le temps.

#### 2.2. Accessibilité

Toutes les constructions et équipements devront être accessibles aux personnes à mobilité réduite. Des liaisons directes seront à créer par l'exploitant entre le cheminement d'accès au sous-traité depuis l'espace public à 0 cm et accolé et l'intérieur du sous-traité.

S'il est nécessaire, des zones de dégagement seront aménagées pour permettre le croisement du public.

#### 2.3. Traitement des sols

Le sol au niveau de la location de matériel de plage ne recevra aucun revêtement. Il devra rester exclusivement en sable naturel.

Les terrasses devront être réalisées en platelage bois sur lambourdes.

Les éléments modulaires pourront être réalisés en bois exotique ou bien laissé à l'état naturel.

#### 2.4. Traitement des façades

Les façades seront constituées de panneaux modulaires, facilement transportables et adaptés au milieu marin. Les matériaux recommandés sont le bois naturel, le bois peint, le bois reconstitué, les vitrages et l'acier corten.

L'utilisation de bardage métallique est interdite.

Les éléments modulaires de type « Algéco » sont autorisés à la condition que leur aspect brut ou peint ne soit pas conservé. En effet, la mise en place de bardage décoratif sera obligatoire.



Exemple d'élément modulaire aménagé

#### 2.5. Traitement du toit

Le toit ne devra pas dépasser l'emprise de la surface concédée.

Le toit plat pourra être constitué d'un complexe étanche et/ou protection solaire. Ces protections pourront être constituées de toiles ou de clins en bois.

Les canisses, éléments de tôle ondulée et les filets de pêche ou de camouflage sont formellement interdits.

#### 2.6. Traitement des locaux et équipements annexes et techniques

La superficie dédiée aux activités principales, liées au service public balnéaire doit occuper au minimum 60 % de la superficie totale du lot.

Sur la superficie restante, soit 40 % maximum, peuvent être érigés des platelages, des terrasses couvertes ou non, et des structures fermées (hors d'eau, hors d'air) dans la limite de 20 % de la superficie totale.

Tout dispositif de stockage des ordures ménagères, de rangements du matériel, etc. doit être obligatoirement aménagé à l'intérieur de l'espace concédé, s'intégrer au volume de la zone aménagée, et prendre place sous le toit recouvrant l'ensemble.

Les abris et locaux annexes seront conçus avec les mêmes matériaux et la même architecture que les bâtiments principaux.

Les poubelles et le matériel d'entretien seront impérativement placés à l'intérieur des locaux fermés à la vue depuis la plage entourant l'espace concédé et depuis la promenade du front de mer. Les poubelles seront stockées à l'ombre, dans un espace ventilé et régulièrement nettoyées.

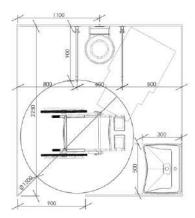
Les piscines conçues pour la natation auront leurs parois extérieures traitées dans le même esprit que celles des superstructures.

Aucun stockage ne sera toléré à l'extérieur de l'espace du sous-traité délimité.

Les installations techniques de type « climatiseurs » seront impérativement placées à l'intérieur des bâtiments.

#### 2.7. Toilettes

Chaque sous-traité doit obligatoirement et au minimum, être équipée d'une toilette handicapée accessible avec une porte de 0.90 mètre de large. L'aménagement intérieur du toilette devra répondre à la NORME FRANÇAISE NF P 99-611 en vigueur (voir croquis cidessous).



#### 2.8. La signalisation

Les enseignes annonçant le nom ou le logo de l'établissement seront disposées exclusivement à l'intérieur de l'espace constituant le sous-traité et ne comporteront aucune publicité. Elles seront impérativement implantées en façade. Leurs dimensions et emplacements seront composés avec les éléments constitutifs de la façade sur laquelle elles seront posées. En aucun cas elles ne seront l'élément majeur de la façade et elles ne devront pas être disproportionnées. Les enseignes devront être élégantes et en proportion avec le bâtiment et la façade sur laquelle elles seront installées.

Les enseignes pourront être réalisées en lettres, sigles ou logo évidées ou sous forme de panneaux. Les éléments seront fixés directement sur le support sans structure intermédiaire. Elles pourront être éclairées par des projecteurs, à l'exclusion de tout caisson lumineux. Les enseignes en néon et les enseignes clignotantes ne sont pas autorisées.

Il ne sera pas admis plus d'une enseigne par établissement.

Il faudra respecter une taille cohérente par rapport au mur de façade utilisé :

- Maximum 20% de la superficie (m²) de la surface utilisée pour le nom de l'enseigne;
- Maximum 10 % de l superficie (m²) de la façade utilisée pour le logo.

Les exploitants devront le préciser au sein de leur dossier de demande. Précisions faites sur la superficie des façades et des dispositifs d'enseigne.

#### 2.9. L'éclairage

L'éclairage est strictement limité à l'emprise du sous-traité. La projection de lumière permanente ou temporaire vers l'extérieur de cette emprise est interdite. L'éclairage des espaces extérieurs doit se faire à partir de projecteurs implantés sur le bâtiment ou bien au moyen de mâts en bois sur socles d'acier, d'une hauteur comprise entre 2.5 mètres à 3 mètres. Le traitement de l'éclairage devra être élégant et non ostentatoire ou agressif. La lumière contribuera à apporter une ambiance reposante et chaleureuse.

L'éclairage pourra être de couleur blanche, jaune ou bleuté. Les autres couleurs sont interdites.

En tout état de cause, l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses devra être respecté.

#### 2.10. Développement durable

Afin de réduire l'empreinte écologique des installations, chaque construction devra intégrer au minimum des économiseurs d'eau. La commune encourage l'utilisation de solution respectueuse de l'environnement (eau chaude solaire, etc.).

Des espaces végétales pourront être mises en place à la condition :

- Que ces dernières soient en pot, endémiques (adaptées aux conditions climatiques), aucun arbre ou végétal planté dans le sable n'étant autorisé ;
- Qu'elles n'aient pas de gros besoins en eau ;
- Que leur arrosage provienne au maximum d'eau de récupération, le gouttes à gouttes étant interdit.

Les végétaux pourront être installés aux abords de la structure ainsi que sur l'espace transat s'il y en a un.

#### 3. LES COULEURS

La couleur est un élément important dans la cohérence du site. L'étude préalable a fait apparaître un principe de couleur de base distinguant deux familles de matériaux :

- Les matériaux du bâti (bois, métal. . .),
- Les matériaux brise soleil (voilure, bois, etc.).

Chaque établissement devra décider d'une couleur dominante des installations. Sont autorisées les couleurs se mariant avec l'environnement mer et sable c'est-à-dire les différentes nuances de :

- Blancs;
- Bruns, selon la teinte;
- Jaunes, selon la teinte ;
- Ocres et terres, selon la teinte ;
- Siennes;
- Gris, selon la teinte;
- Bleu, selon la teinte.

Une attention particulière sera portée sur le ton des couleurs présentées ci-dessus, en effet, la gamme de couleur souhaitée pour la structure ne doit ni être flash, ni sombre. En ce sens, la totalité des couleurs présentées ci-dessus dépendent des tons choisis.

Le couleurs vives, « flash » et sombres sont interdites sur la structure, exemple ci-dessous (liste non exhaustive) :

- Noir;
- Gris foncé;
- Orange;
- Jaune flashy, foncé...

Il est préférable d'adopter pour les teintes claires inspirées aux sables, aux roches, à la végétation, au ciel et à l'eau mais également la couleur bois.

Il faudra suivre le nuancier couleur suivant qui reprend l'ensemble des couleurs admises :



Il sera interdit de peindre sur place à l'exception des retouches.

La commune s'octroie le droit de refuser d'autres couleurs dans le cas où ces dernières ne répondraient pas aux objectifs généraux de la charte.

#### 3.1. Les façades

- Le projet de coloration devra rester sobre et les changements de ton devront correspondre à une logique architecturale (différence de nu de façade...) car c'est la partie principale de la façade qui détermine la dominante de couleur ;
- Eviter les effets « gratuits » destinés à masquer une pauvreté de conception ;
- Privilégier l'utilisation des couleurs naturelles du bois, de la toile, du blanc, bleu, beige et vert de couleurs très claires ou soutenues jusqu'au couleurs foncées pour la surface principale ;
- Utiliser des couleurs relativement claires pour les éléments d'accompagnement, loggias, retraits de façade, mise en valeur de volumes.

#### 3.2. Pour les éléments de détail (fenêtres, volets, garde-corps, serrurerie...)

- Les éléments de détail seront traités en blanc à l'exception des détails très fins, type serrurerie :
- Les « dentelles de bois » seront toujours en blanc ;
- Pour les bandeaux, corniches, poteaux et petits éléments, des couleurs un peu plus soutenues pourront être utilisées.

#### 3.3. Pour les clôtures

- Les clôtures pourront être traitées en matériaux naturels destinés à rester apparents : bois, métal, cordage, etc ;
- Afin d'affirmer un lien avec la plage et donner une unité à l'ensemble du site, les clôtures seront toujours blanches ou de couleur bois.

Les clôtures en panneau rigide et en grillage simple et double torsion ne sont pas autorisées.





Exemple de clôtures en panneau rigide et en grillage simple torsion

#### 4. PRESCRIPTIONS CONCERNANT LE MOBILIER ET LES EQUIPEMENTS

#### 4.1 Choix du mobilier

Le mobilier de restauration (chaises et tables) en PVC ainsi que le mobilier portant des marques publicitaires sont totalement interdits. Il pourra être en bois, métal, osier, rotin, toile, etc.

#### 4.2. Visibilité

Pour des raisons de sécurité, le sous-traitant devra veiller à tenir les voilures des engins nautiques fermées dès lors qu'ils sont sur la plage, de sorte à ne pas gêner la visibilité des sauveteurs aquatiques.

## 5. COMPOSITION DU DOSSIER A SOUMETTRE A L'APPROBATION DE LA VILLE (REGLEMENT DE LA CONSULTATION)

Pour être retenu, le candidat devra déposer un dossier correspondant et répondant au cahier des charges de la concession de plage attribué à la commune.

Si le candidat est retenu à l'issu de l'avis d'appel à concurrence, il devra remettre au minimum les pièces graphiques suivantes :

- Un plan de masse au 1/500ème sur lequel figureront toutes les installations et dispositifs prévus dans le cadre du sous-traité, ainsi que le chemin d'accès extérieur à celle-ci.
- Un plan général d'implantation côté des différents équipements qu'il envisage de mettre en place (bâtiments, pergolas, terrasses couvertes et non couvertes) au 1/100ème.
- Les plans façades et coupes des différents bâtiments et superstructures au 1/100ème avec description précise :
  - 1. Des matériaux utilisés
  - 2. Des couleurs choisies
  - 3. Des surfaces des locaux et terrasses couvertes ou non
- L'implantation et le dessin de toutes les émergences (enseignes, clôtures, mâts, etc.)
- 2 perspectives d'ensemble en couleur permettant d'apprécier l'impact du projet :
  - 1. Depuis le bord de l'eau (angle 45°)
  - 2. Depuis la promenade de front de mer (angle 45°)
- Une note sur les principes de montage et de démontage de tous les équipements
- Une note avec photos couleurs du mobilier
- Un planning de montage et de démontage

#### Permis de construire :

Il est rappelé que les projets sont soumis à permis de construire selon les règles suivantes :

- A) Pour les surfaces construites inférieures à 5m<sup>2</sup> : pas de permis de construire demandé.
- B) Pour les surfaces construites supérieures à 5m² : un permis saisonnier d'une validité de 5 ans est à faire auprès de la Mairie, renouvelable.

L'obtention du permis de construire est nécessaire avant toute installation de bâtiment sur la plage.

Un contrôle technique annuel (sécurité, solidité pour des vents allant jusqu'à 120km/h, accessibilité) par un organisme agréé sera exigé avec remise d'un rapport complet en fin de montage pour les constructions supérieures à 5m². Le titulaire du sous-traité sera tenu de respecter la réglementation applicable aux établissements recevant du public.

Un extrait de la zone d'implantation du sous-traité sera fourni par les services municipaux. En tout état de cause, le montage définitif du lot de plage ne se fera qu'après le passage du service municipal de la transition écologique pour garantir l'absence d'espèces protégées et notamment en espace remarquable (avec possibilité d'adaptation de la position ou de la surface des lots de plage si nécessaire).

Dossier d'Enquête Publique Pièce N°3 Projet de cahier des charges de la concession de plage naturelle

### **PROJET**

## CAHIER DES CHARGES DE LA CONCESSION DE PLAGE NATURELLE DE LA COMMUNE D'Argelès-sur-Mer

### DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

#### **SOMMAIRE**

#### -000-

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONCESSION	2
ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	2
2.1 - Accès du public à la mer	
2.2 - Implantation d'activités à l'année	2
2.3 - Propriété et droit réels sur le Domaine Public Maritime	3
2.4 - État de la plage	
2.5 - Implantation d'activités saisonnières	
2.6 - Conditions générales d'attribution des sous-traités	
2.7 - Conditions minimales de fonctionnement d'activités spécifiques	
2.8 - Conditions de fréquentation de la plage	
2.9 - Prescriptions générales	
ARTICLE 3 – EQUIPEMENT ET ENTRETIEN DE LA PLAGE	
3.1 - Équipement (sous réserves des dispositions prévues à l'article 11)	
3.2 - Entretien (sous réserves des dispositions prévues à l'article 11)	
3.3 - Enlèvement des installations saisonnières	
3.4 - Prescriptions générales	11
ARTICLE 4 – INSTALLATIONS SUPPLÉMENTAIRES	12
ARTICLE 5 – PROJET D'EXÉCUTION	12
ARTICLE 6 – EXPLOITATION, OBLIGATIONS DE LA COMMUNE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA PLAGE	12
6.1 - Surveillance de la plage et police de la baignade	
6.2 - Vigilance météorologique	
6.3 - Mesures préventives	
ARTICLE 7 – CIRCULATION DES VÉHICULES	
ARTICLE 8 – BALISAGE DES ZONES DE BAIGNADE	13
ARTICLE 9 – RÈGLEMENT DE POLICE ET D'EXPLOITATION	13
ARTICLE 10 – CONVENTION D'EXPLOITATION	13
ARTICLE 11 – RÈGLEMENTS DIVERS	14
ARTICLE 12 – DURÉE DE LA CONCESSION	15
ARTICLE 13 – REDEVANCE DOMANIALE	
ARTICLE 14 – RÉVOCATION	
ARTICLE 15 - PUBLICITÉ	15

## CAHIER DES CHARGES DE LA CONCESSION DE PLAGE NATURELLE D'Argelès-sur-Mer

-oOo-

#### ARTICLE 1er - OBJET DE LA CONCESSION

La présente concession a pour objet l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de la plage naturelle délimitée sur le plan annexé au présent cahier des charges et située sur la commune d'Argelès-sur-Mer. L'ensemble de la plage concédée actuelle a une superficie totale d'environ 350 189 m² en incluant les espaces dunaires et 287 990 m² hors espaces dunaires. Le linéaire concédé est d'environ 3 930 m et est réparti comme suit :

- au nord du domaine public portuaire : les plages Sud, Centre, des Pins, de Tamariguer et de la Marenda,
- au sud du domaine public portuaire : la plage du Racou.

#### ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GENERALES

#### L'usage libre et gratuit par le public constitue la destination fondamentale des plages.

Le concessionnaire est tenu de se conformer aux codes, lois et décrets en vigueur, notamment aux articles R.2124-13 à R.2124-38 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) relatif aux concessions de plage et aux articles L.1411.1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Sauf autorisation donnée par le préfet, après avis du maire, selon l'article L.321-9 du Code de l'Environnement (CE), la circulation et le stationnement des véhicules terrestres à moteur, autres que les véhicules de secours, de police et d'exploitation sont interdits, en dehors des chemins aménagés, sur le rivage de la mer, sur les dunes et sur les plages appartenant au domaine public ou privé des personnes publiques lorsque ces lieux sont ouverts au public.

Aucune autorisation d'occupation temporaire ne peut être délivrée sur les plages concédées, dans les limites communales, pour une ou des activités ayant un rapport direct avec l'exploitation de la plage selon l'article R.2124-15 du CG3P.

Les activités de loisirs, sportives ou culturelles doivent être réalisés dans les Zones d'Activités Municipales (ZAM), dans les conditions prévues par l'article 2.5.7.

#### 2.1 - ACCÈS DU PUBLIC À LA MER

La continuité du passage des piétons le long du littoral doit être assurée. Le libre accès du public, tant de la terre que depuis la mer, ne doit être ni interrompu, ni gêné, en quelque endroit que ce soit.

En respect de l'article L.2124-4 du CG3P et de l'article L.321-9 du CE, une bande de libre usage d'une largeur de 15 mètres tout le long du rivage, quelles que soient les conditions météorologiques, doit être respectée.

La largeur de cette bande pourra être modifiée, après accord des services de l'État, notamment lorsque la largeur de plage a subi une modification significative suite à une forte érosion.

#### 2.2 - IMPLANTATION D'ACTIVITÉS À L'ANNÉE

Le concessionnaire n'est pas autorisé à laisser s'implanter des activités à l'année sur la partie du domaine public objet de la présente concession.

La plage concédée doit être libre de toute installation pendant une durée minimum de six mois continus par an, à l'exception des postes de sécurité et des installations sanitaires publiques.

Sont présents dans les limites de la concession de plage les occupations du domaine public maritime naturel (DPMn) suivantes :

les fondations des postes de secours et leurs réseaux,

- les espaces dunaires,
- les accès aux personnes à mobilité réduite (PMR), constitués de dalles béton posées sur le sable et retirées en fin de saison,
- le bâtiment de la voilerie existant au droit du camping municipal (local d'environ 60 m² servant au stockage du matériel de secours),
- les réseaux de l'ensemble des lots de plage et des postes de secours, les réseaux ne servant plus devant être retirés,
- une partie du parking situé au droit des lots 11 et 12 de la nouvelle concession de plage devra faire l'objet d'un recul hors des limites du DPMn, celui-ci étant situé en espace remarquable,
- un tampon relié à l'émissaire permettant d'assurer le bon fonctionnement du rejet des eaux de la station d'épuration sur la plage sud, faisant l'objet d'une concession d'utilisation. Celui-ci devra faire l'objet d'un recul stratégique en fonction de l'évolution du trait de côte.

#### 2.3 - PROPRIÉTÉ ET DROIT RÉELS SUR LE DOMAINE PUBLIC MARITIME

La concession n'est pas constitutive de droits réels au sens des articles L.2122-5 à L.2122-14 du CG3P. Celle-ci n'entre pas dans la définition du bail commercial énoncée aux articles L.145-1 à L.145-3 du Code de Commerce (CC) et ne confère pas la propriété commerciale à son titulaire.

#### 2.4 - ETAT DE LA PLAGE

Le concessionnaire et les sous-traitants éventuels prennent le domaine public concédé dans l'état où il se trouve le jour de la signature des conventions. Il est précisé dans ces conventions que ni le concessionnaire ni les sous-traitants ne peuvent réclamer d'indemnité à l'encontre de l'État en cas de modification de l'état de la plage ou de dégâts occasionnés aux installations du fait de l'action de la mer ou d'un autre phénomène naturel.

La mise en œuvre par le préfet des mesures indispensables à la conservation du domaine public maritime n'ouvre pas droit à indemnité au profit du titulaire.

#### 2.5 - IMPLANTATION D'ACTIVITÉS SAISONNIÈRES

#### 2.5.1 - Rappels réglementaires

La concession accordée respecte, outre les principes énoncés à l'article L.321-9 du CE, un minimum de 80 % de la longueur du rivage, par plage, et de 80 % de la surface de la plage, dans les limites communales, libres de tout équipement et installation.

Seuls sont permis sur la plage les équipements et installations démontables ou transportables ne présentant aucun élément de nature à les ancrer durablement au sol et dont l'importance et le coût sont compatibles avec la vocation du domaine et sa durée d'occupation. Les équipements et installations implantés doivent être conçus de manière à permettre, en fin de saison, un retour du site à l'état initial. Leur localisation et leur aspect doivent respecter le caractère des sites et ne pas porter atteinte aux milieux naturels. Toutefois, les installations sanitaires publiques et les postes de sécurité peuvent donner lieu à des implantations fixes sous réserve du respect des divers codes et réglementations appliqués sur la commune. Si la concession n'est pas renouvelée, ces installations devront également être entièrement démontées.

Les installations autorisées sont déterminées en fonction de la situation et de la fréquentation de la plage ainsi que du niveau des services offerts dans le proche environnement.

#### 2.5.2 - Urbanisme

Les sous-traités devront notamment individuellement faire l'objet, avant toute installation sur le DPMn, de l'obtention d'un permis de construire. Ils sont soumis à la réglementation en vigueur sur les établissements recevant du public.

La construction de structure disposant d'étage ou de terrasse surélevée n'est pas autorisée. La hauteur des structures doit être limitée afin de ne pas obstruer la visibilité, notamment à proximité des postes de secours.

#### 2.5.3 - Surfaces et linéaires

La surface totale occupée de 17 220 m², dont 14 035 m² réservés aux sous-traités de plage et 3 185 m² réservés aux ZAM (répartis comme indiqué dans les tableaux ci-dessous), correspond à un taux d'occupation surfacique total de 5,98 %. Le linéaire total occupé est de 521 m, correspondant à un taux d'occupation linéaire total de 13,26 %.

Au regard de ces données, les taux d'occupation surfacique et linéaire sont conformes aux dispositions correspondantes du CG3P.

La superficie de chaque lot comprend l'ensemble des équipements, des matériels installés, des espaces paysagers et zones de stockage des embarcations, ainsi que les passages et dégagements. Leur emprise au sol doit être physiquement délimitée (barrières, cordes, filets) par les exploitants.

Au besoin, et après validation de la DDTM, l'emplacement et les dimensions des lots pourront être adaptés en fonction du profil de la plage en début de saison. Ceux-ci ne peuvent pas dépasser la surface autorisée, ni empiéter sur les dunes. En cas de contraintes fortes, la superficie des lots pourra être réduite sans indemnisation compensatoire.

Ces lots, au nombre de 13, dont un lot communal, répondent aux caractéristiques présentées dans le tableau ci-dessous, telles que :

- pour 4 d'entre eux, la superficie maximale autorisée est de 1 500 m² d'un seul tenant, dont 900 m² sont réservés aux activités balnéaires, et 600 m² destinés aux activités accessoires de restauration sur lesquels peuvent être érigés des platelages, des terrasses couvertes ou non, ainsi que des surfaces fermées (bâti clos couvert : hors d'eau, hors d'air) dans la limite de 20 % de la superficie totale, soit 300 m² maximum;
- pour 2 d'entre eux, la superficie maximale autorisée est de 1 200 m² d'un seul tenant, dont 720 m² sont réservés aux activités balnéaires, et 480 m² destinés aux activités accessoires de restauration sur lesquels peuvent être érigés des platelages, des terrasses couvertes ou non, ainsi que des surfaces fermées (bâti clos couvert : hors d'eau, hors d'air) dans la limite de 20 % de la superficie totale, soit 240 m² maximum;
- pour 4 d'entre eux, la superficie maximale autorisée est de 1 000 m² d'un seul tenant, dont 600 m² sont réservés aux activités balnéaires, et 400 m² destinés aux activités accessoires de restauration sur lesquels peuvent être érigés des platelages, des terrasses couvertes ou non, ainsi que des surfaces fermées (bâti clos couvert : hors d'eau, hors d'air) dans la limite de 20 % de la superficie totale, soit 200 m² maximum;
- pour 1 d'entre eux, la superficie maximale autorisée est de 1000 m² d'un seul tenant, dont l'ensemble des 1000 m² est réservé aux activités balnéaires (sans bâti et sans réseau)
- pour 1 d'entre eux, la superficie maximale autorisée est de 600 m² d'un seul tenant, dont 360 m² sont réservés aux activités balnéaires, et 240 m² destinés aux activités accessoires de restauration sur lesquels peuvent être érigés des platelages, des terrasses couvertes ou non, ainsi que des surfaces fermées (bâti clos couvert : hors d'eau, hors d'air) dans la limite de 20 % de la superficie totale, soit 120 m² maximum;
- pour 1 d'entre eux (géré par la commune), la superficie maximale autorisée est de 35 m² d'un seul tenant, dont l'ensemble des 35 m² est réservé à une activité "handiplage", sur lequelle peut être érigé des platelages, des terrasses couvertes non clos.

Les superficies pouvant faire l'objet d'une convention d'exploitation consentie par la commune ne pourront pas dépasser les surfaces maximums définies ci-après :

•					
N° lot	Profondeur (ml)	Largeur (ml)	Surface maximum (m²)	Dont Surface d'activités balnéaires (60 % minimum) (m²)	Dont une surface maximum autorisée pour le bâti clos couvert (hors d'eau, hors d'air) (m²)
1	30	40	1200	720	240
2	25	40	1000	600	200
3	40	25	1000	600	200
4	37,5	40	1500	900	300
5	30 + 8	43 +25	1500	900	300
5bis	5	7	35	35	-
6	43	35	1500	900	300

7	17	35	600	360	120
8	40	25	1000	600	200
9	30	40	1200	720	240
10	25	40	1000	1000	0
11	40	25	1000	600	200
12	43 + 8	30 + 25	1500	900	300

#### 2.5.4 - Période d'occupation

La période d'exploitation des lots de plage est comprise entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 septembre. Celle-ci inclut les périodes de montage et démontage des installations.

Les horaires d'ouverture et fermeture des sous-traités sont définies dans le cadre de l'arrêté de police et d'exploitation des plages, conformément à l'article 9.

#### 2.5.5 - Règles d'exploitation

Avant ouverture, l'exploitant doit remettre au concessionnaire l'ensemble des documents justifiant de la mise en conformité et sécurité de ses installations (électricité, gaz, accessibilité, ...).

La superficie dédiée aux activités principales, liées au service public balnéaire doit occuper au minimum 60 % de la superficie totale de chaque lot (cf. tableau présenté au paragraphe 2.5.3).

Sur la superficie restante, soit 40 % maximum, peuvent être pratiquées les activités annexes.

Chaque club de plage doit mettre à disposition du public des toilettes, ainsi qu'une douche de plage accessibles aux personnes à mobilité réduite dont l'exploitation sera soumise aux éventuelles restrictions imposées par arrêté préfectoral en cas de sécheresse.

Hormis les lots 5bis et 10, les lots de plage ne peuvent être installés que sous réserve de raccordements possibles aux réseaux d'eaux usées, d'eau potable et d'électricité existants. (douches et piscines comprises)

#### 2.5.6 - Démontage

L'ensemble des équipements et installations permis sur la plage doivent être démontables et ne présenter aucun élément de nature à les ancrer durablement au sol. Après démontage des installations, l'emplacement occupé par le sous-traité doit retrouver son état naturel. Le démontage sera contrôlé par le concessionnaire conformément à l'article 2.6.

#### 2.5.7 - Zones d'activités municipales (ZAM)

Le concessionnaire dispose d'une zone d'activités municipales (ZAM) repérée sur le plan annexé à la concession de plage naturelle, dont les caractéristiques sont détaillées dans le tableau ci-après. Cette ZAM a pour vocation d'accueillir des activités non lucratives à vocation collective, sportive ou culturelle. Elle sera exploitée directement par le concessionnaire, par l'office du tourisme ou une association sportive ou culturelle mandatée par le concessionnaire.

N° de ZAM	Profondeur (en ml)	Largeur (en ml)	Surface maximum (en m²)	Activité
1	61+35	35+30	3185 (d'un seul tenant)	Activités non lucratives à vocation collective, sportive ou culturelle

Les nuisances sonores et lumineuses sur la ZAM sont limitées par les réglementations en vigueur.

#### Aucun aménagement amovible ou structure fixe ne peut être installé durablement sur l'emprise de la ZAM.

L'accueil du public est également réglementé en fonction des activités et de nombre de personnes participant aux activités.

Le programme des activités devra être remis au service instructeur de l'Etat début juin de chaque saison.

#### 2.6 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'ATTRIBUTION DES SOUS-TRAITÉS

Selon l'article R.2124-13 du CG3P, le concessionnaire peut consentir l'installation de sous-traités d'exploitation sur l'ensemble des lots définis à la concession. Les activités des sous-traités doivent répondre aux besoins du service public balnéaire. Ces activités doivent avoir un rapport direct avec l'exploitation de la plage et être compatibles avec le maintien de l'usage libre et gratuit des plages, les impératifs de préservation des sites et paysages du littoral et des ressources biologiques ainsi qu'avec la vocation des espaces terrestres avoisinants.

Le cahier des charges relatif à l'exploitation de ces sous-traités prend la forme d'une convention d'exploitation qui définit les droits et les devoirs de chaque exploitant.

#### Ces conventions d'exploitation doivent notamment respecter les caractéristiques suivantes :

- être conformes à la présente concession de plage naturelle ;
- être situés à l'intérieur des lots numérotés de 1 à 12 matérialisés sur le plan annexé au présent cahier des charges ;
- disposer de la superficie maximale correspondante indiquée au paragraphe 2.5.3;
- répondre aux besoins du service public balnéaire et être en rapport direct avec l'exploitation de la plage ;
- assurer, à l'aide d'un écologue sous la responsabilité de la commune, une protection des secteurs sensibles par une délimitation temporaire avant montage et en phase de démontage des lots de plage et postes de secours ;
- disposer d'équipements et d'infrastructures permettant aux sous-traitants d'exercer les activités prévues, en respectant les conditions définies par la réglementation en vigueur et notamment les prescriptions du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie (RDDECI);
- respecter les conditions définies à l'article 2.7 ci-après relatives aux activités de type alimentaire, débits de boissons et piscines ;
- proscrire, en raison des risques pyrotechniques liés à la présence éventuelle de munitions de la Seconde Guerre mondiale en sous-sol, la mise en œuvre de fondations et pieux ancrés profondément;
- respecter les prescriptions architecturales prévues aux documents d'urbanisme de la commune et au cahier des charges dédié à ces prescriptions. Afin de respecter une démarche qualitative, des matériaux naturels (bois, paille, osier, toile, etc...) et dont les tons (teinte neutre) favoriseront visuellement l'insertion naturelle dans le paysage, devront être priviligiés. L'acier est toléré pour les structures mais le PVC est interdit;
- se raccorder aux réseaux existants ;
- se conformer à la réglementation en vigueur concernant la prévention, la réduction et la limitation des nuisances lumineuses à terre et vers la mer ;
- se conformer à la réglementation en vigueur concernant les émissions sonores afin de respecter la tranquillité publique et éviter les nuisances sur les espaces naturels ;
- l'ensemble des lots de plage doivent proposer un cheminement destiné aux personnes à mobilité réduite (PMR) entre la rampe d'accès dédiée et l'entrée de leur établissement.

Il est recommandé de limiter la durée de validité des conventions d'exploitation à 5 ans, renouvelable une fois, soit une durée totale de 10 ans, afin de la faire correspondre avec la durée de la concession de plage.

Le concessionnaire est tenu d'effectuer des contrôles du respect de l'occupation de la plage par les sous-traitants, ainsi que du bon démontage et de l'évacuation de l'ensemble des structures. Il informe l'autorité concédante des contrôles pratiqués, de leurs résultats et des actions correctives réalisées. Il a également à charge de faire respecter les règles en vigueur concernant l'hygiène, l'alimentation en eau et le rejet des eaux usées mais également la bonne installation des réseaux électriques avant ouverture au public des structures.

En cas de modification des conditions d'exploitation et notamment de l'actionnariat et de la gérance d'un établissement titulaire d'un lot de plage, un avenant à la convention d'exploitation devra être proposé à la signature du préfet après validation par le contrôle de légalité de la préfecture.

#### 2.7 - CONDITIONS MINIMALES DE FONCTIONNEMENT D'ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES

#### 2.7.1 - Activités autorisées

Sont autorisées sur chacun des 12 lots, les activités suivantes :

Identification des lots	Superficie totale / lot	Activités autorisées
Lot 1	1 200 m <sup>2</sup>	<ul> <li>Location de matériel de plage (parasol, matelas, chaise longue)</li> <li>Location d'engin de plage sans moteur ni voile (pédalos, paddle board)</li> <li>Canoë kayak; Pirogue polynésienne</li> <li>Buvette (vente de boissons non alcoolisées sauf bière et petite restauration, jusqu'à 17h) (cf. §2.7.2)</li> <li>Toilettes et douche accessibles à tout public</li> </ul>
Lots 2, 8 et 11	1 000 m²	<ul> <li>Location de matériel de plage (parasol, matelas, chaise longue)</li> <li>Restauration midi et soir</li> <li>Boissons chaudes ou froides à consommer sur place (Licence III et/ou grande licence restauration)</li> <li>Toilettes et douche accessibles à tout public</li> </ul>
Lots 3 et 7	1 000 m <sup>2</sup> et 600 m <sup>2</sup>	<ul> <li>Location de matériel de plage (parasol, matelas, chaise longue)</li> <li>Location d'engin de plage sans moteur ni voile (pédalos, paddle board)</li> <li>Buvette (vente de boissons non alcoolisées sauf bière et petite restauration, jusqu'à 17 h) (cf. §2.7.2)</li> <li>Toilettes et douche accessibles à tout public</li> </ul>
Lot 10	1 000 m²	<ul> <li>Location de matériel de plage (parasol, matelas, chaise longue)</li> <li>Location d'engin de plage sans moteur ni voile (pédalos, paddle board)</li> <li>Buvette (vente de boissons non alcoolisées)</li> </ul>
Lots 4 et 6	1 500 m <sup>2</sup>	<ul> <li>Location de matériel de plage (parasol, matelas, chaise longue)</li> <li>Location d'engin de plage sans moteur ni voile (pédalos, paddle board)</li> <li>Aire ludique (trampolines, toboggans, tyrolienne, piscine, petits jeux gonflables), école de natation</li> <li>Buvette (vente de boissons non alcoolisées sauf bière et petite restauration, jusqu'à 17h) (cf. §2.7.2)</li> <li>Toilettes et douche accessibles à tout public</li> </ul>
Lots 5 et 12	1 500 m <sup>2</sup>	<ul> <li>Location de matériel de plage (parasol, matelas, chaise longue)</li> <li>Location d'engin de plage sans moteur ni voile (pédalos, paddle board)</li> <li>Location et gardiennage de matériels nautiques non tractés et non motorisés (planches à voile, catamarans, dériveurs légers, voiliers, vingfoil)</li> <li>Ecole pour matériels nautiques non tractés et non motorisés (planche à voile, catamarans, dériveurs légers, wingfoil)</li> <li>Buvette (vente de boissons non alcoolisées sauf bière et petite restauration, jusqu'à 17h) (cf. §2.7.2)</li> <li>Canoë kayak</li> <li>Toilettes et douche accessibles à tout public</li> </ul>
Lot 9	1 200 m²	<ul> <li>Location d'engin de plage sans moteur ni voile (pédalos, paddle board)</li> <li>Aire ludique (trampolines, toboggans, tyrolienne, piscine, petits jeux gonflables), école de natation</li> <li>Activités nautiques tractées motorisées (bouées tractée)</li> <li>Buvette (vente de boissons non alcoolisées sauf bière et petite restauration, jusqu'à 17h) (cf. §2.7.2)</li> <li>Toilettes et douche accessibles à tout public</li> </ul>

Aucune activité ne pourra être sous-traitée et les douches seront accessibles conformément aux arrêtés « sécheresse » le cas échéant.

#### 2.7.2 - Activités de restauration

Les établissements de restauration légère et de restauration ne pourront être autorisés sur les lots que s'ils sont annexés à des installations balnéaires qui constituent l'activité principale.

Les commerces dits de restauration doivent respecter la réglementation en vigueur, notamment les prescriptions de l'arrêté du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et denrées alimentaires autres que les produits d'origine animale et les denrées alimentaires en contenant.

La petite restauration qui est un établissement uniquement destiné à la vente de produits conditionnés ne permet pas le service à l'assiette, la manipulation directe et sur place des denrées nues, ni de plats élaborés vendus sur place.

Néanmoins, sous réserve d'un raccordement aux réseaux et du strict respect des normes sanitaires, cette activité pourra être élargie à une activité de restauration légère. Celle-ci donne la possibilité de manipulation de denrées nues et d'utilisation de micro-ondes combinés avec grill permettant de réchauffer des produits simples, à emporter, sans service à l'assiette et dans le respect des règles sanitaires (exemple : croque-monsieur, gaufres, etc). La vente d'alimentation provenant de livraisons extérieures aux lots de plage est proscrite.

#### Ils devront également respecter la réglementation en vigueur concernant les obligations suivantes :

- assurer l'alimentation en eau potable par le réseau d'adduction d'eau potable communal en vertu de l'article R.1321-1 du Code de la Santé Publique (CSP) (installations provisoires à démonter à l'issue de chaque saison estivale);
- réaliser l'évacuation des eaux résiduaires hors du DPM par raccordement au réseau d'assainissement communal en vertu de l'article L.1331-1 et suivants du CSP;
- assurer le stockage et l'évacuation des huiles et graisses utilisées en cuisine, ainsi que l'entretien des réseaux et contenants spécifiques. Une traçabilité devra être assurée par l'exploitant;
- assurer l'alimentation en électricité par raccordement au réseau électrique (installations provisoires à démonter à l'issue de chaque saison estivale) et faire vérifier les installations par un organisme de contrôle agréé avant l'ouverture au public en début de saison ;
- mettre à disposition des douches, cabinets d'aisance et lavabos pour les clients et employés, raccordés dans les mêmes conditions que pour l'évacuation des eaux résiduaires ;
- s'assurer que les emballages, ustensiles et couverts utilisés respectent la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire afin de limiter les déchets et préserver les ressources naturelles, la biodiversité et le climat.

Le concessionnaire a l'obligation de s'assurer systématiquement que les sous-traités disposent des moyens nécessaires au respect de la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article 5, avant le début de chaque saison estivale, le concessionnaire transmettra au service de l'État chargé de la gestion du DPM les modifications éventuellement apportées aux plans des différents réseaux projetés, modalités de livraison des sous-traités et d'évacuation des déchets, joints au présent cahier des charges, en vue de son approbation.

#### 2.7.3 - Débits de boissons

Les commerces dits de débits de boissons ne pourront être autorisés que lorsqu'ils sont annexés à des activités balnéaires, qui constituent l'activité principale.

Toutes les licences de débits de boissons sont autorisées sauf les licences IV qui sont interdites.

#### **2.7.4 - Piscines**

Les piscines ne seront autorisées que dans le respect de la réglementation en vigueur, et notamment des articles L.1332-1 et suivants du CSP fixant les normes d'hygiène et de sécurité applicables aux piscines et baignades aménagées.

L'alimentation de ces installations se fera prioritairement par le réseau d'eau potable communal. Toute utilisation d'eau d'une autre origine devra faire l'objet d'une autorisation spécifique après instruction (notamment pour les forages et pompages en mer).

Les vidanges des installations devront également se faire par le réseau des eaux usées.

#### 2.7.5 - Hébergement

L'hébergement nocturne est interdit sur les lots de plage qui ne doivent pas disposer de lieu de sommeil.

#### 2.8 - CONDITIONS DE FRÉQUENTATION DE LA PLAGE

Sur le reste de la plage, le public peut librement stationner et installer ses propres sièges, parasols et matelas, dans le respect du droit d'usage qui appartient à tous.

Sur l'ensemble de la plage, le public est tenu de respecter les dispositions du règlement de police et d'exploitation visé à l'article 9 ci-après.

#### 2.9 - PRESCRIPTIONS GENERALES

La publicité sur la plage est interdite.

Le concessionnaire ne peut, en aucun cas, s'opposer à l'exercice du contrôle des représentants des administrations compétentes chacune pour ce qui la concerne.

Selon l'article R.2124-29 du CG3P, le concessionnaire produit chaque année à l'État un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des services.

Ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public et de la préservation du domaine.

Il n'est fondé à élever contre l'État aucune réclamation, dans le cas de troubles de jouissance résultant soit de travaux exécutés par l'État ou pour son compte sur le domaine public, soit de mesures temporaires d'ordre et de police. Il en est de même si la concession d'une autre plage est autorisée à proximité de l'emplacement présentement concédé.

#### ARTICLE 3 - EQUIPEMENT ET ENTRETIEN DE LA PLAGE

#### 3.1 - EQUIPEMENT (SOUS RÉSERVES DES DISPOSITIONS PRÉVUES À L'ARTICLE 11)

Le concessionnaire aménage et entretient les équipements suivants et leurs accès :

- Postes de secours :
  - 6 postes de secours démontables (Configuration 1), que la commune souhaiterait réduire à 4 par la suite (Configuration 2) (cf. tableau ci-dessous),
  - Plusieurs vigies et 3 miradors seront insérés entre les postes de secours, selon les besoins.

Chaque poste de secours est équipé d'un espace sanitaire pour les sauveteurs ainsi qu'un espace sanitaire et douches pour les personnes à mobilité réduite (PMR) uniquement.

Positionnement sur le plan (Configuration 1)	Evolution envisagée (Configuration 2)	Localisation
Poste de secours nº1	-	Plage de Marenda
Poste de secours n°2	Poste de secours n°1	Plage Tamariguer
Poste de secours n°3	Poste de secours n°2	Plage des Pins
Poste de secours n°4	Poste de secours n°3	Plage Centre
Poste de secours n°5	-	Plage Sud
Poste de secours n°6	Poste de secours n°4	Plage du Racou

- Douches balnéaires ou rince pieds : suivant le plan annexé et selon les prescriptions des arrêtés « sécheresse »,
- Sanitaires publics : suivant le plan annexé,
- Accès pour PMR : suivant le plan annexé. Descriptif suivant dossier déposé.

Conformément à l'article 5, le concessionnaire transmettra au service de l'État chargé de la gestion du DPM, avant chaque saison estivale, les modifications éventuelles apportées aux plans des aménagements prévus joints au présent cahier des charges, en vue de son approbation.

L'évolution envisagée par la commune (Configuration 2) a fait l'objet d'un complément au dossier initialement déposé. Une autorisation d'occupation temporaire du DPM devra être sollicitée pour la réalisation des travaux.

En cas de recul du trait de côte, une réflexion sera entreprise concernant le déplacement des postes de secours afin d'adapter leur localisation à l'évolution de la plage.

#### 3.2 - ENTRETIEN (SOUS RÉSERVES DES DISPOSITIONS PRÉVUES À L'ARTICLE 11)

Le concessionnaire est tenu d'assurer l'entretien et la salubrité de la totalité de la plage.

L'entretien comprend, sur l'ensemble de la plage, l'obligation, pendant la saison balnéaire, d'enlever journellement les papiers, détritus et autres matières nuisibles au bon aspect de la plage ou dangereux pour les baigneurs.

Le concessionnaire doit également assurer l'évacuation des déchets éventuellement apportés par la mer.

Les détritus enlevés sont déposés à un emplacement destiné à cet effet, en dehors du domaine public ou privé de l'État.

La commune devra privilégier la mise en œuvre d'un plan de nettoyage raisonné pour l'ensemble de ses plages et intégrer un nettoyage manuel de celles-ci.

D'autre part, un profil convenable de la plage pourra être établi en accord avec le service de l'État chargé de la gestion du DPM pour le début de chaque saison et avant le 1<sup>er</sup> juin de chaque année.

Le nivellement mécanique, si il est nécessaire, doit être réalisé en une seule fois, en préservant les zones végétalisées ainsi que l'embryon dunaire.

#### Entretien des espaces dunaires

L'espace dunaire dans les secteurs présentés sur les plans annexés au présent cahier des charges devront faire l'objet d'entretien et de suivi .

Les aménagements réalisés seront à la charge du concessionnaire.

Ils comprennent notamment:

- l'entretien et le maintien en bon état des aménagements (ganivelles, lisses en bois, barrières,...) afin d'assurer leur efficacité, les réparations nécessaires consécutives à tout type de dégradation (naturelle, anthropique,...);
- l'évaluation de l'efficacité des ouvrages de mise en défens du cordon dunaire, notamment par un suivi régulier (topographique, photographique, relevé floristique,...) pendant toute la durée de la présente concession de plage, permettant d'apprécier l'évolution du stock sédimentaire au droit et dans les ouvrages, ainsi que la colonisation du milieu par les espèces ;
- l'entretien de la signalétique permettant l'information des usagers du site sur les enjeux de la réhabilitation ;

Un rapport annuel d'évaluation sera remis au service chargé de la gestion du DPMn.

#### 3.3 - ENLÈVEMENT DES INSTALLATIONS SAISONNIÈRES

Dès la fin de chaque saison balnéaire, au plus tard au 30 septembre, le concessionnaire est tenu de faire procéder à l'enlèvement des installations saisonnières implantées sur la plage et de procéder à la remise en état des lieux au droit des installations enlevées, sauf autorisation écrite du service de l'État chargé de la gestion du DPM.

Le concessionnaire est tenu de se substituer aux bénéficiaires des sous-traités, en cas de défaillance de leur part.

Il est précisé que devront être démontés et enlevés pour cette date les bâtiments et fondations, planchers, terrasses, platelages, et tout matériel lié à l'exploitation de la plage, ainsi que les raccordements aux réseaux de chaque établissement.

En période hivernale, les arrivées de l'ensemble des réseaux devront être protégées et masquées par le concessionnaire.

#### 3.4 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

En cas de négligence de la part du concessionnaire et à la suite d'une mise en demeure adressée par le préfet, et restée sans effet, il est pourvu d'office aux obligations précitées à ses frais et à la diligence du service de l'État chargé de la gestion du domaine public maritime.

Le préfet pourra également, dans ce cas, procéder au retrait de la concession, conformément à l'article 14.

#### **ARTICLE 4 – INSTALLATIONS SUPPLÉMENTAIRES**

Le concessionnaire est tenu, lorsque cela est requis par le préfet, de mettre en service des installations supplémentaires nécessaires à la salubrité et à la sécurité de la plage.

#### **ARTICLE 5 - PROJET D'EXÉCUTION**

Le concessionnaire soumet au service de l'État chargé de la gestion du DPM les projets d'exécution et de modification de toutes les installations à réaliser.

Cette disposition est applicable aux installations qui pourraient être réalisées par les sous-traitants visés à l'article 10 ci-après.

Le service de l'État chargé de la gestion du DPM prescrit les modifications qu'il juge nécessaires.

# ARTICLE 6 – EXPLOITATION, OBLIGATIONS DE LA COMMUNE EN MATIERE DE SECURITE DES USAGERS DE LA PLAGE

#### 6.1 - SURVEILLANCE DE LA PLAGE ET POLICE DE LA BAIGNADE

Conformément à l'article L.2213-23 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le maire exerce la police des baignades et des activités nautiques pratiquées avec des engins de plage et des engins non immatriculés sur une bande de 300 mètres établie à partir de la limite des eaux.

Le concessionnaire entretient et met en place le matériel de signalisation réglementaire des plages et lieux de baignade, ainsi que le matériel de sauvetage et de premiers secours conformément à la réglementation en vigueur.

Un tableau de service du personnel spécialement affecté à la surveillance de la plage et à la sécurité des usagers est établi au début de chaque saison balnéaire. Ce tableau précise, notamment, le nombre minimal d'agents présents sur la plage pendant la durée de fonctionnement prévue par le règlement visé à l'article 9.

Un affichage du plan des zones de baignade sera mis en œuvre aux postes de secours. Ils seront portés à la connaissance des personnels chargés de la surveillance de la baignade et de la plage, chaque année, en début de saison. Les résultats des dernières analyses du contrôle sanitaire seront également affichés aux postes de secours.

#### 6.2 - VIGILANCE MÉTÉOROLOGIQUE

La plage concédée est un espace soumis aux risques de submersion marine, notamment lors des évènements tempétueux, qui peuvent se dérouler tout au long de l'année. C'est pourquoi le concessionnaire doit mettre en œuvre une vigilance particulière à ce risque, et doit exercer une veille des conditions météorologiques et de l'état de la mer tout au long de l'année.

Cette veille doit permettre au concessionnaire d'alerter l'ensemble des usagers de plage, et de prendre les mesures nécessaires à la mise en sécurité des personnes et des biens en cas d'évènement météorologique pouvant entraîner une submersion marine.

La mise en œuvre de cette veille ainsi que les mesures à prendre en cas d'alerte doivent être intégrées au Plan Communal de Sauvegarde (PCS).

Une veille similaire doit être exercée par chaque titulaire de convention d'exploitation, afin de permettre une mise en sécurité des personnes et des biens en cas d'alerte.

#### 6.3 - MESURES PRÉVENTIVES

Le concessionnaire est informé qu'il établit l'ensemble des structures à ses risques et périls.

Il en est de même pour chaque titulaire de convention d'exploitation, qui met en œuvre son établissement et l'ensemble de ses installations et équipements à ses risques et périls exclusifs, en connaissance des risques liés à la submersion marine.

En cas d'érosion des plages concernées par la concession, le maire et les services de l'État pourront, au cas par cas, réduire la superficie, déplacer ou annuler l'exploitation des lots de plage impactés.

L'État ne pourra être tenu pour responsable des pertes économiques et des dégradations pouvant survenir suite à un évènement météorologique.

#### **ARTICLE 7 – CIRCULATION DES VEHICULES**

La circulation et le stationnement des véhicules terrestres à moteur sont interdits sur le DPM naturel, sauf pour les véhicules de secours, de police et d'exploitation.

Une tolérance est accordée pour faciliter les livraisons des produits nécessaires à l'activité des clubs de plage. Celle-ci sera limitée à une plage horaire matinale à définir dans les conventions d'exploitation.

#### ARTICLE 8 – BALISAGE DES ZONES DE BAIGNADE

Les services techniques de la commune élaborent, avec les services de l'État, un projet de plan de balisage réglementant l'ensemble des activités nautiques et balnéaires pratiquées sur le littoral de la commune. Les dispositions techniques de ces balisages doivent être conformes aux prescriptions édictées par la Direction Interrégionale de la Mer, Service des Phares et Balises.

Le plan de balisage est défini par arrêtés, du maire et du préfet maritime, chacun pour leur domaine de compétence. Celui-ci devra tenir compte de la présence de gravelles à amphioxus et des herbiers de posidonie identifiés sur le secteur.

#### ARTICLE 9 - REGLEMENT DE POLICE ET D'EXPLOITATION

Un règlement de police et d'exploitation de la plage sera établi par le maire, autorité compétente, précisant les conditions dans lesquelles les usagers de la plage peuvent utiliser les installations. Ce règlement fixe notamment l'horaire journalier de surveillance et de fonctionnement de la plage.

Les règles relatives à la limitation des nuisances lumineuses et sonores doivent être rappelées dans les conventions d'exploitation, et plus particulièrement concernant les lots situés en espace remarquable.

Les établissements accueillant des activités impliquant la diffusion de sons amplifiés visés par des articles R.1336-1 et suivants du CSP ainsi que des articles R.571-25 et suivants du CE, doivent disposer d'une étude d'impact des nuisances sonores.

Ce règlement fixe en outre les conditions d'interdiction de fréquentation de la plage en fonction du risque de submersion marine lié aux conditions météorologiques.

Le concessionnaire a obligation de porter à la connaissance du public ce règlement, auquel sont joints les résultats des contrôles de la qualité des eaux, par voie d'affiches notamment, aux endroits les plus adaptés choisis par le concessionnaire.

Ce règlement de police et d'exploitation est, de plus, imprimé et diffusé aux frais du concessionnaire, qui est tenu de délivrer à l'administration, ainsi qu'aux sous-traitants pour affichage sur leur lot, le nombre d'exemplaires nécessaires.

#### ARTICLE 10 – CONVENTION D'EXPLOITATION

Le concessionnaire peut être autorisé par le préfet à confier à des personnes publiques ou privées l'exercice des droits qu'il tient du présent cahier des charges ainsi que la perception des recettes correspondantes, par le biais de conventions d'exploitation. Dans ce cas, le concessionnaire demeure responsable, tant envers l'État qu'envers les tiers, de l'accomplissement de toutes les obligations que lui impose le cahier des charges.

#### 10.1 - PROCEDURE D'ATTRIBUTION

Les conventions d'exploitation sont soumises pour accord au préfet, préalablement à la signature par le concessionnaire. Leur durée doit être en relation avec l'investissement demandé. Elles comportent mention de la redevance à acquitter annuellement par le sous-traitant à la commune.

Les conventions d'exploitation sont délivrées après mise en concurrence. Elles sont soumises aux dispositions des articles R.2124-31 à R.2124-34 du CG3P, ainsi qu'aux dispositions du CGCT.

Le concessionnaire établira un dossier de candidature qui, à sa demande, pourra être soumis à l'examen du service de l'État chargé de la gestion du DPM avant la mise en concurrence.

Le dossier de mise en concurrence intégrera les critères de sélection qui devront prendre en compte, notamment, les diverses infractions pour lesquelles les candidats auront été verbalisés ou en cours de jugement mais également l'insertion paysagère des futurs établissements.

Ces infractions concernent l'ensemble de la législation en vigueur (DPM, hygiène, sécurité, salubrité, emploi, etc ...). Le préfet se réserve le droit de refuser l'approbation d'une convention d'exploitation à un candidat faisant l'objet d'une procédure au titre d'une réglementation en vigueur.

Le concessionnaire devra alerter les futurs exploitants sur les restrictions de cessions pour les exploitants en nom propre selon le CG3P. Celui-ci précise que la convention d'exploitation est personnelle et aucune cession des droits que le soustraitant tient de la présente convention, aucun changement de titulaire ne peut avoir lieu sous peine de résolution immédiate de la convention, à l'exception des cas prévus par l'article R.2124-34 du CG3P.

En cas de changement de gérance, un avenant à la convention d'exploitation existante ou une nouvelle convention d'exploitation devra être proposée à la signature du préfet.

#### 10.2 - COMMUNICATION DE LA CONCESSION AUX EXPLOITANTS

Un exemplaire du présent cahier des charges et de ses modificatifs éventuels sera porté à la connaissance de chaque soustraitant.

### **ARTICLE 11 – RÉGLEMENTS DIVERS**

Sur toute l'étendue de la plage concédée, le concessionnaire ne peut, en dehors des opérations d'entretien prescrites par l'article 3, extraire aucun matériau sans autorisation préalable délivrée par le préfet.

Conformément au principe de défendabilité, les critères de défense extérieur contre l'incendie (DECI) et d'accessibilité des services de secours doivent être pris en compte par la commune. La présence de points d'eau incendie normalisés et conformes ainsi que l'ensemble des accès permettant les secours devront être transmis à la direction départementale des services d'incendie et de secours avant le début d'exploitation de la concession de plage.

Le littoral méditerranéen a fait l'objet de minages défensifs et de bombardements durant la Seconde Guerre mondiale. A ce titre, la problématique d'une possible pollution pyrotechnique du site doit être prise en compte.

Ce site, qui n'est habituellement pas utilisé pour des activités militaires, pourra l'être par les unités de la Marine nationale en mission de protection des personnes et des biens ou de défense du territoire.

Depuis plusieurs années, il a été constaté des tentatives de nidification de tortues sur les côtes méditerranéennes et potentiellement sur les côtes du département. A ce titre, chaque acteur de la plage devra être sensibilisé à cette éventualité afin d'anticiper la mise en place de protections spécifiques.

#### **ARTICLE 12 – DUREE DE LA CONCESSION**

La concession de plage naturelle est accordée à compter de la date de signature de l'arrêté préfectoral portant attribution, **jusqu'au 31 décembre 2034**.

#### **ARTICLE 13 – REDEVANCE DOMANIALE**

Le concessionnaire paie à la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP), une redevance due à l'État pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public, qui tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation (article L.2125-3 du CG3P).

Le calcul de la redevance se décompose en une part fixe, calculée en fonction de la superficie occupée par les clubs de plage et de la ZAM, et en une part variable, calculée sur la base des redevances perçues par la commune en 2023.

Le montant de cette redevance annuelle, établie par le service France domaine, est de 90 144 €.

Une augmentation progressive est proposée à la commune afin d'atteindre cette somme totale en quatre ans, soit :

- 43 573,50 euros pour 2025 ;
- 59 097 euros pour 2026;
- 74 620,50 euros pour 2027;
- 90 144 euros à partir de 2028 et pour le reste de la durée de validité de la concession.

La redevance domaniale sera révisée à l'expiration de chaque période fixée pour le paiement de la dite redevance, en vertu de l'article R.2125-3 du CG3P.

Ces montants pourront être revus chaque année en fonction du nombre de lots attribués par la commune aux différents exploitants.

#### **ARTICLE 14 - REVOCATION**

La concession de plage peut être résiliée dans les cas et conditions prévus à l'article R.2124-35 et suivants du CG3P.

Les conventions d'exploitation peuvent être résiliées sans indemnité à la charge du concessionnaire par décision motivée de ce dernier, après mise en demeure et après que le sous-traitant a été mis en mesure de présenter ses observations, en cas de manquement du sous-traitant à ses obligations prévues à l'article R.2124-36 du CG3P.

La résiliation de la concession entraîne la résiliation de plein droit des conventions d'exploitation.

#### **ARTICLE 15 – PUBLICITE**

Le présent cahier des charges sera porté à la connaissance du public par le concessionnaire.

Les frais d'impression et de publicité du présent cahier des charges et des pièces annexées sont supportés par le concessionnaire.

Un exemplaire du présent cahier des charges et des pièces annexées est déposé à la mairie d'Argelès-sur-Mer et tenu à la disposition du public.

L'information relative à la concession sera disponible pour le public, via Internet, en mairie, à la préfecture, sur chaque poste de secours et au sein des clubs de plage durant la saison estivale.

Perpignan, Lu et Accepté, le le Le préfet, Le concessionnaire,

# Dossier d'Enquête Publique Pièce N°4 Avis des services de l'Etat

Avis conforme du Préfet Maritime de la Méditerranée.

√ Avis conforme du Commandant de la Zone Méditerranée.

√ Avis du service ville habitat construction (Accessibilité) - DDTM

Avis du service eau et risques (Risques) - DDTM

Avis service mer et littoral (affaires maritimes) - DDTM

Avis du service départemental d'incendie et de secours des Pyrénées-Orientales. (Prévention)

Avis du Conservatoire du Littoral.

Avis du Service conseils et aménagement des territoires - DDTM

√ Avis nature agriculture forêt (nature) - DDTM

/ Avis de l'Agence Française pour la Biodiversité. Parc Marin du Golf du Lion.

Avis de la Direction Générale des Finances Publiques des Pyrénées-Orientales.

/ Avis de l'architecte des bâtiments de France.

Avis de la CDNPS

Rapport de présentation avec avis du gestionnaire du DPMn - DDTM.



#### Direction départementale des territoires et de la mer

Liberté Égalité Fraternité

Service mer et littoral des Pyrénées-Orientales et de l'Aude Unité gestion du littoral Affaire suivie par : Marie-Christine Gaudel Tél : 04 68 38 13 78

Mèl: marie-christine.gaudel@pyrenees-orientales.gouv.fr

Réf: 2024-034

Perpignan, le 0 4 MARS 2024

Le préfet maritime de la Méditerranée

à

Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales

**Objet :** Avis du préfet maritime relatif à la demande de renouvellement de la concession de plages naturelles de la commune d'Argelès-sur-Mer.

- Réf.: Articles R2124-25 et R2124-56 du code général de la propriété des personnes publiques ;
  - Arrêté préfectoral n° 386/2023 du 22 novembre 2023 portant délégation de signature du préfet maritime de la Méditerranée au directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales ;
  - Courriel du 28 février 2024.

Le 28 février 2024, vous avez sollicité, conformément aux articles R.2124-25 et R.2124-56 du code général de la propriété des personnes publiques, l'avis du préfet maritime de la Méditerranée à propos de la demande de concession de plages naturelles déposée par la commune d'Argelès-sur-Mer.

Au vu des éléments présentés dans le dossier, je souligne la nécessité de mise en cohérence du plan local de balisage des plages de la commune avec la future concession de plage. Etant prévue une phase dite transitoire jusqu'à l'achèvement des travaux pour les postes de secours, il conviendra dans un premier temps de procéder à une révision du plan local de balisage pour la saison 2025 et, une fois les nouveaux postes de secours en place, d'effectuer une nouvelle révision du plan local de balisage. Les zones balisées ne devront pas empiéter sur le domaine public portuaire.

Il conviendra de préciser dans le cahier des charges de la concession, le contenu des activités nautiques motorisées ou non motorisées pratiquées au départ de certains lots de plage de la concession, et d'aligner cette description des activités nautiques sur les termes et définitions de la réglementation maritime applicable figurant notamment au sein de la division 240 annexée à l'arrêté ministériel du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires et de l'arrêté cadre du préfet maritime de la Méditerranée n° 19/2018 du 14 mars 2018.

En complément, et conformément aux dispositions du V de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2018 modifié relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, aucun éclairage des lots de plage ne sera dirigé vers la mer afin de limiter la visibilité des points lumineux depuis le large et le risque de pertes de navigation.

Sous réserve de la prise en compte des demandes, précisions et remarques précitées, j'ai l'honneur de rendre un avis conforme favorable à la demande de concession de plage.

Pour le préfet maritime de la Méditerranée, et par délégation,

Léna MIRAUX

Administrat de des affaires macianes, adjointe au Mart du service mor et lattoral des Pyrénèses Orientales et de l'Audo



#### État-major des Armées Commandement de la zone maritime Méditerranée Division « opérations »

Toulon, le 18 mars 2024 N° 500359 /CECMED/OPS/NP

Le vice-amiral d'escadre Gilles Boidevezi commandant la zone maritime Méditerranée

Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales

OBJET

: demande de renouvellement de concession de plages naturelles situées sur la

commune d'Argelès-sur-Mer. Avis du commandant de zone maritime Méditerranée.

RÉFÉRENCES : a) code général de la propriété des personnes publiques (article R 2124-22) ;

b) votre courriel et dossier joint du 28 février 2024.

En réponse à votre demande citée en référence b, vous sollicitez l'avis du commandant de la zone maritime Méditerranée pour la demande de renouvellement de concession de six plages naturelles situées entre la plage de la Racou au sud et la plage de la Marenda au nord (inclues), sur la commune d'Argelès-sur-Mer, pour une durée de 10 ans à compter du 1er janvier 2025.

J'ai l'honneur de donner un avis conforme favorable à cette demande avec les observations suivantes :

- le littoral méditerranéen a fait l'objet de minages défensifs et de bombardements durant la seconde guerre mondiale. A ce titre, la problématique d'une possible pollution pyrotechnique du site doit être prise en compte :
- la gestion de ces plages, étant situées en zone Natura 2000, devra respecter les mesures de protection de l'environnement et de préservation de la biodiversité ;
- ce site, qui n'est habituellement pas utilisé pour des activités militaires, pourra toujours l'être par les unités de la Marine nationale en mission de protection des personnes et des biens ou de défense du territoire.

Original signé

#### LISTE DE DIFFUSION

#### **DESTINATAIRE**

 Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales – Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales – Gestion du domaine public maritime – Service mer et littoral – Gestion du littoral – pour M. Jean-Loup Hérault – (jean-loup.herault@pyrenees-orientales.gouv.fr).

#### **COPIES**

- PREMAR MED/AEM
- Sémaphore du Cap Béar
- CECMED/DIV OPS (J35 OPSCOT J35 SOUM SEC)
- archives.



#### PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Direction Départementale des Territoires et de la Mer

Service Ville Habitat Construction

Unité Qualité de la Construction et Accessibilité

Dossier suivi par: Mathieu Tassel

0: 04.68.38.13.38 I: 04.68.38.13.39 mathieu.tassel

@pyrenees-orientales.gouv.fr

Perpignan, le 07/03/2024

à l'attention de

M. HERAULT lean-Loup Service Mer et Littoral Unité Gestion du Littoral

# Bordereau d'envoi

Objet : Demande d'avis au titre de l'accessibilité - renouvellement concession de plage - Argelès sur Mer

Désignation du bordereau	nombre	l.
PRESCRIPTIONS EN RETOUR	1	9

#### Informations permanentes:

Les informations doivent être regroupées et visibles. Elles auront les caractéristiques suivantes:

- Couleur contrastée par rapport à environnement immédiat ;
- La vision doit être possible assis comme debout ;
- Éviter tout effet d'éblouissement ou de contre-jour ;
- Si elles sont situées à une hauteur inférieure à 2,20 m, une personne doit pouvoir s'approcher à moins de 1,00 m;
- Caractères contrastés par rapport au fond du support ;
  - Hauteur de caractère supérieure à 15 mm pour une information liée à l'orientation;
  - Hauteur de caractère supérieure à 4,5 mm pour les autres.

#### Stationnement automobile:

La place de stationnement aura les caractéristiques suivantes :

- 1 place par tranche de 50
- Largeur 3,30 m, horizontale, dévers 3 % maxi dans le sens de la largeur ;
- Panneau B6d + M6h (arrêt et stationnement interdit + panonceau sauf handi);
- Un pictogramme peint sur les limites ou le long d'un emplacement de stationnement conforme à un modèle défini par l'instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière;
- Sur une longueur d'au moins 1,40 m à partir de la place stationnement, le cheminement doit être horizontal;

Adresse Postale: 2 rue Jean Richepin - BP 50909 - 66020 PERPIGNAN CEDEX

Téléphone: \$\infty +33 (0)4.68.38.12.34 aires d'ouverture : 8h00-12h00 / 13h30-17h00

Fax: \$\infty +33 (0)4.68.38.11.29

Renseignements: 
⇒ INTERNET: www.pyrenees-orientales.gouv.fr
⇒ COURRIEL: ddtm@pyrenees-orientales.gouv.fr

#### Cheminements extérieurs :

Le cheminement extérieur qui permet de relier la voirie publique et la place de parking aménagée aura les caractéristiques suivantes :

- Comporter une signalétique à l'entrée du terrain, à proximité des places de stationnement et aux points ou un choix d'itinéraire est donné;
- Être horizontal, non meuble et non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue, dévers ≤ à 3 % et largeur 1,20 m, rétrécissement ponctuel de 0,90 m maxi sur une faible longueur. Si le cheminement est pentu, il répondra aux exigences des rampes ;
  - Tolérances : largeur 1,20 m ponctuellement ;

#### Présenter :

- Soit un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement permettant sa détection à la canne blanche ou au pied;
- Soit un repère continu sur toute sa longueur, tactile pour le guidage à l'aide d'une canne blanche et visuellement contrasté pour les mal-voyants (bandes de guidage : norme NF 98-352:2015);
- Comporter une aire de rotation à chaque changement d'itinéraire et espace d'usage devant portail ou autre équipement;
- Un dispositif de protection visant à alerter du risque de chute sera mis en place aux ruptures de niveau supérieures à 0,40 cm et situées à moins de 0,90 m du cheminement;
- Les trous et les fentes auront une largeur ou un diamètre inférieur ou égal à 2 cm;
- Espace d'usage devant chaque équipement ou aménagement situé sur le cheminement pour permettre l'atteinte et l'usage.

#### Équipements empiétant sur le cheminement :

- L'équipement suspendu doit comporter un passage libre de 2,20 m mini au-dessus du sol;
- L'équipement en saillie latérale de plus de 15 cm comportera un dispositif de détection contrasté et détectable par la canne blanche.

#### Rampe:

La rampe aura les caractéristiques suivantes :

- Largeur 1,20 m (rétrécissement ponctuel de 0,90 m), palier de repos en bas et en haut de la rampe, dévers ≤ 3 %;
- Pente ≤ à 6 % avec palier de repos de 1,20 m x 1,40 minimum tous les 10 m;
- Un garde-corps préhensible sera placé sur toute rupture de niveau > à 0,40 m.

#### Tolérances:

- Pente 10 % sur une longueur ≤ à 2 m;
- Pente 12 % sur une longueur ≤ à 0,50 m.

#### Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour :

L'espace de manœuvre aura les caractéristiques suivantes :

- Ø 1.50 m;
- Obligatoire en chaque point du cheminement où un choix d'itinéraire est donné;
- Devant chaque équipement situé sur le cheminement (facilité d'utilisation);

#### Éclairage:

 La qualité de l'éclairage, artificiel ou naturel, des circulations communes intérieures et extérieures doit être telle que l'ensemble du cheminement est traité sans créer de gêne visuelle. Les parties du cheminement qui peuvent être source de perte d'équilibre, les dispositifs d'accès et les informations fournies par la signalétique font l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée;

- Si l'éclairement naturel n'est pas suffisant, les valeurs d'éclairement mesurées au sol seront d'au moins :
  - 20 lux en tout point du cheminement extérieur accessible ;
  - 20 lux en tout point des circulations piétonnes des parcs de stationnement ;
  - 20 lux en tout autre point des parcs de stationnement ;

#### Bornes et poteaux :

Ils doivent être repérables à la canne par les personnes déficientes visuelles. Les dimensions minimales à respecter sont précisées dans l'abaque de détection d'obstacles bas conformément à l'annexe 5 de l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.

#### Ressaut:

Le ressaut aura les caractéristiques suivantes :

Bord arrondi ou chanfreiné d'une hauteur ≤ à 2 cm.

#### Boucle d'induction magnétique : Poste de secours

Elle doit satisfaire les exigences de la norme NF EN 60118-4:2015. Elle sera signalée par un pictogramme.

#### ERP avec mission de service public

Exigée à tous les accueils.

#### Circulations:

#### Les circulations verticales auront les caractéristiques suivantes :

Les escaliers :

- Largeur minimale de 1,00 m entre mains courantes positionnées à une hauteur comprise entre 0, 80 et 1,00 m;
- Les marches auront une hauteur ≤ à 17 cm et une largeur de giron ≥ à 28 cm;
- Si la largeur imposée est < 1 m ou si le diamètre du fût central est ≤ à 40 cm : 1 main courante est exigée ;
- En haut de l'escalier, un revêtement de sol doit permettre l'éveil de la vigilance à une distance de 0,50 m de la première marche grâce à un contraste visuel et tactile norme NF P 98-351:201.

Les nez de marches doivent répondre aux exigences suivantes :

- Être contrastés visuellement par rapport au reste de l'escalier (3 cm horizontalement);
- Être antidérapants;
- L'escalier sera d'une couleur contrastée à la paroi ;
- L'escalier doit comporter un dispositif d'éclairage répondant aux exigences de 150 lux.

#### Sanitaires:

 Les WC seront signalisés par un pictogramme indiquant le sens à droite ou à gauche du transfert;

- Les WC accessibles pour personnes handicapées doivent être conçus de manière à laisser un espace libre de 0,80 x 1,30 m hors débattement de la porte et à côté de la cuvette;
- En l'absence d'aire de rotation à l'intérieur, l'espace libre pour cette manœuvre (1,50 x 1,50 m) devra être situé à l'extérieur et devant la porte. L'emplacement du fauteuil à côté de la cuvette devra être situé face à la porte;
- La hauteur de la cuvette sera comprise entre 0,45 et 0,50 m du sol et à 0,40 m du mur (axe de la cuvette au mur). Dans le sens de la profondeur, l'axe de la cuvette sera à 0,50 m du mur arrière ; cette prescription étant notamment à respecter pour les toilettes à chasse encastrée ;
- L'intérieur du WC doit être équipé d'un lavabo positionné à une hauteur maxi de 0,85 m. Le bord inférieur du lavabo sera à une hauteur de 70 cm et le bas du miroir sera à 1,05 m du sol ou inclinable;
- Les divers accessoires tels que le distributeur de savon, le sèche-mains seront à une hauteur maxi de 1,30 m;
- Mettre en place une barre d'appui horizontale à une hauteur comprise entre 0,70 et 0,80 m du sol;
- Équiper la porte du WC d'une poignée de rappel permettant de refermer la porte derrière soi;

#### Divers:

 La commune et les concessionnaires doivent assurer par leurs propres moyens la mise et le retrait de l'eau des personnes handicapées.

Avis favorable sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous et des règles en vigueurs au titre de l'ACCESSIBILITÉ

Cordialement

Mathieu TASSEL

**NB**: Une demande de permis de construire ou d'autorisation de travaux devra être déposée en Mairie pour tout établissement recevant du public.



Liberté Égalité Fraternité Direction départementale des territoires et de la mer

Service Eau et Risques Unité Risques

Affaire suivie par : COLLINET Yoann

Tél: 04 68 38 10 55

N° Maarch 2024/A03/2219

Mèl: ddtm-ser-pr@pyrenees-orientales.gouv.fr

Perpignan, le 8 mars 2024

Destinataire: DDTM 66/ SML / UGL - M. Jean-

Loup HERAULT

Date d'arrivée du dossier: 05/03/24

Nº /

Demandeur: M. Antoine PARRA représentant

la commune d'Argelès-sur-Mer Commune : Argelès-sur-Mer

Adresse projet : de la plage du Racou au Sud

jusqu'à la plage de la Marenda au Nord

Référence cadastrale : /

Projet: Demande de renouvellement de la

concession de plage

#### AVIS au titre des risques naturels prévisibles

\* Le présent avis est délivré au titre des risques indépendamment des autres réglementations notamment de celles liées à l'urbanisme.

#### Situation du projet

La parcelle objet de la demande est située en zone non urbanisée.

#### Situation au regard des risques

La commune est couverte par un plan de prévention des risques (PPR) approuvé le 25 novembre 2008 et modifié le 29 mai 2017. Le projet se situe en zone I-im correspondant à la zone de front de mer naturelle de la côte Sableuse exposée au risque de submersion marine. Les études d'aléas réalisées et portées à la connaissance de la commune situent le terrain du projet en zone d'action mécanique des vagues, zone de la bande littorale où se brisent les vagues. Elle est directement soumise à l'impact des vagues et à une dissipation d'énergie importante qui peut entraîner des dégâts importants.

#### Description du projet

Le projet consiste en une demande de renouvellement de la concession de plage sur la commune d'Argeles-sur-Mer, de la plage du Racou au Sud jusqu'à la plage de la Marenda au Nord, pour une durée de 10 ans à compter du 1er janvier 2025. L'occupation du Domaine Publique Maritime limitée pour les lots à 6 mois par an, du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre, « montage, exploitation, démontage » compris.

#### Le projet prévoit, notamment :

la modification des activités autorisées sur les lots de plage,

- la réorganisation des lots de plage par la suppression de 3 lots, l'ajout et le déplacement de lots et la modification des superficies de certains lots,
- la fusion des 4 ZAM (Zones d'activités municipales) en une seule ZAM,
- la modification des postes de secours, notamment par la création de deux postes de secours permanents, la suppression de deux postes de secours mobiles et la mise en place de vigies tous les 350 m,
- la création d'une rampe d'accès PMR au niveau du parking situé à côté du camping le Roussillonnais et d'accès PMR en béton.

#### Prise en compte du risque

<u>En zone l-im du PPRNP en vigueur</u>, tout aménagement est interdit à l'exception des aménagements strictement nécessaires à l'exploitation des plages, sous réserve qu'ils soient démontés entre le 30 octobre et le 15 mai.

Pour les constructions ou aménagements situés dans la zone de déferlement des vagues, des techniques et matériaux résistants à la poussée des vagues doit être mis en œuvre.

Au regard du PPRNP en vigueur, le projet peut être autorisé sous réserve d'absence de construction permanente et d'absence d'occupation temporaire entre le 30 octobre et le 15 mai de chaque année.

Selon les études d'aléas réalisées et portées à la connaissance de la commune, en zone d'action mécanique des vagues, tous les travaux et projets nouveaux, de quelque nature qu'ils soient, sont interdits. Sont seuls autorisées, notamment, l'implantation de structures démontables permettant une activité commerciale sur les plages et l'implantation de structures strictement nécessaires à l'exploitation des plages telles que les équipements de surveillance, les sanitaires, les douches, les sous-traités de plage. Au regard de la configuration du site (topographie notamment) et de la nature des installations déployées, l'autorité compétente fixera dans le sous-traité de plage, les conditions dans lesquelles les ouvrages pourront être construits et exploités.

Au regard des études d'aléas réalisées et portées à la connaissance de la commune, le projet peut être autorisé sous réserve de respecter les prescriptions précitées.

#### Conclusion

#### Considérant :

- que le projet consiste en une demande de renouvellement de la concession de plage sur la commune d'Argelès-sur-Mer,
- que le projet se situe en zone I-im du PPRNP en vigueur et en zone d'action mécanique des vagues des études réalisées et portées à la connaissance de la commune,
- le projet de création de deux postes de secours permanents en zone I-im dans laquelle seuls les aménagements démontables sont autorisés,
- le projet d'occupation du Domaine Publique Maritime du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre,
- qu'il convient d'assurer la sécurité des personnes, la préservation des biens, et le maintien du champ d'expansion et du libre écoulement des eaux,

il est donné un avis **favorable** au projet au titre du PPRn et au titre de l'article R111-2 du code de l'urbanisme, **sous réserve** :

- de l'absence de création de structures permanentes,
- de l'absence d'occupation temporaire entre le 30 octobre et le 15 mai de chaque année.

Le Chef du Service de l'Eau et des Risques,

Vincent DARMUZEY

Sujet: Re: Avis-concession-Plage-Argeles

De: GAUDEL Roland (Chef d'unité) - DDTM 66/SML/ULAM <roland.gaudel@pyrenees-

orientales.gouv.fr>

Date: 19/03/2024 à 17:01

**Pour:** HERAULT Jean-Loup - DDTM 66/SML/UGL < jean-loup.herault@pyrenees-orientales.gouv.fr>, ROCHET Isabelle (Cheffe d'unité) - DDTM 66/SML/UGL

<isabelle.rochet@pyrenees-orientales.gouv.fr>

Bonsoir,

Après consultation du dossier, celui-ci n'appelle aucune remarque particulière de la part de notre unité.

Bonne fin de journée.

Roland GAUDEL
Responsable d'unité
Service mer et littoral
Unité littorale des affaires maritimes

2, rue Jean Richepin - BP 50909 - 66020 Perpignan cedex Tél: 04 68 38 13 90 - 13 97 www.pyrenees-orientales.gouv.fr

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES Direction départementale des territoires et de la mer

ORIENTA Liberté Égalité

Le 05/03/2024 à 14:57, HERAULT Jean-Loup - DDTM 66/SML/UGL a écrit :

#### Bonjour,

Veuillez trouver ci-joint la demande d'avis de la concession de plage d'Argeles-sur-mer, le dossier déposé par la commune est consultable à l'adresse suivante:

P:\Transversalite\20240305-ConcessionPlage-ARGELES

Dans le but de mener à bien cette procédure, merci de bien vouloir me donner votre avis pour le 05 avril 2024.

Merci par avance.

Jean-Loup HERAULT
Chargé de la gestion du domaine public maritime
Service mer et littoral
Gestion du littoral

2, rue Jean Richepin - BP 50909 - 66020 Perpignan cedex Tél: 04 68 38 13 74 www.pyrenees-orientales.gouv.fr

PRÉFET

Direction départementale des territoires et de la mer

PREFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Liberté Égalité Fraternité



Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours

Service Prévention

Affaire suivie par :

Lieutenant 1ère classe BATAILLE Florian



Perpignan, le 26/03/2024

Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours à

M. le Maire de ARGELES SUR MER Allée Ferdinand BUISSON - BP 99 66700 ARGELES SUR MER

#### DIV 24/001650

Code:

D00800799-000

Etablissement:

CONCESSION DOMAINE PUBLIC ARGELES

Adresse:

Plages

ARGELES SUR MER

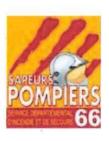
Dossier:

DIV 24/001650

Objet:

Renouvellement de la concession de la plage

Pour faire suite à votre demande d'avis relative au projet susvisé, et après examen des éléments portés au dossier, le rapporteur préventionniste a établi ses conclusions sous la forme d'une étude que vous trouverez ci-après.





#### SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DES PYRÉNÉES-ORIENTALES Service Prévention

## ETUDE DE DOSSIER LOTISSEMENT N° DIV 24/001650

Code:

D00800799-000

Etablissement:

CONCESSION DOMAINE PUBLIC ARGELES

Adresse:

Plages

Commune:

ARGELES SUR MER

Dossier:

DIV 24/001650

Objet:

Renouvellement de la concession de la plage

Demandeur:

M. Le maire

Date d'instruction:

26/03/2024

Affaire suivie par :

Lieutenant 1ère classe BATAILLE Florian

#### I - DESCRIPTION

En date du 05 mars 2024, le service Aménagement du Territoire du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Pyrénées-Orientales (SDIS 66) a reçu un courrier de la part de la Direction Départemental des Territoires et de la Mer 66, à propos du renouvellement de la concession des plages d'Argeles sur mer.

Le renouvellement de la concession concerne les plages suivantes :

- · La plage du Racou,
- · La plage Sud,
- La plage Centre,
- La plage des Pins,
- · La plage du Tamariguer,
- · La plage du Marenda.

Le dossier de présentation de cette concession aborde le principe de défendabilité de la zone. Les critères de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) et d'accessibilités, aux différents sites, y sont mentionnés. Ces critères ont pour objectifs de permettre aux sapeurs-pompiers d'intervenir rapidement sur une demande de secours, et de disposer d'une ressource hydraulique directement disponible qualitativement et quantitativement pour lutter contre un incendie.

Conformément au principe de défendabilité, les critères de DECI et d'accessibilité sont abordés dans le dossier de concession :

• Critère de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) :

- Présence de Points d'Eau Incendie normalisés et conformes au RDDECI sur la zone de la concession susvisée.
- La commune prévoit la création de Points d'Eau Incendie normalisés et conforme au RDDECI afin de renforcer la couverture hydraulique de la zone.

L'ensemble des bâtiments à usage d'habitations, d'Établissements Recevant du Publics, ou tout autres bâtiments, localisé sur la zone d'étude de cette concession de plage sera défendu par la présence de ressources hydrauliques directement disponibles conformément aux Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI).

- Critère d'accessibilité des secours :
  - o Présence de chemins d'accès « engins » aux différents postes de secours permanents,
  - o Présence d'espaces libres (cheminements dévidoirs sapeurs-pompiers) de 1.8m de largeur à proximité des différents postes de secours mobiles et vigies,
  - Présence de chemins d'accès « engin » et d'espaces libres (cheminements dévidoirs sapeurs-pompiers) à proximité des Établissements Recevant du Publics (ERP) localisés sur, et à proximité des plages.

Ces différents accès sont maintenus, et seront maintenus, praticables pour les engins et/ou les piétons conformément aux caractéristiques des voies engins (cf. Code de l'Urbanisme). De plus, pour les portails et barrières des accès « engins » :

- Leur largeur respective sera de 4m afin de laisser passer les engins de secours,
- Leurs dispositifs de verrouillage respectifs seront conformes aux clés sapeurs-pompiers (cf. Annexe 2 du Règlement Départemental de la DECI),
- Leur identification sera réalisée par un panneau d'affichage « accès pompier » ou inscription assimilée.

A titre d'information, la plage du Racou est soumise au Code Forestier. De ce fait, la totalité des bâtis devra respecter les Obligations Légales de Débroussaillement (OLD) dès lors qu'elles sont applicables.

Enfin, l'ensemble de la réglementation relative aux postes de secours et vigie dépend de la responsabilité du maire. Le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Pyrénées-Orientales n'a pas la compétence réglementaire pour donner un avis, mais se tient à la disposition de monsieur le maire de la commune d'Argeles sur mer pour conseiller la commune.

#### II - REGLEMENTATION

Code Général des Collectivités Territoriale (CGCT), Code de Forestier, Code de l'urbanisme,

Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI).

#### Ш - PRESCRIPTIONS

CODE

LT4	
	Les hydrants devront être constamment entretenus en état de fonctionnement et contrôlés
	annuellement par les agents du service municipal des eaux ou par la société
	concessionnaire de distribution.

**PRESCRIPTIONS** 

# Conformément au RDDECI, l'ensemble des hydrants, qu'ils soient publics ou privés, seront contrôlés au minimum tous les deux ans. Le débit et pression de chacun de ces hydrants sera transmis au maire et, au Service Départemental d'Incendie et de Secours des Pyrénées-Orientales. Ces données seront incrémentées dans le logiciel de gestion de la RECI « REMOCRA ».

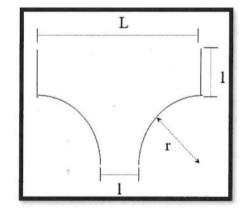
- Permettre l'accessibilité du lotissement aux engins de secours et de lutte contre l'incendie par des voies comportant une chaussée répondant aux caractéristiques suivantes :
  - largeur de 3m, portée à 4m en zone forestière,
  - force portante calculée pour un véhicule de 160 kilo-Newton (dont 90 kilo-Newton maximum sur l'essieu avant ; les deux essieux étant distants de 3,60 m),
  - rayon intérieur minimum de 11m,
  - sur largeur S=15/R dans les virages de rayon intérieur, inférieur à 50 m,
  - hauteur libre de 3,50m,
  - pente inférieure à 15 %.

Les sections de voie utilisables pour la mise en station des échelles aériennes devront en outre présenter les caractéristiques suivantes :

- longueur minimale de 10 m,
- largeur libre minimale de la chaussée est portée à 4 m,
- pente maximum est ramenée à 10 %,
- résistance au poinçonnement de 100 kilo-newton sur une surface circulaire de 0,20 m de diamètre.
- Les voies en impasse d'une longueur supérieure à 30 mètres devront comporter à leur extrémité un aménagement permettant le retournement des engins de secours et de lutte contre l'incendie :
  - Soit une plate-forme de 18 mètres de diamètre.
  - Soit une aire en forme de T présentant les dimensions suivantes :

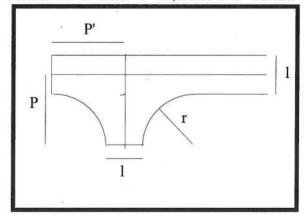
$$L = 17$$
 mètres -  $l = 5$  mètres -  $r = 8$ 

mètres



Soit une aire en forme de Y présentant les dimensions suivantes :

$$1 = 5$$
 mètres -  $P = 10$  mètres -  $P' = 8,50$  mètres -  $r = 8$  mètres



LT8 Confirmer la réalisation du projet afin de permettre la distribution normale des secours placée sous la responsabilité du Maire en qualité d'autorité de police administrative (nom du lotissement, nom de la(des) rue(s), emplacement du(des) point(s) d'eau d'incendie...)

Assurer, à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie par [...] poteau(x) de 100 mm normalisé (NFS61.213) piqué sur une canalisation assurant un débit minimum unitaire de 1000 l/mn, sous une pression dynamique de 1 bar (NFS62.200) et placé à moins de 200 m des risques à défendre par les chemins praticables.

**<u>DI1.1</u>** ERP de classe  $1 - \text{Superficie} < \text{ou} = 1000 \text{ m}^2 \text{ (cf. guide D9)}$ :

Besoins en eau exigibles: 60m3/h

Assurer, à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie par l'une des deux solutions ci-après :

- a : Un poteau de 100 mm normalisé (NFS 61-213 et NFS 62.200) assurant un débit minimum de 1000l/mn, sous une pression dynamique de 1 bar, implanté à une distance maximale de 150m de l'entrée principale de l'établissement. En outre, ce poteau d'incendie doit être implanté en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5m de celle-ci. Il doit être réceptionné en présence d'un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours, dès sa mise en eau.
- b : Une réserve d'eau (naturelle ou artificielle) d'au moins 120 m3 si la première solution ne peut être obtenue.
   La réserve d'eau doit être située à moins de 150m de l'entrée principale du bâtiment, par les chemins praticables.

A défaut de pouvoir réaliser cet équipement dans le respect de ces caractéristiques minimales, il doit être proposé des moyens de défense en eau supplétifs qui doivent être soumis à l'approbation du Service Départemental Incendie et de Secours.

Si l'immeuble est équipé de colonnes sèches imposées par la réglementation, la distance entre poteaux d'incendie et raccords d'alimentation des colonnes ne devra pas être supérieure à 60 mètres par les chemins praticables (largeur > 1,80 m).

Enfin, s'assurer que les hydrants assurant la défense extérieure contre l'incendie :

- répondent à l'arrêté n° PREF-SIDPC-2022-256-001 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie;
- que ces derniers figurent bien dans l'arrêté municipal fixant la liste des hydrants de la commune, lequel devra être transmis au SDIS.

De plus il est rappelé qu'afin de palier toute carence de point d'eau d'incendie ou d'accessibilité par la mise en œuvre de moyens supplémentaires, le SDIS demande aux maires et aux exploitants d'établissement de l'informer en cas de :

- Indisponibilité de point d'eau d'incendie;
- Coupure réseau
- Problème d'accessibilité

Le maire ou l'exploitant devra notifier sans délai, au SDIS66, deci@sdis66.fr, toute indisponibilité d'un point d'eau d'incendie.

**DI1.2** ERP de classe  $1 - 1000 \text{ m}^2 < \text{Superficie} < \text{ou} = 2000 \text{ m}^2 \text{ (cf. guide D9)}$ :

Besoins en eau exigibles: 120 m³/h

Assurer, à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie au moyen de deux poteaux de 100 mm normalisés (NFS 61-213 et NFS 62.200), assurant un débit

minimum de 2000 l/mn sous une pression dynamique de 1 bar, le premier poteau implanté à une distance maximale de 150m de l'entrée principale de l'établissement, le second implanté à moins de 200 m du premier. En outre, ces poteaux d'incendie doivent être aisément accessibles en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 m de celle-ci. Ils doivent être réceptionnés en présence d'un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours, dès leur mise en eau.

A défaut de pouvoir réaliser cet équipement à partir d'un réseau hydraulique approprié, il doit être proposé des moyens de défense en eau supplétifs qui doivent être soumis à l'approbation du Service Départemental Incendie et de Secours.

Si l'immeuble est équipé de colonnes sèches imposées par la réglementation, la distance entre poteaux d'incendie et raccords d'alimentation des colonnes ne devra pas être supérieure à 60 mètres par les chemins praticables (largeur > 1,80 m).

Enfin, s'assurer que les hydrants assurant la défense extérieure contre l'incendie :

- répondent à l'arrêté n° PREF-SIDPC-2022-256-001 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie ;
- que ces derniers figurent bien dans l'arrêté municipal fixant la liste des hydrants de la commune, lequel devra être transmis au SDIS.

De plus il est rappelé qu'afin de palier toute carence de point d'eau d'incendie ou d'accessibilité par la mise en œuvre de moyens supplémentaires, le SDIS demande aux maires et aux exploitants d'établissement de l'informer en cas de :

- Indisponibilité de point d'eau d'incendie;
- Coupure réseau
- Problème d'accessibilité

Le maire ou l'exploitant devra notifier sans délai, au SDIS66, <u>deci@sdis66.fr</u>, toute indisponibilité d'un point d'eau d'incendie.

PP 2

Les portails, barrières ou autres dispositifs installés sur les chemins d'accès « engin » devront au minimum respecter 4m de largeur de manière à permettre l'intervention des secours en cas de besoin. Ils seront également dotés de système de verrouillage adaptés aux clés sapeurs-pompiers (cf. Annexe 2 du RDDECI) et identifiés à l'aide d'un panneau d'affichage portant la mention « accès pompier » ou assimilée.

#### IV - CONCLUSIONS DU PREVENTIONNISTE

Compte tenu des éléments qui lui ont été communiqués, et dans le respect des prescriptions de sécurité, le rapporteur estime que la concession des plages de la commune d'Argeles sur mer sera en conformité avec la réglementation applicable. Avis favorable.

Lieutenant 1ère classe BATAILLE Florian

<u>NOTA BENE</u>: les conditions de l'accessibilité des secours et de la défense extérieure contre l'incendie de ce lotissement pourront être redéfinies, en adéquation avec l'évolution de l'urbanisme et des implantations futures, à l'occasion de consultations ultérieures.



Liberté Égalité Fraternité

Le délégué



Madame la Cheffe de l'unité gestion du Littoral DDTM des Pyrénées Orientales 2 rue Jean Richepin BP 50909 66020 PERPIGNAN CEDEX

Montpellier, le 2 avril 2024

Objet : Renouvellement de concession de plage - Argelès -sur-Mer

Nos réf. :

Florence Dessales (04 99 23 29 04)

Vos réf.:

Jean-Loup Hérault

Madame La Cheffe d'Unité,

Par courrier en date du 5 mars 2024, vous sollicitez l'avis du Conservatoire du littoral sur le dossier de renouvellement de la concession de plage à la commune d'Argelès-sur-Mer.

Par la présente, je vous informe que ce dossier est cohérent avec la demande d'attribution du Domaine Public Maritime formulée par le Conservatoire, qui va du DPM au droit des propriétés du Conservatoire sur la commune d'Elne au grau de la Ribérette sur la commune d'Argelès-sur-Mer et que ce dossier n'appelle pas d'observation de la part du Conservatoire.

Je vous prie d'agréer, Madame la Cheffe d'Unité, l'expression de mes salutations distinguées.

Cédric BOHUN



Liberté Égalité Fraternité Direction départementale des territoires et de la mer

Perpignan, le 5 avril 2024

Service Conseils et Aménagement des Territoires Unité Aménagement Durable Affaire suivie par : Johanne Wippich Tél. : 04 68 38 12 99 Mél : johanne.wippich@pyrenees-orientales.gouv.fr

#### Avis au titre de l'urbanisme

\* Le présent avis est délivré au titre de l'urbanisme indépendamment des autres réglementations

#### Objet de la demande d'avis

Renouvellement de la concession des plages d'Argelès-sur-mer dans le cadre du passage en Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites (CDNPS)

#### Situation au regard des documents d'urbanisme

La commune est couverte par un plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 10 mars 2022. L'intégralité de l'emprise de la demande est zonée en Nm.

Argelès-sur-mer est également couverte par le Schéma de Cohérence Territorial Littoral Sud (SCoT LS) approuvé le 2 mars 2020 qui retranscrit dans son document d'orientations et d'objectifs (DOO) la loi littoral. Ce document dispose d'un Chapitre Individualisé valant Schéma de Mise en Valeur de la Mer (CISMVM).

#### Description du projet

Renouvellement de la concession des plages d'Argelès-sur-mer avec la proposition de renouvellement de 12 lots, 4 postes de secours et leur extension sur les plages de la Marenda, du Tamariguer, des Pins, Centre, Sud et du Racou.

#### Prise en compte des documents d'urbanisme

Dans son règlement écrit, le PLU d'Argelès-sur-mer autorise les concessions et les postes de secours dans la zone Nm.

Sur le SCoT, son DOO précise la notion de protection de la bande des 100 mètres de la loi littoral par l'article L.121-16 du code de l'urbanisme (CU) interdisant en dehors des espaces urbanisés les constructions et installations sur une bande de 100 m à compter de la limite

haute du rivage [...]. Les 12 lots et les postes de secours de la concession des plages d'Argelès se localisent dans la bande des 100 m.

Les lots 11 et 12 sont par ailleurs cumulativement couverts par des zonages correspondant à des espaces proches du rivage, une coupure d'urbanisme, des espaces remarquables et des milieux d'intérêt écologique prioritaires. Le Lot 10 (non construit) et la surface du futur poste de secours 1 sont quant à eux localisés en coupure d'urbanisation.

Les espaces proches du rivage ont vocation à être protégés en limitant les extensions de l'urbanisation et en privilégiant le développement urbain en profondeur ménageant ainsi la façade littorale (L.121-13 du CU). Les coupures d'urbanisme sont des espaces naturels ou agricoles non urbanisés qu'il convient de préserver afin d'éviter la construction de fronts bâtis entre les cœurs urbains littoraux. Seuls les aménagements ou installations ne compromettant pas le caractère de coupure peuvent être admis tels que les équipements légers (loisirs, sports...) et les aménagements de voirie (L.121-22 du CU). Les espaces remarquables correspondent aux sites ou paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel littoral nécessaires au maintien des équilibres biologiques ou présentant un intérêt écologique (L.121-23 CU). Toute nouvelle urbanisation est proscrite, seuls des aménagements légers peuvent être tolérés s'ils ne portent pas atteinte à la qualité du milieu (L.121-24 du CU). Les milieux d'intérêt écologique prioritaires ou réservoirs de biodiversité correspondent aux zonages de ZNIEFF 1, aux espaces couverts par des arrêtés de protection biotope, des RNN, des réserves biologiques et des ZH cartographiées à part pour ces dernières. Les documents d'urbanisme doivent préserver et identifier ces milieux, arrêter la fragmentation de ces espaces, protéger les espaces remarquables de la frange littorale, mettre en œuvre des mesures d'atténuation et de compensation lors de la construction d'infrastructures nouvelles [...].

Le SMVM affirme dans son chapitre individualisé l'objectif de réaliser des schémas d'aménagement de plage sur des secteurs à enjeux et à usages multiples, en appliquant des principes communs au rivage du SCoT et en s'adaptant aux situations locales. Pour permettre la cohabitation entre activités sur un espace restreint et limiter les conflits d'usages, le schéma doit comporter un plan d'organisation des activités du site. Pour Argelèssur-mer, le CISMVM cible cet objectif sur les plages allant de l'embouchure du Tech jusqu'à la plage du Tamariguier. Ce secteur est d'ailleurs identifié comme devant stabiliser ou renforcer son cordon dunaire participant ainsi à la limitation des intrusions marines.

Les concessions permettant l'installation d'activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau ou de services publics peuvent être conclus. Les secteurs soumis à schéma d'aménagement de plage peuvent faire l'objet d'une réflexion spécifique. Une harmonisation globale des concessions de plage sur le littoral du SCoT est finalement à rechercher.

Au sein du CISMVM, une exigence environnementale élevée est requise pour tous les aménagements, projets et activités pouvant influencer négativement la qualité de l'eau, le fonctionnement et la préservation des écosystèmes marins. Tous nouveaux projets situés à l'interface terre-mer doivent être conçus afin de limiter la dégradation ou la destruction des habitats des fonds marins. Tous projets non autorisés au titre du CISMVM, perturbant les dynamiques sédimentaires et participant à l'artificialisation du trait de côte sont proscrits en l'absence de réelles mesures réductives et/ ou compensatoires.

Pour Argelès, il n'existe pas de schéma d'aménagement dans le PLU en vigueur. Aussi, les lots 10, 11 et 12 se trouvent dans le secteur ciblé par le SCoT sur la plage de la Marenda.

#### Conclusion

Au titre du SCoT, le lot 10 (non construit) et la surface du futur poste de secours 1 sont en incompatibilité avec la coupure d'urbanisme du DOO. Les lots 11 et 12, cumulent plusieurs zonages prescriptifs de la loi littoral ou encore de biodiversité retranscrit dans la DOO et le CISMVM. Ils sont également en incompatibilité avec le SCoT.

Pour ces raisons, il est émis un <u>avis défavorable</u> pour les lots 10, 11, 12 et la surface du futur poste de secours 1.

Le Chet du Service Conseils et Aménagement des Territoires

CYTH MICHEL



Liberté Égalité Fraternité

Direction départementale des territoires et de la mer

Perpignan, le 5 avril 2024

Service Nature Agriculture Forêt Unité Nature

Affaire suivie par : Mélody VIEILLEDENT

Tél.: 04 68 38 12 46

Mél: melody.vieilledent@pyrenees-orientales.gouv.fr

#### NOTE à Jean-Loup HERAULT SML/UGL

Objet: Renouvellement de la concession de plage – Argelès-sur-Mer – Avis de l'unité Nature

La commune d'Argelès-sur-Mer a déposé auprès du service mer et littoral une demande de renouvellement de la concession des plages naturelles pour une durée de 10 ans (2025-2034). Il est envisagé une occupation du domaine public maritime limitée pour les lots à 6 mois par an (du 1er avril au 30 septembre).

Les plages sollicitées dans le projet de renouvellement de la concession sont les plages de la Marenda, du Tamariguer, des Pins, du Centre, du Sud et du Racou. Elles sont situées au sein de plusieurs zonages écologiques :

- la ZSC « Embouchure du Tech et Grau de la Massane » (FR9101493) ;

ZNIEFF de type 1 « Mas Larrieu » et « Grau de la Massane ».

Notre avis ne concerne que la partie terrestre du site Natura 2000.

#### La demande concerne :

- 13 lots de plage, dont un lot communal;

- une zone d'activité municipale ;

- 2 postes de secours mobiles et des vigies tous les 350 m;

- création de 2 postes de secours permanents (75 m² au sol + un module toilette indépendant de 9 m<sup>2</sup>).

Les principaux enjeux liés à cette demande concernent :

- la préservation des habitats d'intérêt communautaire présents sur le site. Il s'agit des dunes

embryonnaires, des dunes mobiles et de la plage elle-même ;

 la présence d'espèces protégées végétales: Stachys maritima Gouan (Epiaire maritime), Euphorbia peplis (Euphorbia peplis), Hypecoum procumbens (Cumin couché), Euphorbia terracina (Euphorbe de Terracine);

- la présence d'une espèce d'oiseau protégée : la Gravelot à collier interrompu.

Plusieurs mesures sont proposées par le porteur de projet pour éviter et réduire l'impact des installations des lots et des postes de secours :

- mise en défens des secteurs sensibles : les secteurs sensibles seront protégés grâce à l'installation de clôture pérenne, mais démontable. Cette mise en défens permettra de préserver et restaurer les zones de dunes mobiles et embryonnaires et de préserver les pieds d'épiaire maritime.

- <u>adaptation des travaux</u>: délimitation temporaire des zones sensibles avant installation, circulation des engins selon un mode opératoire adapté (pas de nouveaux accès, cheminement hors zones les plus sensibles...).

Les lots et les postes de secours devront être positionnés sur des secteurs ne présentant pas d'enjeux écologiques importants (présence d'espèces protégées notamment).

- <u>suivi des travaux</u>: une visite de terrain devra être réalisée par une personne compétente (écologue) la veille de la mise en place des aménagements pour vérifier la bonne prise en compte des enjeux naturalistes. Un suivi pourra également être mis en place.

Sous réserve du respect de ces trois mesures, telles que décrites dans l'évaluation des incidences Natura 2000, l'unité Nature donne un avis favorable au renouvellement de la concession des plages d'Argelès-sur-Mer.

Le Chef de l'Unité NATURE

Bruno CHEVALIER







Le directeur délégué à :

DDTM
Service Mer et littoral
A l'attention d'Isabelle Rochet
2 rue Jean Richepin
BP 50909
66 020 PERPIGNAN CEDEX

A Argelès-sur-Mer, le 09/04/2024

#### Parc naturel marin du golfe du Lion

N/Réf.: D\_PNMGL\_2024\_023 Dossier suivi par: Emilie Pasero Mél.: emilie.pasero@ofb.gouv.fr Réf.PatBiodiv: 2024-002069

Objet : demande de renouvellement de concession de plage sur la d'Argelès sur mer.

Suite à l'examen du dossier de demande de concession de plage que vous nous avez transmis pour avis technique le 05/03/2023, nous vous faisons part de nos observations :

- Sur la gestion des réseaux d'assainissement, des déchets, ainsi que des modalités d'anticipation des pollutions y compris en phase chantier;
- Sur l'aspect « artificialisation et érosion du littoral » ;
- Sur le volet « milieux naturels » et « espèces protégées ».

#### 1. Caractéristiques du projet

Le projet consiste en le renouvellement de l'actuelle concession de plage d'Argelès sur mer qui prend fin au 31/12/2024. La commune souhaite que la nouvelle concession prenne effet au 1er janvier 2025, pour une durée de 10 ans (2025-2034). Concrètement, le projet de renouvellement de la concession propose :

- l'installation de 1 Zone d'Activité Municipale (ZAM) pour une superficie totale de 3 185 m²;
- l'installation de 13 lots (dont 1 lot communal) pour différentes activités: location de matériel de plages, activités accessoires de restauration, activité de restauration, activité de loisirs, club pour enfants; La superficie totale occupée par les 13 lots est de 14 035 m²; La concession précédente comptait 16 lots.

La mise en place de 2 postes de secours permanents de 75 m² de plain-pied prévoient 9 m² d'espace modulaire pour les sanitaires.

La superficie totale est 17 210  $\,\mathrm{m}^2$  soit une diminution de 1 137  $\,\mathrm{m}^2$  par rapport à la concession actuelle.

L'exploitation envisagée s'étend sur la période limitée du 1er avril au 30 septembre incluant les périodes

de montage et démontage des structures.

Les lots 4, 6 : « Activités de loisirs + activité accessoire de petite restauration » et 9 « Activité nautiques motorisées + activité accessoire de petite restauration » prévoient les types d'activités possibles autorisées en lien avec le service balnéaire n°3 : Aire ludique (trampoline, toboggans, tyrolienne, piscine, petits jeux gonflables) avec école de natation.

Rappelons ici que les mesures portées au dossier constituent un engagement du pétitionnaire vis-à-vis de la réalisation de ces mesures, elles sont donc considérées comme d'ores-et-déjà établies.

#### 2. Spécificités et enjeux

Le projet, situé entièrement dans le Parc naturel marin du golfe du Lion, doit répondre aux principes inscrits dans son plan de gestion, en particulier sur les volets qualité des eaux, écosystèmes et gestion hydromorpho-dynamique du littoral et être compatible avec la carte des vocations du Parc (figure n°1).

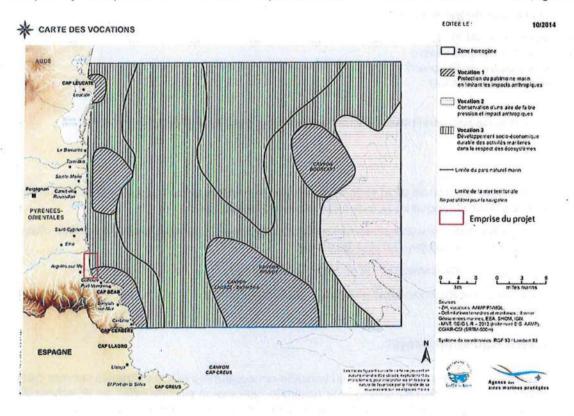


Figure 1: Carte des vocations du Parc naturel marin du golfe du Lion indiquant la zone d'emprise du projet.

Sur ces thématiques particulières, les différents objectifs à viser sont :

- Garantir les potentialités d'accueil, a minima sur les secteurs naturels, pour les espèces fréquentant le Parc de façon temporaire ou saisonnière comme l'avifaune pélagique ou littorale, ou les tortues marines;
- Prendre les mesures de gestion limitant les impacts sur les gravelles à Amphioxus et les herbiers de posidonies;

- Minimiser les pressions et impacts des différentes activités et aménagements maritimes en intégrant des bonnes pratiques concernant le maintien de la propreté, l'utilisation de l'eau, l'accès à la plage, etc.;
- Gérer durablement le trait de côte en intégrant par exemple une stratégie de mise en défens comme par exemple la pose de ganivelle. Ces dispositifs permettent de canaliser la fréquentation touristique et de favoriser l'accumulation de sable. Le fonctionnement naturel de la dynamique sédimentaire est ainsi préservé y compris en haute saison;
- Adapter et faire adapter les techniques d'interventions aux enjeux de préservation des plages et des dunes.

#### Érosion du littoral et recul du trait de côte

La concession de plage précédente a fait l'objet d'une autorisation en 2013. Aujourd'hui, la prise en compte des problématiques liées à l'érosion du littoral par l'adoption d'une « stratégie régionale de gestion du trait de côte » validée en 2018 n'est plus une option, mais un passage obligatoire et une obligation morale de la part des communes gestionnaires. En Occitanie, l'ObsCat (Observatoire de la côte sableuse catalane) est chargé de la connaissance fine de l'évolution du littoral de Leucate à Argelèssur-Mer, dans une perspective d'amélioration des pratiques ; la commune d'Argelès-sur-Mer est d'ailleurs partie prenante sur le sujet puisqu'elle est l'un des financeurs de l'ObsCat.

Le renouvellement de la concession objet du présent avis semble l'occasion idéale pour amorcer les prémices d'une gestion pérenne du littoral en adoptant d'ores-et-déjà un certain nombre de principes qui contribueront, dans un avenir proche ou plus lointain, le cas échéant :

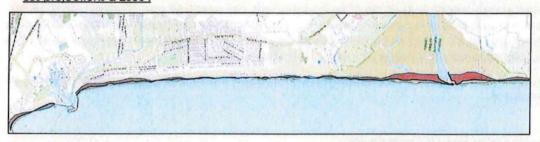
- Au maintien d'un cordon dunaire en bon état, à la protection des espaces naturels et des espèces qui y sont inféodées;
- À la diminution de l'effet de la houle et des tempêtes sur le trait de côte sur le risque érosif, à la diminution du risque de submersion marine;
- À pérenniser à terme les activités balnéaires en maintenant une plage suffisamment large pour les accueillir en toute sécurité.

Les suivis et observations depuis quelques années sur les plages roussillonnaises, par l'ObsCat et le CEFREM, montrent que les plages sont globalement soumises au risque d'érosion et pour certaines à la submersion marine lors d'épisodes météorologiques exceptionnels. Argelès-sur-Mer n'est pas épargnée par ces aléas de risques côtiers comme peuvent en témoigner les travaux récents de réfection de la digue nord du port. Ces études et suivis de l'ObsCat ont pour objectif d'offrir une vision la plus à jour possible des mouvements actuels du trait de côte et de pouvoir ainsi évaluer et anticiper les risques sur certains enjeux à proximité directe des plages et aménagements littoraux.

Quelques résultats ont été présentés lors d'une réunion grand public le 03 octobre 2022 à Argelès-sur-Mer, avec notamment un point d'attention sur la projection du trait de côte des plages de la commune à l'horizon 2050.

## Le littoral de demain : quelles tendances d'évolution ?

#### Les projections à 2050 :

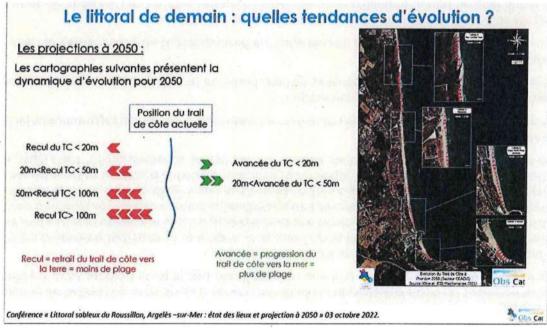




En 2050 sur 13% du linéaire côtier de la CC ACVI le trait de côte aura avancé; sur 87% de ce linéaire le trait de côte aura recuté. Cela correspond à un gain d'environ 13 000 m² et une perte d'environ 400 000 m².

Conférence « Littoral sableux du Roussillon, Argelès –sur-Mer : état des lieux et projection à 2050 » 03 octobre 2022.

Source Object



<u>Figure 2:</u> Extrait de la conférence "littoral sableux du Roussillon" 2022 (<a href="https://obscat.fr/actualites/retour-sur-la-conf%C3%A9rence-grand-public-%C3%A0-argel%C3%A8s-sur-mer-le-3-octobre-2022">https://obscat.fr/actualites/retour-sur-la-conf%C3%A9rence-grand-public-%C3%A0-argel%C3%A8s-sur-mer-le-3-octobre-2022</a>).

### 3. Pertinence de l'état initial

### 3.1 - Assainissement

Tous les lots susceptibles de générer des eaux usées seront raccordés au réseau existant. Cependant, il est prévu de créer deux postes de secours dont le PS1 pour lequel un nouveau réseau devra être créé et raccordé au réseau existant.

La nouvelle concession verra également la suppression de nombreux réseaux et la création de nouveaux sur les lots 7 et 10.

### 3.2- Ressource en eau

Concernant la gestion de la ressource en eau, la commune a fait le choix de supprimer les douches de plages, les fontaines et les rince-pieds publics dans le but de réaliser une économie significative en eau, dispositif ayant notamment fait ses preuves sur la saison 2023.

Cependant, le document indique que « l'ensemble des lots disposeront de sanitaires et de douches ouverts au public même non consommateur » (p83, note de présentation). La présence de douches ouvertes au public sur les lots ne parait pas cohérente avec la suppression des douches publiques sur les plages. De plus, il n'est pas précisé si ces douches seront raccordées au réseau d'assainissement ou si l'évacuation se fera dans le milieu naturel avec des risques de pollutions (utilisation de shampoing, savon, etc.).

Les lots 4, 6 : « Activités de loisirs + activité accessoire de petite restauration » et le lot 9 « Activité nautiques motorisées + activité accessoire de petite restauration » prévoient les types d'activités possibles autorisées en lien avec le service balnéaire n°3 : Aire ludique (trampoline, toboggans, tyrolienne, piscine, petits jeux gonflables) avec école de natation. Il n'est pas fait mention des mesures d'alimentation en eau en condition de sécheresse, des volumes d'eaux, des mesures d'entretien et/ou de vidange des piscines déployées.

#### 3.3- Gestion des déchets

Sur l'aspect déchets, la commune d'Argelès-sur-Mer a installé de nombreuses corbeilles en haut de plage avec notamment des corbeilles permettant le tri au niveau des postes de secours. En revanche il n'est pas fait mention du type de corbeille utilisées : fermées ou non, y compris par vent fort. De nombreuses communes en France responsabilisent les usagers en enlevant les poubelles aux abords de plages, évitant ainsi les dépôts sauvages, les poubelles éventrées par les animaux ou le vent. Cette réflexion pourrait être à envisager dans un futur plus ou moins proche sur certains secteurs au vu de la durée de cette concession.

La programmation des ramassages semble pertinente compte tenu de la forte fréquentation du site : ramassage quotidien des corbeilles prévu en pleine saison, deux fois par semaine pour le verre et deux fois par jour pour les ordures ménagères.

Concernant la gestion des déchets au niveau des différents lots, la commune inclut également dans son cahier des charges l'obligation pour chaque lotisseur de procéder au ramassage quotidien des déchets y compris aux alentours du lot qu'ils sont autorisés à exploiter. Il n'est pas fait mention de mesures spécifiques sur la limitation des déchets par les emballages plastiques liés aux activités de « petite restauration ».

### 3.4 - Milieux naturels:

### Les oiseaux

L'état initial du point de vue des espèces est bien décrit dans la notice Natura 2000, et les données terrain montrent que les oiseaux nicheurs n'ont pas tendance, en première approche, à venir s'installer dans le secteur concerné par la concession dont il est ici question.

#### Les tortues

La présence potentielle de tortues sur nos côtes n'est pas évoquée. Pourtant, depuis quelques années, on constate des tentatives de nidification de tortues de plus en plus proches de nos secteurs (dernier signalement à Valras plage, dans l'Hérault). De plus, lors des suivis effectués en mer par les agents du Parc, des individus sont observés dans les eaux du Parc.

# <u>Les gravelles à Amphioxus et l'herbier de Posidonie</u>

La notice d'incidences Natura 2000 fait mention de la présence d'Amphioxus sur les fonds meubles sur le site Natura 2000 « Embouchure du Tech et Grau de la Massane ». Il la considère comme une exception à prendre en compte dans le cadre de la demande présente demande d'autorisation. Ce céphalocordé, d'une valeur patrimoniale avérée et dont la densité sur la zone d'Argelès (Racou) est l'une des plus importantes d'Europe, doit être préservé des impacts liés au ragage des fonds induits par l'ancrage de bouées de balisage, notamment par forte houle et vents violents (figure 3). Cet impact est mentionné dans la note Natura 2000 en page 29 et 34 puis en page 31 où il est préconisé de « Raccourcir les chaînes au maximum et/ou mettre des flotteurs intermédiaires. ». Par contre, la note de présentation ne mentionne à aucun moment ce qui est prévu concernant l'installation de bouées de balisages, bouées qui viendront compléter les aménagements prévus sur la concession projetée. L'herbier de Posidonie (espèce protégée) également présent dans cette zone (p5 de la note Natura 2000). Le dossier Natura 2000 ne relève pas d'enjeux prioritaire concernant l'herbier, et le considère comme « partiellement concerné » par le projet bien que pouvant être impacté par l'ancrage des bouées de balisages (p 11, 30 et 31 de la note Natura 2000).

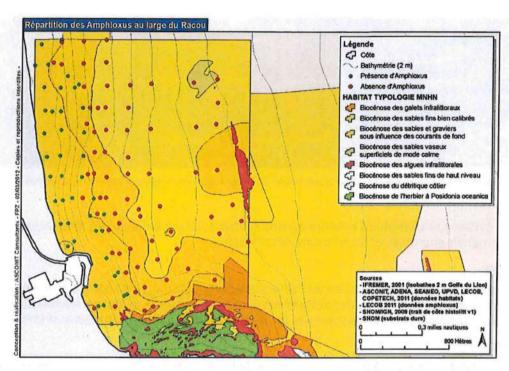


Figure 3 : Carte de répartition des Amphioxus (Source : ASCONIT Consultants, UPVD-CEFREM, ADENA, SEANEO, 2012 – Programme CARTHAM)

### Le nettoyage des plages

Sur le volet nettoyage des plages, la commune s'inscrit depuis 2023 dans une volonté d'évolution de ses pratiques. La mise en place d'un plan de nettoyage raisonné, prenant en compte les prescriptions faites dans le plan de gestion du Parc et également mises en valeur dans le cadre d'études menées sur le territoire, par le Parc<sup>182</sup> ou par l'ObsCat, pour préserver le trait de côte et limiter l'érosion du littoral, s'inscrit dans une bonne démarche, dont les efforts, s'ils sont poursuivis voir intensifiés (réduction du nettoyage mécanique), pourraient nettement influencer la résilience du milieu.

Sur cet aspect, le dossier décrit le protocole suivant, déployé en 2023 (figure 4) :

- Nettoyage mécanique autour des actuels postes de secours (hors PS4), 2 jours par semaine et à partir de 5m de distance de la mer. Nettoyage manuel du haut de plage avec prise en compte de la conservation des zones végétalisées et dunes;
- Nettoyage manuel sur l'ensemble des plages du Racou et de la Marenda.

<sup>2</sup> https://parc-marin-golfe-lion.fr/documentation/rapport-sur-les-pratiques-de-nettoyage-des-plages

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> https://parc-marin-golfe-lion.fr/documentation/enquete-de-perception-aupres-du-grand-public-sur-les-pratiques-de-nettoyage-des-plages

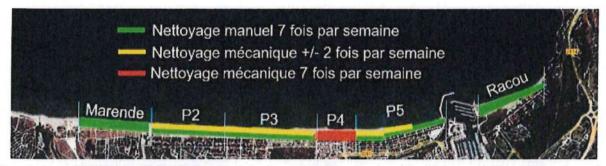


Figure 4 : Plan raisonné de nettoyage mis en place à la saison 2023 par la commune d'Argelès sur mer (p80, note de présentation)

Cependant, il n'est pas clairement mentionné que ce dispositif est celui qui est retenu par la commune pour les 10 prochaines années d'autorisation de concession.

#### Les dunes

Le dossier indique que la gestion dunaire sera effectuée par la CCACVI, EPCI compétent. Afin de s'assurer de la continuité et de la cohérence des actions mises en œuvre dans la mise en défens et la gestion de la fréquentation touristique, les actions prévues sur le volet gestion dunaire mériteraient d'être étayées.

### La laisse de mer

L'attention particulière portée à la prise en compte de la laisse de mer dans le plan d'aménagement des lot 5 et 12 (p43) est une démarche intéressante qui va dans le sens de préservation du trait de côte.

### 3.5 - Espaces artificialisés

Il est indiqué (p20, note de présentation) qu'un transfert de gestion du front de mer a été accordé à la commune, afin de réaliser les aménagements nécessaires à la requalification du front de mer et son entretien. Il manque des détails sur les ambitions/engagements concrets de la commune afin de rendre compte de la compatibilité des projets avec la préservation du trait de côte ainsi que leurs adaptations au changement climatique. Ces éléments permettraient une mise en perspective de la pérennité des aménagements prévus dans le cadre de la concession projetée compte tenu des aléas climatiques à venir.

Le projet prévoit la mise en place de deux postes de secours permanents, sous réserve d'obtention d'un permis de construire. La localisation des installations, en fonction de l'obtention ou non de construire les postes permanent, est indiquée sur des cartes p63 et 65 de la note de présentation. L'emprise des postes permanents et mobiles est indiquée en page 67 dans le tableau 10 (note de présentation). Cependant, bien que la p96 de la note mentionne les préconisations générales concernant la nature des matériaux et les techniques de construction à mettre en œuvre dans le contexte des aléas tels que les déferlements de vagues et fortes tempêtes, le dossier ne présente pas les aménagements retenus.

Concernant le projet de fermeture de certains accès à la plage (p89, note de présentation), le Parc préconise le déploiement d'installations dites douces ou souples, comme les haies, plantations ou ganivelles dans le but de permettre la libre circulation de l'eau lors des coups de mer.

# 4. Prévision d'impacts et pertinence des mesures d'évitement, de réduction et de compensation des atteintes à la biodiversité

# 4.1 - Raccordements aux réseaux

Les eaux usées issues des installations sanitaires seront raccordées au réseau d'assainissement. Il conviendra de vérifier les branchements avant chaque saison pour éviter tout risque de fuite et de fournir les plans de recollement pour les nouveaux lots.

Concernant la mise à disposition de douches pour le public, y compris non consommateur, cela pose la question de l'utilisation raisonnée de la ressource en eau mais aussi des aspects pollutions liés aux écoulements et à l'évacuation des eaux grises générées.

- ➤ La mise à disposition de tels équipements ne semble pas cohérente avec la suppression des douches de plages et rince pieds mise en œuvre par la commune surtout dans le contexte de sécheresse du département. Si celle-ci est maintenue, elle devra être encadrée : durée d'utilisation, conditions d'utilisation ;
- Le dispositif d'évacuation des eaux grises générées par l'utilisation des douches doit être précisé. Compte tenu des risques potentiels de pollution (gel douche, shampoing, crèmes solaires, etc.) du milieu marin, il conviendra de s'assurer du raccordement des douches au réseau d'assainissement.

# 4.2 - Nettoyage des plages :

De manière générale, les nettoyages mécaniques des plages sont à éviter car ils désolidarisent les sables et empêchent la végétation de se fixer de manière pérenne et accentue le risque d'érosion des plages. Sur le nettoyage des plages, le Parc préconise :

- Le maintien a minima du plan raisonné déployé en 2023;
- La réalisation du nettoyage mécanique, lorsqu'il apparaît inévitable, le plus en surface possible ;
- L'interdiction du nettoyage mécanique à moins de 1,50m au minimum des zones végétalisées;
- Le recours au seul nettoyage manuel dans les dunes, les zones sensibles ou végétalisées.

#### 4.3 - Gestion des déchets :

Plusieurs lots concerneront des activités de restauration. La « petite » restauration et notamment la restauration « à emporter » sont susceptibles de générer des déchets. Même s'il est prévu la mise en place de poubelles en haut de plages et l'obligation pour les lotisseurs de procéder au ramassage quotidien des déchets, y compris aux alentours des lots, des mesures de préventions pourraient être envisagées. Ainsi, il conviendrait de limiter la production de déchets à la source en intégrant dans le règlement de lots des dispositions visant à limiter les emballages plastiques et en privilégiant des contenants biodégradables.

### 4.4 - Phase chantier

Le dossier, aussi bien dans la note de présentation que dans l'étude d'incidences Natura2000 associée, prévoient de respecter des précautions pertinentes de mise en défens, adaptation et suivi des travaux. Les mesures présentées permettront d'éviter les pollutions ou de pallier à celle-ci en phase chantier. Le stockage des déchets sera fait sur « des zones réfléchies » et les travaux seront menés de façon à limiter les impacts sur le milieu: adaptation des période et charge des travaux, circulation des engins, délimitation des zones sensibles.

Le respect de l'ensemble de ces recommandations permettra effectivement de réduire les impacts occasionnés par les travaux d'installation est de démontage des lots.

La mise en défens des habitats naturels n'est prévue que dans le cas de figure « Dunes et zones interdunaires à végétation naturelle non nitrophile (dune embryonnaires et mobiles des côtes méditerranéennes) », présenté dans le tableau 20 en page 105 de la note de présentation.

Pour la phase travaux, le Parc estime les mesures décrites comme adaptées et cohérentes dans leur ensemble. Cependant le balisage des zones naturelles devrait être fait systématiquement, notamment sur des zones de passage régulié d'engin, et ce même quand l'intensité des impacts est jugé « faible », afin d'écarter le risque d'altération des milieux fragiles. En effet, des espèces végétales protégées (Euphorbe péplis, Cumin couché, Euphorbe de Terracine) sont susceptibles de coloniser le milieu au cours des années.

# 4.5 - Espèces protégées : les tortues marines.

Du fait de la multiplication des observations de pontes de tortues sur l'ensemble de la côte méditerranéenne françaises ces dernières années et notamment en Occitanie (observation d'une ponte le 17 juillet 2023 sur une plage de Valras), la possibilité d'une ponte sur le littoral d'Argelès-sur-mer n'est pas à écarter dans les années à venir. C'est pourquoi, certaines précautions seraient à envisager.

Il est préconisé que la commune alerte chaque lotisseur de la présence potentielle de cette espèce sur les plages. La présence des responsables de chaque lot, parfois tôt dans la matinée, tout comme les agents communaux en charge du nettoyage, peut constituer une veille efficiente de la présence de tortues caouannes à la recherche d'un site de ponte.

# 4.6 - Artificialisation du littoral et érosion du littoral

Concernant la construction de deux postes de secours permanents, le dossier ne précise pas les techniques de constructions et/ou les choix de matériaux utilisés pour répondre aux préconisations décrites dans le PPRNP. Ces aménagements devront répondre à la fois aux objectifs de résistance des matériaux et des installations face à la submersion marine mais aussi au risque d'érosion. La concession s'étalant sur 10 ans, la construction des ouvrages permanents devra anticiper au mieux les effets du changement climatique sur la zone. Le PS3 se situe dans la zone ou les risques d'érosion/submersion pourraient être les plus importants du secteur (cf. § 2). Même si ces études ne restent pour le moment que prospectives, il conviendra de s'assurer que la création de tels ouvrages ne constituera pas de « points durs », favorisant la reprise d'érosion aux alentours (dunes pour le PS1 notamment). Dans la mesure du possible, ces ouvrages devront être le plus « transparents » possibles, des installations sur pilotis semblant être a priori le plus approprié.

Il est également mentionné que la commune s'est vue transférer la compétence sur la gestion du front de mer. Les détails sur le projet de requalification du front de mer permettraient d'apprécier le caractère cohérent de l'ensemble des mesures de gestion prévue sur ce site de la concession et son évolution sur les 10 prochaines années.

L'étude d'incidence Natura2000 (p31) mentionne une proposition de mesure d'évitement à mettre en place en priorité, soit la poursuite des efforts mis en œuvre sur la plage du Racou et sur la Marenda en installant des ganivelles également sur la plage du Tamariguer et continuer sur la plage du Racou. Cette démarche, si elle est mise en œuvre par la commune, présenterait un réel intérêt pour limiter l'érosion du littoral.

# 4.7 - Laisse de mer

La limitation des impacts sur la laisse de mer est prise en compte dans la réflexion sur l'aménagement des lots pour la concession projetée.

> Cette démarche est positive et le Parc ne peut qu'encourager les réflexions menées dans ce sens.

Nous préconisons d'associer un kit de sensibilisation à destination des plagistes, sur les lots concernés, dans le but d'informer et de mettre en valeur cette initiative.

# 4.8 - Gravelles à Amphioxus et de l'herbier de Posidonie

S'il est fait mention des bouées de balisage dans la notice d'incidence Natura 2000, le document de présentation ne reprend pas les préconisations. Ainsi, afin de limiter l'impact des bouées de balisages de plages, il conviendra:

- de mettre en place des flotteurs intermédiaires sur les chaines des bouées existantes afin d'éviter le ragage ou de prévoir, si le substrat le permet, un ancrage à vis qui reste le système le moins impactant;
- Sur la zone du Racou, l'ancrage des bouées devra systématiquement se faire en dehors du périmètre de l'herbier.

### 5. Conclusions

Le dossier de demande de concession fait ressortir une volonté d'amélioration des pratiques et une vigilance vis-à-vis des milieux naturels. Cependant, certaines recommandations sont à prévoir :

### **Tortues**

- L'information de chaque lotisseur et des employés communaux en charge du nettoyage des plages à la présence éventuelle de pontes de tortues caouannes. Des éléments pour reconnaître les traces sont fournis sur les sites suivants :
  - o https://observatoire-tortues-marines.mnhn.fr/que-faire-si/.
  - o https://www.cestmed.org/prospection-de-plage-de-pontes
- > Ne pas hésiter à contacter le Parc en cas d'observation ;

# Gravelle à amphioxus et herbier de posidonie

- Balisage en mer: dans les secteurs où la présence d'amphioxus est identifiée, mise en place de flotteurs intermédiaires sur les chaines des bouées existantes afin d'éviter le ragage ou si le substrat le permet, mise en place d'ancrage à vis en remplacement des corps morts existants;
- Sur la zone du Racou, l'ancrage des bouées doit systématiquement se faire en dehors du périmètre de l'herbier.

### Nettoyage des plages

- la poursuite *a minima* du plan raisonné de nettoyage des plages déployé en 2023, et si possible son amélioration au cours des 10 ans de cette concession;
- le respect impératif de la zone tampon (1,5 m minimum) autour des zones naturelles végétalisées dans le cas de nettoyage mécanique;
- la mise en défens impératives des zones sensibles, durant toute la phase chantier (montage et démantèlement des lots). Il est conseillé d'avoir recours à une personne compétente pour un repérage de la présence éventuelle d'espèces protégées (Euphorbe péplis, Cumin couché, Euphorbe de Terracine) avant la phase chantier afin de délimiter au mieux les mises en défends qui peuvent évoluer d'une année sur l'autre.

### Eaux usées

- la vérification des branchements lors des raccordements des réseaux de collecte et d'évacuation des eaux usées des lots et des postes de secours au réseau d'assainissement ainsi que la fourniture d'un plan de récolement des réseaux (y compris des douches le cas échéant);
- La réflexion sur l'opportunité de maintenir les douches dans les lots alors que les douches de plages et les rince-pieds ont été supprimés. Dans le cas de leur maintien, les eaux grises devront être raccordées au réseau d'assainissement existant;
- Pour les lots équipés de piscines (lot 4, lot 6 et lot 9), préciser le mode de traitement et d'évacuation des eaux. L'évacuation des eaux devra être réalisée prioritairement dans le réseau d'assainissement et en cas d'impossibilité un rejet direct dans le milieu marin est à exclure. Les eaux devront être infiltrées dans le sable à faible débit;

### Gestion des déchets

la limitation de la production de déchets à la source en intégrant dans le règlement des lots concernés par la petite restauration et la vente à emporter, des dispositions visant à limiter les emballages plastiques et en privilégiant des contenants biodégradables.

### Artificialisation du littoral et érosion du littoral

➢ la construction des deux postes de secours permanents devra anticiper au mieux les effets du changement climatique sur la zone. Il conviendra de s'assurer que la création de tels ouvrages ne constituera pas de « points durs », favorisant la reprise d'érosion aux alentours et ils devront être le plus « transparents » possibles vis-à-vis des effets de la houle ;

Le Directeur délégué

Hervé MAGNIN

Perpignan, le 10 avril 2024

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DES PYRENEES ORIENTALES

SERVICE FRANCE DOMAINE 24 avenue de la Côte vermeille 66000 PERPIGNAN

Affaire suivie par : Sophie MARTINEZ Téléphone : 04 68 66 49 53

Objet : renouvellement concession de plage

naturelle.

à DDTM
A l'attention de M HERAULT
2, rue Jean Richepin – BP 909
66020 PERPIGNAN Cedex

# INSTRUCTION DE FIXATION DE REDEVANCE DOMANIALE

<u>Nature</u>: concession de plage naturelle pour la municipalité d'Argeles-sur-mer pour un périmètre total avec les dunes de 350 189 m² soit 287 990 m² de zone exploitable économiquement avec un linéaire total de plage de 3 930 ml

Adresse: Commune d'Argelès sur mer

Demandeur: DDTM Courrier daté du 05 mars 2024

<u>Dispositif concerné</u>: Calcul des conditions financières liées à l'octroi de la nouvelle concession de plage naturelle pour la période du 01/01/ 2025 au 31/12/2035.

<u>Textes applicables</u>: article L 2122-1 CG3P: conditions d'occupation du DPM article L 2125-1 du CG3P: toute occupation du DPM donne lieu au paiement d'une redevance,

article L 2125-3 du CG3P : la redevance représente le prix du droit d'occuper le DPM et constitue la contrepartie des avantages conférées au permissionnaire.

Ordonnance n° 2017-562 du 19/04/2017, instruction du 20/11/2017

Le calcul de la redevance se décompose de la façon suivante :

- part fixe calculée en fonction de la superficie occupée par les clubs de plage et les zones d'activités municipales (ZAM),
- part variable calculée en fonction des recettes demandées par la commune aux exploitants, dans la mesure où une liste limitative des implantations est communiquée au service instructeur,

comme indiqué ci-dessous :

Club de plage	Redevances perçues en 2023 par	CALCUL
	la commune (€)	25 % (€)
1	9928,92	2 482,23
2	34607,50	8 651,88
3	6454,02	1 613,51
4	4939,09	1 234,77
.5	8743,77	2 185,94
6	8186,42	2 046,61
7	4417,96	1 104,49
8	4917,96	1 229,49
9	8630,71	2 157,68
10	2260,00	565,00
11	46723,91	11 680,98
12	4867,64	1 216,91
13	40332,67	10 083,17
14	10152,42	2 538,11
TOTAUX	195 162,99	48 790,75

A = 2,69€ x surface lots de plage (18 500 m²) 37 754,15 = €
B = 1,13€ x surface zones activités municipales (ZAM) ( m²) = 3 599,05,00€
C = 25 % total des redevances perçues par la commune = 48 790,75€

TOTAL= 90 143,95 €

arrondi à : 90 144 €

Cette somme totale constitue pour l'État un objectif à atteindre. Il est proposé à la commune un lissage de cette augmentation de la redevance sur 4 ans :

soit pour 2025 une redevance annuelle de : 43 573,50€ soit pour 2026 une redevance annuelle de : 59 097 € soit pour 2027 une redevance annuelle de : 74 620,50 € soit pour 2028 une redevance annuelle de : 90 144€

L'article R.2125-3 du CGPPP permet de réviser la redevance domaniale à l'expiration de chaque période fixée pour le paiement de la dite redevance.

Ces montants pourront être revus chaque année en fonction du nombre de lots attribués par la commune aux différents exploitants.

Pour Le Directeur départemental des Finances publiques des Pyrénées-Orientales
Par délégation

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques et par Délégation L'inspectrice Principale des Finances Publiques Sophie MARTINEZ

Sophie MARTINEZ



# Direction régionale des affaires culturelles

Liberté Égalité Fraternité

Perpignan, le 23 avril 2024

Affaire suivie par : Noëly Urso Architecte des bâtiments de France Unité départementale de l'architecture et du patrimoine des Pyrénées-Orientales (66)

Tél.: 04 68 34 51 93

Courriel: udap66@culture.gouv.fr

# Avis

Architecte des bâtiments de France sur projet de demande de renouvellement de concession de plage naturelles (2025-2034)

Commune d'Argelès-sur-Mer

Demandeur: commune d'Argelès-sur-Mer

# **AVIS FAVORABLE avec recommandations:**

Les lots inscrits dans le périmètre de la concession dont les activités se déclinent suivant les typologies suivantes :

- Location de matériel ou d'engins
- Aire ludique
- Activité accessoire de restauration
- Restaurants de plage

répondent en haute saison à une demande touristique.

Afin de respecter une démarche qualitative, les installations liées aux activités déclinées ci-dessus doivent être réalisés dans une forme d'harmonie en employant des matériaux adéquats.

L'aspect visuel des matériaux et mobilier utilisés joue un rôle majeur dans cette insertion paysagère mesurée.

Seront privilégiés les matériaux naturels (bois, paille, osier, toile, ...) et dont les tons (teinte neutre) favorisent l'insertion naturelle dans le paysage. L'acier est toléré pour les éléments de structure. Le PVC est interdit.

Noëly URSO-MEGIMBIR

Architecte des Bâtiments de France

UDAP des Pyrénées-Orientales – 7 Rue Georges Bizet – BP20048 - 66 050 PERPIGNAN cedex - tél. :-04 68.34.51.93 www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Occitanie



ORIEN IALE Liberté Égalité Fraternité

Service nature agriculture forêt Unité nature

# Direction départementale des territoires et de la mer

# COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES

Perpignan, le

07 MAI 2024

Compte-rendu de la réunion du jeudi 25 avril 2024 sous la présidence de Clara THOMAS, sous-préfète de l'arrondissement de Céret

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-cinq avril, la commission départementale de la nature des paysages et des sites dans sa formation spécialisée « des sites et des paysages » s'est réunie en préfecture.

# Dans sa formation spécialisée « des sites et des paysages » : 1er collège

- M. Frédéric ORTIZ, direction départementale des territoires et de la mer ;
- M. Bertrand FLORIN, direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ;

Mme Noëly URSO-MEGIMBIR, unité départementale de l'architecture et du patrimoine ;

### 2ème collège :

M. Georges ARMENGOL, président de la communauté de communes Pyrénées-Cerdagne, maire de Saillagouse ;

# 3ème collège :

- M. Claude GUISSET, association Charles FLAHAULT;
- M. Mathieu MAURY, chambre d'agriculture ;

# 4ème collège

- M. Bertrand RAMOND, architecte:
- M. Denis LABBE, vieilles maisons françaises.

Le secrétariat était assuré par Mme Magali VIDAL, de la direction départementale des territoires et de la mer.

Mme la présidente de séance remercie les membres de la CDNPS pour leur participation à la réunion de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

HORS INSTRUCTION

Le quorum étant atteint, la commission départementale de la nature des paysages et des sites procède à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de la séance.

M. Denis LABBE, représentant de l'association vieilles maisons françaises dans le quatrième collège de la formation spécialisée « des sites et paysages », contraint de quitter la séance avant la délibération du sujet n°2 donne procuration à M. Bertrand RAMOND, représentant des architectes dans le quatrième collège de la même formation.

# Participait également à la réunion :

Mme Johanne WIPPICH, DDTM;

M. Jean-Loup HERAULT, DDTM;

Mme Léna MIRAUX, DDTM;

Mme Mélissa SANCHEZ, pétitionnaire;

M. François LIEVREMONT, responsable sports, écoles, vie associative, mairie d'Argelès-sur-Mer :

Mme Julie SANZ, élue mairie d'Argelès-sur-Mer.

# Formation spécialisée « des sites et des paysages » :

1 – Demande de dérogation au principe de continuité de l'urbanisation existante dans le cadre des dispositions de la loi littoral (L.121-10 du CU) pour la construction de 16 serres tunnels à destination de maraîchage biologique, sur le territoire de la commune d'Elne

Demandeur: Mme Mélissa SANCHEZ

Rapporteur: M. le directeur départemental des territoires et de la mer

# Résultat du vote : avis favorable à la majorité (une abstention et 7 votes favorables) sous réserves des prescriptions suivantes :

- l'implantation des serres projetées devra justifier d'un dispositif permettant de garantir le libre écoulement des eaux à l'intérieur des serres ;
- l'imperméabilisation générée par le projet devra-être compensée à raison de 100 litres de rétention par m² imperméabilisé;
- prévoir des aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sans occasionner de gêne pour le voisinage ;
- afin de masquer les superstructures, un travail paysager devra être engagé. La haie végétalisée préexistante récemment supprimée devra être replantée.
- 2 Demande de renouvellement d'une concession de plage, en espace remarquable, sur le domaine public maritime naturel, sur le territoire de la commune d'Argelès-sur-Mer (art. R.2124-24 CGPPP)

Demandeur : Commune d'Argelès-sur-Mer représentée par M. Antoine PARRA

Rapporteur: M. le directeur départemental des territoires et de la mer

Résultat du vote : avis favorable à la majorité (1 avis défavorable, 1 abstention, 6 avis favorables ) sous réserves des prescriptions suivantes :

- Les mesures de protection proposées par le porteur de projet pour éviter et réduire l'impact des installations sur l'environnement devront être respectées à savoir :
- · <u>la mise en défens des secteurs sensibles</u> : les secteurs sensibles seront protégés grâce à l'installation de clôture pérenne, mais démontable. Cette mise en défens permettra de





Égalité Fraternité

Story Rock 18 Service nature agriculture forêt Unité nature

COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES (CDNPS)

Perpignan, le

# Annexe 1 au compte rendu de la réunion du 25 avril 2024

1 - Demande de dérogation au principe de continuité de l'urbanisation existante dans le cadre des dispositions de la loi littoral (L.121-10 du CU) pour la construction de 16 serres tunnels, sur le territoire de la commune d'Elne

Sur la base d'un rapport élaboré par son service et d'un support de présentation, Mme WIPPICH présente la demande de dérogation au principe de continuité à l'urbanisation existante dans le cadre des dispositions de la loi littoral, pour la construction de 16 serres tunnels orientées nord/sud, sur le territoire de la commune d'Elne.

Après avoir présenté le projet, rappelé la réglementation en vigueur, et énoncé les avis des services, elle ajoute que la justification agricole a été confirmée par un avis favorable de la

Compte tenu de l'analyse du dossier, elle propose aux membres de retenir un avis favorable au projet sous réserves des prescriptions contenues au rapport.

Mme THOMAS remercie le rapporteur pour sa présentation et demande aux membres leurs observations.

Les membres s'interrogent sur la suppression de la haie préexistante sur les photos présentées.

- M. ARMENGOL questionne sur le système d'arrosage de l'exploitation.
- M. RAMOND souhaite aborder la question de la nature de la matière plastique utilisée de la serre. Il regrette qu'un échantillon ne fasse pas l'objet d'un examen préalable compte tenu de la quantité nécessaire. Il soulève l'impact écologique.

Mme MEGIMBIR-URSO partage cette interrogation.

À part l'utilisation de filets pour protéger les cultures des insectes, M. MAURY n'a pas connaissance de matériaux plus écologiques. Cette méthode ne permet pas de préserver les productions des rayons du soleil.

M. FLORIN relève que les vues projetées font apparaître des serres existantes sur la parcelle. Il s'interroge sur leur régularité.

Mme THOMAS propose d'entendre le demandeur afin de répondre aux interrogations des membres.

Mme SANCHEZ présente son parcours professionnel, la reprise de l'exploitation familiale et les 16 hectares de maraîchage diversifié. Les serres tunnels vont permettre de garantir la viabilité de l'entreprise, sécuriser les cultures par rapport aux aléas climatiques et permettre une meilleure gestion de la ressource en eau et des cultures (humidité ambiante/pousse plus rapide).

À la question de M. LABBE relative à la prise en compte de l'insertion des serres dans le paysage et au rétablissement d'une haie d'arbres afin de masquer les infrastructures, Mme SANCHEZ indique s'être rapprochée de l'association « arbres et paysages 66 » afin de réaliser un travail paysager. Elle ajoute que des fleurs seront plantées entre les serres. Les haies existantes seront maintenues en l'état.

À la question de M. RAMOND sur la nature et la résistance de la couverture en plastique, Mme SANCHEZ précise que le revêtement est en matière plastique traditionnel, transparent, épais et relativement robuste à la petite grêle. Elle ajoute ne pas voir connaissance de nouvelles bâches spécifiques. Au renouvellement des couvertures tous les 7 ans, le plastique est recyclé.

M. ORTIZ rappelle les exigences réglementaires en zone inondable. Les aménagements doivent garantir le libre écoulement des eaux à l'intérieur des serres ou bien respecter le sens de l'écoulement des eaux dans le sens ouest/est. L'imperméabilisation des sols doit être compensée à raison de 100 litres de rétention/m²dans le cadre d'une réflexion d'ensemble ou à la parcelle. Il demande si les superstructures seront permanentes.

Mme SANCHEZ précise que le coût de réalisation des armatures des serres est important. Les bâches peuvent être retirées en cas de fortes chaleurs ou peintes en blanc. Les automatiseurs et les sondes hydriques liées au goutte-à-goutte, installés sous terre permettent de mieux conserver l'humidité sous serre. L'objectif est donc de conserver les serres tunnels.

M. FLORIN demande des explications sur la présence de serres existantes et la déconnexion des nouvelles serres projetées en fond de parcelle.

Mme SANCHEZ indique ne pas avoir été à l'initiative des serres en place. Le nouveau projet prend en compte la présence des arbres existants. Compte tenu de la production, l'arrachage n'était pas envisageable.

Mme THOMAS remercie le demandeur pour sa participation. Elle observe l'absence de solutions alternatives. Elle demande aux membres s'ils ont d'autres remarques à formuler.

M. FLORIN souhaite qu'une démarche soit engagée vis-à-vis du porteur de projet, afin de le sensibiliser sur la réalisation des serres installées sans autorisation.

Mme THOMAS demande à la DDTM de rédiger un courrier afin de sensibiliser le porteur de projet. Elle invite les membres à délibérer.

Résultat du vote : avis favorable à la majorité (une abstention et 7 votes favorables) sous réserves des prescriptions suivantes :- l'implantation des serres projetées devra justifier d'un dispositif permettant de garantir le libre écoulement des eaux à l'intérieur des serres ;

- l'imperméabilisation générée par le projet devra-être compensée à raison de 100 litres de rétention par m² imperméabilisé ;
- prévoir des aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sans occasionner de gêne pour le voisinage ;
- afin de masquer les superstructures, un travail paysager devra être engagé. La haie végétalisée préexistante récemment supprimée devra être replantée.

La Sous-Préfète

Clara THOMAS

préserver et de restaurer les zones de dunes mobiles et embryonnaires et de préserver les pieds d'épiaire maritime ;

- <u>l'adaptation des travaux</u>: délimitation temporaire des zones sensibles avant installation, circulation des engins selon un mode opératoire adapté (pas de nouveaux accès, cheminement hors zones les plus sensibles...);
- <u>le suivi des travaux</u>: une visite de terrain devra être réalisée par une personne compétente (écologue) la veille de la mise en place des aménagements à chaque début de saison pour vérifier la bonne prise en compte des enjeux naturalistes. Un suivi sera également mis en place afin d'historiser un bilan d'une année sur l'autre pendant la durée de concession.
- les prescriptions architecturales du cahier des charges des prescriptions techniques et architecturales devront-être respectées ;
- Le début d'exploitation des plages pourra être anticipé au 1er avril, sous réserves que :
  - · la période d'exploitation comprend les périodes de montage et démontage,
  - · le logement nocturne ou les lieux de sommeil soient interdits sur les lots de plage,
  - le concessionnaire réalise une veille météorologique, afin de pouvoir alerter l'ensemble des usagers de la plage et de prendre les mesures nécessaires à la mise en sécurité des personnes et des biens en cas d'évènement météorologique pouvant entraîner une submersion marine. Ces prescriptions devront être intégrées dans le plan communal de sauvegarde (PCS),
  - les conventions d'exploitation des lots de plage reprennent l'ensemble de ces prescriptions; les exploitants ayant ainsi connaissance du risque de submersion marine installeront leurs équipements à leurs risques et périls exclusifs,
- Les deux lots de plage 11 et 12 historiquement installés en secteurs protégés au droit du parking de la Marende peuvent être tolérés à condition qu'ils ne portent pas atteinte à la qualité du milieu (cf. L.121-24 du code de l'urbanisme). Ils doivent être entièrement démontables et respecter strictement les surfaces maximales d'exploitation suivantes : 1 000 m² pour le lot 11 et 1 500 m² pour le lot 12, dont 20 % maximum de bâti clos couvert avec 40 % maximum de la surface totale destinée à l'activité accessoire de restauration et 60 % à l'activité balnéaire.

Le stationnement des véhicules sur le DPMn au droit du parking de la Marende sera interdit physiquement. Cette surface d'environ 900 m² sera renaturée par le pétitionnaire;

- le lot supplémentaire prévu au droit du camping (lot 10) devra être supprimé, ou crée sous la forme d'une exploitation strictement balnéaire de type « transats », sans réseau et sans accès artificialisé;
- l'ensemble des clubs de plages seront reliés aux divers réseaux déjà existants ;
- les postes de secours amovibles existants seront maintenus à leur emplacement, sans aucune création de poste en dur, ni création de nouveaux réseaux ;
- le poste de secours 4 situé en site inscrit sur la plage du Racou, qui est essentiel pour assurer la sécurité des baigneurs, peut être maintenu en version démontable;
- le bâtiment d'environ 50 m² existant au droit du camping, servant à l'entreposage du matériel de navigation destiné aux postes de secours, devra être intégré à la concession de plage sans modification substantielle;

3

- les prescriptions liées aux risques devront être respectées.

La Sous-Préfète

Clara THOMAS





Service nature agriculture forêt Unité nature

# COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES (CDNPS)

Perpignan, le

07 MAI 2024

# Annexe 2 au compte rendu de la réunion du 25 avril 2024

2 - Demande de renouvellement d'une concession de plage, en espace remarquable, sur le domaine public maritime naturel (art. R.2124-24 CGPPP), sur le territoire de la commune d'Argelès-sur-Mer

Demandeur: Commune d'Argelès-sur-Mer représentée par M. Antoine PARRA

Rapporteur: M. le directeur départemental des territoires et de la mer

Sur la base d'un rapport élaboré par son service et d'un support de présentation, M. HERAULT présente la demande de renouvellement d'une concession de plage, en espace remarquable, sur le domaine public maritime naturel, sur le territoire de la commune d'Argelès-sur-Mer pour une durée de 10 ans du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre de chaque année. Après avoir rappelé le contexte réglementaire, les équipements envisagés, les enjeux environnementaux, il propose sur la base des conclusions motivées de l'instruction et de l'ensemble des services consultées, un avis favorable à l'attribution de la concession de plage naturelle située sur le domaine public maritime naturel sous réserves des recommandations et prescriptions contenues dans le rapport soumis à l'avis des membres de la commission.

Mme THOMAS remercie le rapporteur pour sa présentation et demande aux membres s'ils ont des observations.

M. GUISSET fait remarquer que le périmètre de l'opération est en zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF). Il indique la présence du Gravelot (espèce protégée) en réserve naturelle nationale du Mas-Larrieu, à proximité du site étudié et informe que son habitat est de plus en plus précarisé par les activités humaines. Il regrette que la concession de plage soit renouvelée sans amélioration de l'espace naturel et que l'attractivité économique soit favorisée au détriment de l'espace naturel.

M. HERAULT rappelle que les espaces examinés sont déjà anthropisés. La dépose des infrastructures de réseaux pourrait engendrer encore plus de dommage pour la nature. Il reprécise la prise en compte des conditions de préservation de l'environnement et du site en

espace remarquable par la réversibilité des aménagements, la réduction des clubs de plage, la mise en défens des secteurs sensibles, le passage d'un écologue en début, en milieu et en fin de chantier, la suppression du parking sur le domaine public maritime.

Mme THOMAS ajoute que les nouvelles demandes de club de plage ont été refusées. La nouvelle concession induit une diminution du nombre de lots, de seize à douze et de zones d'activités municipales (ZAM), de 4 quatre à une. Le projet tend à l'équilibre entre économie et environnement.

- M. HERAULT tient à rappeler les procédures de renouvellement de concession de plage en espace remarquable. Après avis de la CDNPS, le projet fera l'objet d'une enquête publique au titre de code général de la propriété des personnes publiques.
- M. ORTIZ tient à souligner la nécessité d'historiser les rapports annuels de l'écologue d'une année sur l'autre afin de s'assurer de la prise en compte de la mise en défens et des enjeux relatifs à la biodiversité.
- M. FLORIN regrette l'absence d'analyse paysagère. La commission est réunie dans sa formation spécialisée « des sites et des paysages ». Elle doit se prononcer sur l'opportunité du projet en espace remarquable.

Mme MEGIMBIR-URSO relève également l'absence d'exigence architecturale à l'examen du dossier.

M. FLORIN indique que cette exigence est particulièrement importante en site inscrit des Rochers du Racou et aux abords du site classé des Rochers du Racou et son domaine public maritime.

Il se fait confirmer par M. HERAULT le maintien du dispositif existant au sein du site inscrit : mise en place d'un poste de secours au droit de l'aire de stationnement, et mise en place d'une vigie sur le secteur le plus au Sud.

M. HERAULT précise qu'un cahier des charges des prescriptions techniques et architecturales est actuellement en cours de rédaction par la commune. Des règles architecturales seront définies et les exploitants devront scrupuleusement s'y tenir. Celui-ci sera joint à l'enquête publique.

Il indique également que les postes de secours doivent respecter des règles strictes de visibilité et de signalétique, et que la marge de manœuvre architecturale est limitée les concernant.

Mme THOMAS propose aux représentants de la commune de rejoindre la séance.

Mme SANZ accompagnée de M. LIEVREMONT présente la demande de renouvellement de la concession de plage intégrant la réduction des clubs de plage et des ZAM. Il rappelle notamment le souhait de la commune de pérenniser le poste de secours du Racou et de revoir les cinq autres postes initialement autorisés par le remplacement de trois postes amovibles en maillant le territoire de vigies tout le long de la plage.

M. HERAULT informe les représentants de la commune, des prescriptions et des recommandations retenues dans le cadre de l'instruction du dossier notamment de l'obligation de réaliser des postes de secours amovibles, la réalisation des lots 11 et 12 historiquement installés en secteurs protégés au droit du parking de la Marende sous certaines conditions, la suppression du lot 10 ou la mise en place d'une forme strictement balnéaire de type « transats », la suppression du stationnement sur le domaine public maritime, l'intégration du bâtiment de voilerie dans la concession de plage sans modification substantielle.

Il propose de déplacer le poste de secours au droit du camping municipal afin de ne pas empiéter sur l'espace remarquable.

Les prescriptions font l'objet de nombreux échanges entre les membres et le porteur de projet, notamment sur la réversibilité des postes de secours et leur emplacement.

M. LIEVREMONT indique prendre en compte les observations précisant que le cahier des charges était en cours de finalisation.

Mme SANZ indique que le futur projet de rénovation du front de mer contribuera à l'amélioration paysagère du littoral communal.

Mme THOMAS rappelle toute l'importance organisationnelle de l'espace tant pour la sécurité, la protection en loi littoral et les choix architecturaux réalisés qui détermineront l'image de la commune.

M. HERAULT demande à la commune la nécessité de transmettre le cahier des charges des prescriptions techniques et architecturales avant l'enquête publique.

En l'absence d'autres observations, Mme THOMAS remercie les invités pour leur participation.

M. HERAULT informe que les constructions de type algécos devront faire l'objet de demandes de permis de construire saisonnier et prendre en compte le cahier des charges établi.

En l'absence d'autres observations, Mme THOMAS invite les membres à délibérer.

Résultat du vote : avis favorable à la majorité (1 avis défavorable, 1 abstention, 6 avis favorables ) sous réserves des prescriptions suivantes :

- Les mesures de protection proposées par le porteur de projet pour éviter et réduire l'impact des installations sur l'environnement devront être respectées à savoir :
- <u>la mise en défens des secteurs sensibles</u>: les secteurs sensibles seront protégés grâce à l'installation de clôture pérenne, mais démontable. Cette mise en défens permettra de préserver et de restaurer les zones de dunes mobiles et embryonnaires et de préserver les pieds d'épiaire maritime;
- <u>l'adaptation des travaux</u>: délimitation temporaire des zones sensibles avant installation, circulation des engins selon un mode opératoire adapté (pas de nouveaux accès, cheminement hors zones les plus sensibles...);
- <u>le suivi des travaux</u>: une visite de terrain devra être réalisée par une personne compétente (écologue) la veille de la mise en place des aménagements à chaque début de saison pour vérifier la bonne prise en compte des enjeux naturalistes. Un suivi sera également mis en place afin d'historiser un bilan d'une année sur l'autre pendant la durée de concession.
- les prescriptions architecturales du cahier des charges des prescriptions techniques et architecturales devront-être respectées;
- Le début d'exploitation des plages pourra être anticipé au 1er avril, sous réserves que :
  - la période d'exploitation comprend les périodes de montage et démontage,
  - le logement nocturne ou les lieux de sommeil soient interdits sur les lots de plage,
  - le concessionnaire réalise une veille météorologique, afin de pouvoir alerter l'ensemble des usagers de la plage et de prendre les mesures nécessaires à la mise en sécurité des personnes et des biens en cas d'évènement météorologique pouvant entraîner une submersion marine. Ces prescriptions devront être intégrées dans le plan communal de sauvegarde (PCS),

- les conventions d'exploitation des lots de plage reprennent l'ensemble de ces prescriptions; les exploitants ayant ainsi connaissance du risque de submersion marine installeront leurs équipements à leurs risques et périls exclusifs,
- Les deux lots de plage 11 et 12 historiquement installés en secteurs protégés au droit du parking de la Marende peuvent être tolérés à condition qu'ils ne portent pas atteinte à la qualité du milieu (cf. L.121-24 du code de l'urbanisme). Ils doivent être entièrement démontables et respecter strictement les surfaces maximales d'exploitation suivantes : 1 000 m² pour le lot 11 et 1 500 m² pour le lot 12, dont 20 % maximum de bâti clos couvert avec 40 % maximum de la surface totale destinée à l'activité accessoire de restauration et 60 % à l'activité balnéaire.

Le stationnement des véhicules sur le DPMn au droit du parking de la Marende sera interdit physiquement. Cette surface d'environ 900 m² sera renaturée par le pétitionnaire ;

- le lot supplémentaire prévu au droit du camping (lot 10) devra être supprimé, ou crée sous la forme d'une exploitation strictement balnéaire de type « transats », sans réseau et sans accès artificialisé;
- l'ensemble des clubs de plages seront reliés aux divers réseaux déjà existants ;
- les postes de secours amovibles existants seront maintenus à leur emplacement, sans aucune création de poste en dur, ni création de nouveaux réseaux ;
- le poste de secours 4 situé en site inscrit sur la plage du Racou, qui est essentiel pour assurer la sécurité des baigneurs, peut être maintenu en version démontable ;
- le bâtiment d'environ 50 m² existant au droit du camping, servant à l'entreposage du matériel de navigation destiné aux postes de secours, devra être intégré à la concession de plage sans modification substantielle;
- les prescriptions liées aux risques devront être respectées.

La Sous-Préfète

Clara THOMAS



Direction départementale des territoires et de la mer

Liberté Égalité Fraternité

Service Mer et Littoral des Pyrénées-Orientales et de l'Aude Unité gestion du littoral Affaire suivie par : Jean-Loup Hérault

Tél.: 04 68 38 13 74

Mél: jean-loup.herault@pyrenees-orientales.gouv.fr

Perpignan, le 21 mai 2024

### RAPPORT DE PRÉSENTATION

# Commune d'Argèles-sur-Mer Procédure d'attribution de la concession de plage naturelle

Par délibération du 23 février 2023, le conseil municipal d'Argèles-sur-Mer sollicite une nouvelle concession de plage à compter du 1er janvier 2025, pour une durée de 10 ans, afin d'assurer l'aménagement, l'exploitation et l'entretien des plages.

Le présent rapport a pour objet :

- de présenter les résultats de l'instruction administrative menée par la DDTM, chargée de la gestion du domaine public maritime naturel (DPMn);
- de préciser l'avis de la DDTM;
- de proposer au préfet la signature d'un courrier à l'attention du président du tribunal administratif (TA) de Montpellier, en vue de désigner un commissaire enquêteur dans le cadre de la procédure d'enquête publique à mener.

# I - RAPPEL DE LA PROCÉDURE

La procédure d'attribution d'une concession de plage naturelle prévoit les phases suivantes :

1. **une instruction** composée d'une analyse par le service instructeur et de consultations administratives ;

Dès qu'il est saisi d'une demande de concession de plage, le préfet consulte pour avis conforme le préfet maritime au titre de ses fonctions militaires et civiles. La DDTM conduit ensuite l'instruction administrative sur la base d'un dossier remis par la commune. Il recueille en outre l'avis du DDFIP chargé de fixer les conditions financières.

A l'issue de l'instruction administrative, la DDTM transmet au préfet sa proposition, accompagnée d'un projet de convention de concession de plage.

2. une enquête publique à l'issue de laquelle le préfet se prononce sur la demande de concession de plage par arrêté.

# II - RESULTATS DE L'INSTRUCTION ADMINISTRATIVE

La commune d'Argelès-sur-Mer a déposé un dossier finalisé de concession de plage le 20 février 2024.

### II.1 - Avis conformes

- avis du préfet maritime du 04 mars 2024 : <u>avis conforme favorable sous réserve</u> des recommandations suivantes :
  - o préciser et définir réglementairement dans le cahier des charges de la concession de plage les activités nautiques motorisées ou non motorisées pratiquées au départ de certains lots de plage. La description de ces activités nautiques doit être conforme aux termes et définitions de la réglementation maritime applicable figurant notamment au sein de la division 240 annexée à l'arrêté ministériel du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires et de l'arrêté du préfet maritime de la Méditerranée n° 19/2018 du 14 mars 2018 :
  - o conformément aux dispositions du V de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2018 modifié relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, aucun éclairage des lots de plage ne sera dirigé vers la mer afin de limiter la visibilité des points lumineux depuis le large et le risque de pertes de navigation.
- avis du commandant de la zone maritime du 18 mars 2024 : <u>avis conforme favorable avec</u> les observations suivantes :
  - o le littoral méditerranéen a fait l'objet de minages défensifs et de bombardements durant la Seconde Guerre mondiale, la problématique d'une possible pollution pyrotechnique doit être prise en compte ;
  - o ce site qui n'est habituellement pas utilisé pour des activités militaires, pourra toujours l'être par les unités de la Marine nationale en mission de protection des personnes et des biens ou de défense du territoire ;
  - o la gestion de ces plages situées en zone Natura 2000, devra respecter les mesures de protection de l'environnement et de préservation de la biodiversité.

# II.2 - Avis simples

Les avis des services de l'État et acteurs associés concernés par l'attribution de la concession de plage ont été recueillis :

- avis du service ville habitat construction de la DDTM du 07 mars 2024 : avis favorable sous réserve du respect des prescriptions et des règles en vigueur au titre l'accessibilité ;
- avis du service eau et risques de la DDTM du 08 mars 2024 : <u>avis favorable</u> au titre du plan de prévention des risques naturels (PPRN) et au titre de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme, <u>sous réserve</u> de l'absence de création de structures permanentes et de l'absence d'une occupation temporaire entre le 30 octobre et le 15 mai de chaque année ;
- avis du service mer et littoral (unité littorale des affaires maritimes) de la DTTM du 19 mars 2024 : avis sans remarque particulière ;
- avis du service départemental d'incendie et de secours des Pyrénées-Orientales (service prévention) du 26 mars 2024 : <u>avis favorable sous réserve</u> du respect des prescriptions de sécurité données et de la réglementation applicable ;
- avis du Conservatoire du littoral du 04 avril 2024 : <u>avis sans observation</u>, considérant que l'implantation de la concession de plage présentée au dossier est cohérente au droit des parcelles lui appartenant ;
- avis du service conseil et aménagement des territoires de la DDTM du 05 avril 2024 : <u>avis</u> défavorable pour les lots 10, 11, et 12 ainsi que pour la construction en dur du poste de secours 1.

Au titre du Schéma de cohérence territoriale (SCoT), le lot 10 et la construction du poste de secours 1 sont en incompatibilité avec la coupure d'urbanisme du document d'orientations et d'objectifs (DOO). Les lots 11 et 12 cumulent plusieurs zonages prescriptifs de la loi littoral

ou encore de biodiversité retranscrits dans le DOO et le chapitre individualisé valant schéma de mise en valeur de la mer (CISMVM). Ils sont également incompatibles avec le ScoT;

- avis du service nature agriculture forêt (unité nature) de la DDTM du 05 avril 2024 : <u>avis favorable sous réserve</u> du respect des mesures proposées par le porteur de projet pour éviter et réduire l'impact des installations des lots et des postes de secours, les plages sollicitées étant situées au sein de plusieurs zonages écologiques (ZSC et ZNIEFF) : mise en défens des secteurs sensibles, délimitation temporaire des zones sensibles avant installation, circulation des engins selon un mode opératoire adapté, positionnement des lots et postes de secours sur des secteurs sans enjeu écologique important et suivi des travaux par un écologue (avant, pendant et après les travaux et installations) ;
- avis du Parc naturel marin du golfe du Lion du 09 avril 2024 : <u>avis technique avec</u> des <u>préconisations</u> invitant la commune à veiller plus particulièrement à sensibiliser et protéger la faune et la flore à enjeux ainsi que les espaces naturels présents dans le périmètre de la concession de plage, notamment en réduisant la production de déchets, en favorisant le nettoyage manuel des plages et en fiabilisant les raccordements des clubs de plage aux différents réseaux. Les aménagements envisagés ne devront pas aggraver les phénomènes d'érosion côtière ;
- avis de la direction départementale des finances publiques du 10 avril 2024, indiquant les conditions financières liées à l'octroi de la nouvelle concession de plage pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2035 ;
- avis de l'architecte des bâtiments de France du 23 avril 2024 : <u>avis favorable avec</u> des <u>recommandations</u> invitant la commune à privilégier l'utilisation de matériaux naturels (bois, paille, osier, toile) dont les tons (teinte neutre) favorisent l'insertion naturelle dans le paysage. L'acier est toléré pour les éléments de structure. Le PVC est interdit.

# II.3 – Avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS)

Le projet a fait l'objet d'un examen en CDNPS lors de la cession du 25 avril 2024, dont le compte-rendu sera soumis à approbation lors de la prochaine CDNPS le 23 mai 2024.

Il a recueilli un avis favorable sous réserves des prescriptions suivantes :

- les mesures de protection proposées par le porteur de projet pour éviter et réduire l'impact des installations sur l'environnement devront être respectées, à savoir :
  - la mise en défens des secteurs sensibles : par pose de clôtures pérennes démontables, afin de préserver les dunes et les pieds d'épiaire maritime ;
  - l'adaptation des travaux : par délimitation temporaire préalable des zones sensibles et cheminement sur les accès existants, en dehors des zones les plus sensibles ;
  - o le suivi des travaux : par un écologue (avant, pendant et après travaux et installation) ;
- les prescriptions architecturales du cahier des charges devront être respectées;
- le début d'exploitation des plages pourra être anticipé au 1er avril, sous réserve que :
  - o la période d'exploitation comprenne les périodes de montage et démontage ;
  - le logement nocturne ou les lieux de sommeil soient interdits sur les lots de plage ;
  - le concessionnaire réalise une veille météorologique afin de prévenir le risque de submersion marine et intègre les prescriptions correspondantes dans le plan communal de sauvegarde (PCS) et les conventions d'exploitation des lots de plage;
- les deux lots de plage 11 et 12 historiquement installés en secteurs protégés au droit du parking de la Marende peuvent être tolérés à condition qu'ils ne portent pas atteinte à la qualité du milieu (cf. L.121-24 du code de l'urbanisme) et respecter strictement les prescriptions du cahier des charges de la concession de plage.

De plus, la commune devra interdire physiquement le stationnement historique des véhicules sur le DPMn au droit du parking de la Marende situé en espace remarquable du littoral et renaturer cette surface d'environ 900 m²;

- le lot supplémentaire prévu au droit du camping (lot 10) devra être supprimé, ou créé sous la forme d'une exploitation strictement balnéaire de type « transats », sans réseau et sans accès artificialisé;
- l'ensemble des clubs de plages seront reliés aux divers réseaux déjà existants;
- les postes de secours amovibles existants seront maintenus à leur emplacement, sans aucune création de poste en dur, ni création de nouveaux réseaux ;
- le poste de secours 4 situé en site inscrit sur la plage du Racou, qui est essentiel pour assurer la sécurité des baigneurs, peut être maintenu en version démontable ;
- le bâtiment d'environ 50 m² existant au droit du camping, servant à l'entreposage du matériel de navigation destiné aux postes de secours, devra être intégré à la concession de plage sans modification substantielle ;
- les prescriptions liées aux risques devront être respectées.

# III - AVIS DU SERVICE GESTIONNAIRE DU DOMAINE PUBLIC MARITIME

Le dossier déposé dispose des pièces nécessaires à son instruction, comprenant notamment : la durée de la concession et les périodes d'exploitation de la plage, les plans détaillés du projet, la justification du respect des taux d'occupation maximums exigés et de la réversibilité des aménagements prévus, ainsi que les éléments financiers relatifs au projet.

La nouvelle concession de plage projetée constitue globalement une réponse adaptée au contexte local tout en répondant de manière satisfaisante aux objectifs d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et de sécurité des plages, ainsi qu'aux objectifs de préservation du site d'un point de vue paysager.

Les aspects relatifs à la préservation et à l'exploitation des espaces proches du littoral ont appelé quant à eux les remarques et les prescriptions synthétisées dans l'avis de la CDNPS (cf. paragraphe II.3).

Toutes les remarques exprimées dans le cadre de l'instruction administrative ont été prises en compte dans le cahier des charges de la concession de plage et dans le dossier d'enquête publique joints au présent rapport.

La DDTM émet un avis favorable à la poursuite de la procédure. Le lancement de l'enquête publique peut donc être engagé.

# Point d'attention concernant les espaces remarquables du littoral (ERL)

La DDTM appelle l'attention sur un potentiel **risque contentieux** présenté par l'implantation de 2 lots en ERL, à l'extrémité nord de la concession de plage, à la lumière notamment de récentes jurisprudences administratives portant sur des lots de plages localisés en ERL dans le département de l'Hérault.

Ce point particulier du dossier pourrait faire l'objet de remarques de la part du commissaire enquêteur ou d'associations de protection de l'environnement lors de l'enquête publique.

Dans les Pyrénées-Orientales, l'inventaire des périmètres des lots de concessions de plage situés en ERL n'a pas été réalisé à ce jour. Toutefois, une partie des lots des concessions de plage de Saint-Cyprien, Argelès-sur-Mer, Banyuls-sur-Mer, Collioure et Cerbère, ainsi que la totalité de ceux de la concession de plage de Torreilles pourraient être concernés par cette problématique dans la perspective de leur renouvellement. A ce jour, les 3 lots de la concession de plage de Canet-en-Roussillon concernés par cette problématique (dont un plus particulièrement) n'ont appelé aucune remarque suite à son renouvellement en 2023.

# IV - LANCEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

L'enquête publique est conduite sous les formes prévues par le code de l'environnement. Le dossier soumis à l'enquête comprend les pièces suivantes :

- le projet de convention de concession et son plan annexé ;
- le dossier soumis à l'instruction administrative ;
- les conditions financières de la concession fixées par le DDFIP;
- · les avis du préfet maritime et du commandant de la zone maritime ;
- · les avis recueillis lors de l'instruction administrative ;
- l'avis de la DDTM, gestionnaire du domaine public maritime.

Conformément au code de l'environnement, il revient au préfet de saisir le président du tribunal administratif en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur. En conséquence, un courrier demandant au président du TA de Montpellier de désigner un commissaire enquêteur, est joint au présent rapport.

Pour le directeur Départemental des Territoires et de la Mer, Le Directeur Adjoint, Délègué à la Mer et au Littoral,

Nicolas MAIRE

# Dossier d'Enquête Publique Pièce N°5

Désignation du Commissaire Enquêteur par le Tribunal Administratif.

Arrêté Préfectoral précisant l'ouverture de l'Enquête Publique.

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DECISION DU** 

# TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTPELLIER

04/06/2024

N° E24000057 /34

Le président du tribunal administratif

Décision portant désignation d'un commissaire-enquêteur du 04/06/2024

CODE: 6

Vu enregistrée le 27/05/2024, la lettre par laquelle Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales - DDTM demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique relative à la procédure d'attribution d'une nouvelle concession de plage sur la commune d'ARGELES-SUR-MER;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 123-1 et suivants et R 123-5;

Vu la décision en date du 1er septembre 2023 par laquelle le Président du tribunal administratif a délégué M. Louis-Noël LAFAY, premier conseiller, pour procéder à la désignation des commissaires-enquêteurs ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2024 ;

# DECIDE

- <u>ARTICLE 1</u>: Monsieur Philippe LHERMITTE est désigné(e) en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.
- ARTICLE 2: L'indemnisation du commissaire-enquêteur sera assurée par le porteur de projet, la commune d'ARGELES sur MER en application de la décision du président du tribunal administratif fixant les sommes qui lui sont dues.
- ARTICLE 3 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.
- ARTICLE 4 : La présente décision sera notifiée à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
   DDTM, à Monsieur le Maire d'ARGELES sur MER, et à Monsieur Philippe
  LHERMITTE.

Fait à Montpellier, le 04/06/2024

Le Magistrat-délégué,

Louis-Noël LAFAY



**Direction Départementale des Territoires et de la Mer** Service Mer et Littoral des Pyrénées-Orientales et de l'Aude Unité Gestion du Littoral

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DDTM/SML/2024163-0001 du 11/06/2024 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative au projet d'attribution de la concession de plage naturelle à la commune d'Argelès-sur-Mer

Le préfet des Pyrénées-Orientales, Chevalier de la Légion d'honneur, Officier de l'ordre nationale du mérite,

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), notamment les articles R.2124-13 à R.2124-38 relatifs aux concessions de plages naturelles ;

**VU** le code de l'environnement, notamment les articles R.123-1 à R.123-43 ;

**VU** la loi N° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret N° 2004-112 du 06 février 2004 modifié relatif à l'organisation des actions de l'Etat en mer ;

**VU** le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret N° 2009-1484 du 03 novembre 2009 relatif à la création des directions départementales interministérielles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 08 avril 2016 relatif aux critères et méthodes pour l'élaboration et la mise en œuvre du programme de mesures du plan d'action pour le milieu marin ;

**VU** l'arrêté préfectoral N° PREF/SCPPAT/2024144-0003 du 23 mai 2024, portant délégation de signature à Madame Emilie NAHON, directrice départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales ;

**VU** la décision de la directrice départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales, du 30 mai 2024 portant délégation de signature ;

**VU** la délibération de la commune d'Argelès-sur-Mer du 23 février 2023 sollicitant l'attribution de la concession de plage naturelle ;

VU l'avis conforme du préfet maritime de la Méditerranée du 04 mars 2024;

VU l'avis conforme favorable du commandant de la zone maritime du 18 mars 2024;

VU l'avis du parc naturel marin du golfe du Lion du 09 avril 2024;

**VU** la décision du directeur départemental des finances publiques des Pyrénées-Orientales du 10 avril 2024 fixant les conditions financières ; **VU** l'avis de la Direction départementale des territoires et de la mer, gestionnaire du domaine public maritime, donné dans le rapport de présentation du 27 mai 2024 ;

**VU** la décision N° E24000057/34 du 04 juin 2024 du tribunal administratif de Montpellier portant désignation de M. Philippe LHERMITTE en qualité de commissaire enquêteur ;

Considérant l'emprise du projet sur le domaine public maritime naturel ;

**Considérant** que le projet de demande de concession de plage naturelle est soumis à enquête publique au titre des articles R.123.1 et suivants du code de l'environnement ;

**Considérant** que le dossier présenté par la commune d'Argelès-sur-mer est recevable et réputé complet au titre des articles R.2124-13 et suivants du CG3P;

Sur proposition de Madame la directrice départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales,

# ARRÊTE

# Article 1er: OBJET ET DATE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Il sera procédé, du jeudi 27 juin 2024 au lundi 29 juillet 2024 inclus, soit 33 jours consécutifs, à une enquête publique portant sur :

le projet d'attribution pour 10 ans de la concession de plage naturelle à la commune d'Argelès-sur-Mer.

L'objet de cette concession est d'assurer l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de la plage pour répondre aux besoins du service balnéaire.

# Article 2 : DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR

Monsieur Philippe LHERMITTE est désigné par décision du tribunal administratif de Montpellier en qualité de commissaire-enquêteur pour cette enquête publique qui se déroulera en mairie d'Argelès-sur-Mer.

# Article 3: CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUÊTE

Pendant toute la durée de l'enquête, l'ensemble du dossier, comprenant notamment le projet de cahier des charges de la concession de plage et l'évaluation simplifiée des incidences sur les sites Natura 2000, sera consultable en mairie, Allée Ferdinand Buisson à ARGELES-SUR-MER, aux heures et jours habituels d'ouverture au public, à savoir du lundi au mardi, de 8h00 à 12h30 et de 14h00 à 18h00 et du mercredi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Toute personne pourra formuler sur place ses observations et propositions sur le registre d'enquête ouvert à cet effet, ou les adresser par correspondance, au commissaire-enquêteur qui les annexera au registre après les avoir visées, à l'adresse :

M. Philippe LHERMITTE, commissaire-enquêteur, Hôtel de Ville, Allée Ferdinand Buisson 66700 ARGELES-SUR-MER Le public peut transmettre ses observations et propositions à l'adresse électronique suivante : <u>ddtm-epdml@pyrenees-orientales.gouv.fr</u>

Le registre d'enquête, à feuillets non mobiles, sera numéroté et paraphé par le Commissaire-enquêteur.

La personne responsable de ce dossier pour la commune d'Argelès-sur-Mer est Monsieur le Maire et par délégation Monsieur François Lièvremont auprès duquel des informations éventuelles pourront être demandées.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la préfecture, Direction départementale des territoires et de la Mer, service mer et littoral, unité gestion du littoral, à Perpignan, dès publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique.

# Article 4: PERMANENCE DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR

Le Commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public, en mairie d'Argelès-sur-Mer , pour recevoir les observations du public, selon le calendrier suivant :

- le jeudi 27 juin 2024 de 09h00 à 12h00,
- le jeudi 11 juillet 2024 de 14h00 à 18h00,
- le lundi 29 juillet 2024 de 09h00 à 12h00.

# Article 5: CLÔTURE DE L'ENQUÊTE

A l'expiration du délai d'enquête, c'est-à-dire le lundi 29 juillet 2024 à 12h00, le registre d'enquête de la commune sera clos et signé par le commissaire-enquêteur.

#### Article 6: RAPPORT ET CONCLUSION DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR

Après avoir examiné les observations consignées ou annexées au registre d'enquête et entendu toute personne qu'il lui paraît utile de consulter, le commissaire-enquêteur dressera une synthèse des avis émis et la communiquera dans les 8 jours à Monsieur le Maire d'Argelès-sur-Mer, qui disposera de 15 jours pour faire part de sa réponse.

Dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaireenquêteur transmettra le dossier d'enquête avec son rapport et ses conclusions motivées à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales. Il adressera simultanément, une copie du rapport et des conclusions à Monsieur le Président du tribunal administratif de Montpellier.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur sera déposée à la mairie d'Argelès-sur-Mer et à la préfecture des Pyrénées-Orientales, où elle sera tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Toute personne physique ou morale concernée pourra en avoir communication après en avoir fait la demande dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration.

# Article 7: DÉCISION APRÈS L'ENQUÊTE PUBLIQUE

A l'issue de l'enquête publique, le préfet des Pyrénées-Orientales se prononce sur la demande d'attribution de la concession de plage naturelle d'Argelès-sur-Mer par arrêté préfectoral. S'il décide de ne pas suivre un avis défavorable rendu par le commissaire-enquêteur, l'arrêté accordant l'attribution de la concession de plage naturelle devra être motivé.

# Article 8 : PUBLICITÉ DE L'ENQUÊTE

Le présent arrêté sera, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, affiché en mairie et publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés, par les soins de Monsieur le Maire d'Argelès-sur-Mer, qui attestera, en fin d'enquête publique de l'accomplissement de cette formalité par un certificat qui sera annexé au dossier d'enquête.

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, cet avis d'enquête sera affiché en mairie et sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, de manière lisible et visible des voies publiques.

En outre, l'avis de publicité ainsi que le dossier complet, relatifs à la présente enquête publique sont consultables sur le site internet des services de l'État dans le département des Pyrénées-Orientales à l'adresse suivante :

https://www.pyrenees-orientales.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-et-autres-procedures/Enquetes-publiques-Domaine-Public-Maritime/Concessions-de-plages.

# Article 9: EXÉCUTION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Monsieur le préfet des Pyrénées-Orientales, Monsieur le Maire d'Argelès-sur-Mer et Monsieur le Commissaire-enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

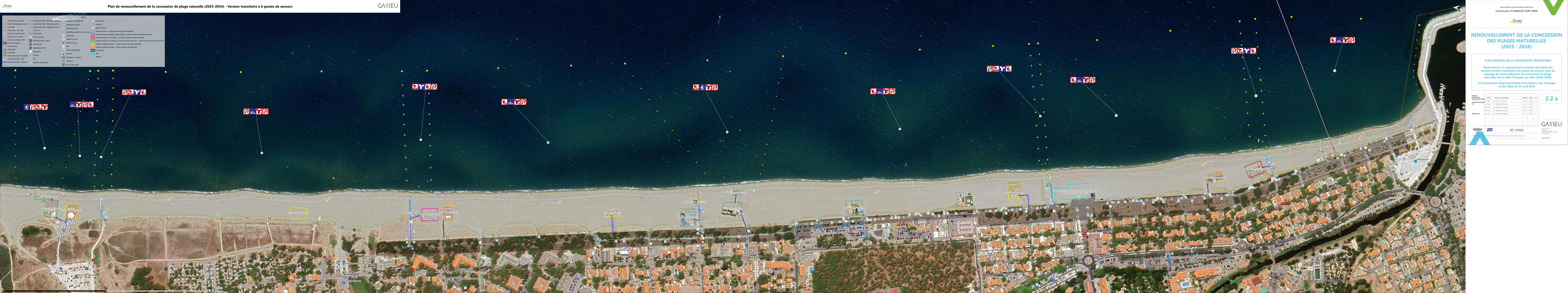
Pour le préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer, le directeur adjoint, délégué à la mer et au littoral

Nicolas MAIRE

# Dossier d'Enquête Publique Pièce N°6 Pièces annexes

- Plan d'aménagement de la future concession.









# Adresse postale

Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Pyrénées-Orientales

> 2 rue Jean Richepin BP 50909 66020 Perpignan cedex

# Téléphone

04 68 38 12 34

# Télécopie

04 68 38 11 29

# Courriel

ddtm@pyrenees-orientales.gouv.fr

Internet

www.pyrenees-orientales.gouv.fr

Conception et réalisation Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Pyrénées-Orientales